

هكذا من ليل

# Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15873 - 7 F

JEUDI 8 FÉVRIER 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## La majorité renonce à réformer l'abus de bien social

LA PROPOSITION DE LOI de Pierre Mazeaud (RPR) tendant à réduire le délai de prescription du délit d'abus de bien social à six ans ne sera pas discutée par le Parlement. Le groupe RPR de l'Assemblée a décidé, mardi 6 février, de ne pas soutenir ce texte, préférant que le gouvernement dépose lui-même un projet de loi. Au ministère de la Justice, mercredi matin, on indiquait qu'il n'en est pas question. Les critiques des associations de magistrats et celles de la gauche, accusant le gouvernement et la majorité de chercher à brider l'action des juges et à « amnistier » de fait plusieurs affaires de corruption en cours d'instruction, ont donc eu raison de la pression des chefs d'entreprise. Par ailleurs, la Cour de cassation confirme l'assimilation des procédures du juge Thierry Jean-Pierre réalisées en dehors de sa saisine.

Lire pages 8 et 12 et notre éditorial page 15

## Chronique d'une comédie du travail

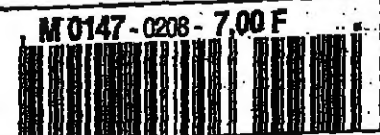


CLAIRE SIMON

MONTÉUSE, elle s'est passionnée pour le documentaire. Ainsi Claire Simon a-t-elle profité de ses périodes de chômage pour réaliser des films. *Côte que côtes*, réalisé pour la télévision et diffusé par Arte en mars 1995, sort aujourd'hui au cinéma. En revenant, chaque fin de mois, filmer la vie d'une petite entreprise de restauration confrontée à d'insurmontables difficultés financières, elle a composé une comédie du travail et de l'argent, en forme de chronique d'une famille annoncée. Patron et employés jouent leur propre rôle dans un film dont le scénario leur échappait autant qu'à la réalisatrice, qui découvrait au jour le jour les péripéties du récit. Claire Simon réalise actuellement son premier long métrage de fiction, *Sinon oui*. On lira aussi dans nos pages consacrées au cinéma les critiques de tous les nouveaux films, dont les *Mémoires d'un jeune con*, de Patrick Aurillac, initiation d'un jeune bourgeois au banditisme, et un reportage sur Al Pacino, qui a présenté son premier film de réalisateur, *Looking for Richard*, variation sur le *Richard III* de Shakespeare.

Lire pages 25, 26, 27 et 28

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 6 F ; Belgique, 25 BF ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 34 DKK ; Espagne, 220 Ptas ; Grèce, 172 Drac ; Italie, 200 L ; Japon, 200 ¥ ; Liban, 1 400 L.L. ; Luxembourg, 40 F.L. ; Maroc, 9 Dirhams ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3,60 F ; Portugal, 200 Escudos ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 200 S.E. ; Suisse, 2,50 F.S. ; Tunisie, 1 Din. ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.



## M. Bayrou veut faire de l'école un « sanctuaire » contre la violence

Les enseignants se mobilisent pour leurs conditions de travail

ALORS QUE de nouveaux incidents se sont produits, mardi 6 février, dans des établissements scolaires, le ministre de l'Éducation nationale, François Bayrou, a tenté de rassurer le corps enseignant. « La violence à l'école est le reflet de la violence de la société. Pendant des décennies, on a plaidé pour une école ouverte (...). Il faut prendre une position inverse, travailler à resanctuariser l'école », a-t-il déclaré, mardi 6 février, à l'Assemblée nationale. M. Bayrou a préconisé l'installation de clôtures autour des établissements, et s'est prononcé pour la restauration d'un article de la loi anticasseurs, permettant d'interdire l'entrée dans l'établissement scolaire.

En lançant ce débat, François Bayrou tente de calmer des enseignants qui avaient accueilli avec trouble trois mesures annoncées le 1<sup>er</sup> février : création d'un numéro de téléphone « SOS violence », formation à l'enseignement en banlieue, appel à des « grands frères ». Les syndicats enseignants dénoncent la « dégradation continue » de leurs conditions de travail. Le SNES appelle à une manifestation devant le ministère de l'Éducation, mercredi 7 janvier, tandis que le Syndicat national des chefs d'établissement (SNFDE) demande l'intervention du premier ministre. Le socialiste Jack Lang a demandé, mercredi matin, « le déblocage en urgence de 1 000 postes



de surveillants », estimant que les systèmes mis en place par les gouvernements socialistes s'étaient « depuis trois ans défilés ».

Lire page 10

## Bull cède à Packard Bell sa micro-informatique

Cette cession renforce l'hégémonie américaine

BULL renonce à être un acteur direct dans l'industrie de la micro-informatique. Le groupe français cède les activités de sa filiale Zenith Data Systems au constructeur américain Packard Bell, dont il détient 19,9 %. Le japonais NEC, actionnaire de Bull et également de Packard Bell (19,9 %), apportera de l'argent frais à ce dernier.

La nouvelle société Packard Bell, issue de cette fusion, appartiendra au peloton des cinq poids lourds mondiaux de l'industrie micro-informatique, derrière Compaq, IBM, talonnant Apple et devançant NEC. Il deviendra même numéro un, devant Compaq, sur le marché américain. L'intégration de Zenith Data Systems (ZDS, treizième mondial) à Packard Bell, conforte l'hégémonie américaine dans ce secteur.

Il s'agit d'un tournant dans la stratégie du groupe informatique français. L'acquisition, il y a sept ans, du constructeur américain d'ordinateurs personnels ZDS, s'est révélée un échec commercial et un gouffre financier. Après deux années laissées à

cette filiale à 100 %, spécialisée sur ce marché, pour faire la preuve qu'elle pouvait se redresser, Jean-Marie Descarpentrie a tranché. Face aux comptes toujours « lourdement déficitaires » de ZDS fin 1995, le PDG de Bull a décidé de mettre un terme à une aventure qui aura largement contribué aux mauvais résultats du groupe depuis six ans.

L'abandon de ZDS va sérieusement alléger les comptes de Bull. En 1995, pour la première fois depuis 1988, le constructeur sort du rouge et devrait dégager un bénéfice net de l'ordre de 300 millions de francs.

Bull, qui s'appuie à procéder à des réorganisations internes, concernant aussi bien la composition de son état-major que la définition de son périmètre d'activités, va également se consacrer, en 1996, à la recherche d'un quatrième actionnaire de référence, aux côtés des trois principaux qui sont le japonais NEC, l'américain Motorola et France Télécom.

Lire page 16

## Scènes de mœurs au Kremlin

MOSCOU

On savait déjà que le favori de Boris Eltsine, son garde du corps Alexandre Korjakov, gérait les écoutes des collaborateurs du président. Le chef de son administration, Sergueï Filatov, s'en était plaint devant la presse en 1995, avant de perdre brutalement son poste. Désormais, les paris sont ouverts à Moscou pour savoir combien de temps il faudra pour que Viatcheslav Kostikov, proche d'Eltsine et ambassadeur auprès du Saint-Siège, subisse le même sort.

Cet ancien porte-parole de Boris Eltsine publie en effet des *Mémoires* acides et indiscrets, livre à paraître dont des extraits sont sortis dans l'hebdomadaire *Argumenty i Fakty*. Interrogé à cette occasion par la chaîne privée NTV, dans son émission *Itogi* (le « 7 sur 7 » russe), Viatcheslav Kostikov brosse un portrait sans complaisance de Boris Eltsine.

« Son idéologie, son ami, sa maîtresse, sa passion, c'est le pouvoir, a-t-il déclaré. Tout

ce qui est au-delà l'intéresse beaucoup moins. » « Cela dépasse parfois les limites d'une morale raisonnable », a indiqué celui qui aurait une revanche à prendre. Kostikov aurait été déstabilisé et précipité dans la Volga, un soir d'été bien arrosé, lors d'une croisade présidentielle. Les « hommes de Korjakov » auraient fait preuve de zèle, après que Boris Eltsine eut imprudemment manifesté le souhait d'être « débarrassé » de son porte-parole, qu'il trouvait trop agité à son goût ce soir-là.

Après ces révélations, l'ancien commensal semble peu inquiet de son avenir : « Boris Nikolaevitch devrait lire mon livre, même s'il paraît qu'il lit de moins en moins. L'ambassadeur auprès du Saint-Siège enfourche la théorie qui veut qu'une réélection de Boris Eltsine en juin serait préférable à une « arrivée au pouvoir des communistes ». Même si, dit-il, le président en titre n'a « jamais » eu de « convictions démocratiques » et même si, « ces derniers temps, il semble de plus en plus mal informé ». Au passage, Kostikov critique

« la situation malsaine du triangle qui lutte en permanence » pour entourer Boris Eltsine. Après l'éviction du « libéral » Filatov, un duel opposerait à présent Alexandre Korjakov, le garde du corps, et Victor Ilouchine, le premier assistant, caractérisé par sa « dévotion jalouse » envers le patron du Kremlin.

Les autres collaborateurs peuvent ainsi transmettre un dossier réclamé par le président et voir celui-ci « prendre soudainement une décision contraire ».

Ce peut être parce que Alexandre Korjakov, qui joue auprès de Boris Eltsine le rôle du « valet qui, dans la tradition russe, sert de majordome au seigneur, apportant les pantoufles, une bonne soupe ou la vodka », a donné son avis sur la question. Ne lui attribue-t-on pas le plan d'attaque de la Tchétchénie.

Mais cela, Viatcheslav Kostikov ne l'a pas dit.

Sophie Shihab

## Les charniers de l'indifférence

SARAJEVO

Le monde entier, étonné et horrifié, découvre que l'armée serbe a jeté ses prisonniers musulmans dans des fosses communes en Bosnie-Herzégovine. Le monde entier esquisse un rictus dégoûté et promet de châtier les coupables. Emissaires, diplomates et reporters se pressent autour des squelettes des martyrs de Srebrenica, s'indignent et menacent. Si leur arrivée sur les lieux des crimes est évidemment capitale, leur air scandalisé n'en demeure pas moins surprenant.

Car jamais une guerre n'aura été autant scrutée à la loupe que le conflit de l'ex-Yugoslavie. Partout, à proximité de chaque champ de bataille, des journalistes ont vu et témoigné. Les organisations humanitaires ont recueilli des milliers de témoignages, accablants pour ceux qui sont désormais désignés comme des « criminels de guerre ». Les services de renseignement des pays occidentaux, présents sur le terrain, équipés d'avions et de satellites espions, ont suivi la moindre étape du conflit, d'autant plus consciencieusement qu'ils s'acquittaient pour la sécurité de leurs « casques bleus » déployés en Bosnie. Les options publiques ont pu, lorsqu'elles le dé-

siraient, s'informer de l'évolution de la guerre et en connaître les moindres péripéties.

La disparition de vingt mille hommes musulmans sur le sol bosniaque, dont dix à dix mille autour de Srebrenica, n'est pas une découverte. Depuis la prise de l'enclave, en juillet 1995, par les soldats du général Ratko Mladic, leur sort était connu. Les rescapés avaient raconté les chasses à l'homme, décrit les exécutions et les carnages. Les journaux du monde entier avaient publié leurs témoignages. Les États-Unis, dès le mois d'août, avaient diffusé des photographies aériennes d'un coin de terre retournée et un reporter pouvait vérifier sur place la véracité des accusations.

A l'automne, à la suite d'une enquête parlementaire aux Pays-Bas, le monde apprendrait que les « casques bleus » néerlandais avaient assisté à des massacres sans tirer un seul coup de fusil. Les Bosniaques s'étaient inquiétés du rôle de la France et du commandant de la Forprohm, le général Janvier, qui préconisait l'abandon des enclaves bosniaques.

Rémy Ourdan

Lire la suite page 15

## LE DROIT DANS SA PLUS SIMPLE EXPRESSION.



Nos auteurs ont le souci de la clarté et de la précision. Complexe par excellence, la matière juridique et fiscale exige une simplicité d'écriture dans ses commentaires et analyses. Nous écrivons comme vous souhaitez nous lire. Tél (1) 40 92 68 68

— EDITIONS —  
LEGISLATIVES

ÉDITEUR DES DICTIONNAIRES ET CODES PERMANENTS

CONVENTIONS COLLECTIVES FISCAL ÉPARGNE ET PRODUITS FINANCIERS

## Les mineurs ukrainiens en grève

Notre envoyée spéciale, Natalie Nougayrède, raconte la « protestation prolétarienne » des mineurs du Donbass, sur fond de nostalgie de l'Union soviétique. p. 5

## Tensions chinoises

La Chine s'approprierait à conduire de nouvelles manœuvres militaires dans le détroit de Formose, tandis que Taïwan propose des liaisons maritimes entre l'île et le continent. p. 2

## La nouvelle aisance des agriculteurs

Le gouvernement envisage de consolider l'aisance des paysans, sensible depuis trois ans, en leur faisant bénéficier d'allègements fiscaux. p. 6

## M. Tiberi s'inquiète de la qualité de l'air

Le maire de Paris veut renforcer le contrôle de la pollution de l'air dans la capitale, au lendemain de la publication dans *Le Monde* d'un rapport accablant sur ses conséquences sanitaires, à Paris et à Lyon. p. 11

## Les TGV jonglent avec l'électricité

L'étonnante hétérogénéité des réseaux ferrés oblige à concevoir des rames capables d'utiliser quatre types d'alimentation différents. p. 22

## Tombouctou destination ultime

Cent cinquante ans après le premier explorateur, on y accède toujours par de méchantes pistes. p. 23

International	2	Annuaire classés	21
France	6	Agenda	24
Société	10	Abonnements	24
Carnet	12	Météorologie	24
Horizons	13	Mots croisés	24
Entreprises	14	Culture	25
Finances/marchés	18	Communication	25
Aujourd'hui	20	Radio-Télévision	26



**ASIE** La Chine s'apprête à conduire de nouvelles manœuvres militaires, à compter du samedi 10 février, dans le détroit de Formose, selon un quotidien de Hong-

kong. Les autorités de Taïwan n'en ont pas moins exprimé à Pékin une volonté d'apaisement en proposant notamment l'établissement de liaisons directes entre l'île et le

continent. ● LA FRANCE a invité les deux parties « à la plus grande retenue », et ce à la veille de la visite d'Hervé de Charette qui est arrivé mercredi 7 février à Pékin, pour une

visite de trois jours, en compagnie d'une forte délégation d'industriels. ● UNE DISSIDENTE CHINOISE s'est vu refuser, au printemps 1995, par la France, un visa d'entrée qui lui au-

rait permis d'obtenir l'asile politique. Ce pédiatre avait dénoncé le scandale des enfants abandonnés par leurs parents et confiés à des orphelinats-mouroirs.

## La tension avec Taïwan révèle le poids politique de l'armée en Chine

Le ministre français des affaires étrangères entame une visite de trois jours à Pékin pour tenter d'effacer les conséquences néfastes, en matière d'échanges commerciaux, qu'avait provoquées la vente d'avions Mirage à Taïpeh

**PÉKIN**  
de notre correspondant  
Alors que Pékin s'apprête à conduire des manœuvres militaires dans la province du Fujian - le quotidien de Hongkong *Ming Pao* affirme qu'elles mobiliseront près de 60 000 soldats à compter de samedi 10 février - Taïwan a exprimé à Pékin une volonté d'apaisement face à l'escalade de la tension dans le détroit de Formose : le ministre des transports et des communications a déclaré que l'île était prête à établir des liens directs, notamment maritimes, avec le continent comme celui-ci le réclame, à condition que Pékin montre sa « bonne volonté ». Quant au chef de l'Etat, Lee Teng-hui, il a profité d'une réunion électorale pour appeler le public taïwanais à prouver sa compassion envers les victimes du récent tremblement de terre dans la province du Yunnan.

La Bourse de Taïwan a chuté, mardi, de 1,5 %, pour la troisième journée consécutive, réagissant ainsi aux bruits de boîtes contournées. L'armée de Taïwan s'est livrée à deux jours de manœuvres que les autorités ont pris soin de présenter comme un exercice de routine. L'actuelle poussée de fièvre est liée à l'échéance de l'élection présidentielle du 23 mars, à Taïwan, dont le grand favori est M. Lee. Or, les dirigeants chinois viennent d'accuser le chef de l'Etat d'être de mèche avec le candidat indépendantiste du Parti démocratique progressiste (DPP), Peng Ming-min, pour déclarer l'indépendance de l'île. Ce commentaire de l'agence Chine nouvelle a été lu sur toutes les radios et télévisions du continent.

A peu près au même moment, à Pékin, l'ensemble des attachés militaires étrangers, notamment occi-



dentaux, étaient conviés à une réception donnée par les forces armées en l'honneur de la nouvelle année du calendrier lunaire, le 19 février. Ils y ont entendu le général Luo Bin, chef des relations extérieures de l'armée chinoise, se féliciter de sa « coopération amicale » avec les armées étrangères et assurer que le bras militaire chinois « fera des efforts inlassables en vue de maintenir la stabilité et la paix dans la région et dans le monde ».

Le Quai d'Orsay, par la voix de son porte-parole, à la veille de la visite de M. de Charette, avait émis le souhait que les deux riverains chinois « s'en tiennent à la plus grande retenue » dans leur différend. Le même message a été plus particulièrement adressé par Washington à Pékin à l'occasion de la visite d'un vice-ministre continental des affaires étrangères, Li

Zhaoxing, aux Etats-Unis. Le jeu américain est toutefois ambigu, le président Clinton ayant choisi ce moment précis pour annoncer la levée de l'interdiction, en vigueur depuis la répression militaire de 1989, d'exportation de satellites américains de télécommunications à la Chine.

La presse officielle chinoise a, pour sa part, paru vouloir mettre la diplomatie française de son côté en citant des propos de M. de Charette à l'appui de la thèse selon laquelle « Taïwan est une partie inaliénable de la Chine ». Cette phrase-clé figure en effet dans le communiqué de normalisation des relations franco-chinoises de 1994 mais le Quai d'Orsay, dans ses déclarations récentes, a simplement répondu : « Nous considérons qu'il n'y a qu'une Chine. »

F. D.

## Des militaires « au service du peuple » ou d'eux-mêmes ?

**PÉKIN**  
de notre correspondant  
Les gesticulations de Pékin à l'encontre de Taïwan et de Hongkong, la place accordée, dans les médias officiels, à la « grande muette », et l'insistance du chef de l'Etat, Jiang Zemin, à s'afficher en quasi-uniforme traduisent une régression sérieuse du pouvoir chinois, au crépuscule du règne de Deng Xiaoping, vers la situation qui prévalait à son arrivée aux commandes : la domination, en coulisses, des militaires sur l'échiquier politique.

Ceux-ci n'ont certes jamais été très loin des organes de décision au cours des deux décennies écoulées. Mais M. Deng avait réussi à

inverser la tendance qui s'était fait jour à la fin de la vie de Mao Zedong après la désastreuse révolution culturelle. Alors, le Parti communiste ayant explosé avec les instances civiles qu'il contrôlait, il avait fallu au pouvoir s'appuyer massivement sur l'armée pour garder le pays en mains.

La célèbre maxime maoïste voulant que « le parti commande aux fusils » était, dans la réalité, respectée dans la seule mesure où l'armée demeurait dans son ensemble sous le commandement personnel des figures prestigieuses qui avaient conquis le pays en 1949 sous l'habit de « révolutionnaires » qu'ils n'étaient pas. Encore s'en était-il fallu de peu que l'outil militaire ne se casse lors de la crise qui mena au putsch manqué de Lin Biao, en 1971. Bien plus qu'à Mao, déjà perdu dans ses lubies, le pouvoir avait dû à la sagacité de Zhou Enlai de se maintenir.

Puis, une préoccupation majeure d'un Deng Xiaoping parvenu à la tête du pays fut de convaincre les militaires de retourner dans leurs casernes, d'une part en les autorisant à se lancer dans les affaires pour s'enrichir, d'autre part, en leur apportant la démonstration, cruelle mais convaincante, de leur nullité opérationnelle dans un conflit où pourtant la Chine aurait dû l'emporter face au Vietnam, en 1979.

La leçon fut comprise et l'armée se concentra sur sa propre mutation, d'une gigantesque troupe de va-mu-pieds en une force disparate mais dotée de quelques unités capables d'infliger des pertes sérieuses à un ennemi éventuel. L'épisode permit à la Chine de commencer à édifier un système d'instances civiles certes encore dominées par le Parti communiste et son réseau de délateurs, mais à partir desquelles purent se créer les premiers éléments d'institu-

tions appelées à contrecarrer l'arbitraire politique.

Or, pour imposer une telle mutation, il fallait un homme au passé militaire impeccable, et même glorieux, même si les choix de Deng en matière d'ouverture économique étaient loin de faire l'unanimité de ses compagnons de route. Ceux-ci virent leurs pires craintes se matérialiser dans la catastrophe de Tiananmen, en 1989, quand, la police ayant baissé les bras devant le soulèvement pacifique de la jeunesse pékinoise en raison des divisions qu'elle constatait dans le parti, il fallut faire appel à l'armée pour reprendre la situation en main. Les militaires s'y résolurent mais en firent payer le prix politique aux dirigeants civils. Désormais, et au corps défendant des plus modernistes des siens, l'armée redevenait l'arbitre entre factions du pouvoir. La situation qui prévaut aujourd'hui est que, Deng étant mourant, l'appui d'une armée glorieuse en équipements est de nouveau la clé de la succession au sommet du régime.

« L'ESPACE VITAL »

D'autres facteurs devaient conduire les voisins de la Chine à contempler avec inquiétude les postures martiales des occupants du trône chinois. La différence de densité démographique aux frontières, notamment du Nord, en est un, crucial. Or des penseurs stratégiques chinois ont d'ores et déjà exhumé du passé des tentatives de théorisation de « l'espace vital ».

Celui-ci, dans la pensée chinoise, est fortement associé au rayonnement culturel. On n'oublie pas, en Extrême-Orient russe, que l'empire mandchou jadis y régnait, précisément jusqu'à une époque où il était torturé de tentations militaristes, vivant mal son entrée involontaire dans le monde planétaire. De surcroît, il n'existe pas en

Chine de véritable culture de la paix. Il en existe une, en revanche, richissime, de la guerre. Elle remonte à l'Art de la guerre de Sunzi, composé entre 400 et 320 avant notre ère, dont on retrouve quantité de concepts jusque dans la propagande communiste actuelle. Il s'agit d'une vision du monde où l'antagonisme guerre ou paix n'a guère de place, l'une et l'autre appartenant à une projection culturelle de l'ordre de la conquête.

Il est donc très abusif, d'un point de vue stratégique, d'estimer que la Chine « n'a jamais été expansionniste », comme on l'entend souvent dire. Elle l'a été tout au long de son histoire puisque c'est ainsi que s'est formé ce qui demeure le dernier empire du monde. Simplement, elle a souvent préféré des armes politiques, conservant en dernier ressort l'usage de son bras militaire pour le cas où l'intimidation échouerait.

Come ailleurs, au demeurant, c'est souvent quand l'Etat chinois était faible sur le plan intérieur qu'il se lançait dans des conquêtes militaires. Situation qui caractérise précisément le Parti communiste chinois de nos jours. Enfin, si la Chine moderne n'a pas été, tant s'en faut, le seul facteur de guerre sur le théâtre asiatique au XXe siècle, il convient de noter qu'elle n'a été absente d'aucun des conflits qui y ont eu lieu pendant cette période, et très rarement des guerilles internes qui agitaient les pays de la région.

C'est dans ce contexte qu'il faudrait lire l'insistante affirmation par les dirigeants chinois que ce pays, entrant de plain-pied dans les échanges globaux, « a par-dessus tout besoin, pour le moment, d'un environnement pacifique ». Les mots qui comptent ici sont « pour le moment ».

Francis Deron

## Paris a refusé d'accueillir une dissidente en 1995

**LE CONSULAT** de France à Hongkong a refusé, au printemps 1995, de délivrer le visa qui aurait permis à Zhang Shuyun, une femme médecin chinoise persécutée pour avoir dénoncé l'horreur des orphelinats-mouroirs dans son pays, de demander l'asile à Paris. Les ennemis de Zhang Shuyun avec les autorités françaises ont été révélés le 6 février par *Libération*. Zhang Shuyun a quitté la Chine, en mars 1995, pour échapper aux menaces qui pesaient sur elle depuis qu'elle avait révélé le sort de nombreux enfants abandonnés, mourant de faim et souffrant de mauvais traitements dans des institutions situées notamment à Shanghai (*Le Monde* du 9 janvier). Les services consulaires français avaient été informés du rôle du médecin dans la mise au

jour de ce scandale qui a valu des persécutions à des députés du Congrès du peuple de Shanghai et à des avocats favorables à l'organisation d'une enquête indépendante.

Zhang Shuyun avait emporté de Chine les registres consignés l'arrivée à l'orphelinat de Shanghai de bébés en bonne santé et leur décès inexpliqué, quelques mois plus tard. Mais la France, tout comme les Etats-Unis, a refusé d'ouvrir ses portes à la dissidente, en dépit de multiples interventions favorables. Finalement, Zhang Shuyun a trouvé refuge en Grande-Bretagne, où elle vit depuis la fin de juin 1995.

Le 9 janvier, les télespectateurs de la chaîne de télévision privée britannique Channel Four découvraient un documentaire terrifiant intitulé *Retour aux chambres de la mort*. La pédiatre décrivait l'instinct de Shanghai pour le bien-être des enfants comme un mouloir pour enfants abandonnés ou sacrifiés par la politique d'eugénisme prônée en Chine, à la manière des « orphelinats » de la Roumanie de Ceausescu. L'horreur dépeinte, photos à l'appui, par Zhang Shuyun, a nourri un rapport accusant de l'Organisation américaine de défense des droits de l'homme, Human Rights Watch. L'émission a été qualifiée de faux par les officiels chinois, qui en ont vainement demandé l'interdiction. Le même jour, selon Human Rights Watch, Zhang Zian, propre frère du médecin, a été arrêté par des agents de la sécurité d'Etat pour « sédition ».

Philippe Bernard

## La visite d'Hervé de Charette

Hervé de Charette est arrivé, mercredi 7 février, à Pékin pour une visite de trois jours. C'est le premier voyage en Chine d'un chef de la diplomatie française depuis l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, en mai 1995. M. de Charette devait rencontrer son homologue Qian Qichen, vice-premier ministre, ainsi que les chefs de l'Etat et du gouvernement, Jiang Zemin et Li Peng. Il se rendra, vendredi, à Xian pour y visiter des usines aéronautiques, puis à Canton avant de gagner Hongkong puis Djakarta.

Par avance, le Quai d'Orsay a fait savoir que Paris n'entendait pas adopter envers Pékin une position pugnace sur la question des droits de l'homme, préférant « la discrétion » par souci d'efficacité pour le sort des prisonniers de conscience. Le plus célèbre est Wei Jingsheng, qui vient d'être réemprisonné pour quatorze ans et qui, aux Etats-Unis, est proposé pour le prix Nobel de la paix.

Quant aux risques d'un affrontement entre le continent et Taïwan, Paris ne paraît pas avoir, en la matière, de religion très ferme. Le négociateur privilégié du « rabibochage » franco-chinois, Jacques Friedmann, patron de l'UAF, a fait, aux alentours de la nouvelle année, un séjour discret à Pékin, semble-t-il pour rassurer les dirigeants chinois quant à la détermination de la France de ne pas armer l'île qui échappe à leur contrôle.

La visite de M. de Charette peut apporter des éclaircissements sur une position française à tout le moins ambiguë.

G. H.



## La réforme de la coopération se traduit par la création d'un comité interministériel

M. Juppé se contente d'une simple coordination de l'aide au développement au lieu d'une réorganisation

Avec plusieurs mois de retard et quelques remous qui en ont affecté la portée, la réforme de l'ensemble des moyens de coopération devait être

entérinée, mercredi 7 janvier, par le premier ministre. Ténacité réformée, en fin de compte, qui, plutôt qu'une réorganisation, institue une « coordi-

nation » entre les ministères et services intéressés, notamment avec la création d'un comité interministériel de l'aide au développement.

ALAIN JUPPÉ tient enfin « sa » réforme de l'organisation de l'aide publique au développement, c'est-à-dire des différents outils de la coopération, organisation jusqu'à maintenant complexe et dispersée, relevant de plusieurs ministères et institutions, plus ou moins jaloux de leurs prérogatives et peu enclins à la concertation. Réforme nécessaire, d'autant plus en période de rigueur budgétaire. Réforme importante, dans la mesure où la France se flatte d'être l'un des pays les plus généreux dans l'aide publique au développement, avec 50 milliards de francs par an.

L'idée était dans l'air depuis des années et M. Juppé l'avait précisée alors qu'il était encore ministre des affaires étrangères. Devenu premier ministre, il s'était empressé, en juin 1995, de lancer l'étude du projet, avec pour consignes : mieux adapter l'aide dans la politique extérieure de la France, clarifier les responsabilités, renforcer la « cohérence » et la « transparence », aller dans le sens de la « simplicité » et de l'« efficacité », éviter les « doublons ». Des consignes qui en disaient long sur les carences et défauts du système en vigueur.

Les différentes administrations concernées ont « planché » durant l'été et M. Juppé pensait pouvoir prendre une décision finale au début du mois de septembre au plus tard. Mais, de faux pas en faux pas, la réunion décisive n'a cessé d'être reportée, jusqu'à ce 7 février, et le résultat n'est certainement pas – quoi qu'on en dise à Matignon – à la hauteur des espoirs du premier ministre. Dans les milieux chargés de la coopération, on préfère désormais parler d'amé-

nagement plutôt que réforme. Le plan en six points qui a été arrêté se résume en un mot : « coordination ». Mais il ne s'agit pas d'une réorganisation. Les ministères et organismes impliqués conservent leurs attributions, à quelques modifications marginales près. Le ministère de la coopération, dont l'avenir a été mis en question, sortira même relativement renforcé de cette affaire.

C'est notamment le débat sur le sort de ce ministère qui a considérablement retardé le projet et en a limité les ambitions. Fin août, le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, interprétant à sa manière la volonté de « cohérence » de M. Juppé, jette un pavé dans la mare en déclarant que le Quai d'Orsay et la Rue Monsieur ne vont bientôt plus faire « qu'un ». Comme Jacques Godfrain, nouveau titulaire du portefeuille de la coopération, n'est déjà plus que ministre « délégué », placé sous la tutelle du chef de la diplomatie, la disparition du « ministère de l'Afrique » paraît annoncée. Les Africains s'alarment, y voient une réorientation de la politique française à leurs dépens, un démenti aux assurances données le mois précédent par Jacques Chirac, qui a réservé à l'Afrique sa première grande visite à l'étranger après son accession à l'Élysée.

A Paris, c'est la consternation. Jusqu'au Quai d'Orsay où l'on est obligé de rectifier : pas de « fusion », seulement un « rapprochement ». Comme M. Juppé vient de redire qu'il tient beaucoup à la mise en place d'un « budget d'action extérieure », regroupant en un document unique l'ensemble des

crédits destinés à l'étranger, on craint, dans les autres ministères, que le giscardien M. de Charette se veuille principal bénéficiaire d'une vaste réforme. A Bercy, au ministère de l'économie et des finances – qui contrôle la moitié des quelques 50 milliards de francs alloués à l'aide au développement (la Rue Monsieur ne gérant que 7 milliards) –, il n'en faut pas plus pour fournir les armes d'une longue résistance. A Matignon, on est confus et on murmure que M. de Charette a dépassé de beaucoup la pensée de M. Juppé. On sait que l'Élysée, quelque peu tenu à l'écart de l'élaboration de la réforme, ne va pas manquer l'occasion de rappeler que la politique étrangère – surtout quand elle concerne l'Afrique – est du « domaine réservé ».

### « MIEUX AVEC MOINS »

Mais, à l'instar du chiraquien M. Godfrain, l'Élysée se mure dans le silence. M. Chirac, « l'Africain », attend son heure. En décembre, au Bénin, à la veille du sommet de la francophonie, il affirme avec force que le ministère de la coopération restera « indépendant ». Et, en privé, avec ses amis africains, il évoque les « traites » du Quai. A ce moment, M. de Charette et ses gens boudent les ultimes réunions de mise au point de la réforme et le Quai refuse de transférer rue Monsieur ses pouvoirs et moyens pour 35 pays (dont l'Afrique du Sud) qui font maintenant partie du « champ » d'intervention du ministère de la coopération et non plus du ministère des affaires étrangères. M. Juppé vient de trancher : le Quai devra obtempérer.

Le principal élément de cette réforme, qui n'en est pas vraiment une, tient à la création d'un comité interministériel de l'aide au développement (CIAD), chargé de mener une « coordination » générale et présidé par le premier ministre. Y siègeront le ministre des affaires étrangères, celui de l'économie et des finances, les ministères délégués à la coopération, au budget et au commerce extérieur.

Réuni au moins une fois par an, ce comité interministériel doit définir les grandes orientations et les « priorités ». Le CIAD devra aussi procéder à une évaluation annuelle de l'efficacité de l'aide, dans un rapport dont le Parlement aura connaissance.

Au moment où le budget du ministère de la coopération diminue de 5 % (de 1995 à 1996), cette vérification manifeste un souci que certains experts traduisent ainsi : « faire mieux avec moins ». La composition du CIAD se retrouvera au niveau des hauts fonctionnaires, qui devront se réunir plus régulièrement, de même que « sur le terrain », dans les pays « du champ », où les ambassadeurs présideront des comités locaux de coordination.

Le « rapprochement » entre le Quai d'Orsay et la Rue Monsieur ne se traduit que par la constitution d'un « comité de pilotage » commun aux deux ministères et la présentation dans un même dossier de budgets séparés. On est encore loin du budget unique pour toute l'aide publique à l'étranger tel que l'a envisagé M. Juppé pour 1997.

Francis Cornu

## Divergence parlementaire sur la francophonie

Le débat sur le projet d'amendement constitutionnel devait s'engager mercredi 7 février, au Sénat

CE N'EST PAS d'hier que plusieurs des quarante-huit partenaires francophones de Paris regrettaient que « les Français ne soient pas encore entrés en francophonie », selon le mot du président sénégalais Abdou Diouf. A en croire le secrétaire général de l'ONU, « la francophonie est née d'un désir ressenti hors de France ». Or la réponse de la France n'a pas été à la hauteur de ce « désir », du moins aux yeux de maints utilisateurs étrangers du français à travers la planète. Leur satisfaction de 1992, après la réforme constitutionnelle qui consacrait le français « langue de la République », fit place, en 1994, à la déception devant l'ironie suscitée par la loi Toubon sur l'emploi du français en France.

Des sénateurs de la majorité, soutenus par des élus d'autres bords, proposèrent, en 1995, d'adopter un article ainsi conçu : « La République participe à la construction d'un espace francophone de solidarité et de coopération ». Voté par le Sénat, ce texte ne fut pas retenu par l'Assemblée. Voulu par nos parlementaires, M. Chirac, au sommet de Cotonou, déclara sur TV 5, le 3 décembre : « La francophonie est une idée qui progresse. Pour la première fois un débat est ouvert pour savoir si nous devrions, dans la Constitution française, apporter une modification qui permettrait de mentionner la francophonie et nos responsabilités à son égard ».

Le lendemain, M. Chirac précisait : « Je ne serai pas hostile à un amendement constitutionnel sur la francophonie s'il y a accord au Parlement ». Divers signes montrèrent que le message avait plu. Jacques Legendre et certains de ses pairs, tel le

sénateur socialiste Guy Penne, modifièrent ainsi le projet de 1995 : « La République participe au développement de la solidarité et de la coopération entre les États et les peuples ayant le français en partage ».

C'est alors que l'entourage de M. Toubon fit savoir que le garde des sceaux était « absolument opposé » au principe de cet amendement. A la récente réunion de l'Association des parlementaires francophones, à Hanoi, des députés étrangers se sont étonnés tandis qu'à Paris, des diplomates, notamment africains, se sont émus de ce qui serait considéré par eux comme une « rebuffade ». Le débat sur l'amendement devait s'engager, mercredi 7 février, au Palais du Luxembourg. Maurice Schumann, nommé par M. Chirac vice-président du Haut Conseil de la francophonie, sera reçu, le 8 février, par le président de la République afin de l'entretenir des mésaventures de l'« amendement francophone ».

M. Chirac aurait décidé de ne pas « arbitrer » ce différend. Différend dans la majorité mais aussi au sein de l'opposition puisque Jean-Pierre Chevènement avait prévu de défendre un amendement similaire à l'Assemblée, en janvier, ce qu'il n'a pas fait, contre l'avis du PS. Selon un proche du président du Mouvement des citoyens : « Le fond de l'affaire c'est que certains maurichiens durs, quitte à désolager nos partenaires francophones, ne veulent pas que l'engagement européen de la France soit concurrencé si peu que ce soit, fût-ce par un geste symbolique en direction du Sud ».

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

## Le gouvernement rwandais tente de mettre fin aux exactions de l'armée

KIGALI

de notre envoyé spécial  
La discipline fait la force des armées. Considérés comme des rebelles par l'ancien pouvoir et une bonne partie de la communauté internationale, les soldats tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) auraient pu faire l'admiration de bien des armées africaines régulières. Dirigés d'une main de fer par le général Paul Kagame, les 15 000 hommes du FPR ont défilé l'armée gouvernementale, mis fin au génocide (qui a fait plus d'un demi-million de victimes) et conquis le pouvoir en juillet 1994, après deux tentatives avortées en 1990 et 1993. Dans le maquis, meurtres et vols étaient punis de mort et les châtiments corporels sanctionnaient les délits mineurs.

Le FPR est désormais la colonne vertébrale du nouveau pouvoir, le parti majoritaire au Parlement et le seul véritablement influent au sein du gouvernement. Les nouvelles forces gouvernementales, l'Armée patriotique rwandaise (APR), sont maintenant riches de quelque 50 000 hommes, gendarmerie comprise. Le recrutement massif, nécessaire au maintien de l'ordre et à la protection des frontières, régulièrement violées par des extrémistes hutus réfugiés dans des camps au Zaïre, au Burundi et en Tanzanie, n'a pas toujours été heureux.

Les dernières recrues – dont les familles ont été massacrées par les milices hutues en 1994 – sont moins disciplinées que les « anciens ». Les « écarts » de conduite, vols de voiture, cambriolages et agressions, sont d'autant plus fréquents que la solde tombe irrégulièrement (le gouvernement doit à ses troupes 20 millions de dollars pour les dix derniers mois). La hiérarchie militaire, préoccupée par ces délits de droit commun, et par les actes revanchards commis par certains gradés sur le terrain, s'emploie à faire preuve de fermeté.

Dans quatre prisons militaires, 1 036 soldats et 80 officiers attendent d'être jugés. Parmi eux, 384 sont détenus pour désobéissance ou défection ; 345 sont d'an-

ciens membres des ex-Forces armées gouvernementales (FAR) intégrés dans l'APR, puis arrêtés et accusés d'avoir participé au génocide ; 123 comparaitront pour meurtre. Le général Paul Kagame, vice-président et ministre de la défense, a réaffirmé récemment que tout soldat qui tuait un civil passerait devant le peloton d'exécution. Il multiplie les déplacements à travers le pays pour porter la bonne parole à ses troupes. Il était la semaine dernière dans l'Ouest, où les infiltrations de commandos d'extrémistes hutus entretiennent la tension et où la fermeture annoncée de plusieurs camps au Zaïre risque d'entraîner un retour massif de réfugiés.

### COUR MARTIALE

Les gendarmes qui avaient agressé trois enquêteurs du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPR), le 29 janvier (Le Monde du 1<sup>er</sup> février), ont été arrêtés dès le lendemain. Le général Kagame a aussitôt dépêché l'un de ses plus proches collaborateurs, le major Emmanuel Ndahiro, porte-parole du ministère de la défense, auprès des responsables du TPR. Le major leur a affirmé que des sanctions seraient prises et a émis l'espoir que l'incident ne ternirait pas « les bonnes relations qui existent entre le Tribunal et le gouvernement rwandais ». En envoyant le major Ndahiro en personne, le général Kagame a voulu rassurer les membres du TPR, et envoyer un message à ceux de la hiérarchie militaire qui cautionnaient un tel acte.

Après l'inauguration officielle de la cour martiale de Kigali, le 2 mai 1995, quatorze militaires avaient comparu pour le meurtre sordide de deux vieillards, gardiens de l'ambassade de Tanzanie ; deux autres officiers et quelques comparses, pour avoir étranglé un homme d'affaires très en vue (Le Monde du 4 mai 1995). Le 21 décembre, le conseil de guerre siégeait pour la première fois hors de Kigali, face à la mairie de Rweru, une commune de la préfecture de Gisenyi, sur la rive du lac Kivu. Il devait statuer sur le sort d'un

sergent et de trois de ses hommes, qui avaient tué, en état d'ébriété, un couple et sa fille, dix jours plus tôt. Les autorités civiles et militaires de la région et quelque quatre mille personnes assistaient à l'audience, filmée par l'Office rwandais de l'information. Le 28, la cour condamnait le sergent à la peine capitale et ses subordonnés à quelques mois de prison.

Le procureur militaire a lancé une enquête pour déterminer les responsabilités dans le massacre d'une vingtaine de personnes par huit soldats de l'APR, le 25 novembre dans la forêt de Nyungwe, à l'extrême Sud-Ouest. Au lendemain de la tuerie de Kanama (11 morts et plusieurs blessés), dans la préfecture de Gisenyi, organisée le 11 septembre en représailles à une embuscade qui avait coûté la vie à un officier rwandais, le ministère de la défense a constitué une commission d'enquête. Celle-ci n'a toujours pas rendu ses conclusions. Mais le commandant de la région militaire a été suspendu, le major qui avait ordonné l'opération et sept de ses officiers ont été arrêtés. Selon l'ONU, les soldats de l'APR sont soupçonnés d'avoir tué plus de 120 civils au cours des deux derniers mois.

Le temps de la guérilla n'est plus où les criminels étaient châtiés sur les lieux de leurs méfaits. La justice militaire a pris la relève. Sauf exception : à Gikongoro, dans le Sud, un soldat ivre qui avait tué un couple dans un bar, début décembre 1995, a été retrouvé par une patrouille, ramené sur place et tué devant la population qui avait assisté au double meurtre.

Le général Kagame est décidé à rétablir l'ordre dans son armée. Il veut aussi prouver que le gouvernement ne se laissera pas entraîner dans la spirale revancharde que certains souhaitent. Deux conditions nécessaires, à défaut d'être suffisantes, pour inspirer confiance à ceux des deux millions de réfugiés qui envisagent de rentrer et à la communauté internationale qui se fait presser pour honorer ses engagements.

Frédéric Fritscher

TOUT LE MONDE CHERCHE À VOUS REDONNER ENVIE DE CONSOMMER...

La Caisse d'Epargne Ile-de-France Paris vous aménage un crédit sur mesure !

PRÊTS ÉQUIPEMENT DE LA MAISON 7,80 %\*



CAISSE D'ÉPARGNE ILE-DE-FRANCE PARIS

\* Offre de crédit non affectée valable jusqu'au 30 avril 96, sous réserve d'acceptation de votre dossier. Exemple de financement donné à titre indicatif : pour 10 000 F empruntés sur 3 ans : 36 mensualités de 314,04 F (assurance comprise) - coût total du crédit : 1 405,44 F - tég : 8,83%.



## Pale suspend tout contact avec Sarajevo après l'arrestation de huit de ses soldats

Le cas de ces criminels de guerre présumés embarrasse l'IFOR, chargée du maintien de la paix en Bosnie

La détention par Sarajevo de huit soldats serbes soupçonnés de crimes de guerre est conforme à l'accord de Dayton. Le gouvernement bosniaque

a réaffirmé, mardi 6 février, qu'il suivrait les recommandations du Tribunal international de La Haye, qui a ouvert une enquête. Ces arresta-

tions ont provoqué le courroux des Serbes de Bosnie et interrompu le processus de rapprochement entre Sarajevo et Pale.

### SARAJEVO

de notre correspondant  
Les séparatistes serbes ont suspendu, mardi 6 février, tout contact avec Sarajevo, en représailles à la capture de huit soldats serbes (onze selon Pale), dont certains sont accusés par les Bosniaques d'avoir commis des crimes de guerre. Pour la première fois depuis la signature de l'accord de paix de Dayton, le dialogue semble être rompu entre les belligérants, et l'OTAN ne parvient pas à déterminer la position à adopter face à la délicate question de la chasse aux criminels de guerre.

Les Bosniaques détiennent le général Dorde Dukic, le bras droit du général Ratko Mladic pour la logistique, le colonel Aleksa Krstanovic, ainsi que six soldats. Sarajevo a indiqué que les deux officiers et trois soldats sont soupçonnés de « crimes de guerre », et que les trois autres hommes seront entendus comme « témoins » puis libérés. Dès mardi après-midi, des enquêteurs du

Tribunal pénal international (TPI) ont pu interroger les prisonniers, tandis que les autorités bosniaques transmettaient leurs dossiers à La Haye. Les crimes reprochés aux officiers concerneraient le siège de Sarajevo, mais aussi des exactions en Bosnie orientale au printemps 1992.

### UN TEST

Pale accuse Sarajevo de violer le plan de paix, en se référant aux textes sur la « liberté de mouvement » applicables sur l'ensemble du territoire bosniaque. Toutefois, l'accord de Dayton précise que les belligérants sont autorisés à appréhender les personnes soupçonnées de s'être livrées à des « crimes de guerre » et doivent les remettre à la justice internationale si le Tribunal de La Haye les incite.

Au quartier général des forces de l'OTAN, une certaine confusion règne. L'IFOR était informée de la capture des soldats serbes depuis plusieurs jours, mais elle tentait d'obtenir discrètement

leur libération. L'annonce publique bosniaque l'a prise au dépourvu. Certains officiers ne cachent pas leur mécontentement. « Personne n'est satisfait de cette situation. Ce n'est pas vraiment utile pour la poursuite du processus de paix de détenir un général », commente un porte-parole de l'OTAN, le brigadier Cumming. « C'est un feu vert pour la chasse aux sorcières, s'indigne un officier de l'état-major. C'est un mauvais signe pour l'avenir. La confiance recule, les gens de Pale refuseront de venir à Sarajevo. » L'IFOR ne peut, cependant, pas donner l'impression de critiquer ouvertement la politique bosniaque, qui n'est que de collaborer avec la justice internationale dans le cadre du plan de paix.

Les Bosniaques ont, semble-t-il, bien calculé l'opération. Ces captures de soldats serbes pourraient être le premier véritable test de la détermination des grandes puissances à poursuivre les auteurs de crimes de guerre. « Les Bosniaques ont trouvé un excellent moyen de

maintenir la pression sur la communauté internationale, qui a tendance à traîner des pieds sur la réconciliation de Sarajevo, et surtout à ne pas envoyer un seul dollar pour la reconstruction du pays », estime un diplomate occidental.

De sources bosniaques, on prétend que l'unique intention qui a présidé aux arrestations est la traduction en justice des criminels de guerre. La police et les services secrets, en cours de réorganisation, ont apparemment redoublé d'efficacité. Une liste précise de criminels de guerre présumés (plus de cinq mille noms) circule dans le pays. Un policier, qui souhaite conserver l'anonymat, précise que « le général Dukic détenait des papiers militaires de l'état-major de Belgrade et que plusieurs soldats appartenaient à des unités de Serbie ». Sarajevo utiliserait donc ces hommes pour que le TPI se penche sur les liens entre Belgrade et l'armée du général Mladic.

Rémy Ourdan

## Un avocat, proche de Felipe Gonzalez, est assassiné au Pays basque

### MADRID

de notre correspondant

Fernando Mugica, un avocat de soixante-deux ans, est la première victime du mouvement séparatiste basque ETA en 1996. Cet ami personnel de Felipe Gonzalez a été tué d'une balle dans la nuque, mardi 6 février, à San Sebastian. L'assassinat s'est produit sous les yeux du fils de la victime, alors que l'avocat sortait de son cabinet en début d'après-midi. Militant socialiste et frère de l'ancien ministre de la Justice Enrique Mugica, actuellement tête de liste socialiste dans la province basque de Guipuzcoa, Fernando Mugica, après avoir été conseiller municipal et président du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) de Guipuzcoa, se consacrait exclusivement à son métier. Il avait joué un rôle important auprès de Felipe Gonzalez à la fin de la dictature franquiste.

Cet attentat survient dix jours avant l'ouverture officielle de la campagne électorale en vue des élections législatives du 3 mars et témoigne de la recrudescence de l'offensive de l'ETA. Celle-ci, entamée le 11 décembre par un attentat à la voiture piégée à Madrid, qui a fait six morts, s'est poursuivie par l'explosion de bombes dans un grand magasin de Valence (une victime) et par l'attentat, le 22 décembre, contre un militaire de Leon. Cette fois, la victime est une personnalité politique, comme ce fut le cas, le 23 janvier

1995, dans la même ville, avec l'assassinat de la même manière d'un responsable politique du Parti populaire (PP, droite), Gregorio Ordóñez.

L'ETA cherche par tous les moyens, y compris les enlèvements – un gardien de prison a été séquestré le 17 janvier –, à faire pression sur le gouvernement, à démontrer sa force face au pouvoir qui va sortir des urnes et enfin à avertir des risques d'engrenage que peut engendrer une confrontation brutale avec un régime de droite. Le 19 avril, le président du PP José María Aznar avait échappé de justesse à un attentat. Au mois d'août, le roi d'Espagne, Juan Carlos avait été, à trois reprises, dans la ligne de mire des terroristes – comme vient de le révéler l'enquête – juste avant que le commando ne soit arrêté à Majorque.

### RECOMPOSITION

Autant d'éléments qui illustrent la recomposition des forces opérationnelles du mouvement indépendantiste en dépit des coups qui lui ont été portés. Ce regain de violence se traduit également dans les rues du Pays basque et de Navarre, avec la multiplication des incidents provoqués par des bandes de jeunes radicaux qui brûlent les autobus, détruisent les cabines téléphoniques, s'attaquent aux banques et aux symboles de l'Etat espagnol. Autant de violences qui scandalisent, de plus en plus, une grande partie

de la population basque face à ce que plus personne n'hésite à qualifier de « dérive fasciste » du mouvement séparatiste.

Cette nouvelle preuve du « délire terroriste » se produit au moment même où toute l'Espagne s'indigne de la décision du Conseil d'Etat belge de remettre en liberté, lundi 5 février, deux collaborateurs présumés de l'ETA, Luis Moreno et Raquel Garcia. Arrêtés en juin 1993, ce couple est accusé par les autorités espagnoles d'avoir prêté assistance au commando Biscaye responsable de la mort d'un policier en 1992, et auteur d'une tentative d'assassinat. Cette libération et la paralysie pour six mois de la demande espagnole d'extradition ont provoqué la colère du gouvernement espagnol, qui a décidé de suspendre la collaboration judiciaire avec la Belgique et de rappeler pour consultation son ambassadeur à Bruxelles.

Madrid juge intolérable la décision de la justice belge et s'indigne du décalage existant dans l'interprétation des normes communautaires concernant la convention européenne contre le terrorisme signée en 1977 et la convention européenne d'extradition. Le gouvernement belge, pour sa part, a manifesté de la compréhension – face à l'irritation espagnole mais s'est retranché derrière l'indépendance de la justice.

Michel Bole-Richard

## En Tchétchénie, des troupes russes sont nourries par la population

A Moscou, un responsable du Trésor affirme que l'argent versé à l'armée « se volatilise »

### MOSCOU

de notre correspondant

« Quand les soldats ne sont pas nourris, que voulez-vous qu'ils fassent ? », a demandé le procureur général de Russie, Iouri Skourov lors d'une conférence de presse à Moscou, lundi 5 février. De retour de sa première inspection en Tchétchénie, il a admis que des « relations non réglementaires » s'étaient établies entre certaines unités russes et la population tchétchène. Un reportage télévisé avait montré la veille un Tchétchène disant que son village nourrissait l'unité cantonnée à ses portes, laquelle s'abstenait de racketter les villageois au poste de contrôle.

« On a de bons contacts avec leurs officiers », précise le Tchétchène, mais, depuis quelques jours, des hélicoptères viennent à leur tour à l'autre village là-haut. On leur a donc dit que, si ça continuait, leurs hommes risqueraient d'être attaqués plus souvent. Des soldats russes déguenillés et transis de froid, filmés sous leurs tentes, avouent la même chose : « On prend à manger où on trouve. Les Tchétchènes nous en donnent, pour qu'on les laisse passer. Mais d'autres nous tirent dessus la nuit. Et on n'a pas encore reçu nos soldes de décembre. »

Il s'agissait apparemment d'appelés. Mais les forces d'élite ne sont pas mieux loties. Des spetsnaz chargés, en janvier, de libérer les otages du commando tchétchène au Daghestan ont raconté

qu'ils avaient dû se nourrir en « tuant les vaches échappées du village encerclé » et ramasser de la neige qu'ils faisaient fondre pour boire. Ils ont précisé qu'ils avaient dû déboursier eux-mêmes le prix de leur billet d'avion après avoir reçu leurs ordres de mission...

### ACCUSATIONS

Dans un entretien publié, mardi, dans les Izvestia, le chef du département du Trésor du ministère des finances, Alexandre Smirnov, affirme que l'argent versé aux différents « ministères de force » (défense, intérieur, sécurité) pour l'entretien des personnels se « volatilise » autant que celui versé aux mineurs ou aux kolchozes.

« Jusqu'à présent, personne au gouvernement, hormis les plus hauts chefs militaires, ne sait comment l'argent du budget est réparti dans ces ministères », affirme M. Smirnov, qui se dit aussi « inquiet » sur le transfert des dota-

tes destinées au gouvernement tchétchène (pro-russe). Celles-ci passent, selon lui, par une banque commerciale, la Kredobank, sans grand contrôle possible. Le chef du Trésor russe s'est ému du fait qu'il n'a « pas pu distribuer » les 70 milliards de roubles que devaient recevoir en novembre des résidents de Tchétchénie à titre de « compensation ». « Alors qu'il était prévu, précise-t-il, que les familles ne pouvaient recevoir plus de 60 millions chacune, nous avons reçu de Grozny une liste de 269 noms seulement, avec 200, 300, voire 500 millions alloués à chacun... »

Les « pouvoirs » russes ou pro-russes en Tchétchénie, ainsi accusés de vol par le Trésor, se livrent à des guerres larvées internes. Mardi, les Izvestia rapportaient les réticences de certains militaires du ministère de l'Intérieur (MVD) à propos de l'activité

de leurs collègues du ministère de la sécurité (FSB, ex-KGB). « Ce ne sont pas des professionnels mais des exilés, amenés à Grozny en pénitence. Ils ne font rien, sauf s'aventurer où il ne faut pas quand ils ont trop bu. On ne sait plus maintenant si on doit les racheter vivants ou morts (quand ils se font prendre en otage) ». Quant à ces agents de l'ex-KGB, « à 80 % venus de Russie », ils pensent que les forces du ministère de l'Intérieur, majoritairement tchétchènes, « travaillent en secret pour Douaev » et qu'un jour « il nous faudra nous défendre contre eux aussi ».

Le Kremlin est ainsi confronté à un dilemme insoluble : soit plan, exposé par le procureur Skourov, serait de retirer « progressivement » l'armée en renforçant les structures du ministère de l'Intérieur, qui, en Russie, dispose des mêmes armements lourds que l'armée. Si le remplacement des unités russes de l'armée par les troupes du ministère de l'Intérieur se fait, le pouvoir n'en tirera aucun bénéfice auprès de l'opinion russe, et ne gagnera pas en termes d'efficacité militaire : comme l'armée actuellement, ces troupes chercheront à se protéger elles-mêmes en passant des accords occultes avec la population. S'il s'agit de renforcer les « supplétifs » tchétchènes, c'est avec le risque de les voir un jour « passer à l'ennemi ».

Sophie Stihab

### Le général Douaev menace l'Europe d'actes terroristes

« Les pays d'Europe occidentale sont les principaux coupables de la tragédie en Tchétchénie », a déclaré le président indépendantiste tchétchène Djokhar Douaev, lundi 5 février, au cours d'un entretien avec quelques journalistes dans un village de la région d'Ouzou-Martan, au sud de la Tchétchénie. « La France, la Grande-Bretagne, la Belgique veulent que la guerre ruine la Russie », a déclaré le général Douaev lors de cet entretien dont l'Agence France-Presse a pu se procurer l'enregistrement. « Quant aux actes terroristes, nous allons voir. Si le besoin s'en fait sentir et que l'occasion s'y prête, nous y arriverons non seulement à Moscou, mais aussi en Europe occidentale », a-t-il encore dit. – (AFP)

## Des officiers guinéens arrêtés après la tentative de putsch

CONAKRY. Cinq officiers guinéens auraient été arrêtés lundi 6 février après la tentative de putsch qui a fait une cinquantaine de morts au cours du week-end, apprend-on auprès de leurs familles. Parmi les militaires arrêtés se trouveraient les organisateurs d'une précédente tentative de coup d'Etat, en 1994. Le calme était revenu à Conakry après que le président Lansana Conté eut accédé aux revendications des soldats mutins (augmentation de solde et limogeage du ministre de la défense). Mais, selon l'AFP, de nombreux militaires en armes n'auraient pas regagné leur caserne et le ministre de l'Intérieur a ordonné aux autorités provinciales d'arrêter les personnes qui pourraient tenter de quitter le pays.

## L'Irak souhaite des discussions avec l'ONU à l'abri des « pressions »

NATIONS UNIES. Après deux premières heures de discussion, mardi 6 février à New York, l'Irak et l'ONU devaient reprendre mercredi et pour une période « de sept à dix jours », selon le chef de la délégation irakienne, leurs discussions sur « la formule pétrole contre nourriture ». « Si on nous laisse seuls, sans aucune pression (...) je crois que nous sommes capables de trouver une solution qui satisfait toutes les parties prenantes », a déclaré Abdel Amir El Anbari, selon lequel l'Irak a pris « l'engagement total » de « coopérer avec le secrétariat général de l'ONU ». – (AFP)

### EUROPE

■ FRANCE-ALLEMAGNE : Alain Juppé se rendra à Bonn lundi 12 février, à l'invitation du chancelier Kohl. Le premier ministre doit ensuite effectuer, du 14 au 16 février, une visite en Russie, où le chancelier est lui aussi attendu quelques jours plus tard. La question russe devrait être évoquée dans les entretiens de lundi, de même que les négociations sur la réforme de l'Union européenne et le sommet euro-asiatique. – (AFP)

■ RUSSIE : plus d'un million et demi d'enfants ne sont pas scolarisés, selon le porte-parole du ministère russe de l'éducation. Issus de familles démunies, ils ont abandonné l'école pour chercher du travail ou rejoindre des structures criminelles. D'autre part, 40 % des enfants scolarisés et 75 % des élèves des écoles professionnelles vivent dans des familles dont les revenus mensuels se situent entre 60 et 75 francs. – (AFP)

### AMÉRIQUES

■ ÉTATS-UNIS : l'ultra-conservateur Patrick Buchanan a remporté, mardi 6 février, le caucus de Louisiane, première consultation républicaine de la campagne des élections primaires de 1996. Il a devancé Phil Gramm, autre représentant de la droite du Parti républicain. – (AFP)

■ RÉPUBLIQUE DOMINICAINE : un Boeing 757 s'est abîmé mercredi 7 février dans l'océan, au large de la station touristique de Puerto Plata, en République dominicaine, d'où il venait de décoller, avec 189 personnes à bord. Les gardes-côtes américains, qui ont donné la nouvelle, n'étaient pas encore en mesure, mercredi en fin de matinée, de faire le bilan de la catastrophe. (AP)

### PROCHE-ORIENT

■ ISRAËL-SYRIE : le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a annoncé, mardi 6 février à Damas, que la Syrie et Israël reprendraient leurs négociations de paix le 26 février, près de Washington. – (AFP)

■ LIBAN : le parti des Forces libanaises (FL) a été « réactivé » et son chef, Samir Geagea, actuellement en prison, a été réélu à la tête de ce parti qui s'était autodissous en 1994. Selon un communiqué publié mardi 6 février à Paris, les FL ont formé un conseil politique de treize membres et un organe central groupant « tous les cadres résidant à l'étranger ». – (AFP)

### AFRIQUE

■ ALGÉRIE : le chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, a annoncé, mardi 6 février, que des retenues de salaires seront appliquées cette année aux fonctionnaires et aux salariés des entreprises publiques pour aider près de 200 000 travailleurs de ce secteur qui ne sont pas payés depuis plusieurs mois. Le Trésor public « n'est plus en mesure de se substituer aux entreprises publiques défaillantes », a précisé M. Ouyahia. – (AFP)

■ MAROC : le directeur général de la douane marocaine, Ali Amor, et une vingtaine de cadres et d'agents de la douane ont été présentés, mardi 6 février, devant le tribunal correctionnel de Casablanca pour « complicité dans la contrebande » et « dissimulation d'actes de fraude ». Parmi les prévenus, figure aussi Hammad Jai Houknein, ancien directeur général des douanes. Le procès a été reporté au 7 mars 1996 à la demande de la défense. – (Corresp.)

■ BURKINA-FASO : le premier ministre a démissionné, mardi 6 février. Roch Marc Christian Kaboré a été aussitôt remplacé par Kadé Désiré Ouédraogo, jusque-là vice-gouverneur de la banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest. Le président Compaoré a nommé M. Kaboré « conseiller spécial auprès de la présidence ». Ce changement intervient après la fusion de plusieurs partis d'opposition avec la formation présidentielle. – (AFP Reuters)

### ASIE

■ PHILIPPINES : le gouvernement et le Front moré de libération nationale, principal groupe rebelle musulman (FNLN), sont parvenus à un accord sur l'autonomie de la future région musulmane, a affirmé mardi 6 février une source gouvernementale. En vertu de cet accord, pas encore rendu public, sept provinces du Sud seraient placées sous l'autorité du gouvernement provisoire FNLN pendant trois ans sans référendum. – (AFP)

### ÉCONOMIE

■ MONNAIE UNIQUE : l'union économique et monétaire (UEM) verra le jour en Europe et la Grande-Bretagne se retrouvera marginalisée si elle décide d'en rester à l'écart, a prédit mardi 6 février, Lord Jenkins, l'ancien président de la Commission européenne. Le pessimisme affiché par le gouvernement conservateur britannique à l'égard de l'UEM pourrait avoir de graves conséquences, a affirmé Lord Jenkins. – (Reuters)

### ADMISSIONS PARALLÈLES

(DEUT, NAT, ETE, LICENCE, BAC EN COURS)  
4 SESSIONS DE RECRUTEMENT À PARTIR D'AVRIL 96

BAC+2 ISG : NATIONAL - EUROPÉEN - MULTINATIONAL

ÉCOLE DE COMMERCE EN 3 ANS

BAC+3 CYCLE DE MANAGEMENT ACCÉLÉRÉ

ÉCOLE DE COMMERCE EN 2 ANS

POUR LES TITULAIRES D'UNE LICENCE

OU ÉTUDIANTS EN COURS DE LICENCE

Contactez Marion de la Taille au (01-1) 53 70 70 06

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION - 68, rue de Lodi 75116 Paris

ÉQUIPEMENT D'ÉQUIPEMENT SUPÉRIEUR TECHNIQUE, PÉRIODE NORMALE PAR L'ÉTAT

ISG



## En Ukraine, les « tovarichi au ventre vide » poursuivent la grève

Les mineurs du bassin du Donbass, dans l'est du pays, ont entamé, le 1<sup>er</sup> février, un mouvement de protestation contre le non-paiement de leurs salaires depuis cinq mois. Ils regrettent l'Union soviétique et accusent leur gouvernement ainsi que l'économie de marché

La grève des mineurs ukrainiens est entrée, mercredi 7 février, dans son septième jour. Selon les syndicats, environ 400 000 mineurs ont cessé le travail, dans 76 mines (sur un total de 227), et

91 autres mines n'expédient plus leur charbon. De son côté, le gouvernement de Kiev parle de débrayage dans 37 mines seulement et refusait, mardi, de négocier avec les grévistes, arguant des

directives données par le Fonds monétaire international (FMI) en matière de politique monétaire. Les grévistes réclament le versement de leurs salaires, impayés depuis octobre dernier, ainsi que

les subventions destinées à l'industrie minière. Les syndicats ont menacé, lundi, de durcir le mouvement si le gouvernement ne leur donnait pas satisfaction avant le 7 février au soir. Faute de débouchés, la

production de charbon a chuté de 60 % depuis 1988. Dans le bassin du Donbass, une trentaine de mines sont menacées de fermeture, dans le cadre d'un plan de « restructuration » proposé par le FMI.

DONETSK (est de l'Ukraine)  
de notre envoyé spécial

Lorsque les mineurs du Donbass se réunissent pour parler de leur grève, ils le font sous un portrait de Lénine, flanqué d'une citation : « Le charbon est le pain de l'industrie ». Lorsqu'ils manifestent, c'est devant une statue de Lénine, place Lénine. Le Donbass, immense bassin minier dans l'est de l'Ukraine, est en pleine « protestation prolétarienne ». Ici, on s'appelle toujours « tovarich » (camarade). Pas seulement par habitude : par conviction. Parce que « la lutte des classes a repris », déclare un vieux mineur édenté, et parce qu'il n'y a pas d'alternative. Ou bien si : « On a le choix entre Lénine et Coca-Cola ! », s'écrie un gréviste, frustré de voir les magasins se vider de produits locaux, et se remplir de produits importés qu'il ne peut s'offrir.

D'ailleurs, les mineurs du Donbass ne peuvent pas s'offrir grand-chose. Ils sont en grève depuis le 1<sup>er</sup> février, parce que leurs salaires (l'équivalent de 500 francs français par mois en moyenne) n'ont pas été versés depuis cinq mois. Les retraites non plus, ni les indemnités pour les invalides, qui sont nombreux dans la région. « Dans quel pays civilisé les mineurs se rendent-ils au travail le ventre vide ? », s'indigne un syndicaliste lors d'un meeting. Et, dans la salle noire de monde, chacun hoche la tête. Bientôt, les conserves de tomates et de choux, les poissons séchés, les cornichons et les confitures préparées l'été dernier par les épouses des mineurs viendront à manquer. Les réserves s'épuisent, et les salaires n'arrivent toujours pas.



« Nous les mettrons à genoux ! », tonne Vasil Khara, un syndicaliste, en parlant du gouvernement ukrainien. « Ce sera comme en 1989 », ajoute-t-il, allusion à la grande grève des mineurs soviétiques qui avait porté un coup fatal à la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev. La salle retentit de sifflets enthousiastes, mais, à la sortie du meeting, quelqu'un lâche : « C'est nous qui sommes à genoux ».

Dernière le plus gros terrib de Donetsk, passé les rangées de baraquements d'ou s'échappent les fumées de poêles à charbon, s'étend la mine de Petrovskoe, l'une des plus importantes de la région. Petrovskoe vient de fêter ses cent ans. Avec son enceinte décrépite, ses douches insalubres

et l'entrée dantesque de son puits éclairée d'une faible ampoule, on voit bien qu'elle date d'un siècle. Quant aux mineurs qui y travaillent, ils font en général dix ou quinze ans de plus que leur âge. Ils se tiennent légèrement voûtés dans leur veste grasseuse. Ils ont la voix rauque et la dentition dans un triste état. Les plus chanceux arborent quelques rares dents en or.

A 600 mètres sous terre, leur tâche consiste à abattre le minerai, allongés dans des boyaux de 1 mètre de hauteur, parfois sans réserve d'oxygène de secours, car il y a pénurie de tout, même d'air frais. Leur bouche, leurs poumons se remplissent de poussière noire. En surface, ils fument. Il n'y a ni eau potable, disponible ni pharma-

cie équipée : les caisses de la mine sont vides. La cafétéria n'offre qu'une maigre pittance : des choux, des pommes de terre et quelques boulettes de viande, le tout dans un local que les serpilières des « babouchki » ont du mal à rendre présentable. Dehors, c'est une cariole tirée par un poney qui apporte le bois à l'entrée de la mine.

En 1939, les brigades « stakhanovistes » de Petrovskoe battaient des records de productivité en l'honneur d'Alexei Stakhanov, originaire du Donbass. Aujourd'hui, les wagons et les pioches sont immobilisés. Et c'est le comité de grève qui fait du zèle, alternant parties d'échecs et débats agités. Anatoli Gervitch, quarante ans,

mi-russe, mi-tatar, l'autre est lituanien, mi-cosaque... et ainsi de suite. L'indépendance de l'Ukraine ne leur a apporté que des tracas. Sauf un : « Au moins, nos fils ne sont pas envoyés en Tchétchénie », reconnaissent-ils. Tous se plaignent du prix de l'aspirine, médicament dont ils semblent faire un aussi grand usage que la vodka.

Le Donbass, région aussi russe-phonie qu'industrialisée, s'est mis en colère en même temps que les mineurs de Russie. Mais, contrairement, aux « tovarichi » russes, qui ont suspendu leur mouvement, les mineurs d'Ukraine poursuivent la grève. Par rage, ils sont convaincus que leurs collègues

la mine, à l'instar de nombreux retraités : sa pension d'invalidité, qui « vaut quinze citrons » au marché, ne lui suffisait pas. « A l'hôpital, raconte-t-il, j'ai vu des kiosques privés vendre des médicaments très cher au rez-de-chaussée, tandis que des mineurs malades mouraient au premier étage, faute de traitement ».

En 1995, trois cent trente-neuf mineurs sont morts en Ukraine à la suite d'accidents du travail, soit une mortalité quatre fois plus élevée qu'en Russie, et cent fois plus élevée qu'aux Etats-Unis. Selon les syndicats, « quatre mineurs ukrainiens meurent pour chaque million de tonnes de charbon produit ».

Ecœurés, des milliers de jeunes mineurs du Donbass ont déjà rendu leur casque et leur lampe. Sacha, vingt-quatre ans, ancien employé de la mine « Octobre » voyage vers Moscou pour acheter des romans de gare américains traduits en russe et les revendre à Donetsk. Ses amis, explique-t-il, ont rejoint des « brigades de construction » en Russie où des réseaux mafieux « importent » une main-d'œuvre ukrainienne qualifiée et bon marché. « Ils bâtissent les datchas des nouveaux riches russes », constate Sacha. Vladimir, lui, s'est fait chauffeur de taxi, garé devant l'Hôtel Mineur, non loin du stade où s'entraîne la prestigieuse équipe de football de Donetsk, appelée bien sûr « Mineur ». Sur son tableau de bord, il a collé un vieux billet de 100 roubles avec le visage de Lénine et, à côté, une photo de pin-up américaine « parce qu'il faut bien rigoler un peu ».

Natalie Nougayrède

« Quatre mineurs meurent pour chaque million de tonnes de charbon produit. »

En 1995, 339 « gueules noires » sont morts à la suite d'accidents du travail, soit une mortalité cent fois plus élevée qu'aux Etats-Unis

dont « quinze au fond », peste contre l'économie de marché qu'il définit à sa façon : « Prenez n'importe quel homme d'affaires. La saucisse qu'il vend, elle est à nous. Son magasin, il est à nous. Mais la valise pleine d'argent, elle est à lui ».

« Avant, on vivait dans un pays riche et respecté. Maintenant, nous sommes les citoyens d'une république bananière », clament les grévistes, tous nostalgiques de l'Union soviétique, dont ils se disent les purs produits. L'un est

russes « ont la vie plus facile » parce que leurs salaires sont trois fois plus élevés, et parce que « leur gouvernement les écoute », alors qu'en Ukraine : « On est traités comme des mendiants après avoir trimé toute notre vie comme des esclaves ».

Assis dans son deux-pièces sombre et humide, Valeri Sipalo dit qu'il a besoin, certes, de son salaire, mais aussi « de dignité ». Son cœur a lâché après trente années passées « au fond ». En dépit de son infarctus, il est retourné à

## Pourquoi San Francisco a choisi JCDecaux



### Francis Ford Coppola

PRODUCTEUR ET RÉALISATEUR  
DE FILMS  
CITOYEN DE SAN FRANCISCO

« Lors de tournages en Europe, j'ai toujours admiré le design et l'innovation des mobiliers JCDecaux. Voilà pourquoi, lorsque cette société a voulu s'implanter à San Francisco, ma ville natale, j'ai vraiment soutenu ses efforts. J'étais convaincu de leur succès auprès de la population. Je voulais que la plus belle ville des Etats-Unis, celle où je vis, soit la première à profiter de l'amélioration qu'apporte JCDecaux à l'environnement urbain. » Après Prague, Copenhague et Madrid, JCDecaux a emporté en 1995 un important appel d'offre d'équipement en mobiliers urbains pour la ville de San Francisco.

**JCDecaux**

Le sens de la ville

Amsterdam - Anvers - Barcelone - Birmingham - Bratislava - Brême - Bruxelles - Cologne - Copenhague - Dordrecht - Göteborg - Hambourg - Helsinki - La Haye - Leipzig - Lisbonne - Londres - Luxembourg - Madrid - Manchester - Munich - Paris - Prague - San Francisco - Stockholm - Stuttgart - Valence



هكذا من الامل

**CAMPAGNE** La conférence annuelle agricole, qui se réunit jeudi 8 février autour d'Alain Juppé après une interruption de huit ans, est l'occasion pour les représentants de

la profession de faire valoir leurs revendications dans un contexte d'absence particulièrement évidente depuis trois ans. Le gouvernement envisage de consolider cette situa-

tion en augmentant la dotation pour investissements soustraite du revenu imposable. ● LE REVENU agricole moyen progresse depuis 1993 au rythme de 7,4 % par an, et

l'endettement des exploitants est en nette diminution, selon une étude confidentielle du Crédit agricole. ● LES AIDES européennes expliquent pour une bonne part cette

situation. L'arrivée de nouveaux pays membres pourrait modifier la répartition des subventions de l'Union européenne au détriment des agriculteurs trop productivistes.

## Les agriculteurs vont bénéficier de nouveaux allègements fiscaux

Avec les encouragements de Jacques Chirac, le gouvernement devait annoncer lors de la conférence annuelle agricole des mesures de soutien à l'investissement. La profession apparaît plus que jamais comme la mieux organisée face aux pouvoirs publics, autour de la toute-puissante FNSEA

IL Y A au moins une promesse électorale que Jacques Chirac aura honorée depuis son installation à l'Élysée : l'organisation de la conférence annuelle agricole. Il renoue ainsi avec un rite entamé en 1971 et interrompu, après bien des péripéties, en 1988. La rencontre a lieu, jeudi 8 février, à l'hôtel Matignon, sous la présidence d'Alain Juppé, dans un climat serein entre le gouvernement et les principales organisations professionnelles et syndicales. Il est vrai qu'entre le président de la République, ancien ministre de l'Agriculture et du Développement rural, et le monde des campagnes, on se comprend, on s'épaulé et on s'apprécie. Pour l'ancien député de Corrèze - plus que jamais son apogée -, la société paysanne est encore celle qui trace le mieux les repères nécessaires et sert de modèle, lorsqu'on parle d'adaptation intelligente aux exigences du monde moderne. Il l'a dit sans ambages lors de son récent déplacement dans les Deux-Sèvres. Le message politique est clair : la nation doit se sentir tout entière engagée auprès de son agriculture

- même si le nombre de paysans, comme dans les autres pays européens, se réduit irrésistiblement - au moins pour une raison : la moitié de l'excédent commercial des produits de la terre et des industries agroalimentaires. « Ça va mieux entre le pouvoir et nous qu'entre le patronat et le pouvoir », fait ostensiblement savoir la FNSEA, non sans malice. Comme à chaque rencontre de ce type, les ministres des finances et du budget, convoqués, vont être invités à lâcher quelques centaines de millions supplémentaires. Officiellement, on veut davantage mettre l'accent sur des mesures structurelles de renforcement de la compétitivité que sur des cadeaux ponctuels : ceux-ci feraient très mauvais effet au moment où les statistiques montrent une nette amélioration du revenu global des paysans depuis trois ans, alors que beaucoup de Français souffrent de la multiplication des prélèvements. Le gouvernement devrait faire un effort pour accroître, voire doubler, le montant de la

dotation pour investissements (75 000 francs actuellement) soustraite au revenu imposable. Les entreprises seraient aussi autorisées à constituer des provisions pour risque climatique (gel) ou aléas économiques : certaines productions (fruits ou porc) obéissent à des cycles qui procurent des revenus en dents de scie, ce qui perturbe beaucoup la gestion. Matignon pourrait aussi accepter des allègements de charges sociales sur l'embauche des travailleurs occasionnels dans les secteurs du vin, des fruits et des légumes confrontés à la concurrence italienne, espagnole et marocaine.

### ENTRE COPAINS

Le dossier le plus lourd en termes financiers (plusieurs milliards pour le budget de l'Etat et des redistributions inévitables entre les cotisants, agriculteurs ou non) concerne la revalorisation des retraites des exploitants et de leurs conjoints, un nombre important d'entre eux ne touchant même pas 1 000 francs par mois. On ne pourra donc trouver qu'une réponse éta-

lée dans le temps. Toute une liste de dossiers additionnels, sur les vingt-cinq points à l'ordre du jour, sont sur la table : depuis l'incorporation obligatoire du diester et de l'éthanol dans l'essence, jusqu'à la reconnaissance d'une véritable politique spécifique de la montagne, en passant par des coups de pouce à l'élevage bovin ou ovin, le relèvement des primes à la culture de pois protéagineux pour laquelle la France est numéro un chez les Quinze, la réforme de l'ordonnance de 1986 jugée trop libérale parce qu'elle permet aux grandes surfaces une politique de rabais incoordonnés, et l'attachement inéluctable du monde agricole à la future monnaie unique.

Les grandes institutions agricoles - FNSEA, Mutualité, coopératives, Crédit agricole, chambres consulaires, Jeunes Agriculteurs -, qui, depuis plus de vingt ans, cogèrent la politique française avec les gouvernements, de droite comme de gauche, comptent sur cette rencontre pour s'approprier à nouveau de manière solennelle l'essentiel de la représentativité

politique. Luc Guyau, qui tient la FNSEA d'une main d'airain, n'est pas homme à tolérer l'incartade ou les nuances, qu'elles viennent de ses propres collaborateurs à l'intérieur ou de francs-tireurs, extérieurs à l'organisation. Ni le Modaf (proche du PCF), ni la Coordination rurale (droite), ni la Confédération paysanne (de sensibilité de gauche) n'ont été conviés à la conférence, bien que ces syndicats aient obtenu des scores honorables aux élections aux chambres d'agriculture,

début 1995. C'est été un coup bas avec le pouvoir que de voir les rivaux et les seconds maîtres syndicaux s'écarter à la même table à Matignon. Délégué du PS à l'Agriculture, le député de Seine-Maritime Alain Le Vernu juge « scandaleux » ce rejet du pluralisme : « Ils vont discuter entre copains. Quant au Parlement, on le traite en godillot puisqu'il n'a même pas été consulté ».

Le monde agricole n'a jamais été si bien quadrillé qu'aujourd'hui. La presque totalité des circuits de financement, de formation ou de promotion commerciale sont contrôlés par la FNSEA et les chambres d'agriculture tenues par les « légionnaires ». « La FNSEA est sans doute le lobby le plus puissant dans la politique française. Avant d'être une organisation unique de des professions aux intérêts aussi divergents est un remarquable chef-d'œuvre politique », écrit le sociologue Henri Mendras (*Les Sociétés paysannes. Éléments pour une théorie de la paysannerie*, Gallimard, octobre 1995).

En fait-il quelques exceptions récentes ? Luc Guyau, au tout nouveau Conseil national d'aménagement du territoire, comme la très chère présidente de la chambre d'agriculture de la Corrèze, Michèle Chezevici. Et Luc Guyau, encore lui, vient, par arrêté du 25 janvier signé de Philippe Vasseur et Jean Arnaud, d'être nommé membre du conseil d'administration de la toute-puissante Caisse nationale de Crédit agricole. Si la loi sur le cumul des mandats ne s'appliquait pas qu'aux hommes politiques.

François Grosrichard

### Une initiative qui remonte à 1971

La première conférence annuelle, sur le modèle de l'Annual Review organisée par l'Union des syndicats agricoles britanniques et le ministre du gouvernement de Sa Majesté, a eu lieu en 1971. Le titulaire du portefeuille de l'Agriculture était alors Michel Colistat. Jusqu'en 1982, la conférence se réunissait régulièrement. Mais l'absence de débats de fond et des relations conflictuelles avec le ministre d'alors, Edith Cresson, transformèrent la conférence de 1982 en un forum inintéressant, selon l'analyse de la FNSEA. D'où sa mise en sommeil. En juillet 1986, la FNSEA annonce la reprise des rencontres, avec au menu les aides aux éleveurs en difficulté, les quotas laitiers. Les conférences de 1987 et 1988 abordent les calamités, la baisse des taxes d'habitat, la fiscalité sur l'éthanol, l'allègement de la dette. En 1988, le retour de la gauche interrompt de nouveau le cycle.

## Bruxelles, dans sa grande générosité...

BRUXELLES  
(Union européenne)  
de notre correspondant

La réforme de la politique agricole commune (PAC) de 1992 est un succès et elle est particulièrement bénéfique pour les paysans français. Tel est le langage tenu à Bruxelles, où l'on constate, côté bilan, que les revenus progressent, que les stocks invendables qui pesaient hier sur les marchés ont disparu, que l'agriculture européenne trouve mieux sa place dans le marché mondial, sans que cela l'empêche de s'orienter vers une production moins exclusivement soucieuse de rendements et davantage respectueuse de l'environnement.

La grande culture française, très compétitive, est considérée comme la gagnante de la nouvelle PAC : les baisses de prix ont été largement rattrapées par les indemnités compensatrices et elles ont permis, dans le cas des céréales, d'engager avec succès la reconquête du marché intérieur au détriment des produits de substitution importés, notamment, d'outre-Atlantique. L'élargissement de l'Union a accru les débouchés - plus de 70 % des exportations sont destinées aux pays partenaires - et l'utilisation souple de la jachère a permis une maîtrise de la production profitable à l'équilibre du marché.

Bref, avec le recul, les protestations véhémentes de la Coordination rurale, l'un des pro-

tagonistes les plus déterminés du camp anti-Maastricht lors du référendum de septembre 1992, apparaissent aujourd'hui sans fondement. L'avenir se présente également sous les meilleurs auspices, pour cette agriculture française de pointe, à condition qu'on lui en donne les moyens.

Selon Franz Fischler, commissaire responsable de ce secteur, la perspective de l'élargissement aux pays d'Europe centrale, celle d'un nouveau cycle de négociations multilatérales dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce, plaident toutefois pour de nouvelles baisses des prix, qui, cette fois, pourraient, au moins partiellement, ne pas être compensées. Il convient d'intégrer encore mieux la PAC au marché international et de pouvoir exporter des céréales pratiquement sans subventions.

### LE RETOUR À LA « PRADIE PURE »

Cette logique, ajoute-t-on à Bruxelles, donnera une chance supplémentaire à la production française, plus compétitive que celle de ses voisins. Mais l'agriculture française ne se limite pas aux grandes plaines céréalières. Compte tenu, notamment, des élargissements successifs (à l'Espagne, au Portugal, à l'Australie, à la Finlande...), Bruxelles entend redistribuer de plus en plus le soutien financier communautaire vers les régions défavorisées. Dans l'Europe verte de

dernain, il y aura une place grandissante pour une agriculture de terroir, de productions de qualité, orientée vers la gestion de l'espace rural. Alors que l'essentiel des primes prises en charge par le budget européen sont attribuées en fonction du nombre d'hectares exploités, c'est pour la France, on le comprend, un avantage aujourd'hui très appréciable de posséder le quart de la SAU (surface agricole utile) de l'Union.

Les nouvelles règles instaurées par la réforme de 1992 ne sont pas responsables du malaise actuel des éleveurs. Au contraire, le système de soutien favorisant les races à viande, combiné avec la « prime à l'herbe », donne des résultats encourageants dans le Massif Central. Pour redresser la situation, les dirigeants bruxellois pensent à davantage élargir la voie ouverte par la réforme, autrement dit à favoriser plus résolument encore la production sélectionnée de qualité sur de grands espaces. Le retour à la prairie pure !

C'est là un arbitrage qui ne fera pas que des heureux, y compris dans l'Hexagone. Mais n'est-ce pas la seule manière de restaurer l'image d'une viande dont les conditions de production, dans plusieurs régions, sont largement contestées ?

Philippe Lemaître

## La forêt limousine, patrimoine et gisement économique d'avenir

LIMOGES

de notre correspondant

« Une affaire de sentiments et de convictions. » Un technicien du Centre régional de la propriété forestière (CRPF) résume ainsi la relation qu'entretiennent les gens du Limousin avec la forêt. « Car, ajoute-t-il, à l'heure où l'Union européenne se pose des problèmes d'encadrement de production, de limitations de surfaces et de volumes, l'exploitation forestière ne peut pas être considérée comme une activité productive classique. Elle échappe aux règles capitalistiques habituelles. » Ici plus qu'ailleurs s'imposent les notions de durée et de filière, c'est-à-dire de vision collective. C'est ce que vient d'entériner la création toute récente d'une interprofession régionale. Interbois, au moment même où Philippe Vasseur, ministre de l'Agriculture de la pêche et de l'alimentation, dévoile, mercredi 7 février, les axes de sa politique forestière.

Le Limousin est une région d'arbres : 34 % de son territoire contre 27 % de moyenne nationale. De plus, le boisement progresse : 550 000 hectares couverts en 1983, 574 000 en 1993, selon l'Insee. C'est une forêt morcelée : 140 000 propriétaires, dont 78 % possèdent moins de 4 hectares, alors que le seuil de rentabilité, selon les professionnels, se situe aux alentours de 200 hectares. Beaucoup sont des agriculteurs qui possèdent un bosquet sur les exploitations : plus nombreux encore sont des héritiers, exilés à Paris, à Lyon ou à Toulouse, et qui, selon la Chambre régionale d'agriculture, « ne savent pas qu'ils sont propriétaires forestiers. Lorsqu'ils l'apprennent, ils considèrent la forêt comme un bien patrimonial plus que comme un outil de production : on fait des coupes rases quand on achète une voiture ou quand on marie sa fille. Après, on abandonne la surface à la friche. »

F. Gr.

À l'autre bout de la filière, pour-

tant, l'économie régionale est très demandeur. Le sciage, la transformation, l'ameublement, le papier-carton totalisent en Limousin 7 000 salariés et 300 entreprises, dont quelques poids lourds : les multinationales papeteries, Emlin-Leydier et, surtout, l'américain International Paper Co, dont l'usine de Fallet (Haute-Vienne) avale annuellement plus de 1,5 million de tonnes de bois d'industrie. La particularité de la forêt limousine est qu'elle produit plus de bois d'industrie (51 %) - matière première à faible valeur ajoutée, à transformer en aggloméré, en palettes ou en pâte à papier - que de bois d'œuvre - le matériau noble - alors que la proportion hexagonale n'est que de 33 %. Cette particularité montre que la forêt limousine est jeune et qu'elle développe un potentiel fort pour les décennies à venir.

### COLBERT PRÉVOYANT

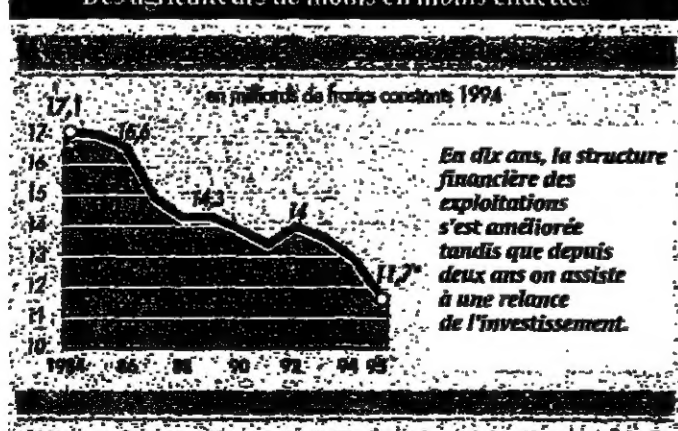
Mais cette culture - car la forêt est une production agricole comme le blé ou le vigne - n'est pas vraiment rémunératrice. « Elle laisse de l'argent de poche », résume un producteur. Selon Pierre Desseix, sylviculteur, elle assure un patrimoine et la continuité d'une « forêt paysanne », par opposition aux acquisitions spéculatives que peuvent réaliser les compagnies d'assurances ou les banques. « Le morcellement n'est pas un handicap, ajoute un professionnel, on peut même dire que la valorisation des éclaircies et des bois d'industrie est un véritable tour de force pour l'économie rurale d'ici. »

Voilà trois cents ans, Colbert avait créé les forêts domaniales en prévision des besoins de la marine à voile. Les temps ont changé, mais les forêts de l'époque demeurent un patrimoine paysan et un gisement de matières premières, qui doivent être valorisées.

Georges Chazaud

## Un revenu en hausse de plus de 7 % depuis trois ans

Des agriculteurs de moins en moins endettés



En dix ans, la structure financière des exploitations s'est améliorée tandis que depuis deux ans on assiste à une relance de l'investissement.

7,4 % par an, en francs constants, depuis 1993. Au cours de la même période, l'endettement bancaire a régressé de 8 % et les frais financiers de 11,5 % avec, en parallèle, une remontée de l'auto-financement. Résultat : une diminution rapide du nombre d'agriculteurs en retard dans leurs remboursements (moins 15 % entre 1994 et 1995), le secteur du maraîchage et des cultures fruitières continuant à traverser des difficultés.

Enfin, la question des disponibilités foncières est devenue un problème presque résolu. La terre est abondante. 80 % de la surface agricole sont maintenant entre les

maîns des agriculteurs ou de leurs familles. Le prix des prairies et des champs (les vignobles d'appellation faisant exception) a diminué de 60 % en quinze ans.

### DES CRANTES EXAGÉRÉES

Après la crise des années 1990-1993, l'investissement a repris de manière spectaculaire : 34,2 milliards de francs en 1994, au lieu de 30,8 milliards en 1993. Pour 1995, la tendance est encore à la hausse. Cependant, la crise récente n'a pas entravé le mouvement d'agrandissement des exploitations : de 1991 à 1993, 25 % des exploitations de grandes cultures ont très substan-

tiellement accru leur superficie, la surface moyenne passant de 77 à 100 hectares. Le caractère excessif de ces extensions est la cause du sursaut visant à relancer le mouvement d'installation des jeunes sur les terres libérées par les retraités, plutôt que de favoriser les paysans déjà en place.

Comment se présente l'avenir à court terme et faut-il redouter une remise en cause de la politique européenne ? « Même si quelques ajustements sont à prévoir, notamment pour réduire des dysfonctionnements dans les aides au secteur bovin, et même si les nouveaux États membres - Autriche, Finlande et Suède - vont être tentés d'infléchir les orientations dans le sens d'une plus grande protection de l'environnement et d'une aide marquée aux petites exploitations, les craintes confuses des agriculteurs semblent assez largement exagérées », estime le Crédit agricole.

« Le budget agricole européen est acquis à son niveau actuel et la Commission ne semble pas désireuse de changer un régime dont la mise en place est tout juste terminée, qui fonctionne bien et qui donne satisfaction », ajoute la banque. A en croire le principal banquier de la profession, donc, tout ce qui sera désormais excessif dans les jérémiades agricoles sera donc insignifiant.

F. Gr.



## Les mesures de soutien à l'activité vont être examinées au Parlement

Le texte autorise aussi les privatisations par voie réglementaire

Le conseil des ministres devait examiner, mercredi 7 février, un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, comprenant notam-

ment un déblocage des fonds d'épargne, mais qui réserve aussi une surprise : de nouvelles privatisations pourront avoir lieu par voie réglementaire.

LES DISPOSITIONS de soutien à l'économie annoncées par le gouvernement, d'abord le 21 décembre, puis le 30 janvier, vont pouvoir progressivement entrer en vigueur. Le conseil des ministres devait, en effet, examiner mercredi 7 février un projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDEF), qui prend en compte certaines des réformes envisagées par le premier ministre, pour réactiver une croissance particulièrement décevante.

Texte « fourre-tout », comme à l'habitude, ce DDEF comprend ainsi une pléiade de mesures hétéroclites, de plus ou moins grande importance. Les premières dispositions annoncées par Alain Juppé et, en particulier, celles qui visent à autoriser un déblocage anticipé des fonds d'épargne, font donc partie du nombre, tout comme les aides nouvelles prévues dans le cadre du dernier plan pour les PME. En revanche, faute de temps, le gouvernement n'a pu y faire figurer les réformes les plus récentes qu'il a annoncées, notamment celles qui prévoient une déduction fiscale pour les intérêts d'emprunts de crédits à la consommation et les nouvelles aides en faveur du logement ou de l'investissement. Celles-ci seront intégrées dans le texte, avant son examen par le Parlement, par une « lettre rectificative ».

La principale surprise de ce texte est ailleurs : il prévoit aussi des privatisations par voie réglementaire. Voici les principales dispositions de ce DDEF :

● **Le déblocage de l'épargne.** Les épargnants peuvent notamment retirer de manière anticipée les montants déposés en 1991 et 1992 dans les fonds d'épargne d'entreprise, normalement bloqués durant cinq ans. La mesure est rétroactive au 1<sup>er</sup> janvier et restera en vigueur jusqu'au 30 juin. La même possibilité est ouverte pour les retraits anticipés sur les plans d'épargne populaire (PEP), normalement bloqués 8 ans, sans que l'épargnant perde ses avantages fiscaux. Les plus-values de cessions de sciv sont exonérées d'impôt jusqu'au 30 décembre si elles sont utilisées à certaines dépenses (amélioration du logement, électroménager, ameublement). Pour les mêmes achats, les retraits sur les plans d'épargne logement (PEL), normalement bloqués quatre ans, seront autorisés dans la limite de 100 000 francs par foyer, jusqu'au 30 juin.

● **Le plan PME.** Le taux des droits de mutation est abaissé de

11,8 % à 9 %, pour la fraction taxable supérieure à un montant de 700 000 francs. Une déduction fiscale, en cas de pertes en capital, est prévue pour les investissements dans les sociétés non cotées. Le plafond du régime d'imposition pour les « micro-entreprises » est relevé : selon les cas, il passe à 100 000 francs ou 120 000 francs. Il est également prévu une modification du régime de la provision pour « essai-mage ». Enfin, les entreprises qui franchissent le seuil des dix salariés pourront, pendant trois ans, garder le bénéfice fiscal du statut offert aux sociétés de moins de dix salariés, et elles garderont quelques avantages fiscaux la quatrième et la cinquième année.

● **Accélération des privatisations.** L'une des mesures louées de ce DDEF vise à autoriser le gouvernement à vendre des entreprises publiques par voie réglementaire, sans passer par le Parlement. Pour éviter que cette disposition déclenche les polémiques, la mesure est soigneusement encadrée et ne concerne que les entreprises de taille modeste. Il s'agit des sociétés de moins de mille salariés, réalisant moins de 1 milliard de francs de chiffre d'affaires consolidé et dont la nationalisation n'a pas été décidée par voie législative.

Une trentaine de sociétés pourraient être concernées, dont aucune n'est vraiment connue, sauf la Sofrad. Pourraient ainsi être visées des entreprises comme Cefia (services informatiques), le Bureau central d'études pour l'équipement d'outre-mer, la Compagnie française de navigation fluviale ou, encore, la Compagnie française de développement des fibres textiles.

Une autre disposition, moins spectaculaire puisqu'elle relève de la traditionnelle « respiration » du secteur public, vise à simplifier les procédures autorisant les cessions par les entreprises publiques de leurs filiales de petite taille, et à étendre la possibilité de simple déclaration a posteriori.

● **Contrôle fiscal des multinationales.** Le projet de loi comprend plusieurs articles qui visent à renforcer le contrôle de l'administration fiscale sur les grandes sociétés multinationales, dont les filiales s'échangent des biens ou des services à des prix dits de « transfert ». Selon le système fiscal en vigueur dans l'un ou l'autre des pays dans lesquels ces filiales sont implantées, cet échange constitue souvent un

moyen « d'optimisation fiscale ». En clair, c'est un procédé classique pour échapper à l'impôt. A l'image des Etats-Unis, qui disposent de moyens de contrôle renforcés, la France entend limiter les abus fiscaux que ce système a générés. Les entreprises concernées auront notamment l'obligation de fournir au fisc les informations nécessaires sur les prix de leurs transactions.

● **Contrôle des associations bénéficiant d'aides publiques.** A la suite du scandale de l'Association pour la recherche contre le cancer (ARC), le gouvernement souhaite renforcer ses moyens de contrôle. Le DDEF prévoit donc (lire ci-dessous) que les organismes bénéficiant de concours financiers de l'Etat seront soumis au contrôle de l'inspection générale des finances. De son côté, la Cour des comptes pourra exercer son propre contrôle sur les organismes recevant un concours financier soit de l'Etat, soit d'une autre personne soumise à son contrôle, soit de la Communauté européenne.

Laurent Mauduit

## M. Raffarin annonce la tenue d'une « université d'été » de l'artisanat

Le gouvernement continue de se montrer attentif aux inquiétudes et aux souhaits des petits patrons impatientes de voir se concrétiser les réformes

AGACÉ PAR LES CRITIQUES de certains artisans et chefs de petites entreprises qui trouvent les réformes lentes à se concrétiser, Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, a fait au conseil des ministres, mercredi 7 février, le bilan de la politique menée depuis huit mois.

Il a annoncé qu'il organisera en septembre une « université d'été » de l'artisanat dans le Marais poitevin, afin de libérer les énergies et de donner la parole aux jeunes talents. Il a rappelé les mesures déjà en application pour aider les artisans à créer 300 000 emplois en trois ans : la mise à disposition d'une enveloppe de 3 milliards de francs dans le cadre des Codeli et de 900 millions de francs bonifiant les prêts aux PME de façon à ce que leurs taux (autour de 4 %) soient identiques à ceux consentis aux agriculteurs.

Un projet de loi sera déposé à l'Assemblée nationale avant la fin de la session pour préciser les qualifications qui seront exigées des futurs patrons afin d'empêcher que la moitié des entreprises

disparaissent dans les trois ans suivant leur création. La reconnaissance de la valeur législative du répertoire des métiers permettra de nantir les fonds artisanaux.

### SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT

Le deuxième volet de l'action de M. Raffarin concerne la simplification administrative qui s'est traduite par la mise en place de la déclaration unique d'embauche dans toute la France. La déclaration sociale unique sera généralisée en 1996. La simplification du contrat d'apprentissage est testée dans quatre départements. « Notre conviction est qu'il faut alléger le fardeau des PME sur lesquelles les donneurs d'ordre, les producteurs et l'administration se défont de leur propre complexité », explique le ministre des PME. Il faut aller plus loin et préparer une charte législative des droits de l'entreprise, par exemple de façon à ce qu'en cas de non-réponse de l'administration dans un délai donné la demande de l'entreprise soit réputée acceptée. L'amélioration du financement

des entreprises est, en revanche, plus difficile à élaborer. L'abaissement de 33,33 % à 19 % de l'impôt sur les bénéfices réinvestis devrait être effectif le 1<sup>er</sup> janvier 1997. La mise en place d'un fonds de garantie Sofaris nécessite des négociations avec les caisses de caution mutuelle existantes, avant de pouvoir débiter 8 milliards de francs destinés à garantir la moitié des emprunts d'entreprises de moins de dix salariés. La réforme du Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises (Cepme) est en cours, et son nouveau PDG, Jacques-Henri David, devrait publier dans les trois mois son programme pour faire de son établissement un conseil en ingénierie financière pour les PME.

Dans la liste des mesures soumises au conseil des ministres au titre du DDEF, on retiendra l'abaissement symbolique de 1 000 m<sup>2</sup> à 300 m<sup>2</sup> du seuil des surfaces de vente nécessitant une autorisation préalable, dans l'attente d'une réforme de la loi Royer.

Alain Faujas

Dans votre  
Agence France Télécom,  
le téléphone mobile

GSM Itineris®  
c'est à partir de **690 F** TTC

## Les associations aidées par l'Etat soumises à l'inspection des finances

CE PROJET comprend aussi une mesure qui ne peut pas ne pas être rapprochée de l'affaire de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC).

Il prévoit, en effet, d'accroître le contrôle de l'inspection des finances sur les « organismes bénéficiaires de fonds publics ou assimilés ». « Les organismes qui bénéficient de taxes parafiscales, de prélèvements légalement obligatoires, de subventions ou d'autres concours financiers de l'Etat, d'un établissement public de l'Etat, ou d'une autre personne morale soumise au contrôle économique et financier de l'Etat, sont soumis au contrôle de l'inspection générale des finances », précise ce projet qui étend par ailleurs le contrôle de la Cour des comptes « aux organismes qui bénéficient du concours financier de l'Etat, d'une autre personne soumise à son contrôle ainsi que de la Communauté européenne ».

Cette mesure vise, de manière indirecte, à compléter la loi du 7 août 1991 relative « au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique », loi qui faisait suite au violent conflit qui opposa en 1990 Claude Evén, alors ministre des affaires sociales, à Jacques Crozemarie, président-

fondateur de l'ARC. Limité au seul contrôle du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public, ce texte a permis aux magistrats de la cour, en dépit des vives oppositions de Jacques Crozemarie, de confirmer officiellement ce que les inspecteurs de l'IGAS avaient commencé à entrevoir.

La mesure proposée aujourd'hui devrait permettre à l'inspection générale des finances de s'intéresser aux associations qui bénéficient de concours financiers de l'Etat. Evoquant « l'écho et l'impact » des investigations concernant l'ARC, Hélène Glissot, procureur général près la Cour des comptes, regrettait pour sa part, lors de l'audience solennelle du 16 janvier et en présence de Jacques Chirac, que ne soit pas possible, aux termes de la loi de 1991, le contrôle de l'organisme collecteur et l'évaluation des actions financées. Souhaitant un élargissement de ce type de contrôle M<sup>me</sup> Glissot ajoutait : « Il serait paradoxal que cet élargissement (...) ne concerne pas la cour, qui offre, s'agissant de fonds qui restent privés, les garanties d'une juridiction. »

Jean-Yves Nau



Et si vous communiquez avec les outils d'aujourd'hui ?

France Telecom

\* Dans la liste des stocks disponibles.  
S'abonner (minimum 6 mois) est soumis au moment de l'achat du terminal.  
Sous 229,14 F TTC par mois - frais de mise en service : 422,10 F TTC.



## Le gouvernement et les députés RPR renoncent à réformer le délit d'abus de biens sociaux

La crainte d'être accusé d'« amnistier » la corruption l'a emporté

Le gouvernement et le groupe RPR de l'Assemblée nationale ont renoncé à inscrire la proposition de loi de Pierre Mazeaud à l'ordre du jour

des travaux parlementaires. Cette proposition rédigée par le président de la commission des lois de l'Assemblée et qui tend à limiter à six ans

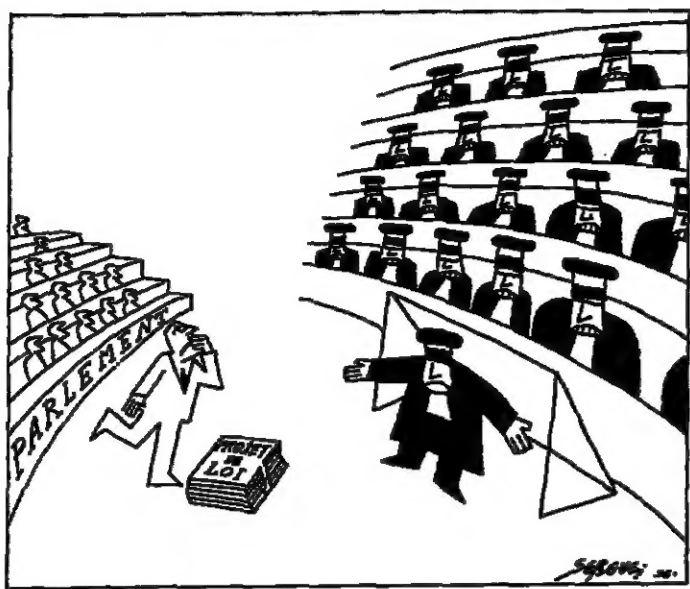
la durée maximale des poursuites en matière d'abus de biens sociaux, suscitait une très vive polémique depuis plusieurs jours.

LA PROPOSITION DE LOI de Pierre Mazeaud (RPR), président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, sur la réforme de l'abus de biens sociaux est aujourd'hui enterrée. Elle ne sera pas inscrite à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale. Ni par le gouvernement ni par le groupe RPR, qui en ont tous deux la possibilité.

« Cela ne nous regarde pas. C'est une initiative parlementaire. C'est à la conférence des présidents de l'Assemblée nationale de décider de l'inscrire ou non lors de la journée réservée chaque mois à l'examen de ce type de texte », indiquait, mercredi 7 février, le cabinet de Jacques Toubon, ministre de la Justice. Le terrain s'étant révélé « miné », le gouvernement, qui aurait pu décider de faire inscrire ce texte à l'ordre du jour des travaux parlementaires, indépendamment de la journée réservée aux propositions de loi, a renoncé à son droit.

La proposition rédigée par M. Mazeaud, tendant à limiter à six ans le délai de poursuite légale en matière d'abus de biens sociaux, a pris en quelques jours des allures de mistigri. Le gouvernement et la majorité ont cherché à s'en dessaisir chacun au détriment de l'autre. Le satisfait décerné, mardi, sur Europe 1, par M. Toubon au texte de M. Mazeaud prend désormais valeur d'homage posthume.

Cette proposition « cherche à résoudre un vrai problème, celui de la



sécurité juridique, en particulier, de nos entreprises », déclarait M. Toubon, ajoutant : « Aujourd'hui le droit pénal et la procédure pénale sur un certain nombre de délits ne sont pas suffisamment précis [...]. Il faut créer une certitude sur le point de départ de ce délit, permettant ensuite de déterminer le moment de prescription. » Le ministre de la Justice disait « pertinente » cette proposition puisque, ajoutait-il, elle ne donnerait satisfaction ni « à ceux qui voudraient une amnistie, parce qu'ils ne l'ont pas », ni à ceux « qui voudraient que les juges fassent la loi ».

Pour que le texte soit examiné, il faudrait donc que le groupe RPR demande lui-même l'inscription à l'ordre du jour de cette proposition. Or la prochaine journée réservée à ses propositions de loi tombe en avril. De toute façon, son président, Michel Péricard, n'en veut pas. Après la réunion hebdomadaire du groupe, mardi, M. Péricard a obligamment montré le chemin des oubliettes à la sulfureuse réforme de son collègue Mazeaud. « Cela ne devrait pas être une proposition de loi, a déclaré le député des Yvelines. Cela devrait être un projet de loi, c'est-à-

dire que le gouvernement doit prendre ses responsabilités dans cette affaire-là, s'il y tient, s'il a des raisons. »

Or le ministère de la Justice n'a absolument pas l'intention de rédiger ni de présenter son propre texte. M. Mazeaud, l'auteur de la proposition, ne voit pas non plus l'utilité d'un texte gouvernemental. « Soit le gouvernement dépose le même texte, observe-t-il, et l'on n'en voit pas la nécessité. Soit il en dépose un différent, mais, dans ce cas-là, pourquoi recommencer le processus et ne pas choisir d'amender ma proposition ? »

Le dossier pourrait toutefois réapparaître sous d'autres formes. Selon Xavier de Roux (UDF), rapporteur de la proposition de loi, une simple circulaire adressée aux procureurs généraux, indiquant « l'interprétation de la notion d'abus de biens sociaux telle qu'il convient de la donner », pourrait suffire et éviter de légiférer. Il n'est pas sûr, cependant, qu'une circulaire aux parquets puisse aller à l'encontre d'une jurisprudence de la Cour de cassation. C'est en effet cette dernière qui, en décidant que le délai de prescription court, pour les abus de biens sociaux, à compter du moment où ils sont découverts, et non de celui où ils ont été commis, a ouvert la voie aux magistrats instructeurs pour utiliser cette « clé » d'entrée dans la gestion des entreprises et dans les affaires de corruption.

Caroline Monnot

## Les sénateurs se résignent à la révision constitutionnelle

L'AFFAIRE était entendue, avant même que les sénateurs aient entamé l'examen en première lecture, mardi 6 février, de la révision de la Constitution devant au Parlement le droit de voter, chaque année, des lois de financement de la Sécurité sociale. Dès la réunion, mardi, du bureau de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin a confirmé que la date du 19 février était retenue pour la réunion des députés et des sénateurs en Congrès, à Versailles.

Au Palais du Luxembourg également, tout paraissait d'autant mieux bouclé que la commission des lois du Sénat avait recommandé, le 31 janvier, de ne rien modifier au texte voté par les députés. Qu'il s'agisse du rapporteur, Patrice Gélard (RPR, Seine-Maritime), du président de la commission des lois, Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne), ou de ses homologues des commissions des finances, Christian Poncelet (RPR, Vosges), et des affaires sociales, Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine), chacun, au RPR et à l'UDF, a préconisé l'adoption conforme de ce texte, même si c'est avec un « enthousiasme modéré » et au nom de « l'exigence majoritaire », selon les termes de M. Larché.

Les interrogations, pourtant, restent nombreuses. Mais, plutôt que de chipoter sur la révision constitutionnelle elle-même, les sénateurs de la majorité ont manifestement jugé plus utile de peser, dès à présent, sur les dispo-

sitions de la loi organique qui sera chargée de mettre en œuvre les modifications de la Constitution. « Notre vote conforme est subordonné à deux engagements du gouvernement », a notamment lancé M. Larché. D'une part, les sénateurs demandent, comme Jacques Toubon l'a laissé espérer devant la commission des lois, que la loi organique soit votée en termes conformes par les deux chambres.

CRITIQUES DE ROBERT BADINTER

D'autre part, ils craignent que l'examen concomitant, à l'automne, du budget et de la loi de financement de la Sécurité sociale ne conduisent à un encombrement excessif des travaux parlementaires. M. Poncelet, notamment, a souhaité que le délai accordé à l'Assemblée nationale, en octobre, pour examiner la loi de financement soit réduit. Mais il ne s'agit pas là que d'une simple mauvaise solution, et le président de la commission des finances a marqué sa préférence pour un examen, plus serein, « en mai ou juin, au moment du débat d'orientation budgétaire ». A quoi M. Fourcade a répliqué qu'une avancée au printemps du débat sur les comptes sociaux priverait la loi de financement de la Sécurité sociale de sa portée normative.

Ironisant sur cette approbation résignée du projet de révision par la majorité, l'opposition socialiste et communiste s'est employée, au

contraire, à en démontrer l'inutilité et les risques. L'ancien président du Conseil constitutionnel, Robert Badinter, s'est livré à une lecture très critique du texte. Notant qu'il n'était pas le plus mal placé pour juger de la décision du Conseil constitutionnel de janvier 1988 censurant la proposition de loi de Michel d'Ornano, qui visait déjà à donner compétence au Parlement sur les comptes sociaux, le nouveau sénateur socialiste des Hauts-de-Seine a souligné que cette proposition n'avait été censurée que parce qu'elle créait une procédure législative nouvelle, ce qui relève du pouvoir constituant.

« C'est donc seulement parce que vous avez voulu, dans votre projet, soumettre les lois de financement de la Sécurité sociale à une procédure nouvelle et particulière calquée sur celle des lois de finances que vous vous êtes obligés à passer par une révision constitutionnelle », a-t-il lancé au ministre.

Quant aux contraintes de calendrier fixées par le projet de révision pour l'examen de ces lois de financement, M. Badinter a regretté ce « corset de fer » imposé au Parlement, à moins, a-t-il ajouté, que « ces délais ne soient inspirés par le dessein inavoué de réduire, grâce aux contraintes du calendrier, l'activité et le sérieux du contrôle parlementaire. »

Gérard Courtois

## La notion de précarité dans la fonction publique est élargie

A la satisfaction des syndicats, M. Perben accepte d'examiner la situation de tous les non-titulaires

LES A PRIORI sont levés. Le ministre de la fonction publique, Dominique Perben, a accepté que la discussion sur la précarité reparte de zéro, lors de la seconde séance de négociation qui s'est tenue mardi 6 février. Cette concession a satisfait les sept fédérations de fonctionnaires.

Avant même d'ouvrir, le 20 décembre, la première rencontre avec les syndicats sur ce thème, M. Perben avait fait savoir qu'il ne considérerait comme précaires que les contractuels travaillant au moins à mi-temps tout en assurant une mission « à caractère permanent » de la fonction publique. Cette définition ne permettait de prendre en considération que 27 000 personnes, sur un total de 217 000 non-titulaires. Les syndicats l'avaient jugé trop restrictive (Le Monde du 22 décembre 1995). Ils demandaient que toutes les formes d'emploi non-titulaire soit considérées comme précaires.

Le ministre s'est dit d'accord, le 6 février, pour examiner les diffé-

rentes situations des non-titulaires. Bien qu'il considère que l'emploi des contractuels à durée indéterminée « n'a rien de précaire », il a admis que « nombre d'entre eux vivent mal cette différence [par rapport aux titulaires] et aspirent à la titularisation qui leur ouvrirait de nouvelles perspectives de carrière ». Il a conclu que ce dossier devait être « approfondi ».

LES C.S. OUBLIÉS

M. Perben a rappelé que, pour lui, les « vrais précaires » de la fonction publique étaient les auxiliaires ou les vacataires qui n'ont « aucune certitude de conserver leur emploi », alors qu'ils assurent une « fonction permanente dans l'administration ». « Leur situation est anormale, et ils doivent voir leur emploi stabilisé », a-t-il déclaré. C'est pour « ces vrais précaires » que la négociation sera « la plus importante », a-t-il souligné, puisqu'elle permettra de « définir les moyens » de les intégrer dans la fonction publique.

En revanche, les agents qui occupent une fonction provisoire, correspondant à « une souplesse indispensable de l'administration », devront se contenter d'obtenir « des garanties analogues à celles dont bénéficient les contractuels à durée déterminée du secteur privé ».

L'ensemble des syndicats demandaient que les contrats emploi-solidarité (CES) soient considérés comme des formes d'emploi précaire. En décembre, M. Perben avait seulement accepté d'examiner leur cas. Il n'a pas été plus loin, cette fois. Il a seulement indiqué qu'il conviendrait de mettre en œuvre le dispositif d'insertion prévu par la loi (Le Monde du 7 février). « Il est clair que tous ceux qui ont été recrutés en CES l'ont été dans un cadre clair, qui ne leur donnait aucune vocation à un emploi permanent dans l'administration, mais qui leur donnait, outre un salaire et une activité, le droit de recevoir une formation et de bénéficier d'une action d'insertion », a

rappelé M. Perben. « Le sentiment du ministre sur ces points est que l'Etat n'a pas toujours accompli son devoir », a-t-il précisé.

Le ministre a donc proposé d'« examiner dans quelles conditions ces jeunes pourraient recevoir une formation pour les préparer aux concours s'ils souhaitent poursuivre une carrière dans la fonction publique ou une aide à l'insertion s'ils préfèrent se tourner vers le secteur privé ».

« On vient enfin d'entrer dans la négociation ! », s'est exclamé Jean-Paul Roux (UFF-UNSA), à la sortie. Pascal Renaud (CFDT) a jugé positif que le ministre fasse « entrer dans le champ de la discussion tout ceux qui ne sont pas titulaires ». Force ouvrière a admis qu'il y avait du progrès. Michel Deschamps (FSU) a réservé son jugement pour la suite des négociations, fixées au 19 mars : « La typologie est ouverte. Reste à savoir combien de gens on y fera entrer. »

Rafaële Rivais

## M. Barrot accepte de moduler l'aide à l'apprentissage

LORS DE LA DISCUSSION GÉNÉRALE à l'Assemblée nationale, mardi 6 février, du projet de loi portant réforme du financement de l'apprentissage (Le Monde du 7 février), plusieurs orateurs ont regretté le manque de portée du texte. « Il ne s'agit pas de la grande réforme des formations en alternance recommandée par la loi quinquennale de 1993 », a ainsi souligné Jean Ueberschlager (RPR, Haut-Rhin), rapporteur de la commission des affaires culturelles, avant d'affirmer que « ce texte peut être la meilleure et la pire des choses ». Répondant à une demande du patronat, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, s'est engagé (ce qui relève du domaine réglementaire) à ce que le nouveau système de prime puisse faire l'objet de modulations en fonction « de l'âge de l'apprenti et de l'effort pédagogique ». En outre, le ministre a annoncé le dépôt de deux amendements autorisant la création des contrats « emplois ville » et visant à « renouveler pour 1996 les primes de 5 000 à 7 000 francs à l'emploi de jeunes en qualification ».

## Le PCF se retrouve isolé sur la monnaie unique

LE MOUVEMENT DES CITOYENS (MDC), les Verts et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ont tous trois refusé de s'associer au texte de la pétition pour un référendum sur le passage à la monnaie unique, lancé le 17 janvier par le secrétaire national du PCF. L'organisation trotskiste regrette que le PCF ait choisi de « lancer tout seul cette pétition, sans concertation préalable », en « s'inquiétant davantage de la souveraineté nationale que des propositions pour créer une autre Europe ». Les écologistes de Dominique Voynet ne se « retrouvent pas » dans un texte qui « ne laisse pas d'alternative ». Le parti de Jean-Pierre Chevènement a également décliné l'invitation : le MDC, qui tiendra une convention sur l'emploi, les 17 et 18 février, devrait lancer sa propre campagne pour un référendum (meetings, affichage), avec un appel solennel « en direction de tous les Français ».

DÉPÊCHES

■ EMPLOI : le groupe RPR de l'Assemblée nationale a demandé, mardi 6 février, la création d'une commission d'enquête parlementaire « chargée d'inventorier et de simplifier les mécanismes d'aide à l'emploi ». Le président du groupe, Michel Péricard, a précisé qu'il avait l'intention de « présider lui-même » cette commission et de « mener les choses rondement ».

■ PESSIMISME : deux sondages confirment le manque de confiance des Français dans l'action du gouvernement. Selon une enquête de la Sofres, réalisée du 24 au 26 janvier auprès de 1 000 personnes et publiée le 6 février par un groupe de journaux de province, une forte majorité de personnes interrogées (63 %) désapprouve « plutôt » ou « tout à fait » l'action du gouvernement. Selon une autre enquête, réalisée par Louis-Harris, du 2 au 3 février, auprès de 1 008 personnes pour la lettre Profession politique, 61 % (+2 points en un mois) des personnes interrogées jugent en février que le gouvernement ne va « pas vraiment » ou « pas du tout » dans la bonne direction. Cette baisse de crédit est particulièrement sensible chez les sympathisants de l'UDF.

■ FINANCES LOCALES : le comité des finances locales a procédé, mardi 6 février, à la répartition des 103,5 milliards de francs de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour l'année 1996 entre les différents types de collectivités locales. Sur cette enveloppe en augmentation de 3,6 % par rapport à 1995, les départements percevront 17,5 milliards ; les communes et les groupements 85,9 milliards.

■ VIOLENCES : des affrontements ont opposé, mardi 6 février, à la veille de la visite du ministre de l'Agriculture, les 50 membres de la Coordination rurale du Gers, qui occupaient la chambre d'agriculture depuis la veille, à environ 250 syndicalistes de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FSESA) et du CDJA venus les déloger. Un manifestant a été blessé. (Corresp.)

## Une commission « multipartisane » sur la refonte du service national

« L'ANNONCE de la création de cette commission n'a aucun caractère événementiel. » Telle était l'appréciation, aussi laconique qu'un communiqué militaire, portée au ministère de la défense, mardi 6 février, après la confirmation par Alain Juppé, dans l'après-midi, à l'Assemblée nationale, de la mise en place, « dans les toutes prochaines semaines, d'une commission multipartisane, représentative de toutes les sensibilités » de l'opposition, pour engager la réforme du service national. L'entourage de M. Millon, qui a eut une « tournée des popotes » (Le Monde daté 4-5 février), conseillait de s'adresser à l'Hôtel Matignon pour en savoir plus.

Répondant à une question d'Alain Moyné-Bressand (UDF, Isère) adressée au ministre de la défense, le premier ministre a déclaré : « Le service national, la conscription touchant certainement à ce qu'il y a de plus profond dans le pacte républicain, je le réaffirme donc solennellement ; il n'est pas question de s'engager dans une réforme qui n'aurait pas l'adhésion des jeunes Français comme de leurs aînés. C'est pourquoi le gouvernement compte lancer sur ce sujet une grande concertation, un débat national. »

UNE ANNONCE EN MAI

M. Juppé propose aux Français de « mener ensemble » cette réforme qui est, selon lui, « le grand enjeu de ces prochaines années, la grande modification, sinon la révolution, qui permettra d'associer les jeunes femmes et les jeunes gens de ce pays à notre pacte républicain ». Dans sa déclaration de politique générale, le 23 mai 1995, le chef du gouvernement avait annoncé son intention de réformer le service

national, selon un engagement pris par Jacques Chirac pendant la campagne présidentielle, et sa décision de constituer une commission. « L'armée de demain appelle, c'est une évidence, un accroissement de la professionnalisation de nos unités et leur disponibilité opérationnelle. Cet effort est déjà engagé. Il faut aller plus loin », avait indiqué M. Juppé, en précisant son souhait de voir le président de la République et le gouvernement « disposer des éléments nécessaires et incontestables qui permettront de déterminer les voies possibles et les contraintes d'un passage progressif à une armée plus largement professionnalisée ». « En accord avec le président de la République, j'ai décidé à cette fin de constituer une commission nationale chargée d'un audit et d'un rapport pour le gouvernement dans un délai de quelques mois. Ses conclusions guideront les orientations que définiront, en 1996, le chef de l'Etat et le gouvernement. »

La commission dont parle M. Juppé aujourd'hui est-elle la même que celle dont il avait annoncé la création il y a huit mois ? C'est probable, mais la confirmation n'en a pas été donnée. Comment sera-t-elle composée ? Plusieurs solutions sont envisageables : soit des personnalités indépendantes, sur le modèle de la commission Long de réforme du code de la nationalité ; soit des parlementaires ; soit les deux à la fois. La dernière solution pourrait être celle qui sera retenue par le premier ministre, qui souhaitait « bien évidemment » associer, en mai 1995, la commission de la défense de l'Assemblée.

Olivier Biffaud



# VIENT DE PARAÎTRE

## MODESTES PROPOSITIONS POUR SORTIR DE LA CRISE... — Page 17

# LE MONDE diplomatique

Appel à nos lecteurs (Page 14-17)

### Médias en danger

Par IGNACIO RAMONET

Une enquête récente révèle que le monde des médias est en danger. Les médias sont devenus des entreprises commerciales, et leur rôle de surveillance est en danger. Les médias sont devenus des entreprises commerciales, et leur rôle de surveillance est en danger. Les médias sont devenus des entreprises commerciales, et leur rôle de surveillance est en danger.



### UNE INSOUTENABLE DEMANDE DE PAIX Fausse éclaircie en Algérie

Plus de deux ans après la signature de M. Liamine Zerkani à l'Accord de cessez-le-feu, la situation politique en Algérie reste tendue. Le changement de premier ministre et le remplacement du commandant en chef de l'armée ont apporté une certaine stabilité, mais la violence continue de sévir dans les zones contrôlées par les groupes armés. La demande de paix est insoutenable car elle ne prend pas en compte les besoins de la population algérienne.

Par SALIMA GHEZALI

Depuis qu'elle est au pouvoir, la nouvelle administration algérienne a tenté de rétablir la paix. Cependant, les groupes armés continuent de mener des opérations militaires. La situation est complexe et nécessite une approche diplomatique pour résoudre le conflit.

FÉVRIER 1996

## CE MOIS-CI DANS « LE MONDE DIPLOMATIQUE » :

### FRANCE-EUROPE

Modestes propositions pour sortir de la crise (Christian de Brie, Bernard Cassen, Paul Sindic, Serge Halimi, Ruben Mendez, Dominique Garabiol).

### RUSSIE

Moscou vers l'avenir... via le passé (André Gratchev).

### AFRIQUE DU SUD

Dangereux récifs pour le pouvoir (Pierre Beaudet, Patrick Coupechoux, Anne Dissez).

### COMMUNICATION

Internet, une chance pour le Sud (Pascal Renaud et Asdrad Torrès).

### BANLIEUES

Scénarios de survie — Sarcelles, Leipzig, Turin (Camille Bonneville, Akram Ellyas, Pascal Thibaut, Paolo Griseri).

### HISTOIRE

Il y a soixante ans, l'aube de la guerre d'Espagne (Ignacio Ramonet, Gabriel Jackson, Juan Goytisolo, Eduardo Haro Tecglen).

## Également au sommaire

- MIGRATIONS : Une humanité sans domicile fixe.
- LIBERTÉS : Terrorisme et République.
- SUÈDES : Tchèques et Allemands face à leur passé.
- ÉTATS-UNIS : Les simulacres de la politique américaine.
- TUNISIE : Une société privée de parole.
- AFRIQUE : Sous la coupe du football.
- AMÉRIQUE LATINE : La « sale guerre » perdue.
- NOUVELLE-CALÉDONIE : Crise sociale larvée et divisions politiques.
- AUSTRALIE : Fragile paradis.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 22 F



552 من لاجل

**ÉDUCATION** De nouveaux incidents se sont produits, mardi 6 février, dans des établissements scolaires. Dans quelques écoles et collèges, les enseignants se sont mis

en grève, alors que leurs syndicats dénoncent la dégradation de leurs conditions de travail. ● FRANÇOIS BAYROU est intervenu mardi devant l'Assemblée nationale. « Pendant des

décennies, on a plaidé pour une école ouverte qui ne soit plus un sanctuaire. Il faut prendre une position inverse, travailler à resanctuariser l'école », a-t-il déclaré. Le ministre de

l'éducation avait annoncé, le 1<sup>er</sup> février, trois mesures – téléphone « SOS violence », formation à l'enseignement en banlieue, utilisation des « grands frères » – qui avaient suscité

l'ironie du corps enseignant. ● A SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY, les professeurs ont depuis 1982 multiplié les expériences pour endiguer les phénomènes de violence.

## Les enseignants se mobilisent contre la violence à l'école

Après les nouveaux incidents qui se sont produits ces derniers jours, le ministre François Bayrou parle de « resanctuariser l'école ». Les syndicats dénoncent la dégradation des conditions de travail et réclament des « moyens supplémentaires »

« LA VIOLENCE à l'école n'est pas la violence de l'école, elle est le reflet de la violence de la société. Pendant des décennies, on a plaidé pour une école ouverte qui ne soit plus un sanctuaire, pour que la cité pénètre dans l'école. Il faut prendre une position inverse, travailler à resanctuariser l'école. » A l'Assemblée nationale, mardi 5 février, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, a tenu un discours prônant la « protection » des établissements menacés par des actes de violence commis depuis plusieurs semaines et la « restauration des valeurs » enseignées aux élèves. Le soir, sur TF 1 lors de l'émission « LMI » de Guillaume Durand, il a préconisé l'installation de clôtures autour des établissements, une mesure qui dépend de la volonté des collectivités locales, avant de se prononcer en faveur de la restauration d'un article de la loi anti-casseurs, « le seul moyen juridique de s'opposer à une entrée d'élèves extérieurs dans les établissements ».

De toute évidence, les trois mesures annoncées par le ministre lors de sa visite dans un collège de Poissy, jeudi 1<sup>er</sup> février – création d'un numéro de téléphone « SOS violence », formation à l'enseignement en banlieue, utili-

sation des « grands frères » –, n'ont pas suffi et ont même suscité sarcasmes et irritation chez les enseignants désarmés. Ses efforts pour échanger quelques balles de ping-pong avec des élèves ou quelques passes de ballon n'ont pas réussi à « restaurer le climat de confiance » dans les établissements. L'ouverture de la ligne téléphonique « SOS violence » – un numéro payant –, qui aurait reçu près de 250 appels, assure le ministre, a provoqué la réprobation y compris de ses utilisateurs.

Le « module » spécifique dispensé dans les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) est attendu avec une impatience teintée d'ironie. « C'est sûrement une bonne idée puisqu'elle émane du ministre. Mais je ne sais toujours pas ce qui est prévu », note Alain Bouvier, président de la conférence des directeurs d'IUFM. « Une chose est d'organiser trois conférences avec les « gourous » de la question, autre chose est de mettre en place des séances de formation sérieuses, par petits groupes, pour 1 200 stagiaires », ajoute-t-il.

Manifestation de fermeture ou sentiment d'impuissance ? Dans un ultime sursaut de défense, les enseignants ont spontanément répliqué par la grève. D'abord en



signe de protestation contre les actes de violence commis dans leurs établissements, puis en quête de reconnaissance de la condition si particulière de professeur en « zone sensible ». Spectateurs ou victimes, ils ont décidé de rompre la loi du silence qui recouvrait d'un voile pudique une exaspération de plus en plus difficilement contenue. Depuis la

fermeture temporaire du collège de Goussainville (Val-d'Oise) (Le Monde du 31 décembre), la liste des agressions n'a cessé de s'allonger. Des professeurs ou des chefs d'établissement se font malmener à Dijon, au Mans, à Aubagne, à Montsoult (Val d'Oise), qui par un parent irascible, qui par un grand frère ou par une bande d'adolescents incontrôlés.

A Sevran, un chahut s'achève par la destruction d'une classe et des vitres brisées, tandis que des engins incendiaires atterrissent dans des établissements de la ZUP de la Paillade à Montpellier.

### UNE DÉGRADATION CONTINUE

« La plupart de ces agressions se produisent dans des endroits qui n'ont jamais fait parler d'eux et qui n'étaient pas préparés », remarque Jean-Yves Prochazka, ancien principal du collège des Nolrettes à Vaux-en-Verin (Rhône) et auteur d'un ouvrage à paraître prochainement sur la violence à l'école (Ed. Hachette éducation). Tout en notant que « 2 % à 5 % des établissements seulement sont concernés », M. Prochazka admet la « profonde lassitude et l'épuisement » de professeurs démunis face à une dégradation continue des conditions d'enseignement. « En fait, remarque Jean-Yves Prochazka, tout repose sur la capacité des établissements à mobiliser les bonnes volontés sur une stratégie commune, autour du chef d'établissement, avec les enseignants, les personnels de service, les parents d'élèves, les associations. De toute évidence, la seule relation de l'enseignant face à sa classe ne suffit plus. »

« Face à la violence, la grève n'a

pas de sens. Elle témoigne d'un ras-le-bol face à une situation d'impuissance et à un sentiment d'abandon », note Hervé Baro, secrétaire général du Syndicat des enseignants (SE-FEN), qui établit un parallèle avec les récentes manifestations contre le plan Juppé. Ce constat est aussi celui du SNES, qui invite les enseignants des zones « sensibles » à manifester, mercredi 7 janvier, devant le ministère, pour demander davantage de moyens. Le syndicat de Monique Voallat a également prévu de consacrer une session de formation aux problèmes de la violence, à la réalité des ZEP et des zones sensibles.

Comme les organisations d'enseignants, le Syndicat national des chefs d'établissement (SNPDEN) craint aussi que « la flambée des violences récentes ne se traduise par des mesures d'urgence sans lendemain ». Réclamant l'intervention du premier ministre, Alain Juppé, dans la foulée du plan de relance pour la ville, Marcel Peytavi, secrétaire général du SNPDEN, a présenté, mardi 6 janvier, au ministre de l'éducation nationale une série de nouvelles propositions.

Michel Delberghe

## A Saint-Etienne-du-Rouvray, les innovations pédagogiques n'ont cessé depuis 1982

**SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY** de notre envoyée spéciale

Il y a une obstination douce chez cette femme-là. Après le grand vent de 1968, Françoise Pasquidumont forme des enseignants à l'Institut de recherche sur l'enseignement des mathématiques (IREM) de Rouen, tout en faisant un bout de chemin avec des chercheurs brillants et imaginatifs, dont le mathématicien hongrois Dienes. Au début des années 80, quelque chose change dans le discours des enseignants qu'elle forme... « C'est très intéressant, votre approche novatrice des maths, mais comment l'appliquer quand on me lance une éponge dans le dos ? », lui demande-t-on. « Ils se sont mis à me raconter des situations de violence incroyables, c'était un autre monde », se souvient-elle. « Alors j'ai choisi de venir ici et d'y rester », dit Françoise Pasquidumont. Ce la fait maintenant près de treize ans.

Dans son bureau du collège Robespierre de Saint-Etienne-du-Rouvray, une banlieue défavorisée de Rouen (Seine-Maritime), Françoise Pasquidumont parle de la violence des années 80, celle qui s'est développée dans les classes

ghetto, comme les CPPN (classes préprofessionnelles de niveau). Ici, il n'y a jamais eu, pas plus que de SES (section d'éducation spécialisée), « parce que cela suffit de faire l'amalgame entre l'incompétence linguistique et l'incompétence scolaire », dit-elle.

### « RÉSISTANCE SOCIALE »

Dès 1982, année de son arrivée dans le collège, celui-ci fait partie des établissements tests qui appliquent « la rénovation Legrand » fondée notamment sur la pédagogie différenciée. « C'était le levier de tout. Pendant des années nous avons eu un projet d'établissement, sans savoir que cela s'appellait ainsi », dit-elle. De son expérience de prof, Françoise Pasquidumont a gardé la conviction que l'on pouvait toujours « s'appuyer sur l'intelligence des jeunes et la valoriser ». Enseignante dans un établissement de centre-ville dans les années 70, elle se rappelle « la grande souffrance d'enfants, d'origine modeste, de ne pas savoir faire une division ». Depuis longtemps, elle a l'impression de faire « un travail de résistance sociale dans une guerre d'usure ». Le débat sur le métier d'enseignant « transmetteur de savoir » ou « as-

sistante sociale » ne l'intéresse guère. Ici on aide les enfants ou les adolescents, par tous les moyens. « Parfois c'est ce qui se passe avant 8 h 25 qui explose en eux, ou dans la classe. »

« Comme en pédagogie, c'est le raccourci qui m'a toujours préoccupé : comment atteindre efficacement les jeunes qui en ont besoin ? », n'a cessé de se demander Françoise Pasquidumont. Cela se fait par la découverte, par exemple, du forum-théâtre, où des jeux de rôles permettent à chacun de trouver sa place, voire de désamorcer des conflits. Les élèves ont également engagé avec un sociologue lyonnais, Jean-Pierre Bonafé-Schmitt, un travail et une formation sur la médiation scolaire, c'est-à-dire sur le moyen de gérer des situations de violence entre élèves.

Les actions de prévention avec « quelqu'un de très intelligent des renseignements généraux », la large ouverture du collège aux parents, le travail avec les associations du quartier, la réflexion collective de l'établissement et surtout une coopération sans faille entre tous les adultes de l'établissement créent ici une ambiance particulière. « Ici ça va, mais si tu te promènes le soir

dans la cité du Château blanc, tu reviens tout nu », prévient Amalfine, une élève de quatrième.

### « PERSONNE N'EST À L'ABRI »

Malgré ce travail de fond, inscrit dans le temps, personne n'a réussi à endiguer une vague de violence venue submerger l'établissement en 1992. Rodéos de voitures, véhicules incendiés, trafic et consommation de drogue sous les yeux des élèves, dans le « Parc central » devant l'établissement, tout y est passé. « L'horreur », résume Sylvie Hagwara, secrétaire du principal, qui

anime, avec un professionnel, un atelier de danse tous les vendredis pour des élèves de quatrième. « Dès qu'il y a une brèche, il faut colmater tout de suite, ne pas attendre. Sinon la pente est trop difficile à remonter », assure Sylvie. Pour cette mince jeune femme blonde, quand on travaille dans un quartier difficile « on ne peut pas en rester aux méthodes traditionnelles ». « On est toujours sur le fil, demain tout peut craquer, restons modestes », dit-elle. Cette modestie est partagée par les enseignants. « Personne n'est à l'abri de la violence, et pourtant il

me semble que si cela se reproduisait aujourd'hui nous serions mieux armés », estime Nicole, enseignante de lettres depuis cinq ans dans le collège. La diade, voilà l'un des éléments-clés, selon elle : « C'est la première année qui est dure, les élèves demandent si on reste l'année suivante, ils testent. » Quand elle a pris son poste, elle a fait cours pendant tout un trimestre avec la porte ouverte, en envoyant de temps à autres deux ou trois élèves incontrôlables à une collègue dans une salle voisine. « Au moins ici on peut se parler, personne n'a honte d'avoir des difficultés au départ », juge-t-elle.

Pour Sabine, 30 ans, ce n'est jamais agréable de « se faire traiter de salope ou de conne. Mais il faut rester ici, l'école est la seule planche de salut pour ces enfants ». Mercredi 7 février, cela fera cinq jours que le collège Robespierre est en grève. Parce que, sans doute en raison du calme qui règne dans l'établissement, soixante-douze heures d'enseignement doivent être supprimées à la rentrée prochaine. « mettant en péril le projet d'établissement ».

Béatrice Gurrey

### La diffusion d'une cassette retardée

Paul Desmeuf, nouveau recteur de l'Académie de Rouen, a « suspendu » la diffusion d'une cassette vidéo destinée à aider les enseignants à répondre aux phénomènes de violence. « Pris par l'actualité, M. le recteur n'a pas eu le temps de la visionner et a donc préféré retarder sa distribution », explique-t-on au rectorat. Réalisé par le Centre départemental de documentation pédagogique de l'Eure (CDDP), ce film analyse les mécanismes de la violence et illustre les moyens de les contraindre à travers l'expérience de deux collèges du Havre et de Saint-Etienne-du-Rouvray : « théâtre-forum », « espace de citoyenneté », jeux de rôle mais aussi cohésion de l'équipe éducative, coopération avec la police et la justice, contact individuel avec les familles. Confrontés ces jours-ci à la médiatisation des actes de violence, les enseignants devront attendre pour voir cette cassette revigorante et salutaire.

## A Créteil, les professeurs stagiaires prennent des « cours de banlieue »

« DANS MON BAHUT, quand ça sonne le matin, on a l'impression que les profs se disent : "Pourvu qu'on tienne jusqu'à 5 heures". » Professeur-stagiaire en arts plastiques dans un collège de Stains (Seine-Saint-Denis), Laurent sait ce que « public scolaire difficile » signifie. Bon nombre d'enseignants encore inexpérimentés comme lui redoutent d'affier exercer dans des établissements estampillés ZEP (zone d'éducation prioritaire) ou zone sensible. Aussi, depuis 1992, l'Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) de Créteil (Val-de-Marne) intègre dans sa formation générale un module intitulé « Enseigner en banlieue ».

Cette session compte huit journées réparties sur l'année. Les élèves rencontrent le principal d'un établissement situé dans un quartier difficile, des assistants sociales, des professeurs, des élèves, des travailleurs sociaux et des policiers. Pour Jean-Louis Auduc, directeur de l'IUFM de Créteil, il s'agit de « casser un certain nombre d'idées reçues », de « montrer que des équipes pédagogiques soudees réussissent dans ces établissements », et, si possible, de susciter des vocations.

Quand bon nombre de stagiaires réclament des « recettes » sur la conduite à adopter dans différents cas de figure (« Que faire quand un élève nous toile, répond hors de propos, se lève pendant le cours ? »), les intervenants ne

peuvent que se référer à des situations qu'ils ont eux-mêmes affrontées, précisant que chaque conflit se gère au cas par cas. « Les jeunes professeurs ont besoin de connaître les situations qu'ils vont rencontrer et comment ils doivent réagir », soutient Ana-Maria, ancienne stagiaire à Créteil. Sandrine, aujourd'hui professeur d'éducation physique à Meulan (Yvelines), avait déjà une année d'expérience comme maître-auxiliaire à Mantes-la-Jolie quand elle a suivi cet enseignement. « Certains stagiaires se sont déclarés déçus qu'on ne leur raconte que des expériences personnelles. Ce qui manque, c'est une formation à la psychologie de l'adolescent », estime-t-elle, rejointe sur ce point par beaucoup de nouveaux professeurs. Pourtant, la demande de témoignages est forte, comme si les expériences des autres exorcisaient les craintes des futurs enseignants.

### DÉS DISCOURS CONTRADICTOIRES

Reçus par des équipes pédagogiques solidaires d'un projet d'établissement, les élèves assistent ensuite aux cours, se portent volontaires pour des activités non comprises dans leur emploi du temps... Mais ils se retrouvent également seuls face à une classe six heures par semaine, et peuvent alors confronter à la réalité les belles histoires qu'on leur conte. « Quand on discute avec les profs de l'établisse-

ment de stage, on entend un discours complètement opposé à celui prodigué dans ce module », explique René. Avec le recul, Jean-François, jeune professeur de sciences physiques, trouve qu'on lui a présenté un « décor postif », alors que, « derrière », il a découvert des « profs qui craquaient ». « J'avais l'impression qu'on me cachait la vérité en ne me montrant que des gens qui géraient bien ces problèmes », reproche-t-il.

Si « Enseigner en banlieue » ne correspond pas toujours à leurs attentes, les stagiaires se reconnaissent satisfaits de l'avoir suivi. Bon nombre partent « remotivés », convaincus que la banlieue « oblige à se bouger », et n'hésitent pas à demander un poste en zone sensible. Est-ce la preuve que le module a atteint son objectif ? Pas si sûr : certains avouent qu'ils accumuleront ainsi des points précieux pour une prochaine mutation ; d'autres y voient l'assurance d'obtenir un poste fixe immédiatement. Jean-François fait partie de ceux qui restent insensibles à ce type de formation : « Ces établissements ne marchent que grâce à l'implication des enseignants. J'en ai vu qui attendaient des parents jusqu'à 21 heures, d'autres qui se déplaçaient chez l'élève pour expliquer une punition. Moi, je ne veux pas y sacrifier ma vie privée. »

Aude Dassonville

**COLLÈGES - LYCÉES**

- Au lieu de supprimer des postes, il faut en créer.
- Au lieu d'entasser les élèves, il faut des petits groupes.
- Pour prévenir l'échec scolaire et la violence, il faut des adultes qualifiés et plus nombreux.

**rendez-vous le 11 février**

**SNES** Syndicat National des Enseignants de Second degré  
1, rue de Courty, 75341 Paris  
Châlon (01 78 11 40 00 20 00)



## Jean Tiberi veut renforcer le contrôle de la pollution de l'air dans la capitale

Les promesses du maire de Paris ne satisfont pas les élus de l'opposition, écologistes en tête

Au lendemain de la publication par *Le Monde* d'un rapport acablant sur les conséquences sanitaires de la pollution atmosphérique à Paris et

à Lyon, Jean Tiberi, maire de la capitale, a promis d'accroître les moyens de mesure de la qualité de l'air. Cette réponse est jugée insuffisante

par l'opposition. Les Verts estiment que l'attitude des pouvoirs publics « relève de l'homicide involontaire ».

JEAN TIBERI, maire RPR de Paris, a annoncé, mardi 6 février, le doublement de la subvention accordée par la ville à Airparif, l'organisme chargé de mesurer le niveau de la pollution atmosphérique dans la région parisienne. Cette subvention atteindra 1,8 million de francs en 1996. « Il nous faut donner un nouveau coup de fouet aux transports en commun et non polluants », a-t-il ajouté. M. Tiberi a rappelé que la ville de Paris s'est équipée de cent-vingt-deux véhicules électriques et qu'elle a engagé des études en faveur du vélo, du tramway et d'une meilleure utilisation de la Seine pour les déplacements.

Ces annonces interviennent au lendemain de la publication, par *Le Monde*, d'une étude alarmante sur les conséquences de la pollution urbaine. Selon l'étude épidémiologique du Réseau national de santé publique (*Le Monde* du 7 février), la pollution de l'air provoque plusieurs centaines de décès prématurés chaque année à Paris et à Lyon.

Les promesses de M. Tiberi n'ont pas donné satisfaction aux écologistes. Soulignant que « l'irresponsabilité des pouvoirs publics relève de l'homicide involontaire », les Verts estiment que « la priorité aujourd'hui n'est pas à mesurer la pollution, elle est à la réduire ». Georges Sarre, député (Mouvement des citoyens) et maire du 11<sup>e</sup> arrondissement, réclame un conseil de Paris extraordinaire consacré à la pollution. Il rappelle qu'il est partisan « de la circulation alternée, selon le principe des plaques minéralogiques paires ou impaires, et des parcs de stationnement aux portes de Paris ainsi que des itinéraires de transit permettant

d'éviter le passage par Paris intra muros ». Au nom des socialistes parisiens, Bertrand Delanoë et Jean-Marie Le Guen demandent au maire de Paris de s'engager sur trois objectifs : prendre des mesures pour que le niveau 3 d'alerte ne soit pas atteint ; renforcer l'information des Parisiens sur les risques

pollution atmosphérique, la commission a retenu deux études, l'une britannique et l'autre américaine, publiées respectivement en 1993 et en 1995. « Elles mettent en évidence, à des niveaux nettement inférieurs à ceux associés au tabagisme, des liens entre, d'une part, les niveaux élevés de pollution par les

particules et les suites et, d'autre part, les accroissements de risques de mortalité ». Des études d'exposition font aussi apparaître des liens entre broncho-constrictions et dioxyde de soufre, ou entre hyperactivités bronchiques et ozone. Sur la relation particulière entre la pollution et l'asthme, la commis-

sion estime que des études « font apparaître des liens avec le niveau de pollution particulière de la veille et avec les niveaux d'ozone et de SO<sub>2</sub> pour les enfants asthmatiques ».

En ce qui concerne les effets à long terme, la commission est plus mesurée. Elle estime que « les données scientifiques concernant la pollution atmosphérique en dehors des locaux sont très limitées et ne permettent pas d'émettre, à ce jour, une opinion pertinente sur les relations à long terme entre pollution atmosphérique et santé publique ».

En outre, les membres de la commission sont critiques sur Airparif. Ils souhaitent notamment une mesure plus détaillée de la composition et des dimensions des particules présentes dans l'atmosphère. La commission suggère la notion de « risque évitable » comme élément de référence des actions à mener ; elle demande la poursuite des études engagées en matière d'indicateurs de santé publique et la modernisation du réseau d'Airparif.

Françoise Chitrot

**Soulignant que « l'irresponsabilité des pouvoirs publics relève de l'homicide involontaire », les Verts estiment que « la priorité, aujourd'hui, n'est pas à mesurer la pollution, elle est à la réduire »**

veaux de pollution enregistrés ; mettre en place un dispositif sanitaire auprès des jeunes Parisiens, principalement axé sur les pathologies liées à la pollution.

Mardi 6 février, la commission sur la qualité de l'air, créée par Jean Tiberi, a présenté, en présence du maire de Paris, un « rapport d'étape ». Présidée par le physicien Pierre Aigrain, ancien ministre et membre de l'Institut, la commission sur la qualité de l'air est composée de neuf autres spécialistes, parmi lesquels deux pneumologues, les professeurs Jacques Rochemaure et Michel Aubier, les docteurs Bernard Resty, ancien directeur du laboratoire d'hygiène de la Ville de Paris, et Jacques Lambrozzi, directeur du service des études médicales d'EDF-GDF, ainsi que d'experts en matière d'hydrocarbures et de rayonnements ionisants.

Sur les effets à court terme de la

## Les moteurs Diesel sont mis en accusation

La direction de Total estime que l'usage du gazole devrait être exclu dans les agglomérations et réservé à la route

LES PÉTROLIERS ont aussi leur avis sur l'air vicié des villes. Jean-Paul Vettier, directeur de la branche raffinage et distribution chez Total, en a fait la démonstration lors d'une conférence de presse, mardi 6 février. Pour lui, la campagne d'information actuelle accrédite une idée fautive, qui voudrait que la pollution de l'air s'aggrave en ville. « C'est complètement faux », dit-il. « Presque tous les polluants sont à la baisse : le soufre, le benzène, le plomb, les hydrocarbures et le monoxyde de carbone. » Et ce n'est pas fini : « À compter du 1<sup>er</sup> octobre 1996, le soufre du gazole moteur sera divisé par quatre en Europe. »

Restent tout de même trois problèmes non résolus : l'ozone, les oxydes d'azote et les particules. Pour l'ozone observé au sol, « personne n'y comprend plus rien », car on observe de fortes concentrations dans des zones non urbanisées et même dans des forêts comme les Landes. En revanche, la responsabilité est claire pour les oxydes d'azote (NOx) : l'essentiel provient des véhicules anciens, aux

moteurs mal réglés et non catalysés. D'où la situation de capitales comme Athènes ou Madrid, dont le parc automobile est vétuste, « et pour longtemps ». Mais l'autre responsable est le moteur Diesel, qui « émet trois fois plus de NOx que le moteur à essence ». Le gazole produit aussi l'essentiel des particules qui, actuellement, ne peuvent être neutralisées par catalyse. « Les pots catalytiques ne retiennent que 50 % des particules, car ils ne sont pas adaptés au diesel. »

Le diesel, voilà l'ennemi. « Nous sommes leaders dans la production de gazole », précise Jean-Paul Vettier. « Cela ne nous empêche pas de constater que le diesel a sa place sur route et pas en ville. » Quel carburant, alors ? L'essence sans plomb, bien sûr, mais aussi le gaz de pétrole liquéfié, le gaz naturel ou le tout-électrique. Mais qu'on ne lui parle pas de biocarburants ou de « city fuel » à la suédoise, qui ne peuvent être produits qu'à dose homéopathique ou à des coûts prohibitifs.

Roger Cans

## En Allemagne, dix ans de combat pour des résultats décevants

BONN  
de notre correspondant

En Allemagne, où la sensibilité aux questions liées à l'environnement est extrême, on réévalue depuis de nombreuses années aux conséquences de la pollution atmosphérique sur la santé de l'homme. La lutte contre les émissions nocives est menée depuis plus de dix ans au moyen d'un arsenal législatif qui fait figure de référence parmi les pays industrialisés. L'Allemagne a été le premier pays à introduire, en juillet 1995, une loi interdisant certaines catégories de véhicules à circuler en cas de concentration anormale d'ozone dans l'air (phénomène du « smog »), montrant par là l'existence d'une forte volonté politique en matière de lutte anti-pollution. Des études nombreuses, en Allemagne, tendent à établir un lien entre la concentration d'ozone au niveau du sol et le développement du cancer.

Il est vrai que le pays dispose de conditions de départ particulièrement défavorables, puisque les deux tiers de l'énergie consommée proviennent du charbon et du lignite (la part du nucléaire est seulement de 32,9 %). La réification, avec l'apport des centrales au lignite très polluantes de l'ex-RDA, n'a rien arrangé. De plus, avec le parc automobile le plus important d'Europe, l'Allemagne doit faire plus d'efforts que d'autres pour parvenir à limiter les effets de la pollution. La consommation d'énergie liée à la circulation automobile ne cesse de croître, et dépasse aujourd'hui le niveau de la consommation industrielle.

Les efforts réalisés depuis dix ans ont néanmoins permis d'obtenir quelques succès. Les centrales électriques de plus de 300 mégawatts sont désormais équipées de filtres anti-émissions soufrées et azotées. Les émissions de dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) ont ainsi été réduites de 48 % entre 1980 et 1993 (la France a fait mieux : -66 %). Les poussières industrielles ont été réduites de manière considérable (-63 % depuis 1975), grâce aux équipements obligatoires pour les cheminées

d'usine. Il y a quelques années, les hivers allemands étaient connus pour leurs brouillards épais, qui ont largement disparu aujourd'hui.

Plus difficile a été la lutte contre les émissions de dioxyde d'azote, essentiellement liées à la circulation automobile. Les résultats obtenus sont ici décevants : les émissions ont baissé de 15,9 % entre 1987 et 1993 (tout de même mieux que la France : -6,8 %). Malgré l'installation obligatoire de catalyseurs sur les automobiles neuves depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1993, 40 % des véhicules n'en sont toujours pas équipés. Les particules en suspension, elles-aussi largement provoquées par la circulation automobile, n'ont pas baissé non plus de manière significative.

Le gouvernement de Bonn a la ferme intention de bannir toutes les voitures non équipées de pots catalytiques d'ici à l'an 2000. Le ministre de l'environnement a par ailleurs engagé des discussions avec l'industrie pétrolière pour réduire la part de benzène dans les carburants (on estime qu'il y a un lien entre cette substance et le cancer). Mais le problème réside surtout dans la part des camions dans les transports de marchandises. Elle ne cesse de croître aux dépens de la voie ferrée, si bien qu'aujourd'hui, les deux tiers des biens transportés passent par la route.

Les écologistes allemands réclament depuis très longtemps l'introduction d'une limitation de vitesse de 100 km/h sur autoroute, à laquelle s'est toujours opposé avec succès le puissant lobby de l'automobile. Le gouvernement allemand, qui se présente comme un champion de l'écologie, s'en tient souvent aux déclarations d'intention. C'est ainsi que les émissions de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), doivent officiellement être réduites de 25 % d'ici à l'an 2005 (par rapport à l'année de référence 1987). Mais le gouvernement allemand a provisoirement laissé sommeiller dans les placards un projet ambitieux qui prévoyait l'introduction d'un impôt sur la consommation d'énergie.

Lucas Delattre

**SI 50 ANS D'EXPÉRIENCE TRANSATLANTIQUE NOUS ONT APPRIS QUELQUE CHOSE, C'EST QU'ON NE PEUT PAS SE REPOSER SUR 50 ANS D'EXPÉRIENCE.**



Le 5 février 1946, nous inaugurons notre première traversée transatlantique par un vol New York-Paris. Dès lors, nous avons consacré nos efforts à satisfaire pleinement nos passagers. Pour une meilleure sécurité, nous étions la première compagnie à équiper nos avions de radar. Pour un meilleur confort, nous étions les premiers à projeter un film pendant le vol. Aujourd'hui, nous proposons des vols quotidiens non-stop vers New York et Boston, ainsi que Trans World One, notre service Première Classe au tarif Classe Affaires. Et pour fêter nos 50 ans d'expérience, nos passagers pourront voyager du 1<sup>er</sup> février au 29 février sur tout le réseau TWA nord-américain continental pour 1946<sup>00</sup> seulement. Car ce que notre expérience nous a appris, c'est de faire chaque jour comme si nous avions tout à faire. Pour en savoir plus, contactez votre agence de voyages. TWA au 49 19 20 00 ou tapers 3615 TWA (2,23<sup>e</sup> TTC/min).





# La Cour de cassation annule certaines procédures du juge Jean-Pierre

« Sentinelle du droit », la haute juridiction rappelle que seules les règles du code de procédure pénale sont applicables et que « les pouvoirs accordés au juge d'instruction sont limités aux seuls faits dont il est régulièrement saisi »

La chambre criminelle de la Cour de cassation, présidée par Christian La Guehuc, a rendu, mardi 6 février, un arrêt qui réaffirme le principe selon lequel les juges d'instruction n'ont pas la faculté de se sa-

sir eux-mêmes. En l'espèce, cet arrêt - qui constitue un rappel du code de procédure pénale - confirme une décision de la cour d'appel d'Angers du 11 juillet 1995, qui annulait tous les actes de procédure réalisés

par le juge Thierry Jean-Pierre en dehors de sa saisine. Il s'agissait d'un dossier dans lequel était mis en cause Roger-Patrice Pelat, homme d'affaires et ami du président François Mitterrand, qui avait permis au juge

de découvrir l'existence d'un prêt de 1 million de francs accordé à Pierre Bérégovoy pour l'achat d'un appartement. Selon le juge Thierry Jean-Pierre, cet arrêt aura pour conséquence de « diminuer le pou-

voir d'investigation des juges » : « Ça arrange les lobbies patronaux et aussi la classe politique qui se voit débarrassée des petits juges », estime-t-il. (Lire notre éditorial page 15.)

AMENÉE à se prononcer sur quelques procédures menées par le juge Thierry Jean-Pierre, la chambre criminelle de la Cour de cassation a rendu, mardi 6 février, un arrêt qui réaffirme le principe selon lequel les juges d'instruction n'ont pas la faculté de se saisir eux-mêmes. Si les décisions de la haute juridiction sont trop souvent rédigées dans un langage archaïque, cet arrêt indique, avec une étonnante clarté, que « les pouvoirs accordés au juge d'instruction (...) sont limités aux seuls faits dont il est régulièrement saisi (...). Lorsque ce magistrat acquiert la connaissance de faits nouveaux (...), il ne peut, sans excéder ses pouvoirs, procéder à des actes qui, présentant comme en l'espèce un caractère coercitif, exigent la mise en mouvement préalable de l'action publique ».

Ce rappel du code de procédure pénale, qui ne comporte aucune ambiguïté, est un coup d'arrêt brutal à l'évolution d'une thèse sou-

nue par certains magistrats, qui souhaitaient voir légitimer une procédure proscrite par la loi. La chambre criminelle précise même que, lorsque le magistrat instructeur a la connaissance d'un fait nouveau situé en dehors de sa saisine, il peut seulement, avant d'en avvertir le procureur de la République, « en consigner la substance dans un procès-verbal et, le cas échéant, effectuer d'urgence des vérifications sommaires pour en apprécier la vraisemblance ». L'arrêt confirme donc en tous points une décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers du 11 juillet 1995, qui annulait tous les actes de procédure réalisés par le juge Thierry Jean-Pierre en dehors de sa saisine.

Il s'agissait, en substance, d'un dossier ouvert le 12 février 1992 pour « établissement de fausses attestations » dans une affaire prud'homale. Cette affaire était consécutive à une plainte en

constitution de partie civile d'un ancien cadre de la société Heulin contre deux dirigeants de Campeon-Bernard Constructions, dont Heulin est une filiale. L'audition du plaignant et l'enquête faisant apparaître un éventuel abus de biens sociaux, le juge Jean-Pierre communiquait le dossier au parquet, qui ouvrait une nouvelle information judiciaire. Cette procédure s'est renouvelée à deux reprises, le parquet chargeant à chaque fois le juge d'instruction sur des faits indivisibles de ceux pour lesquels une inculpation avait déjà été prononcée.

## RUFUS D'ÉTENDRE LA SAISINE

En revanche, le parquet refusait d'étendre la saisine du juge à des abus de biens sociaux qui auraient été commis par Roger-Patrice Pelat, un ami du président Mitterrand, en considérant que cet aspect du dossier n'était pas « connexe aux faits poursuivis ». Ce-

pendant, le juge avait instruit ce volet du dossier en procédant même à une mise en examen pour « complicité d'abus de biens sociaux au profit de Roger-Patrice Pelat ». Les investigations réalisées ensuite sur les comptes de l'homme d'affaires permettaient de découvrir un prêt sans intérêts de 1 million de francs accordé à Pierre Bérégovoy pour l'achat d'un appartement à Paris. Là encore, le parquet refusait d'ouvrir une information en relevant que rien ne permettait de penser que ce prêt avait un caractère frauduleux et le procureur du Mans, Yves Bot, rappelait au juge qu'il n'était pas saisi de ces faits.

Le magistrat semble s'être arrêté là, puisque l'arrêt de la Cour de cassation ne fait pas référence au prêt accordé à M. Bérégovoy, qui s'est donné la mort le 1<sup>er</sup> mai 1993. Les seuls faits visés par la haute juridiction concernent les investigations menées sur Roger-Patrice Pelat et celles relatives à des abus de

biens sociaux qui auraient été commis en faveur de la commune de Romorantin (Loir-et-Cher) par les dirigeants de la société Heulin. Dans ce dernier dossier, le magistrat instructeur avait ordonné des écoutes téléphoniques et même délivré un mandat d'amener avant de soumettre le dossier au parquet pour obtenir les réquisitions lui permettant d'instruire. La Cour de cassation a confirmé les dispositions de l'arrêt de la chambre d'accusation d'Angers, qui annulait la procédure en considérant que le juge avait « confondu son pouvoir d'instruction avec celui de la poursuite qui appartient au parquet ».

Aussi excessive que soit l'attitude de l'ancien magistrat, force est de constater que l'opportunité des poursuites, dont dispose le parquet, n'a pas que des avantages. Certes, une libre antichambre des juges présente de nombreux dangers. Mais les pouvoirs du parquet, hélas, permettent parfois de bloquer des instructions politiquement délicates, au point que certains juges ont cru nécessaire, au nom d'une bonne justice, de se mettre en marge de la loi.

Maurice Peyrot

## CARNET

### JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du jeudi 1<sup>er</sup> février sont publiés :

● **Police judiciaire** : un décret, modifiant le code de procédure pénale, relatif au travail des officiers de police judiciaire.

● **Autoroutes** : un décret relatif aux concessions autoroutières et aux tarifs des péages autoroutiers.

● **Taxe parafiscale** : un décret relatif à la taxe parafiscale des industries du cuir, de la maroquinerie, de la ganterie et de la chaussure.

Au Journal officiel du vendredi 2 février sont publiés :

● **Fonction publique** : un décret relatif à l'attribution d'une indemnité de charges administratives aux personnels d'inspection, et un décret relatif à la rémunération des personnes assurant les études dirigées.

● **ENIA** : un décret relatif aux conditions d'accès au régime de la scolarité et à l'administration de l'Ecole nationale d'administration.

● **Taxe parafiscale** : deux décrets relatifs à la taxe parafiscale, d'une part des industries du textile et de la maille, d'autre part des industries de l'habillement.

Au Journal officiel du samedi 3 février sont publiés :

● **Fonction publique** : un décret complétant le décret du 30 novembre 1993, ouvrant aux ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne autres que la France l'accès à certains corps de fonctionnaires de l'éducation nationale. Il s'agit de dispositions relatives aux personnels de santé.

● **Catastrophes naturelles** : un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans le département de l'Hérault, pour les inondations et coulées de boue survenues à la fin du mois de janvier.

● **Aménagement du territoire** : un arrêté établissant la liste des cinquante-deux membres du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire, créé par la loi d'orientation, dite loi Pasqua, du 4 février 1995 et installé lundi 5 février à Matignon par Alain Juppé, qui en est le président de droit (*Le Monde* du 6 février).

Au Journal officiel du dimanche 4 février est publié :

● **Pensions de vieillesse** : un décret portant revalorisation de divers avantages de vieillesse et d'invalidité.

Au Journal officiel daté lundi 5-mardi 6 février sont publiés :

● **Mayotte** : une loi d'habilitation relative au statut général des fonctionnaires de la collectivité territoriale, des communes et des établissements publics de Mayotte.

● **Juridiction financière** : un arrêt de la cour de discipline budgétaire et financière, condamnant à une amende le directeur de l'unité de recherche associée du CNRS n° 318 et de l'unité de l'Inserm n° 318.

### AU CARNET DU « MONDE »

— L'Association des amis du Cinéma du Réel, Jean Rouch et le Comité du film ethnographique ont la tristesse de faire part du décès de leur ami,

**Colette ALVEZ NETTO**, survenu le 2 février 1996, à Rio de Janeiro.

BPI, Centre Georges-Pompidou, Paris.

— M<sup>me</sup> André BICART-SÉE, son épouse, M<sup>me</sup> Claude BICART-SÉE, M. et M<sup>me</sup> Jacques BICART-SÉE, ses enfants,

Ainsi que ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**M. André BICART-SÉE**, survenu le 1<sup>er</sup> février 1996, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu le 5 février, dans la plus stricte intimité.

— Jean-Pierre Campredon, François, Marie-Christine Campredon et leurs enfants, Elisabeth, François Neuville et leurs enfants,

Pierre Campredon et ses enfants, Benoît, Anne-Christine Campredon et leurs enfants, Philippe Campredon et ses enfants, Anne Campredon,

Jeanne Marchal, Henri, Anita Marchal et leurs enfants, François, Pascaline Marchal et leurs enfants,

Collette Roupinel, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, Jacqueline Gautier, ses enfants et petits-enfants, Jacques et Claude Campredon, leurs enfants et petits-enfants,

font part du décès de leur épouse, mère, grand-mère, sœur, belle-sœur et tante,

**Geneviève CAMPREDON**, le 5 février 1996.

L'Eucharistie sera célébrée le vendredi 9 février, à 10 h 45, en l'église Saint-Thibaut, avenue Kennedy, à Marly-le-Roi.

Cet avis tient lieu de faire-part.

13, rue des Guéris, 78620 L'Etang-la-Ville.

— Joëlle Ferry, Patrice et Bénédicte Ferry et leurs enfants, Didier et Brigitte Ferry et leurs enfants, Dominique et Patrick Levisalles et leurs enfants,

Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Bernard FERRY**, née Jeanne BALLEDEIER, le 5 février 1996, à l'âge de soixante-dix ans.

Il rappelle à votre prière son époux

**M. Bernard FERRY**, et vous invitent à partager leur espérance lors de la cérémonie religieuse qui aura lieu le vendredi 9 février, à 11 heures, en l'église Saint-Augustin, Paris-8<sup>e</sup>.

— M<sup>me</sup> Suzanne Bruet, sa sœur, M<sup>me</sup> Brun-Rigault, M. et M<sup>me</sup> Bernard Bruet, M<sup>me</sup> Simone Bruet, Ses enfants et leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Thérèse BRUET**, rappelée à Dieu, le 1<sup>er</sup> février 1996, dans sa quatre-vingt-quatrième année, à Antony.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 8 février, à 10 h 45, au temple évangélique de Bourg-la-Reine, dans l'intimité familiale.

« Venez à moi, vous tous qui êtes fatigués et chargés et je vous soulagerai. » Math. XI 28.

11, rue Montceill, 75014 Paris.

— M<sup>me</sup> Daisy GIAMI, née Coscan, ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Max GIAMI**, ancien professeur de mathématiques au lycée Carnot de Tunis.

3, avenue de Saint-Maur, 93400 Montreuil.

— M. André Gillet, son mari, Bruno Gillet et Anne Mété, ses enfants,

Ainsi que les familles Mété, Maudot, Brunier, Leclerc, Lecointre et Tenaillon, ont la douleur de faire part du décès de

**Marie-Jeanne GILLET**, née MAUDOT, survenu le 1<sup>er</sup> février, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Roye (Somme).

Une messe sera célébrée à sa mémoire, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7<sup>e</sup>, le vendredi 9 février, à 19 heures.

— Le président, le vice-président, les enseignants et tout le personnel de l'Institut national des langues et civilisations orientales, ont le regret d'annoncer le décès survenu le 2 février 1996, de

**M. Roger LABATUT**, professeur de peul à l'Inalco de 1977 à 1991.

— M<sup>me</sup> Jean-Louis Mesnil, née Monique Fourgous, son épouse, Armand et Dominique Dobols, Eric et Marlene Mesnil, Bertrand et Christine Mesnil, Vincent et Elisabeth Mesnil, ses enfants,

Geoffroy, Bruno, Camille et Mathilde, Sébastien, Nicolas, Claire et Sophie, Maude et Marc, Valentin, ses petits-enfants, Les familles Mesnil, Massu et Fourgous,

ont la tristesse de faire part du décès de leur

**Lieutenant-colonel MESNIL**, officier de la Légion d'honneur, survenu le 5 février 1996.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 9 février, à 11 heures, en l'église de Drouot (Bure), suivie de l'inhumation au cimetière de Drouot.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Ses amis, ses collègues des universités Lille-III et d'Arras, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

**Année NICOLAS**, survenu à Lille, le 28 janvier 1996.

Une cérémonie du souvenir aura lieu le 14 février, à 16 heures, en l'église Saint-Maurice de Lille.

**M<sup>me</sup> Fabien PURTSCHET**, avocat au barreau de Nice, s'est éteint le 24 janvier 1996.

Ses obsèques ont eu lieu le 27 janvier, dans l'intimité de sa famille et de ses amis.

Accompagné de ses enfants, Frédéric, François, Isabelle, Sophie, et de ses petits-enfants, Benjamin, Julie, Samantha, Deborah, Simon, il fut rejoint par

**Jeanne**, son épouse décédée en 1986.

— Oriane, M<sup>me</sup> Roger Richard, née Métais, son épouse, M. Henri Randel-Busco et M<sup>me</sup> née Geneviève Richard et leur fille,

M. et M<sup>me</sup> Michel Richard et leurs enfants, M. Jean-Pierre Richard, M. et M<sup>me</sup> Roger, M. et M<sup>me</sup> Pierre Dalgues, Les familles Métais, Busco, Tessier et Vidal,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Roger RICHARD**, agrégé de l'université, ancien professeur au lycée Fochier, survenu le 5 février 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 8 février, à 14 h 30, en l'église Saint-Marc d'Orléans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Charles-Péguy, 45000 Orléans.

— M<sup>me</sup> Fred de Wilde, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Robert de Wilde, leurs enfants et petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> Pierre Francis, leurs enfants et leur petit-fils, ont la grande tristesse de faire part du décès de

**George, Frédéric de WILDE**, président d'honneur des Huiles Renault, survenu le 6 février 1996, dans sa quatre-vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 9 février, à 15 heures, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, Paris-8<sup>e</sup>.

30, rue Washington, 75008 Paris.

5, rue de l'Albion, 75016 Paris.

15, rue de Président-Wilson, 75016 Paris.

— Elisabeth Zadora-Rio, Michel Rio et Alice, ont la tristesse de faire part de la mort de leur mère et grand-mère,

**Thérèse ZADORA**, née Teresa TYMLENIECKA, survenue le 2 février 1996.

— M<sup>me</sup> Marie-Caroline Vaucher, M. et M<sup>me</sup> Guy Cargill, M. et M<sup>me</sup> Edouard-David Vaucher, ses enfants, ses petits-enfants, Les familles Bardou, Zuber, Oudin, Schlumberger, ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Jean VAUCHER**, survenu le 4 février 1996.

Cet avis tient lieu de faire part.

— Le colonel (E.R.) Paul Rivière, compagnon de la Libération, dépositaire honoraire,

Jean-Marie, Jacques, Françoise et Claude-Alexis, ses enfants et leurs conjoints, Julie, Jeanne, Lucile, Delphine, Jeanne, Joannès, Jocelyn et Paul, ses petits-enfants, Les familles Devilliers, Rivière, Leubold et Dubuy, ont la très grande peine de faire part du décès de

**Geneviève RIVIÈRE**, dite Jannick, née DEVILLIERS, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, rosette de la Résistance, King's Medal of Courage, survenu le 6 février 1996, dans sa soixante-seizième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 9 février, à 13 heures, en l'église de Montigny.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Croix de Roche, 42840 Montigny.

— L'Amicale des réseaux Action de la France combattante, a la grande tristesse de faire part du décès, le 6 février 1996, de

**Geneviève RIVIÈRE**, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance avec rosette, King's Medal of Courage.

« Sous les pseudonymes de « Jannick » et « Sébastien », Geneviève Rivière assura le secrétariat général pour la zone sud de la section atterrissages parachutages des réseaux Action de la France combattante. Coordonnatrice de l'Amicale Action, elle en fut, de longues années durant, la secrétaire générale.

**Remerciements**

— M<sup>me</sup> Pierre Coussy, Mathieu Coussy, très touchés des marques de sympathie témoignées lors du décès de

**M. Pierre COUSSY**, vous adressent leurs sincères remerciements.

**Avis de messe**

— Les amis du peintre

**Elvire JAN**, née le 1<sup>er</sup> mai 1904, à Sofia (Bulgarie), décédée le 19 janvier 1996 à Paris, et inhumée à Moissac-Bellevue (Var), se réuniront pour une messe de souvenir le 12 février, à 18 heures, en l'église Saint-Séverin, Paris-6<sup>e</sup>.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

### Anniversaires de décès

— Il y a quatre ans, le 5 février 1992,

**Alain GILLET**, qu'il nous a quittés et ses amis. Une pensée affectueuse est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Il y a dix ans, le 8 février 1986, disparaissait

**Liliane HAGEGE**, née TAÏBA, nous n'oublions pas.

Ses dix-sept enfants et petits-enfants.

— Le 8 février 1986,

**Olivier LISA**, nous quitte. Dix ans déjà.

Sa famille et ses amis se souviennent.

— Il y a six ans, le 8 février 1990,

**Eric VENTURINI**, nous quitte.

« Tu manques, si tu savais Infirmière, tout doucement Plus que je ne me manque jamais Quand je me perds de temps en temps. » Jean-Jacques Goldmann.

**Concerts**

— Le Collège franco-allemand pour l'enseignement supérieur présente un concert donné par le

**TRIO WANDERER**

Wolfgang Amadeus Mozart, Ludwig van Beethoven, Maurice Ravel, le 9 février 1996, à 20 h 30.

Salle : Grand Amphithéâtre de la Sorbonne.

Vente sur place à partir de 18 h 30. Prix des billets : 80 F (50 F étudiants). Organisé par l'Association ESCP outre-Rhin, 79, avenue de la République, 75011 Paris. Réservation : 45-66-65-09.

**Communications diverses**

— Au C.B.L., 10, rue Saint-Claude, Paris 3<sup>e</sup> : le jeudi 8 février 1996, à 20 h 30 : Après les élections parlementaires avec Alain Dieckhoff : *Evadés et Palestiniens, l'épave de la paix* (éd. Aubier).

**Soutenances de thèse**

— Bakon Helmers soutiendra le vendredi 9 février 1996 à 14 h 30, au LEMO-ENSERG - INPG de Grenoble, sa thèse de doctorat d'optique électronique : *Optique intégrée appliquée à la détection de la variation d'indice optique par onde évanescente*. Dir. thèse : R. Rimez. Prés. jury : A. Cachard.

**CARNET DU MONDE**

Renseignements : 40-65-23-34 ou 40-65-23-30 Télécopieur : 45-66-77-13

Tarif : la ligne H.T.

Toujours rubriques ..... 105 F Abonnés et actionnaires ..... 95 F Communicants divers ..... 110 F Thèses étudiants ..... 85 F

Les lignes en caractères gras sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Les inspecteurs de la justice de vérifier l'interdiction des essais ne pourront pas descendre de la justice entre ces et les 8 300 et les 8 300 d'intensité qui se produisent

Les casse-tête de l'Agence a



édure du juge Jean-

50 ذ من الإمل

LE MONDE / JEUDI 8 FÉVRIER 1996 / 13

## HORIZONS

ENQUÊTE

**Les inspecteurs chargés de vérifier l'interdiction totale des essais nucléaires ne pourront guère descendre au-dessous de la kilotonne. Ils devront faire le tri entre ces explosions et les 8 000 secousses telluriques d'intensité comparable qui se produisent chaque année**



# Les casse-tête de l'Agence atomique de Vienne

**L**e travail se termine pour les atomistes de Mururoa et de Fangataufa. Il commence pour ceux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne.

Du moins, si cette agence est bien chargée de mettre en place les mécanismes de contrôle du traité d'interdiction totale des essais nucléaires, le CTBT (Comprehensive Test Ban Treaty).

En fait, on s'agit beaucoup de ce sujet, et depuis plusieurs mois, dans l'immeuble ultramoderne du centre international de Vienne qui abrite l'institution. L'agence avait déjà installé des systèmes de surveillance sismique dans huit pays et travaille avec de nombreuses stations nationales reliées en réseau à un centre de traitement des données (International Data Center, ou IDC), situé à Arlington, près de Washington. Il suffirait de consolider ce lien avec cinquante de ces stations pour repérer toute explosion souterraine suspecte.

Mais c'est là que les problèmes commencent. D'abord, « l'option zéro », chère à Jacques Chirac, ne pourra pas être vérifiée à cent pour cent, car on ne descendra pas au-dessous d'1 kilotonne. 1 000 tonnes d'explosif classique, ce n'est pas rien à l'échelle militaire, puisque c'est l'équivalent d'un « bouquet » de deux cents des plus grosses bombes de la seconde guerre mondiale, à peine quinze fois moins qu'à Hiroshima.

Mais ce n'est rien à l'échelle de la planète, puisque cela correspond à un séisme de degré 4 sur l'échelle de Richter, c'est-à-dire à une secousse parfaitement banale : il s'en produit quelque 8 000 en moyenne par an, soit une par heure. Il y a aussi des limites d'ordre économique au volume de données que l'on peut traiter : le compte-rendu de tous les « événements » enregistrés à Arlington dépasse déjà 3 giga-octets par jour, un million de pages imprimées.

« La limite d'1 kilotonne n'est pas un seuil », explique Peter Marshall, président du groupe de scientifiques qui conseille la conférence du désarmement de Genève, mais une mesure pratique adoptée pour permettre une surveillance à un coût raisonnable. On présume que l'incertitude qui pèsera quant à la possibilité de ne pas être détecté

pour des explosions de puissance inférieure, garantira l'adoption de l'accord bien au-dessous d'1 kilotonne. Autrement dit, le violateur ne sera jamais sûr de ne pas être pris la main dans le sac. Mais à condition que l'agence puisse utiliser les autres outils de sa palette : des inspecteurs devront pouvoir débarquer sur place à très bref délai, pour localiser plus précisément l'événement suspect et procéder à d'autres examens.

Le CTBT se distinguera en cela des traités existants sur les essais nucléaires, qui ne prévoyaient pas d'autre contrôle que celui effectué par les « moyens nationaux » (les appareils de détection des grandes puissances signataires). La vérification sera cette fois internationale, et, fait-on valoir à Vienne, aussi « compréhensive », c'est-à-dire globale, que le traité qu'elle accompagne : elle portera sur l'interdiction des essais dans tous les milieux et reposera sur le recoupement d'informations en provenance de techniques différentes.

Ainsi, les systèmes hydro-acoustiques modernes permettent de détecter l'explosion de charges minimes d'un bord de l'océan à l'autre. On devra même réduire la sensibilité des capteurs pour ignorer les explosions dues aux forages pétroliers par exemple, mais aussi pour rassurer les États qui ne souhaitent pas voir écartés les secrets de leurs sous-marins.

La détection par infrasons est un moyen commode de détecter les explosions en atmosphère, mais elle doit être complétée par des mesures chimiques, car seule la présence de matières nucléaires permet d'identifier de manière non ambiguë un « événement » tombant sous le coup du traité.

**A**JOUTONS encore les observations par satellite, qui permettent de surveiller les infrastructures au sol, mais aussi de détecter le « flash » d'une explosion en atmosphère ou dans l'espace : c'est ainsi que fut enregistré, en 1979, au large de l'Afrique du Sud, un « événement » encore non élucidé aujourd'hui, mais qui pourrait avoir été un essai clandestin effectué « à blanc » (sans emploi de matières fissiles) par les Israéliens.

C'est donc sur une combinaison de tous ces moyens que reposera le système de contrôle, baptisé IMS (International Monitoring System) du CTBT. On s'oriente

vers un réseau de cinquante à cent stations de mesures de radioactivité, combinées avec quarante à soixante-dix postes d'écoute infrason installés sur un même nombre de stations d'observation sismique et avec quelques nouvelles installations acoustiques à construire dans l'hémisphère sud, moins bien équipé que l'hémisphère nord. Le tout étant relié à l'IDC d'Arlington, qui, après avoir analysé tous les signaux, livrera sous 48 heures à tous les États signataires du traité un « bulletin des événements détectés et localisés ».

Ce système, qui reposerait en grande partie sur les équipements nationaux déjà en place et aurait, accessoirement, l'avantage d'aider à la prévention des catastrophes naturelles, a un coût : entre 60 et 70 millions de dollars d'investissement initial, selon le nombre de stations retenues, de 18 à 25 millions de dollars de fonctionnement par an et 10 millions de plus, si les diplomates de Genève s'avisent de créer une organisation entièrement nouvelle pour

signé et ratifié ce traité, l'avait à peine violé... Tout adhérent doit fournir un rapport initial décrivant ses installations nucléaires, mais l'agence de Vienne ne peut que « présumer » que cette déclaration est complète. C'est aux seules installations ainsi déclarées qu'il aura accès ses inspecteurs, lesquels se bécotent ensuite à tenir une « comptabilité-matière » : combien de matières fissiles sont en stock, combien ont été consommées dans chaque réacteur ou retraitées.

Autrement dit, si un État a produit des matières utilisables à des fins militaires avant d'adhérer au TNP - c'est ce qui s'est produit avec la Corée du Nord - ou après, sans faire de nouvelle déclaration, on ne peut pas faire grand-chose.

**B**AGDAD est allé encore plus loin en essayant de « passer entre les gouttes » des contrôles de l'agence. Comme l'a révélé Kamel Hassan, le gendre de Saddam Hussein, après sa fuite, le « programme d'urgence », lancé en août 1990, au

s'est aperçu que les sauvegardes prévues par l'agence étaient peu applicables dans un tel cas, et qu'il valait mieux adhérer au TNP après et non avant. L'adhésion eut lieu en 1991, plus d'un an après l'arrêt des opérations à l'usine « Y », l'installation secrète qui fut pourtant déclarée. Ce n'est qu'en mars 1993 que l'Afrique du Sud ayant révélé l'intégralité de son programme passé et invité l'agence à envoyer ses inspecteurs « en tout lieu et à tout moment », Vienne acquiesça enfin la certitude que la déclaration initiale était « complète ».

Ces dysfonctionnements ont incité le conseil des gouverneurs de l'agence à adopter, en décembre 1993, un programme dit « 93+2 » (car étendu sur deux ans), l'autorisant à se montrer plus curieuse. L'AIEA ne prend plus désormais pour argent comptant les déclarations initiales et recourt à d'autres sources : informations ouvertes en provenance du pays considéré, renseignements plus confidentiels fournis par d'autres membres, autrement dit les observations par satellites des grandes puissances. Ses inspecteurs pourront aussi procéder sur les sites visités à des observations plus poussées (prélèvement de poussières, d'eau, de végétation) pour détecter les activités suspectes qui auraient pu s'y dérouler dans le passé.

Mais il faudrait aller bien au-delà de ce programme si l'agence voulait être à la hauteur des missions de plus en plus complexes qui l'attendent. A preuve, le projet de traité dit « du couvercle », ou « cut-off », par lequel tous les États, y compris les puissances nucléaires, s'engageraient à arrêter toute production de matières fissiles à des fins militaires. Un tel vœu a été exprimé par l'assemblée générale de l'ONU en 1993, repris par la conférence qui a prolongé indéfiniment le TNP en 1995, et soutenu par Bill Clinton qui, ne sachant que faire de ses stocks de plutonium et d'uranium enrichi (on estime que la Russie et les États-Unis ont à eux deux de quoi fabriquer encore 10 000 bombes H), a fait un « geste » en proposant, en mars 1995, de soumettre aux contrôles de l'AIEA 200 tonnes de ces produits. L'idée est de geler tous les stocks nucléaires, cette fois chez tout le monde, de la même manière que le TNP a gelé le nombre des pays nucléaires. Et surtout d'amener les pays dits

« du seuil » - non membres du TNP mais crédités d'une arme nucléaire, tels que l'Inde, le Pakistan et Israël - à se joindre au processus.

Ces dispositions sont toutefois plus faciles à énoncer qu'à appliquer. D'abord, parce que les trois pays en question n'en veulent pas ou posent toutes sortes de conditions ; ensuite, parce que, sur les 200 tonnes offertes par les États-Unis, l'agence de Vienne en a « réceptionné » moins de 20 à ce jour, faute de moyens. Alors que l'inspection des installations civiles des cent quatre-vingts États membres revient déjà à 70 millions de dollars par an, il en faudrait deux à trois fois plus pour inspecter ce nouveau matériel ouvertement militaire, sur des sites hautement sensibles. Ainsi, plusieurs centaines de tonnes d'uranium hautement enrichi sont entreposées dans au moins cinquante sites en Russie. Les Américains ont offert d'en enlever une grosse partie (500 tonnes) dans une période de vingt ans.

**D**E même, ils proposent de prendre à leur charge les frais de voyage et les équipements des inspecteurs de l'AIEA en visite chez eux, mais pas leur salaire... L'agence souhaite, elle, que le financement soit assuré sur une base régulière et multilatérale - il n'est jamais bon que le contrôleur soit payé par le contrôlé -, et observe que son budget général (quelque 200 millions de dollars) n'a pas bougé depuis la fin de la guerre froide.

Bref, les plus chauds partisans du « cut-off » ne le voient pas en place avant au moins dix ans, tandis que les sceptiques dénoncent à l'avance cette nouvelle « usine à gaz ». Car on commence à se demander dans les milieux spécialisés si ces « options zéro », annoncées de toute part, ne compliquent pas à l'excès le problème, tout en annonçant de nouvelles frictions lors de leur application. Certes, l'arme atomique devient progressivement « obsolette », comme le constate Hans Blix, directeur de l'AIEA. Mais l'on ne pourra jamais vérifier qu'un Saddam Hussein, un Kim Jong-il, ou tout autre dirigeant, n'en cache pas une dans quelque bunker.

Michel Tatti

Dessin Sergueï



# Il faut reprendre la coopération avec le Niger

par Emmanuel Grégoire et Jean-Pierre Olivier de Sardan

À la suite du récent coup d'Etat, la France et les États-Unis ont coupé toute coopération avec le Niger, exigeant le retour au pouvoir des autorités dépossédées comme condition *sine qua non* à la reprise d'une aide dont chacun sait qu'elle est vitale pour un pays qui est l'un des plus pauvres de la planète. Ces mesures fermes sont-elles justes et opportunes ? S'agit-il vraiment du meilleur moyen de défendre la démocratie au Niger ?

Nous qui n'avons aucune sympathie particulière envers les régimes militaires, bien au contraire, rejoignons sur ce point la réaction unanime des démocrates nigériens : il faut absolument que la France reprenne au plus tôt sa coopération avec le Niger, c'est-à-dire avec le gouvernement issu du coup d'Etat, tant au nom de la survie du pays qu'au nom de la promotion de la démocratie.

Les militaires nigériens qui ont pris le pouvoir n'ont rien à voir avec les militaires haïtiens, algériens, nigériens ou sierra-léonais, et la situation que connaît la démocratie nigérienne à la veille du coup d'Etat était tout simplement catastrophique.

Il faut reconnaître que le pays était sans doute à la veille de deux coups d'Etat légaux issus des deux grandes forces et légitimités qui s'affrontaient (le président et son parti d'un côté, la majorité parlementaire et le gouvernement de l'autre). Le risque de guerre civile se profilait, d'autant plus que les armées abondaient - d'importants stocks d'armes ont été découverts à la présidence - et que les antagonismes entre les deux camps s'exacerbaient. Les militaires, au nom de la raison d'Etat, ont finalement peut-être évité à la France d'avoir à gérer une situation plus embarrassante encore, analogue à

ce qui s'est passé en Afrique centrale. La classe politique nigérienne s'était déconsidérée en ne sachant pas gérer la crise majeure née des élections législatives anticipées de janvier 1995 qui avaient vu la défaite des partis de la mouvance présidentielle (CDS et ses alliés) et le retour aux affaires de l'ancien parti unique (MNSD), allié à ce qui fut le principal parti d'opposition à l'ancienne dictature militaire (PNDS).

La cohabitation entre le président Mahamane Ousmane et son premier ministre Hama Amadou s'est très vite révélée extrê-

me. La paix civile et l'unité du pays étaient sérieusement menacées. Tel est le contexte dans lequel le coup d'Etat est survenu. Afin de calmer les esprits et d'apaiser les craintes des pays occidentaux, le colonel Baré Maïnassara a fait très rapidement preuve de modération. Le président, le premier ministre et le président de l'Assemblée ont été relâchés quatre jours après leur arrestation. Les libertés de presse et d'association n'ont pas été remises en cause. Enfin, un gouvernement uniquement composé de civils, et incluant des représentants des

**Si la France persistait dans son intransigeance, elle ne ferait que retarder la remise en route du processus démocratique et acculer Niamey à se tourner vers ses voisins nigérien et libyen**

mement conflictuelle. Au point d'enrayer la bonne marche de l'Etat. Le jour même du coup d'Etat, de sérieux indices donnaient à penser que le président Mahamane Ousmane avait décidé de dissoudre l'Assemblée nationale, de nommer (inconstitutionnellement) un autre premier ministre, et de limoger (ce qui est une prérogative du gouvernement) le chef d'état-major de l'armée.

De son côté, le premier ministre, fort de l'appui de la Cour suprême, n'entendait en aucun cas se retirer, si bien que le pays se serait retrouvé avec deux gouvernements et deux chefs d'état-major. Le premier ministre allait dissoudre le parti du président Mahamane Ousmane.

La situation était totalement inextricable. A la banqueroute économique s'ajoutait une crise politique et constitutionnelle sans

partis politiques des deux anciens camps, a été formé, avec pour tâche d'administrer le pays et de remettre au travail jusqu'à la mise en place d'une Constitution mieux adaptée à ses réalités et l'organisation de nouvelles élections démocratiques. Les militaires assurent qu'ils rendront prochainement le pouvoir aux civils, comme le fit en 1993 le général Ali Saibon, dont beaucoup d'entre eux sont les héritiers.

Si le principe même d'un coup d'Etat reste répréhensible, force est de constater que la population dans son ensemble, y compris tous les responsables politiques démocrates, l'a accueilli avec soulagement. Aucun appel à la résistance n'a été lancé par qui ce soit, et l'ensemble des cadres acceptent de collaborer avec les nouvelles autorités.

Dans un tel contexte, les sanctions appliquées au Niger (sus-

pension de toute assistance financière et des aides civiles et militaires) semblent inappropriées, pour un pays durement touché par la dévaluation du franc CFA, dont les fonctionnaires n'ont pas été payés depuis trois mois, et qui voit se profiler une nouvelle famine. La situation financière ne peut se redresser durablement sans l'aide extérieure. Une facilité d'ajustement structurel renforcée devait être examinée prochainement par le conseil d'administration du FMI et déboucher sur l'octroi de près de 50 milliards de francs CFA au Niger sur trois ans. Un refus serait catastrophique.

Doit-on enfoncer encore ce pays un peu plus dans la crise en lui refusant toute aide au nom de la violation de principes démocratiques, et d'une stratégie du « pour l'exemple », ou doit-on, au contraire, faire preuve d'une attitude plus informée et clairevoyante, après avoir obtenu des assurances quant à un rapide retour à la démocratie, en ne privant pas le Niger d'une aide qui lui est indispensable ?

Si la France persistait dans son intransigeance, elle ne ferait que retarder la remise en route du processus démocratique, et acculer les autorités de Niamey à se tourner vers ses voisins nigérien et libyen.

Une telle intransigeance peut d'ailleurs surprendre de la part d'un pays qui soutient certains régimes « démocratiques » africains qui ajoutent la répression à la fraude électorale massive, ou dont le président se demande publiquement si la démocratie était bien adaptée aux contextes africains.

Ne devrait-on pas juger les militaires nigériens sur leurs actes, qui jusqu'à ce jour ont été marqués par la recherche du consensus et la modération ? Il faut savoir qu'un retour à la situation précédente est impensable, et qu'il n'est en l'occurrence pas d'autre solution, même si on le déplore, que d'accompagner les autorités actuelles sur le chemin d'un rétablissement de la démocratie. L'histoire de l'Europe ne montre-t-elle pas que l'instauration de la démocratie s'est partout réalisée avec des soubresauts ? Alors pourquoi pas en Afrique ?

**Emmanuel Grégoire est chargé de recherche (CNRS-Orstom) à Niamey.**

**Jean-Pierre Olivier de Sardan est directeur d'études à l'EHESS et directeur de recherche (CNRS-Orstom) à Niamey.**

# Je démissionne une deuxième fois !

par Marcel Trigon

En ce début de 1996, j'ai décidé de ne pas reprendre ma carte du Parti communiste français, sans esclandre et sans polémique. Seul un tract de la section communiste d'Arcueil m'a conduit à une explication publique. Ayant arrêté cette ligne de conduite, j'ignorais tout d'une délégation du PCF conduite par Robert Hue auprès de la direction du PC chinois. Sinon, j'aurais hurié de colère.

Je démissionne donc une deuxième fois ! Et j'ai de la peine, non pour Robert Hue et la direction du PCF, mais pour mes amis et camarades qui restent au Parti, y compris les « fondateurs » qui essayaient de se convaincre pour tenter de me convaincre que ce Parti changeait quand même bien un peu et qu'il fallait espérer.

Les faits apportent leur démenti à travers l'insulte au peuple tibétain martyr, aux morts de la place Tiananmen, ou bien encore aux « trente-huit criminels exécutés en Chine pour maintenir la paix sociale », comme l'écrivait de manière provocante *L'Humanité* du 3 février juste à côté de l'article rendant compte de la rencontre Robert Hue-Jiang Zemin à Pékin.

Le Monde écrit que Robert Hue s'est fait piéger. Oui, et ce n'est pas flatteur pour lui. Mais qu'est-il allé faire là-bas, sinon, attiré comme l'aimant par le fer, avouer par son geste que le PCF a des choses en commun avec un communisme chinois aux tares incontestables ? Quant au fond, Robert Hue, le PCF, sa direction, finit de vouloir aller au bout des analyses et donc de leurs conclusions, n'ont rien appris, ni en rien changé, contrairement à ce que laissent entendre des laudateurs intéressés ou des adhérents communistes honteux qui cherchent à se rassurer.

Déjà, au 22<sup>e</sup> Congrès du PCF, en 1976, Georges Marchais déclarait : « Oui, le Parti communiste français change et ne cesse de changer pour être mieux lui-même... » Et chacun d'y croire sincèrement à l'intérieur et à l'extérieur du Parti. Mais faute, comme déjà au temps de Khroutchchev, d'aller au bout de l'analyse, le PCF retombe une nouvelle fois dans les mêmes ornières. Il n'a pas été capable de se mettre en adéquation avec les exigences de notre temps et celles de l'élaboration d'une politique et d'une pratique politique vraiment neuves.

Cette situation l'a conduit à être, au mieux, en politique intérieure, une force d'appoint du PS et, au pire, à l'extérieur, un soutien plus ou moins prudent aux auteurs du putsch contre Gorbatchev ou aux

Serbes de Bosnie. Le voici prompt à se réconcilier avec les assassins de la place Tiananmen, tout en se camouflant sous une hypocrisie effrontée. D'évidence, la direction du PCF récidive.

Comme l'indiquait récemment Achille Occhetto, en France le « PCF s'est taillé un espace résiduel qu'il gère avec une grande tranquillité. C'est un choix comode, opportuniste, disons-le sans injure. J'y vois beaucoup une volonté de jouer de sa rente de situation... C'est l'opposition de Sa Majesté ». Puis-je ajouter que « Sa Majesté » s'en satisfait fort bien et que de débats en forums, sans projet politique réel, il risque fort de devenir le fou du roi d'un PS revenu au pouvoir.

Le PCF finit, au corps défendant de bien de ses militants - mais pas de tous ses dirigeants - par devenir une force qui contribue au conservatisme social de la société et ne joue plus un véritable rôle de transformation. Même si cette « opposition de Sa Majesté » lui confère encore une utilité ponctuelle que je ne nie pas. Cela ne saurait que plus pénaliser si le PCF possédait les ressorts pour s'en sortir. La preuve est faite qu'il ne les a pas. L'aventure chinoise de Robert Hue en est un nouveau témoignage évident, à côté d'autres.

Bien plus que la composition de sa direction, et aussi aujourd'hui de sa base, et malgré des échelons intermédiaires qui parfois s'interrogent, coïncide entre les deux, les raisons de cette incapacité aux évolutions qu'appellent les exigences transformatrices de ce XXI<sup>e</sup> siècle où nous sommes déjà résidents dans une insupportable culture et structurelle indélébile. On ne transforme pas les locomotives à vapeur du milieu de siècle en motrices de TGV de l'an 2000. Le PCF ne peut être refondé. Seule une autre politique, une autre manière de faire de la politique peut se construire à partir de ceux qui partagent les valeurs de la transformation sociale, quelle que soit la source de ces valeurs communes. Beaucoup de communistes veulent se consacrer à cette construction. Je me sens à l'aise pour travailler avec eux dans des lieux et selon des objectifs à définir.

Mais il faut savoir renoncer aux chimères, définitivement. Chimères dont Robert Hue, de Pékin, nous rappelle l'existence.

**Marcel Trigon est maître d'Arcueil et conseiller général du Val-de-Marne.**

# Coup d'Etat, coup d'éclat

par André Warter

Le récent coup d'Etat au Niger a provoqué en France (où l'on oublie que, jusqu'en 1960, nous avons occupé ce pays militairement, ce qui fait de nous, aux yeux des Nigériens, des professeurs de démocratie un peu spéciaux) une vague de réprimande et une décision étonnante : la suspension de notre coopération.

C'est être bien méprisant pour l'Afrique que de supposer que la démocratie n'y est pas comme ailleurs le meilleur des régimes. Au Niger, la mise à l'écart d'un président élu est un évident échec pour ce pays. Mais qui l'a élu, il y a trois ans ? Un peuple dont l'alphabétisation (13 %) permet toutes les tromperies, un peuple dont la dispersion oblige au ramassage des électeurs dans des cars appartenant d'ordinaire aux partis politiques, bref, pour la grande masse, une société traditionnelle et archaïque.

Mais ces élections, pour la France, tout embaumée de « l'esprit de la Baïle » et qui avait promis son aide à qui deviendrait démocrate, c'était « sa chose ». Une fois au pouvoir et, à ma connaissance, sans que jamais l'armée intervienne contre lui, ce nouveau gouvernement, succédant à deux ans de Conférence nationale, a très rapidement plié sous les exigences d'une petite fraction du peuple, des élèves, des étudiants, des fonctionnaires et de quelques politiques, qui vivaient enfin sans la férule d'un maître. Cette liberté, jointe à des querelles permanentes à la tête de l'Etat, a créé une sorte d'anarchie immobile, qu'il faut avoir vécue pour en saisir le caractère iriel.

Tous ceux qui connaissent le pays peuvent en témoigner : tout s'est arrêté. Et d'abord ce dont le peuple était le plus satisfait, les écoles : quatre années blanches consécutives ! Le reste a suivi, devant un peuple ébahi : hôpitaux, université, services publics, dé-

fense nationale, tout s'est ruiné ou gravement affaibli.

La France, qui avait promis son aide, a envoyé le cadeau : la dévaluation du franc CFA. Oh, certes, il paraît que ce n'était plus tenable. Et puis nos alliés nous l'imposaient. Peu importe : pour un des pays les plus pauvres du monde, sinon le plus pauvre, qui n'exporte rien qu'un uranium dont les cours ont baissé et qui importe beaucoup, le coup a été rude. Parallèlement, la France, assez laxiste jusqu'alors dans son aide, était soudainement devenue sévère. D'année en année, la coopération diminuait, je veux dire celle qui compte, c'est-à-dire celle qui soigne, qui enseigne, bref qui accompagne et crée une fraternité.

**Je ne sais pas que la France ait rompu ses liens avec le riche Gabon. Avec le pauvre Niger, c'est tout bénéfique**

De son côté, de plus en plus, le peuple nigérien regimbait. Ce coup d'Etat, une bonne part du peuple nigérien l'attendait. Certes, c'est une blessure à la démocratie, mais qui peut penser que celle-ci puisse être imposée de l'extérieur, qu'elle puisse résulter d'autre chose que d'un méprisement des peuples eux-mêmes ? Ce n'est pas un hasard si les peuples démocratiques d'Afrique sont les plus anciennement alphabétisés et si on y a de quoi vivre. La démocratie imposée peut faire de grands malheurs.

Certes, un régime autoritaire bascule aisément dans le sang : la France dispose là-bas d'assez de diplomates et de fonctionnaires en

tout genre pour savoir ce qui se passe, pour prévenir si, de l'autorité, on passe à la dictature et au crime. Au demeurant, je suis prêt à parier que cela ne se produira pas. A moins que la misère, brutalement accrue par les sanctions des pays riches, ne fasse éclater la révolte.

Et puis, je ne sais pas que la France ait rompu ses liens avec le riche Gabon. Avec le pauvre Niger, c'est tout bénéfique. Oui, celui-ci qui régime, punissons-le ! Après tout, l'uranium, on l'y paye plus cher qu'ailleurs ! Notre coopération nous coûtait !

L'intégrisme islamique s'y étendait exponentiellement - comme la misère. On peut certes prévoir qu'un jour, comme au Togo, on reviendra à petits pas, discrètement, la main tendue sous un manteau peint de vertu et avec une tête de faux témoin. Alors sans doute, se souvenant de l'écrasement d'aujourd'hui, le peuple nigérien à son tour nous claquera la porte au nez. Alors sans doute, mais un peu tard, découvrons-nous sur la carte, entre le fanatique Soudan et la fragile Afrique de l'Ouest, entre la dure Algérie et les pays côtiers, et tout à côté du monstre nigérien, ce vaste pays, pauvre mais paisible et accueillant, et formidable verrou stratégique.

Il reste à espérer que la suspension de la coopération française n'est qu'un baroud d'honneur diplomatique. Autrement, les historiens de demain, se souvenant de la décision d'aujourd'hui, celle qui aura aggravé la misère d'un peuple dénué de tout et mis un terme à cent ans de présence française, pourront tout à loisir y faire la part de l'hypocrisie, de l'égoïsme et de l'aveuglement.

**André Warter est professeur à la faculté de médecine de Strasbourg et ancien professeur de médecine à Niamey.**

# Irak : le faux dilemme

LES forces d'opposition irakiennes se réjouissent de ce que l'épais silence qui, en France, a marqué le cinquième anniversaire de la guerre du Golfe se rompe enfin et que des voix s'élèvent pour dénoncer les souffrances infligées au peuple irakien. Mortalité infantile en progression galopante, malnutrition généralisée, manque de médicaments rendent la régression sans précédent d'un pays pourtant doté de puissants atouts.

Cependant, dans les initiatives qui se dessinent, le peuple irakien ne peut trouver son compte, si la question politique de la démocratie et des droits de l'homme en Irak n'est pas posée. Les malheurs du peuple irakien résultent de l'effet conjugué de l'embargo cyniquement imposé par les États-Unis et de la dictature de Saddam Hussein. Il est bien regrettable que, dans les opinions qui se sont exprimées sur la situation en Irak, il n'ait guère été question des politiques du régime irakien qui aggravent les effets tragiques de cet embargo : imposition d'un blocus économique au Kurdistan, exclusion des provinces du sud de l'Irak d'une grande partie des services publics vitaux, prétextes avancés par les autorités irakiennes pour justifier leur refus, jusqu'à présent, d'appliquer la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU qui autorise

l'Irak à exporter son pétrole à hauteur de 1 milliard de dollars par trimestre, etc.

Devant l'urgence actuelle de la situation, beaucoup de démocrates sincères peuvent être tentés de dissocier totalement ces deux aspects. Or la demande d'une levée de l'embargo ne doit pas conduire à priver un peuple de la solidarité à laquelle il a droit dans sa lutte pour l'instauration de la démocratie, fût-ce au nom de la non-ingérence. A-t-il jamais été question d'opposer cette argutie aux dissidents en lutte contre le totalitarisme ?

C'est pourquoi l'application de la résolution 688 du Conseil de sécurité - concernant le respect des droits de l'homme en Irak - doit rester au centre des préoccupations de tous ceux qui veulent manifester leur solidarité avec le peuple irakien. Négiger cet aspect, c'est condamner ce peuple à la dictature, conçue comme un mal inévitable.

Parler comme certains, des « errements » des dirigeants irakiens (*Le Monde* du 19 janvier), c'est recourir à un redoutable euphémisme. Qu'on en juge : absence totale de libertés ; quadrillage policier de tous les secteurs de la société ; liquidation physique des opposants et torture caractérisant ce régime bien avant le déclenchement de la guerre contre l'Iran et de l'occupation du Koweït - deux conflits meurtriers et dévastateurs ; gaza-

de populations civiles au Kurdistan et anéantissement de 4 500 villages ; déportations et disparition de plus de 180 000 Kurdes ; instauration de châtiments moyenâgeux : amputations, mutilations, marquages au fer rouge (pratiques partiellement suspendues tout récemment, ce qui confirme l'utilité des pressions qui s'exercent)...

Au vu de ce tableau - bien incomplet - comment ne pas s'insurger contre tout ce qui peut à terme conduire à la réhabilitation du régime ? Comment accepter que les souffrances subies par le peuple irakien, seule victime de la guerre et de l'embargo, aient été vaines et débouchent sur un retour au *situa quo ante* ?

**Alaa Abdul Hadi (Parti Al Dawwa)**  
**Kais Jawad Al Azzawi** (Comité de coordination de l'action nationale et démocratique irakien)

**Jahil Al-Attia** (Rassemblement de l'entente nationale démocratique irakien)

**Raid Fahmi** (Parti communiste irakien)

**Mohammed Ismail** (Représentant en France de l'Union patriotique du Kurdistan)  
**Zaid Hammadi** et **Adil Mehdi** (Comité de soutien au conseil suprême de la révolution islamique en Irak)



# Le Monde

ÉDITORIAL

## La justice et le pouvoir

**D**U strict point de vue du droit, l'arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation confirmant une décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers qui annule tous les actes de procédure réalisés par le juge Thierry Jean-Pierre en dehors de sa saisine n'a rien de surprenant. Il ne fait que confirmer les termes mêmes du code de procédure pénale, qui, en substance, précise qu'un juge ne peut s'autosaisir. Le débat n'est pas des plus nouveaux. Il pose en filigrane le problème essentiel de l'autonomie des parquets et, d'une manière générale, de l'indépendance des magistrats vis-à-vis du pouvoir politique.

Confrontés à des affaires sensibles le plus souvent « à tiroirs », les juges découvrent sans cesse des faits nouveaux qui, en théorie, dès lors qu'ils souhaitent poursuivre plus avant leurs investigations, les obligent systématiquement à en référer aux parquets de manière à obtenir de leur part des réquisitions supplémentaires et un élargissement de leur saisine. Cette procédure, du fait même des liens unissant les parquets à la chancellerie, n'est pas sans défauts : dans combien de dossiers mettant en cause des personnalités im-

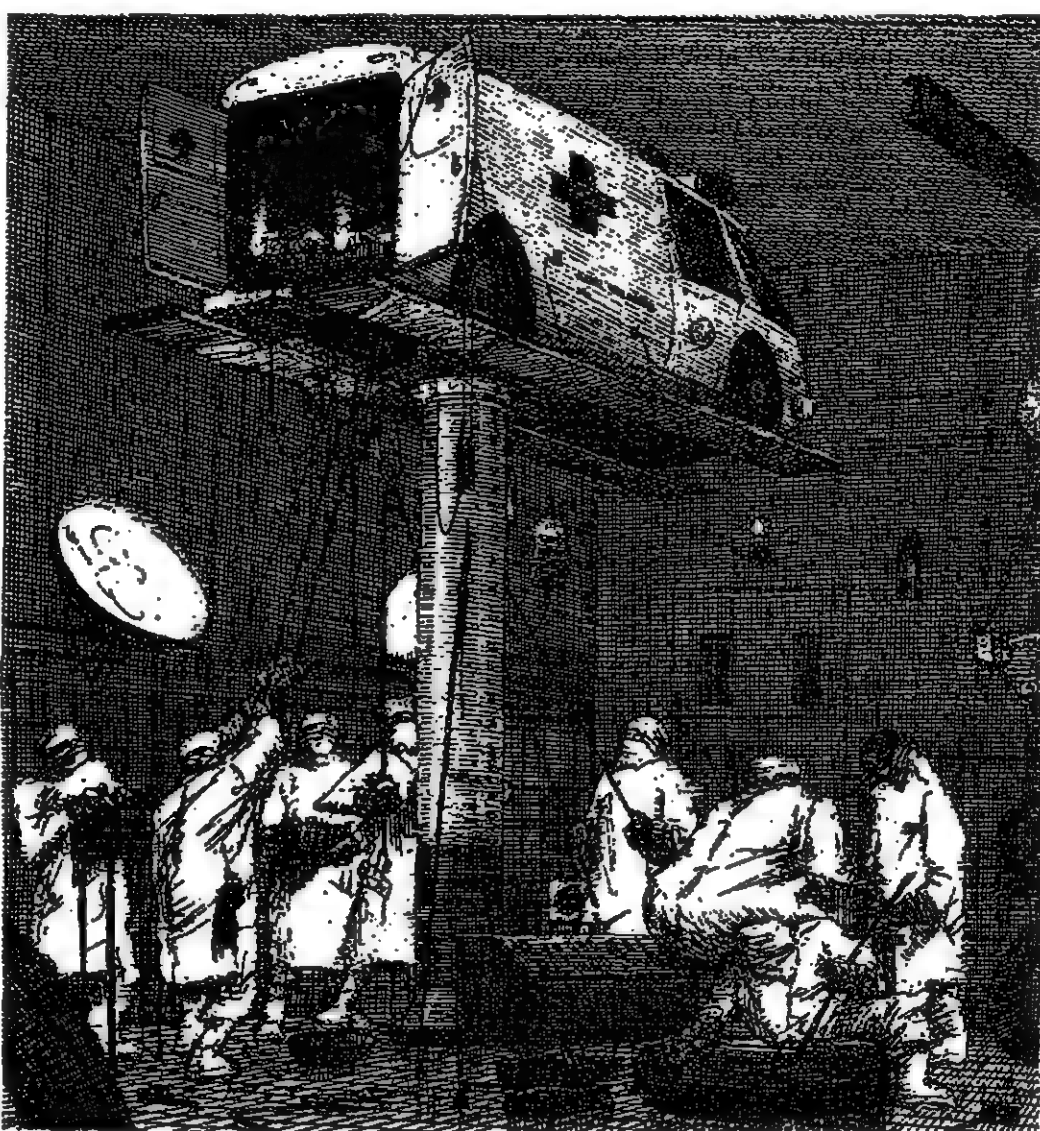
portantes - du monde des affaires ou de la politique - n'a-t-on pas vu la Place Vendôme profiter de cette obligation pour freiner, sinon pour arrêter purement et simplement les enquêtes de certains juges d'instruction ? C'est bien souvent la raison pour laquelle, craignant de tels enlacements, certains juges préfèrent travailler aux confins de leurs saisines, quitte à prendre parfois le risque de franchir la « ligne jaune », s'exposant du même coup aux foudres de la Cour de cassation.

De ce point de vue, on ne saurait oublier que, comme les préfets, les procureurs généraux sont nommés en conseil des ministres, sans avis préalable du Conseil supérieur de la magistrature. En tout état de cause, le garde des sceaux, qui, à son arrivée place Vendôme, avait annoncé son intention de « défendre systématiquement les magistrats », avait intérêt à clarifier la situation et à dire précisément ce

qu'il en est des instructions individuelles. S'il est exact que, depuis 1993, les instructions écrites sont systématiquement versées au dossier d'instruction, qu'en est-il des instructions orales, plus insidieuses, transmises via les procureurs généraux ? Jacques Toubon est-il en mesure de s'engager solennellement à faire cesser ces pratiques ?

Le « rappel au droit » de la haute juridiction ne saurait donc faire l'économie - de la part des parlementaires - d'une réflexion sur les moyens de garantir l'indépendance de la justice à l'égard du pouvoir. Dans l'immédiat, le gouvernement semble avoir choisi de parer au plus pressé et d'éteindre au plus vite l'incendie qui commençait à gagner l'institution judiciaire à propos de la réforme limitant la portée du délit d'abus de biens sociaux. En abandonnant l'idée de faire passer ce texte au moyen d'une proposition de loi défendue par Pierre Mazeaud, président de la commission des lois, il met un terme à une hypocrisie - un projet de loi aurait, au moins, traduit une volonté politique claire de la part du gouvernement - et prévient un risque : celui de tomber, sous la pression de lobbies patronaux, dans le piège d'une amnistie déguisée, qui avait coûté si cher aux socialistes.

## Synergie par Leiter



## L'élargissement de l'OTAN vers l'Est divise les Occidentaux

**L'**Élargissement de l'OTAN vers l'Est a été, le week-end dernier, au centre des débats de la Wehrkunde, cette réunion qui rassemble, à Munich, le gros militaire de l'Occident et, pour la première fois cette année, de la Russie. L'opposition a été très nette entre l'Alliance atlantique, d'une part, le vice-ministre russe de la défense, d'autre part ; mais les divergences, au sein de l'Alliance, entre les Américains et les Européens sont aussi très clairement apparues.

Certes, le discours officiel occidental continue de prôner l'entrée des pays d'Europe centrale dans l'OTAN, ce qui provoque toujours l'ire des Russes. Le vice-ministre de la défense, Andreï Kotoukhine, a été plus modéré dans ses propos à la tribune que dans le texte de son discours distribué à l'avance et de toute évidence préparé à Moscou, mais il n'en a pas moins ressorti une vieille idée, réve de tous les occupants du Kremlin depuis des décennies : la création d'une ceinture d'États neutres aux frontières occidentales de la Russie, sorte de zone-tampon entre l'Est et l'Ouest.

Seuls les Américains semblent vraiment croire à l'extension de l'OTAN vers l'Est. Les Européens apparaissent beaucoup plus circonspects, y compris les Allemands qui, naguère, étaient pourtant en tête. Ces derniers sont conscients que les nouvelles démocraties, leurs voisines immédiates, ne peuvent être laissées dans un vide de sécurité, mais ils doutent maintenant la

priorité à une adhésion rapide à l'Union européenne, qui ne pose pas de problèmes avec Moscou, sur une intégration dans l'organisation militaire occidentale. Après le chef de la diplomatie allemande, Klaus Kinkel, le chancelier Kohl l'a répété à Munich en termes à peine voilés à l'adresse des Est-Européens de plus en plus perplexes.

Mal engagée depuis le départ,

parcours le chemin inverse. Ils sont maintenant trop soucieux de maintenir de bonnes relations avec Moscou et de soutenir Boris Eltsine pour appuyer une démarche dans laquelle le Kremlin voit une résurgence de la guerre froide. En toute hypothèse, rien ne se fera avant l'élection présidentielle russe. Entre-temps, ces projets inachevés auront détérioré les relations entre les Oc-

## DANS LA PRESSE

### LE CANARD ENCHAÎNÉ

La France n'en finit pas de se faire peur avec ses « affaires ». Et les hommes politiques s'interrogent gravement sur le chaos vers lequel nous entraînent les juges qui rôdent encore autour des finances des grands partis à l'affût de quelque « abus de bien social » oublié. Ces angoisses chroniques devraient jeter un coup d'œil de l'autre côté de l'Atlantique. Cela suffirait à les convaincre que nous vivons dans un havre de tranquillité judiciaire. L'autre semaine, Hillary Clinton, l'épouse du président des États-Unis, a dû répondre, quatre heures durant, aux questions de la justice devant un « Grand Jury ». (...) À présent, c'est Bill Clinton lui-même qui est sur la sellette. (...) Les pauvres juges français ont encore bien des coups de rame à donner pour atteindre les rivages du Nouveau Monde.

### EUROPE 1

Alain Duhamel

La violence des adolescents est évidemment la projection caricaturale de la violence de la société, laquelle est la sœur siamoise de la crise. Son irruption à l'école constitue l'un des échecs les plus alarmants des derniers mois. (...) Outre l'action en amont (familles, ministères, quartiers marginalisés) qui ne peut être que lente et progressive, il y a un certain nombre de réactions immédiates possibles. (...) Elles dépendent beaucoup de la qualité et de l'autorité personnelles de ces chefs d'établissement qui peuvent compter beaucoup moins qu'avant sur la coopération des familles.

**Le Monde** est dirigé par **YVES ROCHER**, président du conseil, directeur de la publication, Jean-Marie Colombani. **Directeurs** : Jean-Marie Colombani, Dominique Aldon, directeur général ; Noël-Jean Borgeaud, directeur général adjoint. **Directeur de la rédaction** : Edwy Plenel. **Directeurs adjoints de la rédaction** : Thomas Fournel, Robert Solé. **Rédacteurs en chef** : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Gaspard, Laurent Goussier, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Vincent Lherminier, Alexandre Luchini, Luc Luyckx, Directeur artistique : Dominique Royette. **Rédacteur en chef technique** : Eric Azou. **Secrétaire général de la rédaction** : Nelly Roussel. **Directeur adjoint** : Eric Pélissier ; **directeur délégué** : Anne Chaussonberg. **Conseiller de la rédaction** : Alain Huetz ; **directeur des relations internationales** : Daniel Vernet. **MAGASIN** : Pascal Lemaire. **Conseil de surveillance** : Alain Minc, président ; Olivier Millaud, vice-président. **Autres directeurs** : Hubert Borne-Méty (1944-1945), Jacques Ponsot (1945-1948), André Laurens (1948-1952), André Fontaine (1952-1959), Jacques Lussan (1959-1994). **Le Monde** est édité par la SA Le Monde. **Capital social** : 55 000 F. **Actionnaires** : Société civile « Les rédacteurs de Le Monde », Association Hubert Borne-Méty, Société anonyme des lecteurs de Le Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Éditions du Monde Privé. **RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL** : 15, rue Falguière, 75008 Paris. **Le Monde** : 15, rue Falguière, 75008 Paris. **Téléphone** : (0) 1 46 45 25 25. **Télécopieur** : (0) 1 46 45 25 29. **Tél. 24h/24** : (0) 1 46 45 25 25. **ADMINISTRATION** : 15, rue Falguière, 75008 Paris. **Téléphone** : (0) 1 46 45 25 25. **Tél. 24h/24** : (0) 1 46 45 25 25. **Fax** : (0) 1 46 45 25 25. **Télécopieur** : (0) 1 46 45 25 25. **Fax 24h/24** : (0) 1 46 45 25 25.

## Les charniers de l'indifférence

Suite de la première page

Récemment, la presse a découvert une vingtaine de charniers à travers le pays et, à cette occasion, a rappelé les récits insoutenables des réfugiés. Le monde entier savait, depuis longtemps.

Il est indispensable qu'aujourd'hui, une paix fragile ayant été établie, les diplomates et les enquêteurs aillent sur le terrain sentir l'odeur de la mort et accumuler des preuves. L'accord de Dayton prévoit que la lumière doit être faite sur les crimes de guerre et que leurs auteurs doivent être poursuivis devant le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye. L'accord de paix prévoit que les personnes inculpées par le TPI ne pourront plus exercer de fonctions politiques ou militaires, et qu'elles doivent être remises à la justice internationale. Jusqu'à présent, la communauté internationale n'a pas brillé par sa fermeté à l'égard des « criminels de guerre ». Non seulement le TPI se plaint de ne pas recevoir les crédits promis - les États-Unis viennent toutefois d'annoncer qu'une somme d'un million de dollars va lui être allouée pour les excavations de charniers - mais les auteurs des atrocités ne paraissent pas inquiétés. Un seul, Dusan Tadic, imprudent voyageur, a été arrêté en Allemagne et transféré à La Haye. Les autres sont protégés par les signataires du plan de paix, les Serbes par Belgrade et les Croates par Zagreb.

Inculpés, Radovan Karadzic, président de la République serbe de Bosnie, et le général Ratko Mladic, commandant de l'armée serbe bosniaque, conservent leurs fonctions. Ils se font discrets, n'apparaissent plus à la télévision, envoient leurs collaborateurs assister aux réunions avec l'OTAN, mais ils continuent de tirer les ficelles en coulisse, malgré la promesse du président serbe Slobodan Milosevic de les écarter au mois de décembre. Inculpés également, les dirigeants politiques et militaires des Croates de Bosnie, Dario Kordic et le général Tihomir Blaskic, coulent des jours tranquilles à Zagreb. Le général Blaskic a même obtenu une promotion du ministère de la défense croate.

### PEU D'IMPRESSIIONNEMENT

Parallèlement, les enquêteurs internationaux ne se pressent pas. Aucun corps n'a été exhumé. L'IFOR, la force d'interposition de l'OTAN, a promis d'exercer une surveillance des sites d'éventuelles fosses communes, en effectuant des patrouilles et surtout en prenant des photos aériennes. Si les Serbes ne détruisent pas les charniers autour de Srebrenica, il n'en demeure pas moins que le temps presse, que les corps continuent de se décomposer et les preuves de disparaître.

A cet égard, l'attitude serbe est étrange. Non seulement la police de Srebrenica ne tente pas de masquer les charniers, mais elle emmène les émissaires visiter les lieux d'exécutions. De source bosniaque, on indique que le secrétaire d'État pour les droits de l'homme, John Schaback, qui s'est rendu à Srebrenica fin janvier, est revenu à Sarajevo déçu. « Je prévoyais de visiter quatre sites d'exécutions ou de charniers présumés, a-t-il raconté. D'innombrables Serbes m'ont accompagné à six endroits », Elizabeth Rehn, rapporteur spécial de l'ONU, a en une expérience similaire dimanche lorsque des policiers serbes l'ont conduite à travers un champ de mines, jusqu'à un endroit où cinq corps pourrissaient dans l'herbe. Les Serbes prétendent que les musulmans ont été tués « au cours des combats » malgré les preuves évidentes des crimes (vêtements civils,

ballons dans le dos...) Slobodan Milosevic a entamé une vaste campagne destinée à écarter tous ses « enfants » ultranationalistes. Il essaie de déstabiliser Radovan Karadzic depuis un an et demi et a effectué des purges au sein de son propre parti à Belgrade. Tour à tour parfait communiste et nationaliste exalté, M. Milosevic doit désormais devenir un homme de paix irréprochable s'il veut conserver le pouvoir. Les pressions qu'il exerce sur Pale ne sont toutefois pas une raison suffisante pour qu'il ouvre ainsi la route des charniers. Mais il faut se souvenir qu'à l'été 1992 les Serbes avaient permis à des reporters d'accéder aux prisons infâmes près de Banja Luka. Le monde entier avait été choqué, déjà, par les images des « camps de la mort ». Comme souvent dans une guerre, la cohérence n'est pas toujours déchiffrable.

### L'ACHÈTE ET LE CRIME

L'indignation tardive de la communauté internationale est plus explicable. Les pays occidentaux ont longtemps fermé les yeux et n'ont réagi que sous la pression médiatique (camps de la mort, viols, massacres du marché de Markale et « découverte » des charniers). L'objectif affiché était de maintenir le conflit à l'intérieur des frontières bosniaques, et ils y sont parvenus. Sans images sanglantes, sans récits terrifiants, il est probable que les Occidentaux auraient laissé les Bosniaques s'entre-tuer jusqu'à épuisement.

L'autre motif de l'embarras international provient des promesses faites et non tenues. Les gens de Srebrenica et de Zepa pensaient vivre dans une « zone de sécurité » des Nations unies et le monde s'était engagé à les défendre. Abandonner ces terres fut une véritable lâcheté, mais abandonner la population fut un crime. Les meilleures armées occidentales ne seraient-elles pas capables d'organiser l'évacuation de 40 000 personnes ? N'était-il pas envisageable de stopper les troupes du général Mladic deux ou trois jours, par des raids aériens de l'OTAN, et de sauver les musulmans à l'agonie ?

Les Occidentaux ont donc différentes raisons d'éviter les procès où toutes les horreurs de la guerre seraient exposées, où le rôle des signataires du plan de paix, Slobodan Milosevic et le président croate Franjo Tudjman, dans les « crimes de guerre » pourrait surgir au grand jour. Les chefs de la Forprocureraient être appelés à témoigner. Or le général Janvier n'a rien d'un fantaisiste. Il a agi au nom de l'ONU, mais, en bon soldat, il restait aussi aux ordres de Paris. Les Américains, qui remuent des décennies des cartes détaillées de la région de Srebrenica aux journalistes et qui insistent pour que les assassins soient punis, ont sans aucun doute un intérêt particulier à mener cette politique. La malaise européenne ne semble pas trop peiner les États-Unis. Personne ne pourra toutefois prétendre qu'ils ignorent le sort qui attendait les hommes de l'enclave de Bosnie orientale après trois années de guerre et 200 000 morts alors que Ratko Mladic annonçait serinement devant les caméras de télévision que Srebrenica allait « payer ».

Rémy Ourdan

### RECTIFICATIF

#### STUPÉFIANTS

Une coupe malencontreuse a laissé croire que les condamnations pour simple usage de stupéfiants étaient devenues la première cause d'incarcération en France (*Le Monde* du 6 février). C'est, bien entendu, la totalité des infractions qui constitue en 1994, et pour la deuxième année consécutive, le premier motif d'incarcération.

Daniel Vernet



**RECENTRAGE** Le groupe français Bull renonce à être un acteur direct de l'industrie micro-informatique. C'est un tournant majeur dans sa stratégie. L'acquisition, il y a sept ans, du

constructeur américain d'ordinateurs personnels Zenith, s'est révélée un gouffre financier. ● BULL cède les activités de sa filiale Zenith Data Systems (ZDS) au constructeur

américain Packard Bell, dont il détient 19,9 %. ● LA NOUVELLE SOCIÉTÉ Packard Bell, issue de cette fusion, apparaîtra au peloton de l'ordre de 300 milliards mondiaux de l'industrie micro-

informatique. ● EN 1995, pour la première fois depuis 1988, le constructeur est sorti du rouge et devrait dégager un bénéfice net de l'ordre de 300 millions de francs. ● DES REORGANISATIONS internes sont en cours. Bull est également à la recherche d'un troisième actionnaire de référence, aux côtés du japonais NEC, l'américain Motorola et France Télécom.

## Bull cède sa micro-informatique à Packard Bell

Le groupe français va fusionner les activités de sa filiale Zenith Data Systems, déficitaires depuis sept ans, avec celles du constructeur américain, dont il détient 19,9 % du capital

BULL jette l'éponge dans la micro-informatique. Après deux années laissées à Zenith Data Systems (ZDS), la filiale à 100 % spécialisée sur ce marché, pour faire la preuve qu'elle pouvait se redresser, Jean-Marie Descarpentrie, à la tête de Bull, a décidé de mettre un terme à cette aventure qui aura largement contribué aux mauvais résultats du groupe depuis sept ans.

« Nous décidons de nous concentrer sur nos métiers de base, là où nous pouvons apporter de la valeur ajoutée. Pour les métiers à forts volumes et faibles marges, comme les ordinateurs personnels, nous choisissons de déléguer », explique un dirigeant de Bull. Car si le groupe renonce à être un acteur direct dans les ordinateurs personnels, il ne délaisse pas totalement ce secteur : il va s'appuyer sur le constructeur

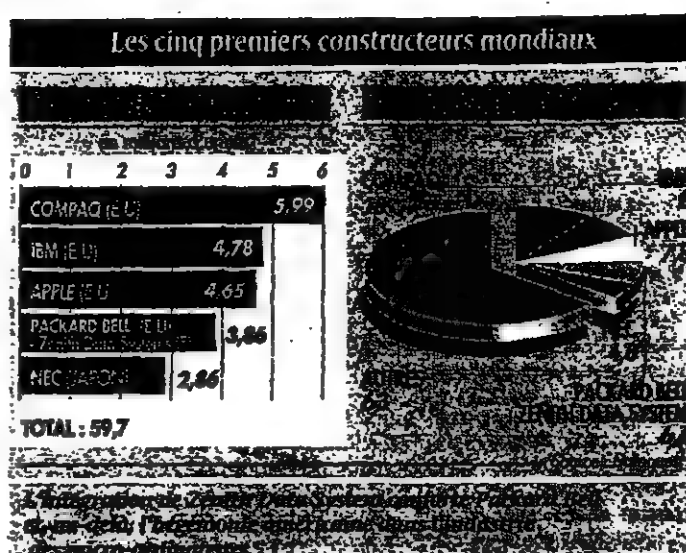
américain Packard Bell, dont il a acquis 19,9 % du capital en juin 1993. Un protocole d'accord, déposé mercredi 7 février, prévoit ainsi que Bull fusionnera les activités de ZDS avec celles de Packard Bell.

Cet accord, soumis à diverses autorisations, implique également NEC. Le groupe japonais, actionnaire de Bull à hauteur de 17 %, va apporter 283 millions de dollars (1,4 milliard de francs) d'argent frais à Packard Bell. L'investissement total de Bull et NEC dans Packard Bell, qui a connu fin 1995 des problèmes de cash et dont les comptes sont déficitaires, est de 650 millions de dollars. Bull et NEC, qui conserveront leurs niveaux actuels de participation, recevront des obligations préférentielles convertibles qui pourront être exercées lors de l'introduction en Bourse de Packard Bell, opération dont le calendrier n'est pas encore arrêté selon Bull.

La fusion de ZDS avec Packard Bell va donner naissance à un nouveau poids lourd des ordinateurs personnels. « La nouvelle entité représentera un chiffre d'affaires de 5,5 milliards de dollars », indique un dirigeant de Bull. « Elle se posera en numéro un sur le marché américain, avec environ 13 % des livraisons ». Fin 1995, Packard Bell était passé du troisième rang au deuxième rang outre-Atlantique, derrière Compaq.

« RATIONALISATIONS » La firme californienne doit cette progression à sa forte présence sur le marché grand public : spécialisée sur ce créneau, elle détient 44 % des ventes dans ce domaine aux États-Unis. A contrario, ZDS est essentiellement présente sur les marchés professionnels. « Il y a des synergies évidentes », souligne un dirigeant de Bull, qui indique que la marque ZDS sera conservée, mais que des « rationalisations » interviendront aux États-Unis, la production de l'usine de ZDS à Saint-Joseph devant rejoindre celle de Packard Bell à Sacramento (Californie).

Cette fusion représente la première décision stratégique majeure de Jean-Marie Descarpentrie. « À partir du moment où il nous est apparu que ZDS n'avait pas la taille suffisante et que nous ne pouvions pas ramener cette activité à l'équilibre, nous aurions pu vendre », reconnaît un dirigeant de Bull, ajoutant aussitôt que cette solution n'aurait pas été compatible « avec le maintien d'un accès privilégié aux micro-ordinateurs » qu'offre la fusion avec Packard Bell. « Dans ce



secteur où les marges opérationnelles sont tombées à 7,4 % du chiffre d'affaires en 1995, contre 15 % en 1990, nous n'avons pas le choix. S'en tirer, il faut une taille critique suffisante : c'est un bras de fer essentiel pour pouvoir acheter les composants clés de l'ordinateur à des prix compétitifs et, surtout, en même temps que les leaders. Car si vous êtes en retard sur la concurrence, vous ne pouvez pas espérer réaliser des marges aussi importantes ».

En transférant les activités de ZDS à Packard Bell, dont il ne possède pas les résultats, Bull va améliorer ses comptes. D'ores et déjà, l'opération de redressement engagée depuis deux ans par Jean-Marie Descarpentrie, ainsi que l'in-

jection de 11 milliards de francs réalisée par l'État et France Télécom début 1994 produisent leurs effets. Le constructeur a clos l'exercice 1995 sur un résultat net positif pour la première fois depuis 1988. Le bénéfice net est « à trois chiffres, dont le premier n'est pas 1 et peut être pas 2 », a indiqué Jean-Marie Descarpentrie mardi 6 janvier, à l'occasion d'une conférence tenue lors du salon IT Forum 96 à Paris, soit « entre 200 et 400 millions de francs », selon son entourage. Les résultats seront présentés en interne lundi 12 février et officialisés par le conseil d'administration le 22 février.

« Il faut maintenant passer à une phase de croissance interne et externe

pour devenir le fédérateur de l'industrie européenne en l'an 2000 », a réaffirmé, mardi, le PDG de Bull. Dans l'immédiat, le groupe va toutefois procéder à des réorganisations. Au sein de la direction d'abord. « Des adaptations sont nécessaires lorsque l'on passe de la phase de redressement à celle de la croissance », souligne Jean-Marie Descarpentrie. Jean-Claude Albrecht, qui a démissionné de son poste de responsable de l'activité grands systèmes, devra notamment être remplacé. Les décisions concernant les réorganisations, qui devraient aussi inclure un rapprochement entre la division serveurs d'entreprise (grands systèmes) et l'activité serveurs Unix de la division systèmes ouverts (OSS), devraient être annoncées.

L'autre grand mouvement stratégique en 1996 sera la conclusion d'un accord pour l'entrée en capital d'un quatrième partenaire industriel. « Un européen », précise Jean-Marie Descarpentrie. Le patron de Bull n'exclut pas qu'un financier accompagne le nouveau partenaire dans le nouveau tour de table qui devrait réserver de 15 % à 16 % à ces nouveaux venus, à prendre essentiellement sur la part de l'État (36,4 %). Selon le quotidien *Les Echos*, Motorola, qui détient 17 % de Bull, serait cependant intéressé pour monter en capital. « Ces décisions n'ont rien de révolutionnaire, nous n'avons pas encore commencé à aborder ce type de discussion », se borne à indiquer un dirigeant Bull.

Philippe Le Cour

### Un marché toujours en forte croissance

Alors que certains analystes avaient prédit un essouffissement, la croissance du marché des ordinateurs personnels (PC) s'est maintenue en 1995 à un rythme élevé pour la troisième année d'affilée. Au niveau mondial, 59,7 millions d'unités ont été vendues, soit une hausse de 24,7 %, selon la société d'études Dataquest. Les ventes avaient augmenté de 23 % en 1994 et de 19 % en 1993. Aux États-Unis, le marché a progressé de 22,1 % en 1995, à 22,5 millions d'unités. La croissance a été proche de 70 % au Japon, où 5,76 millions de PC ont été vendus, dont 1,84 million auprès de particuliers (+95 %).

En 1996, la croissance du secteur devrait se tasser, surtout aux États-Unis, où Dataquest prévoit « une stagnation » du marché. Les marchés en Asie et en Europe Occidentale devraient rester soutenus. Au Japon, les ventes devraient encore croître de 45,7 %, pour atteindre 8,39 millions d'unités, selon la société d'études IDC.

## La compagnie Virgin affiche ses ambitions dans les transports

LONDRES

de notre correspondant dans la City  
Richard Branson, fondateur de la compagnie Virgin Atlantic Airways, veut exporter en Europe sa formule de vols à service de qualité et à petit prix à partir d'un réseau de correspondances (« hub ») basé à Bruxelles. Annoncée le 6 février, les négociations en cours entre le groupe britannique et la compagnie belge City Hotels pour le rachat du transport aérien Euro Belgian Airlines (EBA), spécialisée dans les vols réguliers à bas tarif vers les grandes villes européennes, témoignent des ambitions du conglomérat de tirer parti de la libéralisation du transport aérien au sein de l'Union européenne.

En vertu de l'accord qui devrait être signé le 30 mars, Virgin utilisera la flotte d'EBA au sein d'une nouvelle compagnie aérienne, baptisée sans doute Virgin European Airways, basée à l'aéroport de Bruxelles et desservant des grandes villes européennes. Tourant avec onze Boeing 737, EBA est la deuxième compagnie aérienne belge, avec 1,3 million de passagers par an, contre 5 millions à la Sabena. Alors que l'aéroport flamand neuf de la capitale belge est actuellement sous-utilisé, la conception dont souffrent les aéroports londoniens de Heathrow et de Gatwick

empêche toute expansion de Virgin Atlantic Airways, fondé en 1984 et devenu deuxième transporteur aérien britannique pour les vols long-courriers.

### NOUVELLE STRATÉGIE

L'acquisition d'EBA s'inscrit dans la nouvelle stratégie des transports de Richard Branson. Avec la fougue qu'on lui connaît, il a lancé une campagne d'Europe tous azimuts. Le groupe est l'un des principaux actionnaires du consortium London & Continental Railways, l'un des deux candidats à la reprise d'European Passenger Services (EPS), partenaire britannique de la SNCF et des Chemins de fer belges dans l'exploitation de l'Eurostar. Le ministre britannique des transports, qui devrait faire connaître sa décision la semaine prochaine, pencherait en faveur de London & Continental, qui, en cas de victoire, serait également chargé de la construction du lien ferroviaire rapide entre le tunnel sous la Manche et la gare londonienne de St-Pancras.

L'achat d'EBA serait financé par le formidable trésor de guerre provenant de la vente, en 1992, du Virgin Music Group, le joyau de la couronne, à Thom EMI, pour 4 milliards de francs. Réserve sur l'opportunité du lancement d'une nouvelle

compagnie aérienne en Europe, bon nombre d'analystes londoniens du secteur aéronautique trouvent décevant que le « capitaliste hippie » prend trop de risques et s'engage dans l'opération de ses activités. Avec plus de 200 sociétés, quelque 12 000 salariés, un chiffre d'affaires de 13,6 milliards de francs en 1995 et des bénéfices de l'ordre de 1,2 milliard de francs, le Virgin Group of Companies, deuxième groupe britannique non coté après le géant des pronostics sportifs Littlewoods, compte huit pôles d'activité, dont les deux principaux sont les magasins (5 milliards de francs de chiffre d'affaires) et les voyages (4,2 milliards).

Récemment, le groupe a enregistré une série de revers très médiatisés qui ont ébranlé l'image du businessman transformant en or, jusque-là, tout ce qu'il touchait : rupture de l'accord de vente de produits financiers avec la Norwich Union, vente décevante de vodka et de cola à l'enseigne Virgin, procès intenté par un des actionnaires de la Loterie nationale britannique contre Branson pour diffamation, et échec de sa candidature au lancement de la cinquième chaîne de télévision.

Marc Roche

## Christian Blanc dénonce les accords d'entreprise de l'ex-Air Inter

DEPUIS le 31 janvier, tous les syndicats de pilotes d'Air France Europe (l'ancien Air Inter) étaient suspendus aux déclarations de Christian Blanc, PDG de la compagnie nationale. A cette date, les négociations, entamées début novembre, entre direction et pilotes ont été rompues : les deux parties n'étaient pas parvenues à un accord sur de nouvelles conditions de travail et de rémunération des 800 pilotes de l'ex-Air Inter. Le verdict est tombé mardi 6 février : Air France Europe a dénoncé les accords d'entreprise de son personnel navigant technique (PNT). Des accords qui auraient eu vingt-cinq ans en 1996.

Les syndicats n'ont pas encore officiellement réagi. Trois des quatre organisations catégorielles de PNT (SPNT, USPNT, SNPNAC) avaient quitté les négociations en cours de route ou avaient refusé d'y participer. La décision de Christian Blanc les conforte dans leur opposition quasi systématique. Ces trois organisations syndicales, qui représentent deux tiers des pilotes d'Air France Europe, pourraient appeler à la grève. Le SNPL, en revanche, le seul à avoir participé à l'ensemble de la négociation, considère qu'un arrêt de travail serait suicidaire.

Dénonciation des accords d'entreprise ou pas, les pilotes de l'ancienne compagnie de lignes intérieures, réputés les mieux payés du monde (ils sont 91 % plus cher que leurs homologues de Lufthansa, selon le cabinet allemand de consultants Berger), conservent leurs conditions actuelles de travail et de rémunération pendant encore quinze mois : en vertu du code du travail, une fois la dénonciation prononcée, s'ouvre un préavis de trois mois, puis une année entière de négociations. Si, à la fin de cette période, aucun accord n'a été trouvé, la direction est en droit d'appliquer unilatéralement les mesures qu'elle désire. Les salariés qui s'opposent à ces nouvelles dispositions ne verront pas leurs contrats renouvelés. Ils seront de facto licenciés.

Les pilotes ont un répit de quinze

mois pendant lesquels ils n'auront pas à accroître leur activité réelle de 15 % sans augmentation de salaire, objet des négociations qui ont échoué. Mais ils risquent à terme de se voir imposer des mesures bien plus drastiques. Le 1<sup>er</sup> avril 1997, ils devront relever des mêmes règles de travail que leurs confrères d'Air France : à cette date, la fusion entre l'ancien Air Inter et les activités européennes d'Air France devra être effective pour que naisse « la grande compagnie européenne ». Le 4 mars, commenceront les négociations quadripartites entre directions d'Air France et d'Air France Europe, d'une part, et syndicats des deux compagnies, d'autre part, afin de définir les règles communes aux deux entreprises.

### GAINS DE PRODUCTIVITÉ

« L'espérance que les négociations pourront se poursuivre pendant ces quinze mois », précise mardi, Bernard Pons, ministre des transports, il faut que le personnel comprenne que l'avenir de la compagnie passe par des efforts conjugués. Les négociations promettent d'être difficiles. Les quelque 2 900 navigants techniques d'Air France ont d'ores et déjà pris les mesures nécessaires pour réaliser 30 % de gains de productivité au 1<sup>er</sup> avril 1997. Ils sont bien plus avancés sur la voie des économies que leurs 800 homologues de l'ex-Air Inter, qui risquent de ne pas peser lourd dans les discussions. Ces derniers craignent de se voir imposer les conditions négociées avec les pilotes d'Air France.

Puis que les salaires et l'activité, c'est la liste de « priorités » qui va opposer le plus les navigants des deux compagnies sœurs. Celle-ci détermine, en fonction de l'ancienneté essentiellement, l'affectation des navigants et leur promotion au poste de commandant de bord, et par voie de conséquence, leur rémunération. Les pilotes d'Air France Europe ne voient pas pourquoi la priorité serait donnée à ceux d'Air France, et réciproquement.

V. Ma.

## Air France, Alitalia et Iberia sont à la traîne en Europe

LE TRAFIC AÉRIEN se porte bien sur le Vieux Continent. En 1995, les vingt-cinq principales compagnies aériennes en Europe ont, selon l'Association des compagnies aériennes européennes (AEA), transporté 7,6 % de passagers de plus qu'en 1994. La libéralisation progressive du ciel européen, qui a débuté en 1988, n'y est pas étrangère : le trafic intra-européen s'est accru de 30 % en trois ans. C'est en 1992 que les lignes intracommunautaires internationales ont été ouvertes à la concurrence. Depuis cette date, Lufthansa est en mesure de desservir, par exemple, la ligne Paris-Madrid. Cette belle croissance n'a malheureusement pas profité de la même manière à tous.

La coupure entre les compagnies du sud et celles du nord est de plus en plus nette. British Airways, Lufthansa et KLM engrangent des bénéfices et voient leur activité augmenter régulièrement, plus que le marché. Les trois transporteurs, aujourd'hui privés, ont respectivement vu leur trafic passagers

croître de 9,4 %, 9,8 % et 9,1 % sur les onze premiers mois de l'année 1995. Tous trois engrangent aujourd'hui les fruits de leur restructuration - effectuée dès 1981 par la compagnie britannique, surnommée à l'époque « Aeroflot anglaise », et dix ans plus tard pour son homologue allemande, alors au bord de la faillite - et de la refonte de leur offre commerciale : une tarification extrêmement fine qui permet d'améliorer le remplissage des avions (« yield management »), la création de plates-formes aéroportuaires permettant la multiplication des correspondances et le détournement des passagers d'autres compagnies (« hub »), la mise en place de programmes de fidélisation intéressants.

Autant d'instruments du succès commercial d'une compagnie aérienne qu'Alitalia, Iberia et Air France ne maîtrisent pas encore. « Ces sociétés ont été gérées pendant des années comme la chasse gardée du pouvoir, et non comme une entreprise », commente un spécialiste

du secteur. Les trois compagnies latines ne sont aujourd'hui pas armées pour partager avec leurs homologues nordiques la croissance du transport aérien. Seule Iberia, qui avait connu une année 1994 exécrable, enregistre une nette progression de son trafic passager, de 13 % sur les onze premiers mois. Alitalia (+6,3 %) fait moins bien que le marché (+7,7 % de janvier à novembre 1995), mais mieux qu'Air France (-0,4 %).

### GRÈVES ET COÛTS UNITAIRES

Les trois compagnies publiques ont souffert de grèves à répétition. Les arrêts de travail des hôtesses et stewards d'Air France lui ont coûté 200 millions de francs en termes de recettes. A Alitalia, les grèves de septembre ont représenté une perte de 80 milliards de lire (240 millions de francs). Quant au conflit entre les pilotes et la direction d'Iberia en novembre dernier, il a coûté 600 millions de pesetas par jour (24 millions de francs).

Toutes trois, déficitaires, traversent actuellement une phase de

restructuration. Au programme : la réduction des coûts, plus élevés que ceux de leurs concurrents nordiques. D'après le cabinet de consultants allemands Berger, les coûts unitaires d'Air France sont supérieurs de 7,5 % à ceux de Lufthansa. Chez les pilotes, cette différence monte à 45 %, de même que chez les hôtesses et stewards. Iberia et Air France ont mis en place un plan d'économies à base de licenciements (3 500 à Iberia pour ramener ses effectifs à 21 000, 5 000 à Air France pour ramener les effectifs à 39 000 personnes d'ici à fin 1997) et d'augmentation de la productivité (baisse de 8,5 % des salaires chez Iberia, gel des salaires à Air France jusqu'à fin 1997). Alitalia est encore en train d'étudier les grandes lignes d'un plan triennal (1996-1999) de redressement.

Le 1<sup>er</sup> avril 1997, le ciel européen sera intégralement libéralisé. L'efficacité des plans actuellement en cours sera alors mise à l'épreuve.

Virginie Malingre



## Le gouvernement lance la vente du groupe CIC pour renflouer le GAN

La banque britannique SBC Warburg a été retenue comme conseil par les pouvoirs publics

La banque d'affaires britannique SBC Warburg a été désignée banque conseil de l'Etat pour piloter l'ouverture du capital de la banque CIC, filiale

du groupe d'assurances public GAN. C'est la majorité du capital de la Compagnie européenne de CIC, maison mère des banques régionales du

groupe, que le GAN devrait être amené à céder. Le produit de la vente devrait améliorer la situation financière très difficile de la compagnie.

LE DÉPART pour l'ouverture du capital de l'Union européenne de CIC a été donné mardi 6 février par la désignation de la banque conseil du gouvernement. Une semaine après l'audition d'une dizaine d'établissements, parmi lesquels le Crédit national, Morgan Stanley, la Compagnie financière Edmond de Rothschild ou encore Argil, le ministère a arrêté son choix sur la banque d'affaires britannique SBC Warburg. Cette dernière va être chargée d'étudier pour le compte des pouvoirs publics les différentes propositions des candidats intéressés par l'achat d'une partie du capital du groupe bancaire.

De son côté, le GAN, qui détient 92,6 % de la maison mère du CIC, a choisi la banque JP Morgan pour le conseil. Ainsi disparaît l'espoir longtemps caressé par le président du GAN, Jean-Jacques Bonnaud, de conserver l'intégrité de l'ensemble qu'il dirige. Depuis le conseil d'administration du 14 décembre, personne ne doute plus de la nécessité pour le GAN de procéder à des arbitrages douloureux, qui réduiraient considérablement son périmètre (Le Monde du 15 décembre). La dégradation continue de l'immobilier, les coûts de portage considérables entraînés par la structure de cantonnement Bédricot, les résultats toujours négatifs de l'assurance-

dommage et les perspectives de contraction de l'assurance-vie font dire aux plus pessimistes que le GAN, qui a affiché 5,3 milliards de pertes en 1994, pourrait être à court de trésorerie d'ici à dix-huit mois. Une telle analyse se fonde sur la situation extrêmement détériorée des comptes du groupe : pour 1995, la perte pourrait atteindre plus de 1 milliard de francs, en raison de nouvelles provisions à passer sur l'immobilier de la filiale UIC (quelque 200 millions de francs), alors que le chiffre d'affaires consolidé provoque une perte de 51,9 milliards de francs.

En tout cas, le groupe CIC suscite les convoitises, car il est sur la voie d'un net redressement. Depuis trois ans, son résultat consolidé n'a cessé de s'améliorer : 380 millions de francs en 1993, 457 millions en 1994, 550 millions ou plus en 1995. Son identité apparaît de plus en plus forte. Une rationalisation de sa structure est en cours sous la houlette de son président, Jean-Pierre Aubert, dont le mandat d'administrateur s'achève le 20 mars. C'est dire que les appétits pour le réseau, évalué à 13 milliards de francs, sont nombreux. On ne connaît cependant pas encore le menu proposé aux acquéreurs.

Compte tenu de la nécessité pour la compagnie d'assurances d'alléger

ses coûts de portage et de se désendetter, une cession minoritaire est la moins probable. Faute de pouvoir offrir des titres CIC sur le marché, le GAN n'exclut pas de trouver un ou deux partenaires, étrangers de préférence, qui mettraient à l'abri son activité de bancassurance. L'hypothèse la plus probable est pourtant la cession majoritaire du CIC. Dans ce cas, M. Bonnaud se battra pour conserver une participation qui maintiendra les liens commerciaux de bancassurance.

### OUVERTURE EUROPÉENNE

Le profil des prétendants n'est pas le même, selon qu'il s'agit d'une cession partielle ou d'une cession majoritaire. Les faveurs du GAN pencheraient pour des partenaires étrangers - particulièrement allemands ou italiens - qui favoriseraient l'ouverture internationale, et spécialement européenne, qui manque au CIC. S'il s'agit d'une privatisation partielle, la Bayerische Vereinsbank et la banque Monte Paschi di Siena pourraient être intéressées.

S'il s'agit d'une vente majoritaire, plus coûteuse en raison du volume et également de la prime payée pour le contrôle, seule la Deutsche Bank semblerait être sur les rangs. L'arrivée de banquiers étrangers dans un groupe aussi implanté en

province et auprès des PME ne pourra que susciter des contre-feux de la part des banques françaises. Marc Viénot, le patron de la Société générale, n'a jamais caché « qu'il regarderait » si le CIC était mis sur le marché.

Reste un schéma dans lequel le gouvernement ne s'est manifesté pas placé mais qui n'est pas totalement à exclure : la vente de l'ensemble GAN-CIC à une association d'investisseurs qui s'en répartiraient les morceaux ultérieurement. L'été dernier, un groupe comprenant AXA, Generali et la Société générale avait regardé de très près le dossier. La création, fin janvier, d'une filiale commune à la Société générale, aux AGF et au britannique Commercial Union, qui marque les premiers pas de la banque dans l'assurance-dommages, pourrait trouver son prolongement dans l'acquisition de la totalité du groupe GAN-CIC. L'américain AIG n'est pas loin non plus.

La mise sur le marché du groupe CIC va en tout cas donner lieu à de belles empoignades qui devraient déboucher au plus tard à la fin de l'année. Quel que soit le repreneur, le paysage bancaire français va s'en trouver modifié.

Babette Stern

## RWE s'allie avec Viag et British Telecom dans les télécommunications

L'ÉLECTRICIEN allemand RWE, quelques mois après sa rupture avec Mannesmann, a annoncé mardi 6 février qu'il allait conclure une alliance stratégique dans les télécommunications avec l'allemand VIAG et le britannique British Telecom. Les trois groupes vont créer une société commune qui « commercialisera des services de télécommunications passant dans un premier temps par des réseaux terrestres. Une société d'infrastructure sera mise sur pied. Par la suite, la nouvelle société conjointe pourra se lancer sur le marché de la téléphonie mobile et des services par satellite », selon le communiqué de RWE. Le montant des participations de chacun, du plan d'investissement ou de la taille du capital de la nouvelle société n'a pas été révélé. RWE cherchait depuis plusieurs mois à nouer une alliance pour servir ses ambitions sur le marché allemand des télécoms libéralisé au 1<sup>er</sup> janvier 1998.

### DÉPÊCHES

■ CONCURRENCE : la Commission de Bruxelles devait annoncer, mercredi 7 février, l'ouverture d'une enquête destinée à vérifier l'absence d'aides publiques depuis 1986 en faveur de Chronopost, filiale de La Poste et de TAT Express, ou en faveur de la société française de messagerie internationale, filiale d'une société créée par plusieurs postes européennes. Cette enquête fait suite à une plainte déposée il y a cinq ans par le Syndicat français de l'express international.

■ DECUS : spécialisé principalement dans le traitement des métaux précieux, le chimiste allemand basé à Francfort lancera en mars une augmentation de capital de 40 millions de deutschemarks (138 millions de francs) pour réaliser des acquisitions dans le secteur pharmaceutique. Le groupe, qui a enregistré un bénéfice record au terme de l'exercice 1994-1995 (+44 % à 404 millions de deutschemarks), entend doubler dans les années à venir le poids de sa pharmacie.

■ GROUPE ANDRÉ : le président du groupe de distribution, de chaussures et de textile, Jean-Louis Descours, âgé de soixante-neuf ans, a annoncé mardi 6 février qu'il abandonnerait cette année ses fonctions à la tête de l'entreprise. Jean-Claude Sarrasin, ancien PDG de La Redoute, fait figure de dauphin. Le groupe a enregistré pour l'exercice 1994-1995 une perte de 35 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 10,3 milliards de francs.

■ GEHE : le distributeur allemand de produits pharmaceutiques a surchéri de 13,6 %, le 7 février, sur le britannique Unichem pour tenter de prendre le contrôle de Lloyds Chemists, numéro deux de la distribution pharmaceutique de détail en Grande-Bretagne. Gehe propose de racheter l'entreprise pour 584,3 millions de livres (soit 4,5 milliards de francs).

■ PARIBAS : l'agence de notation financière Moody's a placé sous surveillance les dettes à long terme de la banque Paribas en vue d'un abaissement éventuel. Moody's précise que « cette décision est motivée par la baisse de la contribution des activités de marché ».

## La Bourse exige une information financière en temps réel

LE 28 SEPTEMBRE 1995, Serge Tchuruk, président d'Alcatel Alsthom, présente ses comptes semestriels. Il annonce une perte de 1,23 milliard de francs. Au passage, il prévoit 25 milliards de provisions pour la fin de l'exercice 1995, sans donner d'autres précisions. L'action s'effondre de 13 %. Depuis, c'est le silence, ou presque. Pour en savoir plus, les actionnaires devront sans doute attendre la publication des comptes annuels.

Lou Gestner, arrivé à la présidence d'IBM en avril 1993, profite de la publication des résultats du deuxième trimestre pour annoncer dès le 27 juillet suivant les grandes lignes de sa stratégie, draconienne : 8,9 milliards de dollars de provisions et 60 000 suppressions d'emplois. Wall Street applaudit, l'action monte de 7 %.

Parce qu'elles souhaitent éviter les rumeurs et les informations privilégiées, qui forment la base du délit d'initié, les sociétés américaines informent le marché le plus rapidement possible. Elles le font d'autant plus volontiers qu'elles sont obligées de publier des résultats tous les trimestres. Ce qui n'est pas le cas en France. En outre, les groupes américains diffusent leurs comptes très tôt. General Electric, Wal-Mart, Intel, Carterpillar, IBM... ont publié leurs résultats 1995 avant le 20 janvier. La philosophie implicite est simple : plus elle est transparente, plus elle attire les investisseurs. En France, les investisseurs tombent parfois des nues en apprenant, en mars, ce qui s'est passé l'année précédente. Si les entreprises françaises ne publient pas de comptes tous les trois mois, c'est, avancent-elles, en raison de la difficulté d'organiser les services comptables et, plus encore, de la saisonnalité de l'activité. Surtout qu'une variation, même faible, d'un résultat sur trois mois peut provoquer un séisme boursier.

Ainsi, IBM, qui a annoncé le 18 janvier 1996 un résultat trimestriel de 3,66 dollars par action, alors que les analystes n'attendaient que 3,53 dollars, a vu son action s'envoler en deux jours de 17 %. A contrario, la chaîne de magasins Wal-Mart a glissé de 10 %, suite à un résultat inférieur aux attentes des marchés.

Pour éviter de tels déboires, les groupes américains doivent donner de solides explications aux analystes financiers et font en sorte que les prévisions des finan-

ciers soient les plus proches possibles de la réalité. Les chefs d'entreprise américains, eux, se refusent à faire des prévisions officielles pour ne pas engager leur responsabilité.

Les Britanniques, quant à eux, ne diffusent des informations que chaque semestre, mais elles ne soulèvent pas de polémiques. En France, la qualité de l'information financière pose un vrai problème. La première étape consisterait à accélérer la diffusion de l'information annuelle. L'an dernier, seulement seize des cent premiers groupes français avaient publié leurs comptes définitifs pour 1994 avant le 15 mars ! L'autre progrès consisterait à enrichir l'information semestrielle. « Les entreprises se contentent de publier un compte de résultat semestriel. Pourquoi ne pas publier aussi un bilan et une annexe précisant les événements du semestre écoulé ? », suggère Olivier Azibères, commissaire aux comptes.

### COMPTES MAQUILLÉS ET RUMEURS

Toute amélioration implique surtout que les groupes français cessent de « maquiller » leurs comptes, en jouant avec des normes comptables ou en retardant l'enregistrement de provisions devenues inéluctables, comme Bouygues ou Suez l'ont fait dans l'immobilier.

Enfin, en dépit de rendez-vous formels, les informations vitales pour l'avenir de l'entreprise ne peuvent pas attendre, et les entreprises qui tardent à fournir des explications sont victimes de rumeurs boursières, comme Euro-tunnel et Euro Disney.

L'information en temps réel ne supprime pas le risque : l'événement inattendu fera toujours plonger ou s'envoler une action : en juin, la société de biotechnologie Cor Therapeutics a perdu en un seul jour 45 % de sa valeur boursière, son médicament n'ayant pas plus d'effet qu'un placebo. « A un moment, il y a nécessairement une rupture, explique Jérôme Labin, analyste de la société de Bourse Pinatton-Wargny : quand on rêve d'un monde complètement transparent, on croit qu'il sera moins brutal. Je ne le crois pas. On ne peut pas éviter que des changements profonds affectent les entreprises. » L'essentiel pour l'actionnaire est de s'en apercevoir le plus tôt possible.

Arnaud Leparmentier

## RHÔNE-POULENC INFORME SES ACTIONNAIRES

### Progression du résultat net et du dividende

En 1995, malgré un dollar resté faible tout au long de l'année et la dégradation de la conjoncture économique au quatrième trimestre, Rhône-Poulenc a poursuivi l'amélioration de son exploitation. Le résultat net progresse de +11,4 %. Cependant, cette progression est inférieure aux objectifs du Groupe qui se fixe, comme priorités pour 1996, l'amélioration de sa rentabilité et la réduction de son endettement.

### UNE ANNÉE RICHE EN ÉVÉNEMENTS

L'année 1995 a été marquée par la réussite de l'OPA de Rhône-Poulenc Rorer sur Fisons, le lancement de nouveaux produits dans tous les secteurs, la poursuite de la décentralisation et des programmes d'amélioration de la productivité.

### UNE AMÉLIORATION ATTÉNUÉE PAR DES ÉLÉMENTS EXCEPTIONNELS

Les secteurs Agro et Fibres & Polymères sont les premiers à enregistrer les bénéfices de ces programmes d'amélioration, avec une progression de plus de 40 % de leur résultat opérationnel. La dégradation de la conjoncture au quatrième trimestre, et les conséquences de la grève des transports en France en décembre, ont fortement affecté les activités, particulièrement dans la Chimie, dont le résultat opérationnel de l'année baisse de

### Chiffres Clés

Chiffre d'affaires consolidé : 84,8 milliards de F - 1,8 %

(+3,1 % à périmètre comparable)

Résultat net : 2,13 milliards de F (+11,4%)



Dividende brut : 4,50 F (+7,1%) dont avoir fiscal de 1,50 F

Date proposée pour le détachement du coupon pour le paiement du dividende de l'exercice 1995 : 3 juin 1996.

-3,5 %. Le résultat opérationnel du secteur Santé est en baisse de -4,5 %, principalement du fait de la faible parité du dollar, de l'accroissement des dépenses de recherche-développement, et des frais liés au lancement commercial des nouveaux produits.

### RÉSULTATS PAR SECTEUR en MF

Chiffre d'affaires	% 95/94*
Santé	36 532 + 2,4
Agro	10 313 + 4,3
Chimie	25 468 + 1,0
Fibres et polymères	12 904 + 8,8
Autres ***	- 424
Total	84 793 + 3,1
Résultat opérationnel	% 95/94**
Santé	4 365 - 4,5
Agro	1 197 + 41,1
Chimie	326 - 3,5
Fibres et polymères	1 060 + 43,9
Autres ***	- 725
Total	6 223 + 12,2

\* à structure comparable, sur la base du trimestre 1995.  
\*\* à structure comparable, sur la base du trimestre 1995 et hors provisions pour restructuration.  
\*\*\* y compris éliminations.

Prochains rendez-vous : Assemblée générale : 10 avril 1996  
Résultats trimestriels : 29 avril, 29 juillet et 26 octobre 1996

Pour toute information complémentaire : Relations Actionnaires, Rhône-Poulenc, Philippe Rameau, 25, quai Paul Doumer, 92408 Courbevoie cedex  
Internet : <http://www.rhone-poulenc.com>  
N° Vert 800 36 16 16  
Minitel : 3616 CLIFF Rhône-Poulenc.

**RHÔNE-POULENC**



■ LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du mercredi 7 février en hausse. L'indice Nikkei a progressé de 0,93 %, soutenu par la légère reprise du dollar face au yen.

■ WALL STREET a établi, mardi 6 février, un nouveau record. L'indice Dow Jones a terminé la séance en hausse de 52,02 points (0,96 %), à 5 459,61 points.

■ L'AGENCE de notation Moody's a confirmé, mardi, la note AAA de la part de la dette américaine qu'elle avait placée sous surveillance à la mi-janvier.

■ LE CRÉDIT LOCAL DE FRANCE a lancé, mardi, sous la direction de la maison de titres japonaise Nomura, un emprunt obligataire de 30 milliards de yens d'une durée de six ans.

■ LA COMPAGNIE BANCAIRE a émis mardi un emprunt euro-obligataire de 150 millions de livres sterling à taux variable, piloté par la banque américaine Goldman Sachs.

## LES PLACES BOURSILIÈRES

CAC 40	CAC 40	CAC 40	MIDCAC
↑	↑	↑	↑
Ottawa	1 mois	1 an	1 mois

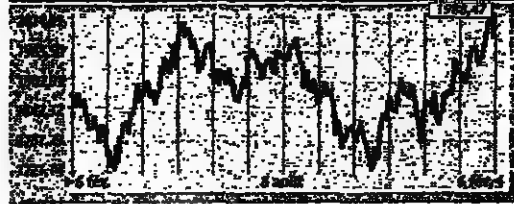
## Paris en légère hausse

LA BOURSE DE PARIS était en petite hausse mercredi 7 février dans un marché sans conviction, la tendance étant soutenue par la bonne tenue du marché obligataire. L'indice CAC 40, qui progressait de 0,50 % à l'ouverture, s'établissait en milieu de journée en hausse de 0,34 % à 1 994,20 points.

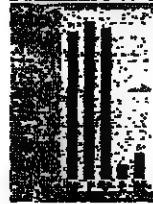
Le marché est soutenu par la bonne orientation du Matif, le contrat notional mais affichant une progression de 0,36 % à 122,26. De même, la petite amélioration du franc, dans le sillage de celle du dollar, profite à la Bourse de Paris. La devise française s'inscrivait à 3,4360 francs pour 1 deutschemark, contre 3,4370 mardi soir.

Autre facteur de soutien, Wall Street, qui a pulvérisé encore un record mardi, l'indice Dow Jones grimpant de 0,96 % à 5 459,61 points. « Mais la hausse de la Bourse de Paris est sans conviction et, à court terme, la tendance reste plutôt à la consolidation », estimait un boursier. Sur un plan gra-

Indice CAC 40 sur un an



CAC 40, 5 jours



phique, l'indice CAC 40 risque de franchir à la baisse le support de 1 960,80 points d'ici à la fin de la semaine, ajoutait-il.

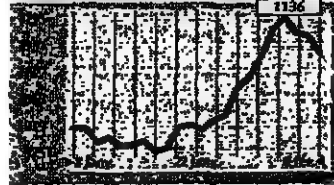
Du côté des valeurs, à noter le recul de Synthelabo, qui abandonnait 4,6 % après l'annonce de résultats décevants de son médicament Eliprodil, dans le traitement de l'accident vasculaire cérébral.

## Chargeurs, valeur du jour

LE TITRE Chargeurs a abandonné 2,5 %, à 1136 francs, mardi 6 février, à la Bourse de Paris. En progression de 15,7 % depuis le début de l'année, l'action a supporté des prises de bénéfice après l'annonce des bons résultats de BSKY8, le réseau satellitaire britannique que le groupe de Jérôme Seydoux détient à 17 %. La banque Warburg vient par ailleurs de valoriser à près de 4 milliards de francs Canalsatellite, le bouquet de chaînes détenu à 20 % par Char-

geurs. Ces bonnes nouvelles interviennent alors que Chargeurs vient de monter en puissance dans le capital du quotidien Libération.

Chargeurs sur 1 mois



## Record à Wall Street

LA BOURSE de Tokyo reste bien orientée. Le mardi 6 février, l'indice Nikkei a gagné 192,34 points (0,93 %), à 21 039,27 points, se rapprochant du chiffre atteint le 13 juin 1994, 21 662 points. « Cet objectif est dans la ligne de mire », estime Yasuo Ueda, de Nikko Securities. La veille, Wall Street a battu son neuvième record en séance de l'année. Le Dow Jones a atteint 5 459,61 points, un gain de 52,02 points (0,96 %), grâce notamment à la fermeté du marché obligataire et au retour au premier plan des valeurs de haute technologie.

Vedette de la séance, IBM a engrangé 2,5 dollars, à 114,88 dollars, un niveau proche de celui atteint début 1991. L'indice Nasdaq, composé de nombreuses valeurs high-tech, a également établi un nouveau record à 1 098,08 points.

Sur le marché obligataire, l'emprunt de référence à 30 ans s'est détendu de 6,16 à 6,12 % à l'occasion de la première adjudication trimestrielle du Trésor. Les investisseurs présents sur le marché obligataire ont aussi pris acte des propos du secrétaire au travail, Robert Reich, selon lesquels il y avait des signes de ralentissement, mais pas de récession en vue.

## INDICES MONDIAUX

Indice	Cours au 06/02	Cours au 07/02	Var. %
Paris CAC 40	1994,20	1994,20	+0,34
New York DJ	5459,61	5459,61	+0,96
Tokyo Nikkei	21039,27	21039,27	+0,93
Londres FT100	3747,50	3747,50	+0,02
Frankfurt Dax 30	2428,28	2428,28	+0,38
Bruxelles Euronext	1953,12	1953,12	+0,09
Amsterdam AEX	1664,31	1664,31	+0,09
Milan MIB 30	1000	1000	+0,00
Madrid IBEX 35	327,91	327,91	+0,17
Stockholm OMX	1398,45	1398,45	+0,07
Hong Kong Hang Seng	11199,47	11199,47	+0,07
Singapore Strait	2499,71	2499,71	+0,09

## NEW YORK

Les valeurs du Dow-Jones	06/02	07/02
Alcoa	55,75	55,75
American Express	45,50	45,50
Allied Signal	32,75	32,75
AT & T	67,62	67,62
Bethlehem	15,87	15,87
Boeing Co	80	79,50
Caterpillar Inc.	65,50	62,75
Chevron Corp.	52,37	52,25
Coca-Cola Co.	76,50	76,25
Disney Corp.	62,62	61,50
Du Pont Nemours & Co.	77,25	77,25
Eastman Kodak Co.	74,25	72,50
Exxon Corp.	61,37	60,75
Gen. Motors Corp.	56,75	56
Gen. Electric Co.	79,25	78,12
Goodyear T & Rubber	56,87	56,25
IBM	114,87	112,37
Intl Paper	41	40,75
J.P. Morgan Co.	80	80,75
Mc Don Douglas	91,87	92,37
Merck & Co. Inc.	67,37	67,12
Minnesota Mining & Mfg.	56,87	56,25
Philip Morris	94,37	94
Procter & Gamble Co.	62,87	62,75
Sears Roebuck & Co.	42,75	41,75
Tesoro	81,37	80,25
Union Carb.	44,12	42,87
Uni Tech.	102,12	100,50
Westinghouse Electric	66,87	66,25
Woolworth	11,62	11,27

## LONDRES

Sélection de valeurs du FT 100	06/02	07/02
Alfred Lyons	5,06	5,10
Barclays Bank	7,97	7,96
B.A.T. Industries	8,75	8,75
British Aerospace	8,61	8,75
British Airways	5,06	5,05
British Gas	2,42	2,44
British Petroleum	5,33	5,33
British Telecom	3,60	3,58
BT	1,54	1,54
Cadbury Schweppes	3,33	3,38
Eurotunnel	0,78	0,75
Glaxo	9,47	9,42
Grand Metropolitan	4,35	4,38
Guinness	4,35	4,38
Hanson Plc	1,75	1,75
Reckitt	6,84	6,84
H.S.B.C.	10,43	10,78
Imperial Chemical	8,23	8,32
Maris and Spencer	4,29	4,30
National Westminster	6,71	6,64
Peninsular Oriental	3,42	3,38
Rover	6,11	6,10
Scatchell and Scatchell	1,11	1,10
Shell Transport	8,35	8,36
Smithkline Beecham	7,14	7,22
Tate and Lyle	4,67	4,64
Unilever Ltd	13,07	13,13
Zeneca	12,45	12,46

## FRANCFORT

Les valeurs du Dax 30	06/02	07/02
Allianz Holding N	2830	2829
BASF AG	351,40	348,80
Bayer AG	43,75	43,75
Boehringer Mannheim	38,32	37,98
Bayer Vereinsbank	43,85	43,70
BMW	820	819,50
Commerzbank	347,30	348
Continental AG	29,95	29,85
Daimler-Benz AG	800,50	801
Deutsche Bank	583	583
Deutsche Bechlo A	127	126,20
Deutsche Bank AG	73,80	73,28
Dresdner Bank AG FR	35,25	35,45
Henkel VZ	384	390
Hoechst AG	448,70	450,30
Merck & Co.	543	570,50
Raiffeisen Holding	472	465,50
Linde AG	885	881
DT. Lufthansa AG	222	221,50
Man AG	442,50	447
Merckmann AG	310,50	308
Messinger AG	47,25	47,50
Porsche AG	430,60	432,80
RWE	57,22	57,20
Schering AG	105,60	103,85
Siemens AG	838,50	835
Thyssen	276,50	275,60
Veba AG	64,90	65,02
Veba AG	636,50	637
Willing AG	768	765

## LES TAUX

PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANCFORT	FRANCFORT
↑	→	→	→	→	→
Jour le jour	OAT 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans	Jour le jour	Bonds 10 ans

## Hausse du Matif

LE CONTRAT notional du Matif a ouvert en hausse, mercredi 7 février. Après quelques minutes de transactions, l'échéance mars gagnait 26 centimes, à 122,16 points. Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,49 %, soit un écart de 0,42 % par rapport à celui du titre d'Etat allemand de même échéance.

La veille, le marché obligataire américain avait ter-

miné la séance en hausse. Le rendement de l'emprunt d'Etat de référence à trente ans s'était détendu de 6,17 % à 6,12 %.

La Banque de France a abaissé d'un seizième de point, à 4,19 %, mercredi matin, le taux de l'argent au jour le jour. Ce geste permet d'envisager une nouvelle réduction du taux des appels d'offres, fixé à 4,05 %, jeudi, à l'issue de la réunion de son conseil.

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,00 %)

Achat	Vente	Achat	Vente
06/02	06/02	07/02	07/02
Jour le jour	4,2500	4,2500	4,2500
1 mois	4,25	4,25	4,25
3 mois	4,25	4,25	4,25
6 mois	4,25	4,25	4,25
1 an	4,25	4,25	4,25
PIBOR FRANCE	4,3500	4,3500	4,3500
Pibor France 1 mois	4,35	4,35	4,35
Pibor France 3 mois	4,35	4,35	4,35
Pibor France 6 mois	4,35	4,35	4,35
Pibor France 9 mois	4,35	4,35	4,35
Pibor France 12 mois	4,35	4,35	4,35
PIBOR ECU	4,6750	4,6750	4,6750
Pibor Ecu 1 mois	4,675	4,675	4,675
Pibor Ecu 3 mois	4,675	4,675	4,675
Pibor Ecu 6 mois	4,675	4,675	4,675
Pibor Ecu 9 mois	4,675	4,675	4,675
Pibor Ecu 12 mois	4,675	4,675	4,675

## MATIF

Échéances 06/02	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
06/02	06/02	06/02	06/02	06/02	06/02
Mars 96	16807	121,50	122,00	121,54	121,50
juin 96	579	121,38	122,38	121,38	122,36
Sept. 96	17	120,78	121,12	120,78	121,04
Déc. 96	—	—	—	—	120,04

## PIBOR 3 MOIS

Mars 96	juin 96	Sept. 96	Déc. 96
2997	95,46	95,50	95,46
9168	95,46	95,50	95,46
3105	95,46	95,48	95,46
3897	95,46	95,48	95,46

## ECU LONG TERME

Mars 96	juin 96
2288	90,30
—	90,36
—	90,40
—	90,72

## CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 06/02	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
06/02	06/02	06/02	06/02	06/02	06/02
Février 96	14788	—	2002	1997	1996
Mars 96	275	2008	2009	1998,50	2002,50
Avril 96	501	2010	2008	2002,50	2002,50
juin 96	107	1982,50	1982,50	1982,50	1981

## LES MONNAIES

US/\$	US/DM	US/¥	DM/¥	£/¥
↘	↗	↗	↘	↗
5,0520	1,4726	105,8000	3,4891	7,7885

## Rebond du dollar et du franc

LE DOLLAR était orienté à la hausse, mercredi 7 février, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,4726 deutschemark, 105,80 yens et 5,07 francs. Les investisseurs ont du mal à mesurer l'impact qu'aura sur l'évolution du dollar le ralentissement de l'économie américaine. Ce ralentissement devrait entraîner une réduction du déficit de la ba-

lance courante des États-Unis, ce qui est favorable à une hausse de la monnaie américaine. Mais il devrait aussi se traduire par une accélération de la baisse des taux directeurs de la Réserve fédérale, ce qui rendra les placements libellés en billet vert moins attractifs. Profitant du rebond du dollar, le franc gagnait du terrain, mercredi matin, face à la monnaie allemande. Il s'inscrivait à 3,4340 francs pour un deutschemark.

## MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 06/02	cours 07/02
Allemagne (100 DM)	349,9100	349,9100
Euro	6,2975	6,2975
États-Unis (100 \$)	5,0520	5,0520
Belgique (100 F)	16,7255	16,7255
Portugal (100 \$)	307,1000	307,1000
Italie (100 \$)	3,2120	3,2120
Danemark (100 kr)	86,8800	86,8800
Irlande (100 \$)	8,0125	8,0125
Grèce (100 \$)	7,7665	7,7665
Grèce (100 \$)	2,0750	2,0750
Suède (100 kr)	72,3700	72,3700
Suisse (100 F)	401,5600	401,5600
Norvège (100 kr)	76,7100	76,7100
Autriche (100 sch)	48,9110	48,9110
Espagne (100 pes)	4,0775	4,0775
Portugal (100 esc)	3,3100	3,3100
Canada 1 dollar ca	3,6729	3,6729
Japon (100 yens)	4,7954	4,7954
Finlande (mark)	111,7500	111,7500

## L'OR

Or fin (1/2 barre)	cours 06/02	cours 07/02
Or fin (1/2 barre)	67500	66500
Once d'Or Londres	414,80	412,30
Pièce française (20F)	390	386
Pièce suisse (20F)	389	383
Pièce Union lat (20F)	390	385
Pièce 20 dollars us	2780	2780
Pièce 10 dollars us	1450	1450
Pièce 50 pesos mex.	2520	2495

## LE PÉTROLE

En dollars	cours 06/02	cours 07/02
Brent (Londres)	16,56	16,56
WTI (New York)	17,52	17,52
Crude Oil (New York)	16,51	16,51

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	06/02	07/02	
Dow-Jones comptant	290,22	288,22	
Dow-Jones à terme	343,21	342,21	
CRB	244,66	244,66	
METALLS (Londres)	dollars/tonne	dollars/tonne	
Cuivre comptant	2568	2568	
Cuivre à 3 mois	2522	2514	
Aluminium comptant	1582,50	1582,50	
Aluminium à 3 mois	1607	1607	
Plomb comptant	762	762	
Plomb à 3 mois	760	760	
Etain comptant	6210	6210	
Etain à 3 mois	6245	6245	
Zinc comptant	1041,50	1039,50	
Zinc à 3 mois	1062	1062	
Nickel comptant	8325	8325	
Nickel à 3 mois	8410	8410	
METALLS (New-York)	dollars/tonne	dollars/tonne	
Argent à terme	5,76	5,76	
Platine à terme			
Palladium	147,50	147,50	
GRAIN, DENRÉES (Chicago)	\$/bushel	\$/bushel	
Blé (Chicago)	5,16	5,16	
Maïs (Chicago)	3,61	3,61	
Grain soja (Chicago)	7,24	7,24	
Tourn. soja (Chicago)	229	229	
GRAIN, DENRÉES (Londres)	£/tonne	£/tonne	
P. de terre (Londres)	200	200	
Orge (Londres)	112,25	112,25	
SOFTS			
Café (New-York)	7267	7267	
Café (Londres)	1990	1990	
Sucre (New-York)	19,83	19,83	
OR, DENRÉES, AGRIUMES	\$/ounce	\$/ounce	
Coton (New-York)	0,85	0,85	
Or d'orange (New-York)	1,21	1,21	







## AUJOURD'HUI

SPORTS

**AUTOMOBILISME** L'absence du Rallye Monte-Carlo du championnat du monde 1996, qui commence le 9 février en Suède, a ravivé la polémique au sein du

monde automobile à propos de l'hébergement de la formule 1 sur les autres formes de compétitions. ● MAX MOSLEY, président de la Fédération internationale de l'auto-

mobile, nous explique comment la FIA compte rendre plus médiatique, à partir de 1997, un championnat des rallyes « qui en est resté sur ce qu'était la F1 il y a vingt ans ».

● PEU DE NOUVEAUTÉS réglementaires et techniques pour la saison de F1 qui débutera en Australie, le 10 mars. Elle promet en revanche d'être une des plus passionnantes

de ces dix dernières années sur le plan sportif. D'ici là, la justice italienne aura rendu vraisemblablement ses conclusions sur la mort d'Ayrton Senna.

## Les rallyes veulent rattraper le succès médiatique de la formule 1

« Nous souhaitons offrir des courses tout au long de l'année aux passionnés d'automobile », nous déclare Max Mosley, président de la Fédération internationale, qui prépare pour 1997 une refonte du championnat du monde

LONDRES

de notre envoyé spécial  
Max Mosley est un homme très occupé. Le président de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) court d'un rallye à une présentation d'un nouveau modèle de Formule 1, comme ce fut le cas, lundi 5 février à Taormina (Sicile) avec Benetton et Renault. Il se doit d'être partout pour montrer l'intérêt de la FIA pour toutes les formes de compétition automobile. Car il sait que le succès hégémonique de la F1 suscite des égoïsmes. Le rallye Monte-Carlo n'était pas au calendrier du championnat du monde qui commence vendredi 9 février en Suède. Certains y ont vu la volonté de la FIA de valoriser encore un peu plus la saison de formule 1 qui s'ouvrira le 10 mars, à Melbourne. Max Mosley nous explique comment il compte opérer un réajustement entre la F1 et les autres formes de compétition automobile.

● L'avenir du Monte-Carlo  
« La seule question est de savoir si le plus vieux rallye du monde peut s'adapter aux règlements de la FIA. Il ne faut pas qu'une seule épreuve du championnat du monde oblige les écuries à des investissements supplémentaires. Nous devons cependant trouver un terrain d'entente avec l'Automobile club de Monaco, comme nous l'avons fait pour le Grand

Prix. Nous préserverons la tradition du « Monte-Carlo » comme les épreuves spéciales en Ardèche. Les organisateurs devront cependant faire des efforts sur le parc d'assistance unique.



MAX MOSLEY

● Le championnat du monde des rallyes  
« La formule actuelle, dont c'est la dernière saison, ne peut pas être considérée comme un échec. Nous avons quatre marques capables de classer leurs voitures en quelques secondes, avec des pilotes venus du monde entier. Le poids des reconnaissances nous a seulement obligés à réduire le nombre de rallyes et à instaurer un système d'alternance dont plus personne ne veut aujourd'hui. En 1997, le nouveau règlement va ouvrir la porte à de nombreux constructeurs. Les épreuves se-

ront plus nombreuses, spécialement en Asie, où les grandes marques automobiles connaissent une croissance à deux chiffres. Nous allons essayer de rendre les rallyes aussi compréhensibles au grand public que l'est aujourd'hui la F1. Avec seize épreuves dans l'année, le calendrier va être moins cahotique. Les classements vont être plus simples. Nous allons améliorer la communication d'un championnat qui en est resté sur ce qu'était la F1 il y a vingt ans.

● Le calendrier des épreuves  
« Le devoir de la FIA est d'offrir des courses tout au long de l'année aux passionnés d'automobile. Des chaînes de télévision spécialisées les réclameront bientôt. Avec les rallyes du nouveau championnat du monde, nous aurons seize événements à diffuser, en plus des seize Grands Prix de F1. Il faudra en inventer d'autres.

● La sécurité des rallyes  
« La FIA ne peut pas accepter de mettre en péril le sport automobile à cause des excès observés sur certains rallyes. Nous avons mis cette année les organisateurs devant leurs responsabilités. Nous surveillons les parcours avec un hélicoptère. La FIA pourrait exclure une épreuve du championnat du monde si toutes les précautions n'y sont pas prises pour préserver la sécurité des spectateurs.

● La saison de formule 1

« Tous les éléments sont en place pour qu'elle soit la plus passionnante depuis une dizaine d'années. Les cartes ont été redistribuées entre les pilotes. Cinq ou six écuries ont les moyens de se battre pour la victoire. Il faudra seulement attendre 1997 pour voir d'autres Grands Prix en Asie, et peut-être en Chine qui est en train de construire un circuit près de Macao.

● Les nouveautés

« Le règlement a été peu modifié. Les ingénieurs n'ont cependant pu garder que moins de 10 % des 3 500 pièces qui constituaient leurs modèles de l'an dernier. Les aménagements portent une nouvelle fois sur l'amélioration de la sécurité, car les performances des voitures continuent à augmenter. Si la FIA ne fait rien, elles gagneront une à deux secondes par tour chaque année. Nous réfléchissons avec les constructeurs sur un programme quinquennal pour gérer cette amélioration des performances dans des limites raisonnables. C'est ainsi que nous leur avons demandé de faire des propositions pour qu'on mette un terme aux dépenses sur les systèmes de freinage. Les freins en carbone nivelent les différences entre les pilotes, diminuent l'intérêt des courses en empêchant les dépassements.

● L'affaire Senna

« La justice italienne suit son cours. Il lui faut un coupable après les morts tragiques en 1995, sur le circuit d'Imola, d'Ayrton Senna et de Roland Ratzenberger. Des écuries risquent d'être interdites sur le sol italien, comme cela a été le cas dans le passé. La conclusion de ces enquêtes peuvent créer une émotion passagère, mais ne devraient pas être trop négatives pour l'image de la F1. Nous n'avons aucune raison d'ajouter d'autres sanctions à celles qui pourraient être prises. Il y a des risques inhérents à la F1, et de temps en temps la malchance conduit au drame.

● Les boîtes noires

« Indépendamment des suites du drame d'Imola, la FIA estime qu'elle peut permettre d'éviter que certains incidents se produisent. Des « boîtes noires » systématiquement installées sur les voitures, même pendant des essais privés, nous permettraient d'établir une banque de données sur toutes les causes possibles de sorties de route. Nous pourrions ainsi améliorer certains circuits, et proposer des aménagements sur les voitures.

● L'argent

« Une grande écurie a besoin de 300 millions de francs par an, mais elle obtient en échange d'énormes retombées dans les médias. Une

petite écurie doit dépenser au moins 60 millions de francs, et on parlera rarement d'elle. Il faudrait donc améliorer le système de redistribution de l'argent généré par la F1. Les droits de télévision par exemple, qui sont encore gérés par une règle mise en place quand il y avait peu de voitures sur le plateau. Il faut se poser la question, y compris avec les directeurs d'écurie qui ont su devenir grands comme Frank Williams et Eddie Jordan.

● Les grandes marques

« Elles ne sont pas indispensables : la F1 n'a fonctionné pratiquement qu'avec Ferrari et Cosworth dans les années 70. Mais elles apportent aujourd'hui prestige, image, technologie et argent. C'est une partie du succès de la F1 d'avoir réussi à les attirer. Un grand sport mondial a besoin d'argent.

« Il faut simplement faire en sorte que la gestion des problèmes financiers et celle des questions purement sportives soient bien distinctes. Ceci explique pourquoi je suis parfois en désaccord avec Bernie Ecclestone, vice-président chargé de la promotion à la FIA, mais aussi patron de la FOCA, l'association des constructeurs de F1. »

Propos recueillis par  
Christophe de Chenay

### La situation « inédite » du Grand Prix de France

« Les fédérations nationales sont maîtres chez elles, et nous respectons la décision de la FFSA. Mais la situation actuelle, qui voit un circuit choisi (Le Castellet) alors qu'un autre (Magny-Cours) déclare avoir signé un pré-accord avec la FOCA (Association des constructeurs de F1), est inédite. » Max Mosley se refuse pour l'instant à trancher. Le président de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) n'en remet au conseil mondial, qui fixera en juin prochain le calendrier des grands prix 1997. Ce n'est qu'à cette date que le choix définitif en faveur du Castellet sera effectué pour les années 1997 à 2001. Ce circuit devra auparavant avoir rempli les exigences techniques et financières imposées par le règlement, avant la date du 25 février 1996. Elles concernent notamment des aménagements de la piste pour répondre aux normes de sécurité, et une remise à neuf de la salle de presse. Jean-Marie Balestre, le président de la Fédération française du sport automobile (FFSA), avait expliqué au journal L'Équipe du samedi 3 février les raisons de ce duel fratricide entre les deux circuits par « la volonté du comité directeur français d'affirmer son indépendance. Et son irritation devant le pouvoir considérable que la FIA concède à la FOCA et à son président, Bernie Ecclestone ».

### Les menaces pour Williams du dossier Senna

L'AFFAIRE tourne à l'interminable feuilleton. Rumeurs en provenance d'Allemagne, bruits en Italie : l'issue de l'enquête sur les circonstances de la mort d'Ayrton Senna occupera régulièrement les pages des journaux. Pourtant, plus de vingt et un mois après l'accident qui a coûté la vie au triple champion du monde brésilien sur le circuit d'Imola, le 1<sup>er</sup> mai 1994, le juge Maurizio Passarini n'a toujours pas rendu publiques les conclusions de son enquête. Les causes de la défaillance de la Williams-Renault de Senna sont connues. Elles sont à la fois techniques et humaines. La rupture de la colonne de direction, dès le septième tour du Grand Prix de Saint-Marin, a été provoquée par la modification, par scotch et soudure, que lui avaient fait subir les techniciens de l'écurie franco-anglaise. Cette constatation pourrait provoquer l'inculpation pour homicide involontaire des deux propriétaires de l'équipe,

Frank Williams et Patrick Head, ainsi que celle de plusieurs mécaniciens. Aux termes de la loi italienne, leur mise en cause entraînerait le renvoi devant le tribunal d'Imola. Selon l'article 689 du code pénal, ils pourraient risquer une peine de prison allant de six mois à cinq ans, éventuellement assortie de sursis.

LE PRÉCÉDENT LOTUS

Les difficultés de Williams ne s'arrêteraient pas là. Si l'écurie franco-britannique devait être reconnue coupable, la compagnie d'assurances auprès de laquelle Ayrton Senna avait souscrit un contrat-vie pourrait se retourner contre elle et exiger des dommages et intérêts si lourds qu'ils pourraient menacer son existence même. La participation de Williams aux Grands Prix de Saint-Marin et de Monza, deux circuits italiens, pourrait par ailleurs être remise en cause.

Toutefois, selon notre correspondant en Italie Salvatore Aloise, le parquet d'Imola a démenté l'imminence d'une décision du juge Passarini. Le magistrat n'aura de toute façon à statuer que sur les suites à donner au dossier : non-lieu ou renvoi des personnes mises en cause devant le tribunal. Dans un passé récent, trois autres affaires du même type n'ont pas abouti devant la justice. La plus marquante eut lieu en 1970. Le pilote autrichien Jochen Rindt, sur Lotus, s'était tué lors des essais du Grand Prix d'Italie. L'année suivante, sous le coup d'une enquête, l'écurie n'avait pas engagé officiellement de voiture à Monza. En signe de solidarité, les autres équipes du championnat de monde avaient menacé de boycotter la course italienne en 1973. Les poursuites contre Lotus avaient alors été mises entre parenthèses.

P. Ce.

### Le XV de France change pour retrouver du mouvement

« IL FAUT FAIRE avec ce que l'on a. » La phrase lâchée un soir de salle de réunion contre l'Écosse, samedi 3 février à Edimbourg, en dit long sur le découragement de Jean-Claude Skrela. C'était aussi une marque de lucidité de la part de l'entraîneur du XV de France. Pour mettre en œuvre le jeu de mouvement qu'il préconise, celui-ci ne dispose pas de la longue liste de noms dont bénéficient certains de ses collègues de l'hémisphère Sud, plus richement dotés.

Les joueurs français adeptes du rugby complet ne sont pas légion parce que, pendant des années, une autre culture a été au pouvoir, parce que beaucoup des clubs de l'élite se refusent à laisser emporter leur tradition dans la nouvelle vague lancée par Skrela.

QUATRE NOUVEAUX

A l'heure de reconstruire sur les décombres de la défaite en Écosse, le comité de sélection a bien dû en tenir compte. Le choix était forcément limité. L'équipe de France vit à l'heure du changement. Elle n'a pas les moyens de s'offrir une révolution. Au bout du compte, il n'y aura donc que quatre nouveaux : Guy Accoceberry, un revenant, et trois débutants, Frank Tournairé (Narbonne), Richard Castel (Toulouse) et Olivier Campan (Agen). Ces choix procèdent en tout cas d'une logique qui semble désormais clairement mise en avant. Les joueurs qui s'apprennent à revêtir

le maillot bleu contre l'Irlande, le 17 février au Parc des Princes, répondent aux mêmes caractéristiques. Ils vont vite, quel que soit leur poste, et sont réputés habiles manieurs de ballon.

Le même raisonnement a sans doute présidé à l'éviction de Michel Périé, Olivier Merle, Philippe Carboneau et Alain Penaud. Face aux séquences de rugby total produites à Murrayfield par les Écossais, ils se sont montrés lourds, empruntés, maladroits. Merle, deuxième ligne de puissance et de force, paie également son indisciplinerie. Lors de la rencontre, le joueur de Montferrand avait reçu un carton jaune. Avant la partie, il s'était engagé dans une polémique avec André Herrero, le patron du comité de sélection.

Le cas de Philippe Carboneau ne relève que du jeu. Jamais il n'a pesé sur le match. Le trois-quarts centre de Toulouse n'a pas su ou pas pu s'improviser demi de mêlée du XV de France. La comparaison était trop rude face à l'énigmatique Bryan Redpath. Guy Accoceberry, très satisfait de son rappel, a souligné que Bégès, son club, avait choisi de pratiquer le rugby défendu par Skrela. Il espère ainsi faciliter son intégration.

Le maintien de Laurent Cabannes peut-il avoir une autre justification que ce désir éperdu de jeu complet ? A Edimbourg, le troisième ligne parisien a montré qu'il était à court de forme. Dans le fond de l'air frais de l'hiver

écossais, il trottoit plus qu'il ne courait. On était passé à l'impensable cavalier de la Coupe du monde sud-africaine, le chasseur d'essais toujours volontaire pour porter assistance au brio d'une attaque ? Seulement voilà : la joueur du Racing n'a pas d'équivalent connu dans ce registre si nécessaire au rugby de mouvement. Jean-Claude Skrela attend de son association avec le jeune Toulousain Richard Castel un supplément de dynamisme. Tout comme il espère du passage de Thomas Castaignède à l'ouverture un surcroît de vivacité dans les lancements d'attaques.

MANQUE DE PROFESSIONNALISME

Le match France-Irlande au Parc des Princes ressemble à une occasion en or de rachat. Le XV tricolore y affrontera l'équipe présumée la plus faible du Tournoi. Placée sous la responsabilité d'un entraîneur néo-zélandais, elle s'efforce, elle aussi, de réhabiliter le jeu de mouvement. Dans cette configuration, comment ne pas imaginer les Français avides de tenter, de risquer, bref d'écouter enfin les consignes de Jean-Claude Skrela ? Après avoir revu le match Écosse-France au magnétoscope, celui-ci s'était laissé aller à un coup de colère. Il avait appelé les joueurs à un sursaut, avait stigmatisé leur manque de professionnalisme. Il attend maintenant que les partants contre l'Irlande fassent au moins

un premier pas convaincant vers un jeu plus complet. Même s'il sait, au vu de l'adversaire, qu'il sera sans doute hasardeux d'en tirer de probantes conclusions.

Pascal Ceaux

● La composition de l'équipe de France

est la suivante : 15. Jean-Luc Sadourny - 14. Emilie Ntamack - 13. Thierry Lacroix - 12. Olivier Campan - 11. Philippe Saint-André (cap.) - (10) Thomas Castaignède, (9) 9. Guy Accoceberry - 7. Laurent Cabannes, 8. Fabien Pelous, 6. Richard Castel - 5. Olivier Roumat, 4. Abdelatif Benazzi - 3. Frank Tournairé, 2. Jean-Michel Gonzalez, 1. Christian Califano.

### RÉSULTATS

BASKET-BALL

Coupe d'Europe des clubs (meilleur)  
Demi-finales aller  
Dynamo Moscou (Rus)-Vizor (Esp) 87-98  
Jaegers (Dan)-PAC-Salomon (Gre) 76-83

FOOTBALL

Championnats de France D1  
28<sup>e</sup> journée (match aller)  
Lens-Lille 1-1  
Super Coupe d'Europe  
(match aller)  
Real Saragossa-Alaj Amsterdam 1-1

SKI NORDIQUE

Championnats du monde de biathlon  
Épreuve par équipes (femmes)  
1. Allemagne - 2. Ukraine - 3. France (Emmanuelle Claret, Anne Briand, Florence Baverel, Corinne Nogret) - 4. Biélorussie - 5. États-Unis.

### Championnats du monde de biathlon : deuxième médaille pour les Françaises

APRÈS LA VICTOIRE d'Emmanuelle Claret sur 15 km, samedi 3 février, les biathlètes françaises ont pris, mardi 6 février, la médaille de bronze dans l'épreuve par équipes des championnats du monde à Ruhpolding (Allemagne). Elles terminent à trois secondes des Ukrainiennes et à un peu plus d'une minute des Allemandes. En tête pendant une partie de la course grâce à deux « sans faute » d'Emmanuelle Claret et d'Anne Briand-Bouthiaux au tir couché, les Françaises ont ensuite écopé de trois pénalités au tir debout assuré par Florence Baverel et Corinne Nogret. Francis Mouglet, leur entraîneur, s'avoue néanmoins très satisfait : « Nous avons le même tableau de marche que l'année dernière, avec une victoire après la première épreuve individuelle et une médaille par équipes. Je crois que les filles, un peu vexées d'avoir laissé échapper la médaille d'argent pour trois secondes, seront très revanchardes pour le relais samedi. Je n'ai jamais vu une équipe aussi soudée et aussi motivée et je m'attends aussi à une belle performance jeudi sur le sprint (7,5 km), dont Anne Briand détient le titre. » En 1995, aux championnats du monde d'Anterselva (Italie), la France s'était adjugé un total de huit médailles dont trois d'or dans les épreuves individuelles.

● TENNIS : Arnaud Boetsch a déclaré forfait pour la rencontre de Coupe Davis qui opposera la France au Danemark à Besançon du vendredi 9 au dimanche 11 février. Fiévreux et souffrant depuis une semaine d'une fatigue générale, Boetsch avait également renoncé au tournoi de Zagreb. Le Français reconnaît qu'il n'a pas préparé son début de saison comme il aurait dû. Yannick Noah, le capitaine de l'équipe de France, a fait appel à Jean-Philippe Fleurian pour aider Cédric Pioline, Guillaume Raoux et Guy Forget.

● FOOTBALL : le ministre de la jeunesse et des sports, Guy Drut, a plaidé pour la présence d'un club résident au Stade de France à Saint-Denis, mardi 6 février, lors de l'inauguration du pavillon d'accueil de l'enceinte sportive qui abritera plusieurs matches de la Coupe du monde 1998. « Vous pouvez compter sur moi pour attirer ici un club résident. Je le crois sincèrement : il y a place pour au moins deux grands clubs en Ile-de-France. Nous ne sommes pas plus idiots que les Anglais, Espagnols, Allemands et Italiens », a notamment déclaré le champion olympique du 110 m haies à Montréal.

DEMARCHE  
D'EMBA...

ROSSIERS  
& DOCUMENTS

L'INÉVITABLE RÉPONSE  
DU SYSTÈME DE SANTÉ

GALOP VALENTI  
DES MÉGAPOLIS

INFORMATION...  
002 19781 ALAIN... ET...



REPRODUCTION INTERDITE

# LE MONDE DES CARRIÈRES

**L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE**  
(EPFL)  
met au concours pour son  
Département de  
mathématiques un poste de  
Professeur en Analyse  
appliquée.  
Les lettres d'enseignement  
comprendront des cours de  
base comme des cours  
avancés destinés aux  
ingénieurs de différentes  
sections de l'EPFL. Un tel  
intérêt pour l'enseignement et  
des lettres de communication  
sont demandés.  
On attend des candidatures qui  
répondent d'excellents niveaux et  
interdisciplinaires, dans un ou  
plusieurs domaines de l'analyse  
appliquée. L'EPFL attache une  
grande importance à ce que  
les activités de ce professeur  
se développent en interaction  
avec des branches d'ingénierie  
comme par exemple la  
mécanique, les systèmes de  
communication ou  
l'informatique. Les candidats  
doivent avoir des études  
confirmées à la recherche et à  
la direction de projets de haut  
niveau.  
Les candidatures intéressées  
sont vivement encouragées.  
Délai d'inscription: 31 mai 1996.  
Envoyer en fonction: à comment:  
Les personnes intéressées  
voudront bien demander par  
avant la formule de candidature  
à la Présidence de l'École  
polytechnique fédérale  
de Lausanne, CE - Ecublens,  
1015 Lausanne, Suisse.

**CH. AGENT COMMERCIAL**  
Né, sup. lat. postulat  
pour coll. Fonct. longue  
éss. sup. coll. inv. lat.  
Tél.: (14) 79-53-0671

**AGENCE D'URBANISME**  
DE LA RÉGION ANGOULÊME  
83, rue de Mail  
49100 - ANGERS  
Recherche  
pour compléter son équipe  
d'urbanistes.

**UN ARCHITECTE**  
URBANISTE DPLG  
(P.V.)  
Exp. dans le domaine  
des études d'urbanisme et  
d'aménagement d'industrialisation.

"Ad. les candidatures par  
fax au 01 41-56-75-05  
AVANT LE 30 FÉVRIER 1996.

## DEMANDES D'EMPLOI

**DIRECTRICE ADM. ET P.F.**  
10 ans d'exp. niveau 1, n°  
S.G., C.G., R.H., aptitude ma-  
nagement, gestion, organi-  
sation, rédaction, etc.  
Tél.: (1) 43-28-23-87 - fax:  
(1) 43-28-23-87 - fax:

**FEMME CADRE 46 ANS**  
20 ans d'expérience technique  
cherche poste stable  
Paris - région parisienne  
Tél.: 37-46-19-66

Conseil, format. en l'ém. sup.  
15 ans d'exp. l'ém. sup.  
propos. en entreprises  
savoir-faire et méthodes  
uniques d'analyse de  
problèmes, services  
et conseils.  
Bor.: LE MONDE PUBLICITÉ  
sous N° 8900  
133, av. Champagne-Elise  
75009 PARIS CEDEX 09

Ass. export, négoce inter-  
nat. exp. adm. ventes int. et  
ext. exp. adm. et ext. int.  
16 ans exp. Tél.: (1) 42-93-68-03

# SOCIÉTÉ D'ÉTUDES

**SCONCHISTES**  
Recherche pour vocations  
SCONCHISTES  
Profil: DSA, douant,  
écoles de commerce,  
Env. lettres de motivation  
et CV à EE,  
61 rue de la République  
75001 PARIS.

**SOCIÉTÉ DE TRADUCTION**  
technique  
recherche

**TRADUCTEURS TECHNIQUES**  
CONFIRMÉS

traducteurs de l'anglais vers le  
FRANÇAIS,  
ITALIEN,  
ALLEMAND  
et l'ESPAGNOL  
(la langue d'origine)  
Envoyer CV et candidatures  
à l'adresse Poin  
DAT  
1, allée Gervais, 91120 Palaiseau

**SOCIÉTÉ D'AVOCATS PARIS**  
Avocats juridiques  
et judiciaires, recherche

**COLLABORATEUR**  
DROIT SOCIAL

DEA CH. DESSE  
Expérience minimum 3 années  
Paris à pourvoir rapidement.

**CHEF COMPTABLE**  
30-35 ans environ, diplôme ex-  
pert comptable ou équivalent. Sait  
activer comptable et enregistre-  
ment 5 pers. (comptabilité +  
poste). Intégrité, sérieux, idéalisme de  
travail, gestion, bilan, évaluation.  
Merci d'adresser CV,  
photo, lettre manuscrite à:  
ENVIRONNEMENT SA  
111, boulevard Robespierre,  
75001 Paris.

Avril de nouveaux  
Centres de gestion 58 de la fon-  
ction publique territoriale, organise  
le 24-04-1996, concours sur deux  
matières.

**D'INFIRMIER**  
1 poste, bureau de 01-02, 03, 04,  
05, 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13,  
14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22,  
23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31,  
32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40,  
41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49,  
50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58,  
59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67,  
68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76,  
77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85,  
86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94,  
95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102,  
103, 104, 105, 106, 107, 108, 109,  
110, 111, 112, 113, 114, 115, 116,  
117, 118, 119, 120, 121, 122, 123,  
124, 125, 126, 127, 128, 129, 130,  
131, 132, 133, 134, 135, 136, 137,  
138, 139, 140, 141, 142, 143, 144,  
145, 146, 147, 148, 149, 150, 151,  
152, 153, 154, 155, 156, 157, 158,  
159, 160, 161, 162, 163, 164, 165,  
166, 167, 168, 169, 170, 171, 172,  
173, 174, 175, 176, 177, 178, 179,  
180, 181, 182, 183, 184, 185, 186,  
187, 188, 189, 190, 191, 192, 193,  
194, 195, 196, 197, 198, 199, 200,  
201, 202, 203, 204, 205, 206, 207,  
208, 209, 210, 211, 212, 213, 214,  
215, 216, 217, 218, 219, 220, 221,  
222, 223, 224, 225, 226, 227, 228,  
229, 230, 231, 232, 233, 234, 235,  
236, 237, 238, 239, 240, 241, 242,  
243, 244, 245, 246, 247, 248, 249,  
250, 251, 252, 253, 254, 255, 256,  
257, 258, 259, 260, 261, 262, 263,  
264, 265, 266, 267, 268, 269, 270,  
271, 272, 273, 274, 275, 276, 277,  
278, 279, 280, 281, 282, 283, 284,  
285, 286, 287, 288, 289, 290, 291,  
292, 293, 294, 295, 296, 297, 298,  
299, 300, 301, 302, 303, 304, 305,  
306, 307, 308, 309, 310, 311, 312,  
313, 314, 315, 316, 317, 318, 319,  
320, 321, 322, 323, 324, 325, 326,  
327, 328, 329, 330, 331, 332, 333,  
334, 335, 336, 337, 338, 339, 340,  
341, 342, 343, 344, 345, 346, 347,  
348, 349, 350, 351, 352, 353, 354,  
355, 356, 357, 358, 359, 360, 361,  
362, 363, 364, 365, 366, 367, 368,  
369, 370, 371, 372, 373, 374, 375,  
376, 377, 378, 379, 380, 381, 382,  
383, 384, 385, 386, 387, 388, 389,  
390, 391, 392, 393, 394, 395, 396,  
397, 398, 399, 400, 401, 402, 403,  
404, 405, 406, 407, 408, 409, 410,  
411, 412, 413, 414, 415, 416, 417,  
418, 419, 420, 421, 422, 423, 424,  
425, 426, 427, 428, 429, 430, 431,  
432, 433, 434, 435, 436, 437, 438,  
439, 440, 441, 442, 443, 444, 445,  
446, 447, 448, 449, 450, 451, 452,  
453, 454, 455, 456, 457, 458, 459,  
460, 461, 462, 463, 464, 465, 466,  
467, 468, 469, 470, 471, 472, 473,  
474, 475, 476, 477, 478, 479, 480,  
481, 482, 483, 484, 485, 486, 487,  
488, 489, 490, 491, 492, 493, 494,  
495, 496, 497, 498, 499, 500, 501,  
502, 503, 504, 505, 506, 507, 508,  
509, 510, 511, 512, 513, 514, 515,  
516, 517, 518, 519, 520, 521, 522,  
523, 524, 525, 526, 527, 528, 529,  
530, 531, 532, 533, 534, 535, 536,  
537, 538, 539, 540, 541, 542, 543,  
544, 545, 546, 547, 548, 549, 550,  
551, 552, 553, 554, 555, 556, 557,  
558, 559, 560, 561, 562, 563, 564,  
565, 566, 567, 568, 569, 570, 571,  
572, 573, 574, 575, 576, 577, 578,  
579, 580, 581, 582, 583, 584, 585,  
586, 587, 588, 589, 590, 591, 592,  
593, 594, 595, 596, 597, 598, 599,  
600, 601, 602, 603, 604, 605, 606,  
607, 608, 609, 610, 611, 612, 613,  
614, 615, 616, 617, 618, 619, 620,  
621, 622, 623, 624, 625, 626, 627,  
628, 629, 630, 631, 632, 633, 634,  
635, 636, 637, 638, 639, 640, 641,  
642, 643, 644, 645, 646, 647, 648,  
649, 650, 651, 652, 653, 654, 655,  
656, 657, 658, 659, 660, 661, 662,  
663, 664, 665, 666, 667, 668, 669,  
670, 671, 672, 673, 674, 675, 676,  
677, 678, 679, 680, 681, 682, 683,  
684, 685, 686, 687, 688, 689, 690,  
691, 692, 693, 694, 695, 696, 697,  
698, 699, 700, 701, 702, 703, 704,  
705, 706, 707, 708, 709, 710, 711,  
712, 713, 714, 715, 716, 717, 718,  
719, 720, 721, 722, 723, 724, 725,  
726, 727, 728, 729, 730, 731, 732,  
733, 734, 735, 736, 737, 738, 739,  
740, 741, 742, 743, 744, 745, 746,  
747, 748, 749, 750, 751, 752, 753,  
754, 755, 756, 757, 758, 759, 760,  
761, 762, 763, 764, 765, 766, 767,  
768, 769, 770, 771, 772, 773, 774,  
775, 776, 777, 778, 779, 780, 781,  
782, 783, 784, 785, 786, 787, 788,  
789, 790, 791, 792, 793, 794, 795,  
796, 797, 798, 799, 800, 801, 802,  
803, 804, 805, 806, 807, 808, 809,  
810, 811, 812, 813, 814, 815, 816,  
817, 818, 819, 820, 821, 822, 823,  
824, 825, 826, 827, 828, 829, 830,  
831, 832, 833, 834, 835, 836, 837,  
838, 839, 840, 841, 842, 843, 844,  
845, 846, 847, 848, 849, 850, 851,  
852, 853, 854, 855, 856, 857, 858,  
859, 860, 861, 862, 863, 864, 865,  
866, 867, 868, 869, 870, 871, 872,  
873, 874, 875, 876, 877, 878, 879,  
880, 881, 882, 883, 884, 885, 886,  
887, 888, 889, 890, 891, 892, 893,  
894, 895, 896, 897, 898, 899, 900,  
901, 902, 903, 904, 905, 906, 907,  
908, 909, 910, 911, 912, 913, 914,  
915, 916, 917, 918, 919, 920, 921,  
922, 923, 924, 925, 926, 927, 928,  
929, 930, 931, 932, 933, 934, 935,  
936, 937, 938, 939, 940, 941, 942,  
943, 944, 945, 946, 947, 948, 949,  
950, 951, 952, 953, 954, 955, 956,  
957, 958, 959, 960, 961, 962, 963,  
964, 965, 966, 967, 968, 969, 970,  
971, 972, 973, 974, 975, 976, 977,  
978, 979, 980, 981, 982, 983, 984,  
985, 986, 987, 988, 989, 990, 991,  
992, 993, 994, 995, 996, 997, 998,  
999, 1000, 1001, 1002, 1003, 1004,  
1005, 1006, 1007, 1008, 1009, 1010,  
1011, 1012, 1013, 1014, 1015, 1016,  
1017, 1018, 1019, 1020, 1021, 1022,  
1023, 1024, 1025, 1026, 1027, 1028,  
1029, 1030, 1031, 1032, 1033, 1034,  
1035, 1036, 1037, 1038, 1039, 1040,  
1041, 1042, 1043, 1044, 1045, 1046,  
1047, 1048, 1049, 1050, 1051, 1052,  
1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058,  
1059, 1060, 1061, 1062, 1063, 1064,  
1065, 1066, 1067, 1068, 1069, 1070,  
1071, 1072, 1073, 1074, 1075, 1076,  
1077, 1078, 1079, 1080, 1081, 1082,  
1083, 1084, 1085, 1086, 1087, 1088,  
1089, 1090, 1091, 1092, 1093, 1094,  
1095, 1096, 1097, 1098, 1099, 1100,  
1101, 1102, 1103, 1104, 1105, 1106,  
1107, 1108, 1109, 1110, 1111, 1112,  
1113, 1114, 1115, 1116, 1117, 1118,  
1119, 1120, 1121, 1122, 1123, 1124,  
1125, 1126, 1127, 1128, 1129, 1130,  
1131, 1132, 1133, 1134, 1135, 1136,  
1137, 1138, 1139, 1140, 1141, 1142,  
1143, 1144, 1145, 1146, 1147, 1148,  
1149, 1150, 1151, 1152, 1153, 1154,  
1155, 1156, 1157, 1158, 1159, 1160,  
1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166,  
1167, 1168, 1169, 1170, 1171, 1172,  
1173, 1174, 1175, 1176, 1177, 1178,  
1179, 1180, 1181, 1182, 1183, 1184,  
1185, 1186, 1187, 1188, 1189, 1190,  
1191, 1192, 1193, 1194, 1195, 1196,  
1197, 1198, 1199, 1200, 1201, 1202,  
1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208,  
1209, 1210, 1211, 1212, 1213, 1214,  
1215, 1216, 1217, 1218, 1219, 1220,  
1221, 1222, 1223, 1224, 1225, 1226,  
1227, 1228, 1229, 1230, 1231, 1232,  
1233, 1234, 1235, 1236, 1237, 1238,  
1239, 1240, 1241, 1242, 1243, 1244,  
1245, 1246, 1247, 1248, 1249, 1250,  
1251, 1252, 1253, 1254, 1255, 1256,  
1257, 1258, 1259, 1260, 1261, 1262,  
1263, 1264, 1265, 1266, 1267, 1268,  
1269, 1270, 1271, 1272, 1273, 1274,  
1275, 1276, 1277, 1278, 1279, 1280,  
1281, 1282, 1283, 1284, 1285, 1286,  
1287, 1288, 1289, 1290, 1291, 1292,  
1293, 1294, 1295, 1296, 1297, 1298,  
1299, 1300, 1301, 1302, 1303, 1304,  
1305, 1306, 1307, 1308, 1309, 1310,  
1311, 1312, 1313, 1314, 1315, 1316,  
1317, 1318, 1319, 1320, 1321, 1322,  
1323, 1324, 1325, 1326, 1327, 1328,  
1329, 1330, 1331, 1332, 1333, 1334,  
1335, 1336, 1337, 1338, 1339, 1340,  
1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1346,  
1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352,  
1353, 1354, 1355, 1356, 1357, 1358,  
1359, 1360, 1361, 1362, 1363, 1364,  
1365, 1366, 1367, 1368, 1369, 1370,  
1371, 1372, 1373, 1374, 1375, 1376,  
1377, 1378, 1379, 1380, 1381, 1382,  
1383, 1384, 1385, 1386, 1387, 1388,  
1389, 1390, 1391, 1392, 1393, 1394,  
1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400,  
1401, 1402, 1403, 1404, 1405, 1406,  
1407, 1408, 1409, 1410, 1411, 1412,  
1413, 1414, 1415, 1416, 1417, 1418,  
1419, 1420, 1421, 1422, 1423, 1424,  
1425, 1426, 1427, 1428, 1429, 1430,  
1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436,  
1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442,  
1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448,  
1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454,  
1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460,  
1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466,  
1467, 1468, 1469, 1470, 1471, 1472,  
1473, 1474, 1475, 1476, 1477, 1478,  
1479, 1480, 1481, 1482, 1483, 1484,  
1485, 1486, 1487, 1488, 1489, 1490,  
1491, 1492, 1493, 1494, 1495, 1496,  
1497, 1498, 1499, 1500, 1501, 1502,  
1503, 1504, 1505, 1506, 1507, 1508,  
1509, 1510, 1511, 1512, 1513, 1514,  
1515, 1516, 1517, 1518, 1519, 1520,  
1521, 1522, 1523, 1524, 1525, 1526,  
1527, 1528, 1529, 1530, 1531, 1532,  
1533, 1534, 1535, 1536, 1537, 1538,  
1539, 1540, 1541, 1542, 1543, 1544,  
1545, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550,  
1551, 1552, 1553, 1554, 1555, 1556,  
1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562,  
1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568,  
1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1574,  
1575, 1576, 1577, 1578, 1579, 1580,  
1581, 1582, 1583, 1584, 1585, 1586,  
1587, 1588, 1589, 1590, 1591, 1592,  
1593, 1594, 1595, 1596, 1597, 1598,  
1599, 1600, 1601, 1602, 1603, 1604,  
1605, 1606, 1607, 1608, 1609, 1610,  
1611, 1612, 1613, 1614, 1615, 1616,  
1617, 1618, 1619, 1620, 1621, 1622,  
1623, 1624, 1625, 1626, 1627, 1628,  
1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634,  
1635, 1636, 1637, 1638, 1639, 1640,  
1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646,  
1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652,  
1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658,  
1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664,  
1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670,  
1671, 1672, 1673, 1674, 1675, 1676,  
1677, 1678, 1679, 1680, 1681, 1682,  
1683, 1684, 1685, 1686, 1687, 1688,  
1689, 1690, 1691, 1692, 1693, 1694,  
1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700,  
1701, 1702, 1703, 1704, 1705, 1706,  
1707, 1708, 1709, 1710, 1711, 1712,  
1713, 1714, 1715, 1716, 1717, 1718,  
1719, 1720, 1721, 1722, 1723, 1724,  
1725, 1726, 1727, 1728, 1729, 1730,  
1731, 1732, 1733, 1734, 1735, 1736,  
1737, 1738, 1739, 1740, 1741, 1742,  
1743, 1744, 1745, 1746, 1747, 1748,  
1749, 1750, 1751, 1752, 1753, 1754,  
1755, 1756, 1757, 1758, 1759, 1760,  
1761, 1762, 1763, 1764, 1765, 1766,  
1767, 1768, 1769, 1770, 1771, 1772,  
1773, 1774, 1775, 1776, 1777, 1778,  
1779, 1780, 1781, 1782, 1783, 1784,  
1785, 1786, 1787, 1788, 1789, 1790,  
1791, 1792, 1793, 1794, 1795, 1796,  
1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802,  
1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808,  
1809, 1810



## Les nouveaux trains à grande vitesse doivent jongler avec les différents courants européens

L'étonnante hétérogénéité des réseaux ferrés oblige à concevoir des rames capables d'utiliser quatre types d'alimentation

L'ouverture progressive des réseaux ferrés européens aux trains à grande vitesse démontre combien il est difficile aux industriels

de s'y adapter. Si l'écartement des voies, excepté celui de la péninsule ibérique, est un standard utilisé par tous, le plus grand é-

cartement règne dans les domaines de la signalisation et de l'alimentation en électricité des lignes. Conséquences : alors qu'il faut

compter 85 millions de francs pour un TGV Paris-Bruxelles, c'est 125 millions que coûte un Paris-Bruxelles-Cologne-Amsterdam.

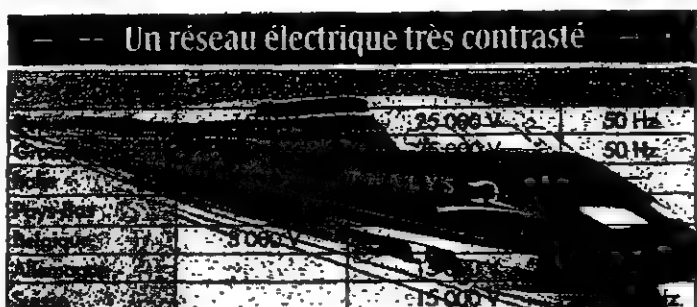
LUNDI 29 janvier, 6 h 58, en gare de Paris-Nord. Les voyageurs pour Bruxelles découvrent les premiers TGV Thalys destinés au réseau nord-européen. Ces trains se distinguent des TGV habituels par leur livrée rouge et leur aménagement intérieur, mais aussi par des modifications de leurs pantographes et de leur pupitre de pilotage. Ces particularités leur permettront d'accéder, à partir du 2 juin, au réseau néerlandais.

L'objectif principal de la SNCF reste cependant de desservir Co-

logne, en septembre 1997, et d'accéder ainsi au réseau allemand. Or l'Allemagne, comme la Suisse, l'Autriche ou la Suède, dispose d'un réseau ferré alimenté en courant alternatif de 15 000 volts à la fréquence de 16 2/3 Hertz. Rien à voir avec le 3 000 volts continu des réseaux belge ou italien, ni avec le 1 500 volts continu des Pays-Bas ou du réseau conventionnel français. Rien à voir, enfin, avec le 25 000 volts alternatif à la fréquence de 50 Hertz qui alimente les nouvelles voies spécialement consacrées, en France et en Espagne, aux TGV.

Face à cette diversité, les industriels n'ont eu qu'un choix : s'adapter. Aussi les motrices des TGV Paris-Cologne seront-elles alimentées par des transformateurs quadricourants et non plus seulement tricourants. Elles disposeront de pantographes adaptés aux différents réseaux. Enfin, et ce n'est pas le moins important, elles devront se plier à la signalisation des quatre pays traversés. Un vrai casse-tête. « A force de superposer les signalisations, nous arrivons à la limite de l'acceptable », avertit Georges Dubot, directeur général de CS Transport, qui fournit les équipements de signalisation.

Pour Gec-Alsthom, ces adaptations ne sont en rien insurmontables. Dès 1981, les TGV Paris-Geneve ont été conçus pour recevoir du 15 000 volts 16 2/3 Hertz, et l'industriel a su compenser la prise de poids due à l'utilisation de ces transformateurs tri et quadricourants par des allègements sur les structures des motrices. Mais ces adaptations sont de plus en plus coûteuses. « Chaque rame du TGV Paris-Bruxelles est revenue à 85 millions de



francs, souligne Pierre Delafosse, chef des projets TGV. Le Thalys tricourant Paris-Amsterdam coûte, lui, 95 millions de francs environ. Mais il faudra déboursier 30 millions de plus pour les Thalys quadricourants !

### MOTRICES POLY-COURANTS

Pendant que les Français sont confrontés au réseau nord-européen, les industriels allemands réunis autour de Siemens ne restent pas inactifs. Entrés assez tard, en 1987, sur le marché de la grande vitesse, ils veulent aujourd'hui lancer leur train vers l'ouest. La troisième génération de leur TGV, l'ICE 2.2 (Inter City Express 2.2), aura lui aussi des motrices poly-courants. Mais il respectera la limite des 17 tonnes à l'essieu des TGV français, alors que l'exploitant allemand, la Deutsche Bahn AG (DBAG), tolère jusqu'à 19 tonnes à l'essieu sur son réseau. Six rames de l'ICE 2.2 ont été commandées par les chemins de fer néerlandais pour la liaison Amsterdam-Cologne-Berlin, dont l'ouverture est prévue en 1998, quelques mois à peine après celle de la liaison TGV Paris-Cologne.

Dans la compétition qui s'est engagée, la SNCF craint de ne pouvoir

profiter à plein de son avance technologique. Pour François Lacôte, directeur du matériel et de la traction, « la France risque d'être pendant longtemps le seul pays qui permette sur ses infrastructures nouvelles des vitesses de l'ordre de 360 à 400 km/h » contre 300 km/h aujourd'hui. En effet la SNCF utilise du 25 000 volts sur ses voies. Or, rappelle M. Lacôte, pour une puissance donnée, les pertes d'énergie par chaleur (effet Joule) sont d'autant plus faibles que l'ampérage est faible et le voltage élevé. C'est dire l'avantage, en terme économique, des voies ferrées alimentées en 25 000 volts. « Il est constant de constater que les pays d'Europe n'arrivent pas à s'accorder sur une vitesse de 300 km/h (certains pays préconisant une vitesse inférieure), alors qu'avec un minimum d'esprit prospectif, c'est sur des vitesses de l'ordre de 350 à 400 km/h que devrait s'inscrire le débat », regrette encore François Lacôte.

Si la Commission de Bruxelles n'a jamais sérieusement envisagé d'imposer aux Européens le modèle français de la grande vitesse, elle rêve de rapprocher les réseaux nationaux. L'impératif d'« interopéra-

bilité » est inscrit dans le traité de Maastricht, et la Commission vient de rédiger une directive « relative à l'interopérabilité du réseau européen de trains à grande vitesse ». Avec ses conseils, les experts de l'Union internationale des chemins de fer (UIC) plaident sur les futures spécifications techniques d'interopérabilité. Mais les responsables de la SNCF regardent cela d'un œil narquois. « Comme Bruxelles n'a pas tranché entre les solutions française et allemande, les rames interopérables de demain seront, disent-ils, toujours quadricourants, comme Thalys. »

André Larané

■ **IMAGES** : la Bibliothèque de France a conclu, lundi 5 février, trois conventions avec l'Institut Pasteur, l'Inserm et l'Orstom, afin de recevoir de ces organismes des collections d'images numérisées que le public pourra visionner. 15 000 nouvelles images s'ajoutent aux 12 000 que l'Observatoire de Paris et le Muséum d'histoire naturelle ont fournies aux départements de la phonothèque et de l'audiovisuel de la Bibliothèque. Cette dernière possédait déjà 30 000 pièces, ce sont à terme 57 000 images numérisées qui seront disponibles.

■ **ESPACE** : le projet de la station spatiale internationale Alpha progresse en dépit des difficultés. Les Américains viennent de faire savoir qu'ils avaient accepté les structures extérieures des deux modules de connexion dont ils ont la charge : Node 1, qui devrait être lancé en novembre 1997, et Node 2, qui sera mis sur orbite en novembre 1998. En décembre 1995, les Russes, arguant de difficultés économiques, avaient souhaité se servir de la station vieillissante Mir comme noyau du projet Alpha, ce qui leur a été refusé par les Américains, les Européens, les Canadiens et les Japonais.

### FUTURS INGÉNIEURS

Vous êtes jeune, vous commencez ou vous poursuivez des études scientifiques de haut niveau, vous connaissez des difficultés, notamment financières, dans le déroulement de vos études et vous faites partie des "meilleurs".

La FONDATION GEORGES BESSE est susceptible de vous aider en vous octroyant une bourse et/ou un parrainage. Elle sélectionne des candidats qui ont obtenu un niveau intellectuel remarquable, de réelles qualités de caractère, puisque son but est de distinguer de jeunes espoirs pour l'industrie française. Les lettres de candidature doivent être envoyées avant le : 31 mars 1996, à l'adresse suivante :

FONDATION  
**GEORGES BESSE**  
BP 25 - 92222 BAGNEUX CEDEX

Sauf exception, cette aide ne s'adresse ni aux créateurs d'entreprises, ni aux chercheurs.

### La science en débat

Conférence autour de l'exposition "Espace"  
jeudi 15 février 1996 à 17 h

L'utilisation de l'espace  
à des fins militaires

Joël Barre, service technique des systèmes stratégiques et spatiaux, Paris.  
Pierre Lorenzi, Centre national d'études spatiales, Paris.  
Bernard Molard, Etat major des armées, Paris.  
Animation : Nicolas Bilhaud, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie  
30, avenue Corentin-Cariou 75019 Paris  
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 72 99

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde IMMOBILIER POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

### LE RENDEZ-VOUS DU NEUF Les opportunités pour acheter, investir...

#### LE MARCHÉ, LES CONSEILS DE LA FNPC



FÉDÉRATION NATIONALE DES PROMOTEURS DE NEUF CONSTRUCTION

#### LA MESURE PERISSOL : UN MECANISME EXCEPTIONNEL D'AMORTISSEMENT FISCAL

La Fédération nationale des promoteurs-construteurs (FNPC) se réjouit de l'adoption d'un mécanisme exceptionnel d'amortissement fiscal destiné à encourager l'investissement locatif des personnes physiques dans le logement neuf.

Novateur, lisible, le dispositif annoncé, qui permettra aux personnes physiques d'amortir 10 % de la valeur du bien pendant les 4 premières

années, devrait constituer une puissante incitation à de nouveaux investissements et entraîner un fort mouvement de construction de logements neufs, dont notre pays a le plus grand besoin.

Le Président de la FNPC, André Antolini, estime que cette disposition pourrait déclencher la construction de 40.000 logements neufs supplémentaires au minimum et générer les emplois et les recettes fiscales correspondants.

<p><b>75 Paris - 2<sup>e</sup> arrdt</b> <b>Montorgueil</b> 58, rue Greneta.</p> <p>Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS Tél.: 45.49.52.52.</p>		<p>De studio à 4 pièces duplex. 25.600 F le m<sup>2</sup> moyen.</p> <p>A 50 mètres de la rue Montorgueil. Au cœur du quartier piéton à proximité des halles et de la place des Victoires, petit immeuble neuf qui conserve, quartier oblige, tout le caractère de la plus haute tradition parisiennaise. Tous les appartements bénéficient de la technologie d'aujourd'hui : isolation, sécurité, et de tout le confort. Livraison 1<sup>er</sup> trimestre 1996. Visitez sur rendez-vous. Tél.: 45.49.52.52.</p>	
<p><b>75 Paris - 2<sup>e</sup> arrdt</b> <b>Vivienne Opéra</b> 49-51, rue Vivienne.</p> <p>Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS Tél.: 45.49.52.52.</p>		<p>De studio à 5 pièces. Prix : sous construction.</p> <p>Au cœur du quartier de la Bourse et de l'Opéra, à quelques pas de Drouot, là où le prestige des arts s'associe au dynamisme des affaires, se dresse l'élégante façade de Vivienne Opéra. 31 appartements, confortables et lumineux, de studio pied-à-terre à l'appartement familial de 5 pièces. Ils sont accessibles par un hall particulièrement raffiné. Visitez sur rendez-vous. Tél.: 45.49.52.52.</p>	

<p><b>75 Paris - 14<sup>e</sup> arrdt</b> <b>Closerie-Montparnasse</b> Rue Froedreich.</p> <p>Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS Tél.: 45.49.52.52.</p>		<p>De studio à 5 pièces, quelques duplex. 27.800 F le m<sup>2</sup> moyen.</p> <p>Une des rues les plus calmes de Montparnasse. Quelques appartements qui ont une vue dégagée sur tout Paris. Livraison : 1<sup>er</sup> trimestre 1997. Rendez-vous et vente : tél. 45.49.52.52.</p>	
<p><b>75 Paris - 14<sup>e</sup> arrdt</b> <b>Proche Alma</b> Avenue du Général Leclerc</p> <p>Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS Tél.: 45.49.52.52.</p>		<p>De 2 pièces à 4 pièces duplex. 24.200 F le m<sup>2</sup> moyen.</p> <p>Dans le quartier animé et agréable d'Alma, 4 appartements en duplex bénéficient d'une vue dégagée. Livraison : 1<sup>er</sup> trimestre 1997. Rendez-vous et vente : tél. 45.49.52.52.</p>	
<p><b>75 Paris - 20<sup>e</sup> arrdt</b> <b>Villa Gambetta</b> Appartement témoin</p> <p>Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS Tél.: 45.49.52.52.</p>		<p>De studio à 4 pièces duplex. 20.000 F le m<sup>2</sup> moyen.</p> <p>Studio à 200 m de la place Clemenceau et de son métro et à quelques pas seulement de la rue des Pyrénées, la Villa Gambetta vous propose une grande diversité d'appartements de caractère, souvent prolongés de terraces, balcons ou jardins. Bureau de vente et appartement témoin ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h, sauf le mardi et le mercredi. Tél.: 45.49.52.52.</p>	
<p><b>78 Maisons-Laffitte</b> <b>Les Villas Longueil</b> Avenue de Longueil.</p> <p>Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS Tél.: 45.49.52.52.</p>		<p>De studio à 5 pièces. 19.100 F le m<sup>2</sup> moyen.</p> <p>Une diversité d'appartements de qualité sur avenue aux caractéristiques bordées d'arbres ou sur jardin. Une des plus belles adresses de Maisons-Laffitte à 150 m. du RER, du Parc et à quelques pas de la forêt de Saint-Germain. Bureau de vente sur place : 29, avenue de Longueil, 78600 Maisons-Laffitte, ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h, sauf le mardi et le mercredi. Visitez sur rendez-vous. Tél.: 45.49.52.52.</p>	
<p><b>95 Enghien-les-Bains</b> <b>Villa Nymphéa</b> Face sur le Lac d'Enghien.</p> <p>Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS Tél.: 45.49.52.52.</p>		<p>De studio à 5 pièces. 24.400 F le m<sup>2</sup> moyen.</p> <p>Résidence exceptionnelle. Deux beaux immeubles en pierre sur un parc privé en bord de lac. Les appartements sont prolongés de grands balcons et profitent d'une vue calme et dégagée. Livraison immédiate. Visitez sur rendez-vous. Tél.: 45.49.52.52.</p>	

1895  
26 MAR



## Tombouctou, destination ultime

Cent cinquante ans après que le premier explorateur européen, René Caillié, en revint vivant, on y accède par de méchantes pistes ou par les méandres du Niger

C'EST ICI que tout bascule. A Tombouctou même, déposée là par un mythe très ancien, à la jonction exacte de l'immobilité du désert et du périple audacieux d'un fleuve. Point limite où tout se mêle, se déchire et se complète : le sable du Sahara et l'eau du Niger, le chameau et la pirogue, le nomade et le paysan, le Noir et le Blanc, le rêve grandiose de l'histoire et la réalité abrupte du présent.

Tombouctou donc. L'Orient y rencontre l'Afrique. Ils s'y confrontent et s'y dissolvent ensemble. Islam et animisme, maître et esclave. Contradictions, conflits, échanges, syncrétisme. Arabe ou Songhaï, Berbère ou Peul, Maure ou Bozo, un fil ténu relie et mobilise les hommes de cet espace singulier qui hanta si longtemps l'imaginaire occidental : comment survivre, et comment y parvenir ensemble ? Malgré les vents qui poussent le désert plus avant, malgré le ciel d'où la pluie ne tombe pas, malgré les fièvres et les épidémies qui rôdent, malgré la terre qui ne supporte plus les troupeaux

et les cultures, malgré le mistère qui pousse aux razzias, malgré l'indifférence du reste du monde...

Au début était l'eau ou, plus précisément, le puits. Tin-Bouctou, « le puits de la vieille femme », pour lequel les tribus puis des campements s'entre-tuaient et autour duquel trois cent trente-trois cheikhs fleurirent en sainteté. De cette histoire, qui vit s'affronter grands rois et petits caïds, ne demeure pas grand-chose. Sankoré, une étonnante mosquée - double héritage du vœu passionné d'un empereur mandingue du XIV<sup>e</sup> siècle et de la grâce d'un architecte andalou - qui dressait encore ses murs de sable hérissés de pieux. Quelques portes ouvragées qui datent de la conquête marocaine, quelques terrasses ciselées.

### PERLE RARE

Pour le reste, la cité a peu à faire valoir. L'âge des fondrières d'or et des mufles à penser religieux est révolu. Le jour, Tombouctou gonfle de chaleur. La nuit, elle touche les étoiles. Le sable glisse alentour et pénètre la ville jusqu'au cœur.

La ville ? Moins de 10 000 habitants, de modestes maisons de banco assemblées autour d'un marché où le sel, débarqué des caravanes du Sahara, est la marchandise reine, des huttes de nattes tressées disséminées au gré des dunes, un potager collectif autour d'un trou marécageux où chaque famille dispose d'un mètre carré pour faire pousser ses légumes.

Tombouctou brille cependant d'un étrange éclat. Dans le désert, ce ne sont pas les œuvres qui comptent - ce serait absurde tant l'espèce humaine paraît ici anecdotique et ses traces, par nature, imperceptibles - mais le jeu de la mémoire et de l'imaginaire. De ce point de vue, qui n'a que peu de rapport avec les standards touristiques, Tombouctou est une perle rare. Le soir, quand les méharistes arrivent de l'est-désert des sables, que les Tamachek promènent leurs longues silhouettes bleues indigo sur la ligne pourpre du crépuscule et que les femmes tourarques défilent dans un tourbillon de voiles multicolores, l'écho des chants et des tambours monte dans la nuit. Ressurgissent alors des siècles d'imaginaire de ce vieux fonds commun de l'humanité qu'on croyait à jamais perdu. Comment, ces civilisations ne sont-elles pas éteintes ? Est-ce ainsi que des hommes, encore et toujours,



DRAGAGE

vivent ? Une alternative à l'occidentalisation et à la dollarisation du monde persiste donc ?

Même impression fulgurante, au petit matin, quand la ville se déploie. Miraculeusement, la vie éclate en plein désert. Du brassage de populations que tout, pourtant, différencie, qui se sont haïes et pourchassées pendant des siècles, jusqu'à il y a quelques mois pendant la rébellion touarègue, et sa violente répression (Le Monde du 31 janvier), de ce parti fou de surmonter l'hostilité absolue du désert, naît une étonnante impulsion. Si la foi permet, paraît-il, de soulever les montagnes, la détermination à vivre concourt, elle, à résister à la cruauté de la nature vierge.

Les poissons et les sacs de riz arrivent par pirogues du fleuve qui passe non loin de là, les nomades fournissent la viande de chèvre ou de mouton, le petit monde des tailleurs, ferrailleurs et artisans en tout genre s'agit. Un bric-à-brac de bimbeloterie envahit le marché.

### CARNET DE ROUTE

● **VOYAGE.** Le charter du Point Afrique relie directement Gao, aux portes du désert, à partir de Lyon. Départ le jeudi matin, retour le jeudi soir. Le prix du billet aller-retour est inférieur à 2 000 francs. Visa obligatoire pour le Mali, vaccination contre la fièvre jaune et traitement antipaludéen. Depuis Gao, le Point Afrique propose plusieurs circuits dans le nord du Mali avec une double préoccupation : un coût à la portée de la plupart des bourses (entre 1 800 et 2 500 francs tout compris) et des conditions de séjour adaptées au pays et à ses populations. ● **TOMBOUCTOU.** Il faut trois jours pour atteindre la ville à partir

de Gao. Voyage aller par le désert avec bivouac dans les dunes, retour en pirogue sur le fleuve Niger avec campement sur les rives (ou l'inverse). Hébergement à Tombouctou au relais Azalai. ● **L'ADRAR DES IFOGHAS.** Pour la première fois, « la montagne des séigneurs », un splendide massif désertique au nord-est de Gao, s'ouvre au tourisme. Accès en mulet ou en 4x4. Bivouac chez les Touarègues. ● **TREKKING.** Itinéraires à la carte à travers le désert ou le pays dogon pour ceux que le caractère sportif d'un voyage attire. ● **RENSEIGNEMENTS.** Le Point Afrique, Tour Litwin, 10, rue Jean-Jaures, 92800 Puteaux. Tél. : 47-73-62-64. Fax : 47-73-61-05.

L'argent est rare mais le troc prospère. On est loin bien sûr, très loin, des artifices de la surconsommation - la faim est ici une vieille compagne - mais cette foire charnière de l'utile et du nécessaire bouscule les limites du dénuement. Elle démontre l'extraordinaire capacité d'adaptation du genre humain, son énergie à survivre. Soudain l'Afrique et son bienveillant désordre s'emparent du désert, essaïment une multitude d'enfants rieurs, de femmes infatigables, d'hommes qui prennent le temps et d'animaux paisibles.

Jean-Paul Besset

### PARTIR

■ **ROME EN VO.** En Italie aussi on fête les cent ans du cinéma. A cette occasion, Nouvelles Frontières propose aux cinéphiles des week-ends romains, du jeudi soir au dimanche soir. La journée de vendredi est entièrement consacrée au septième art. Avec, en matinée, visite de l'exposition présentée dans les studios de Cinecittà et, l'après-midi, promenade guidée pour découvrir les lieux immortalisés par les nombreux films tournés dans la capitale italienne. Une ville que l'on explore ensuite à son gré, le samedi et le dimanche. Départs les 15 et 22 février, et le 14 mars : à partir de 1 390 F par personne en chambre double, avec trois nuits en hôtels 3 ou 4 étoiles, les petits déjeuners, les transferts et le vol A/R.

★ Renseignements au 36-33-33-33, par Minitel (3615 NF) et dans les agences Nouvelles Frontières.

■ **LIBRAIRIE.** Rendez-vous apprécié des globe-trotters, l'Astrolabe, déjà présente à Paris au 46, rue de Provence (9<sup>e</sup>) et au 14, rue Serpente (6<sup>e</sup>), fête ses vingt ans en ouvrant, le 12 février, une troisième librairie sur les Champs-Élysées. Avec des arguments propres à séduire les candidats à l'évasion : un catalogue de 50 000 références couvrant 190 destinations, un ensemble cartographique très riche (des refuges de l'Aconcagua aux points d'eau du Sahara en passant par les pistes cyclables de Hollande), un large choix de guides en français, en anglais (dont les remarquables guides américains Arcas) et en espagnol, une collection de mappemondes, de planisphères et d'atlas ainsi qu'une sélection d'ouvrages sur l'histoire, l'éthnologie, la géographie... Sans oublier un service de vente par correspondance (tél. : (1) 42-85-42-95) également accessible par Minitel (3615 Astrolabe). ★ Espace Air France, 719-121, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

### Le pari de la paix de Maurice Freund

« Les touristes qui reviennent sont le cristal de la paix », disent aujourd'hui les Touarègues autour de Tombouctou. Maurice Freund, le créateur du Point Afrique, héritier du Point Mousse, aurait donc réussi son pari : amener directement des charters battant le double pavillon d'Afr' Afrique et d'Afr' Toulouse à Gao, aux portes du désert du nord du Mali, où une terrible guerre civile a ravagé le pays. Depuis quelques mois, les Touarègues reviennent se mêler aux Noirs Songhaï. Maurice Freund, vieux baroudeur des causes tiers-mondistes, entend prendre sa part dans cette réconciliation en la consolidant dans un développement économique adapté. « Pas question d'ouvrir des business centers qui accaparaient la manne touristique » : les bénéfices touristiques seront intégralement réinvestis sur place et gérés par les communautés villageoises ou nomades. Objectif : créer de l'emploi et générer des plus-values dans des produits agrobiologiques et artisanaux que Maurice Freund s'engage à transporter et à commercialiser en France.

**Celebrity Cruises**  
VIVEZ L'EXCEPTIONNEL À BORD DE NOS PAQUEBOTS  
CENTURY • HORIZON • MERIDIAN • ZENITH  
ANTILLES  
CÔTE PACIFIQUE USA  
CANADA - ALASKA  
8 jours Antilles  
10 jours Paris/Paris à partir de 9.890 FF  
Pour recevoir la brochure Celebrity Cruises 96 ou 11075 10001  
Votre Agence de Voyage ou Celebrity Cruises 35, rue Étienne Marcel 75001 Paris  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

**EVASION**  
SKI DE FOND / 3<sup>e</sup> PARIS TGV  
Ancienne ferme construite au XVIII<sup>e</sup> siècle.  
Grand confort, ambiance conviviale.  
Table d'hôte, produits maison et régionaux.  
Tarif : semipens 2600 F à 3150 F  
selon période, tout compris (pays, logement, repas, transport, etc.).  
+ vin au repas, moulinet, etc. (à part)  
Tél. (16) 01.58.12.81 - LE CRÉT L'AGNEAU  
28850 LA LONGEVILLE

**SPECIAL VACANCES SCOLAIRES A LA MER EN ITALIE - HOTEL CLUB VALTUR "PILA" VAL D'AOSTE**  
(Semaine du 02/03 au 09/03/96)  
ADULTES : 4.400 F  
ENFANTS 5/12 ANS : 2.436 F  
Prix par personne comprenant : Séjour 7 nuits chambre double avec salle de bain, petit-déjeuner, vol inclus, assurance, transferts, etc.  
Supplément train PARIS/AOSTE 22 chers avec transfert A/R : adultes : 920 F  
enfants : 520 F, couchette A/R : 170 F  
Tél. : 44 51 39 27  
MINITEL 3615 : Cit Evasion  
Lc. 875 95 8107

**Direct**  
Pour choisir chez nous  
VOL ALLER-RETOUR  
USA  
+ INKTON + NEW YORK + ATLANTA + CHICAGO  
+ DALLAS + DENVER + DETROIT + HOUSTON  
+ LAS VEGAS + LOS ANGELES + MIAMI  
+ NEW ORLÉANS + PHOENIX + SAN DIEGO  
+ SEATTLE + SAN FRANCISCO + WASHINGTON  
à partir de  
**1895 F**  
Tél. : 46 56 40 40  
3615 VADIR

**Directours**  
VACANCES FEVRIER  
DJERBA vol + 1/2 Pension  
Hôtel 3\* 2250 F (hors : 2500 F)  
Hôtel 4\* 2500 F (hors : 2640 F)  
CALIFORNIE : 2490 F  
Vol + Hôtels + Auto 1000 F  
2000 F par semaine  
base 3 + 200 F, base 2 + 100 F  
OMAN Séjour plage : 5750 F  
Vol + Hôtels  
Brochure sur demande : 45 62 62  
et 3615 DIRECTOURS (125 F/min)  
36 63 43 22 AUTOHOTEL (15 35 F/min)

**05350 MOULINES-EN-QUEYRAS**  
Hautes-Alpes - Station Village  
à 5 km de SAINT-VERAN  
**HOTEL LE CHAMOIS** \*\*  
Logis France / Michelin  
Ski de Fond, Ski de Randonnée  
câbles de Tignes  
Hauts saison 1/2 P. Base 2 pers : 271 F  
Base saison : 250 F  
Tél. : 92 45 83 71 - Fax : 92 45 80 58

**Direct**  
Pour choisir chez nous  
VOL ALLER-RETOUR  
USA  
+ INKTON + NEW YORK + ATLANTA + CHICAGO  
+ DALLAS + DENVER + DETROIT + HOUSTON  
+ LAS VEGAS + LOS ANGELES + MIAMI  
+ NEW ORLÉANS + PHOENIX + SAN DIEGO  
+ SEATTLE + SAN FRANCISCO + WASHINGTON  
à partir de  
**1895 F**  
Tél. : 46 56 40 40  
3615 VADIR

**DÉGRIFTOUR**  
CHYPRE  
1 Semaine en Hôtel 1\*  
1/2 Pension - Vols Réguliers AIR  
Départ Paris 3.100 F A/R 400 F  
LA TANIA  
1 Semaine en 2 Pièces 4 Pers.  
3.850 F  
BANGKOK  
Vols Réguliers AIR  
Départ Paris 2.740 F A/R 400 F  
3615 01 - 41 29 11

**Skiez en Suisse**  
à des prix imbattables !!  
Pour de plus amples informations  
Tél. 19.41/27/28 55 50  
Fax 19.41/27/28 55 00  
ou composez sur votre Minitel  
3615 code SUISSEL, choix 1.

**LE COMPTOR BLEU**  
VOLS RÉGULIERS A/R départ Paris  
Bangkok/Delhi/Kuala 3950 F  
Mexico 3590 F  
Antilles 2290 F  
New York 1790 F  
SEJOURS & WEEK-ENDS  
Croisière Egypte 3950 F  
Vol A/R + Hôtels 3\* 3070 F + pension complète  
Kenya 3490 F  
Grèce 2980 F  
Vol A/R + Hôtels de Luxe 07/01 + 12 pers. + les vols  
Prague 2690 F  
Tél. : 46 56 40 40  
AGENCE DE VOYAGES

**Le Dubaï**  
Promotion Board,  
Emirates Airlines  
et **Blau Ciel**  
vous proposent d'aller faire les  
**SOLDES à DUBAI**  
Entre le 15 Février et le  
28 mars 1996 au prix de :  
**6.390 FF**  
par adulte  
**3.860 FF**  
par enfant de 2 à 12 ans  
pour 8 jours/7 nuits  
au départ de PARIS ou  
NICE en hôtel 4\*\*\*\*  
Renseignements au  
43.87.50.55 ou dans  
votre agence de voyages

**Les Bahamas**  
Les îles à découvrir...  
nature et soleil  
**REV'VACANCES**  
Forfait 9 jours / 7 nuits  
En vol direct avec AOM  
Hôtel \*\*\* supérieur  
à partir de  
**7840 F**  
Validité du 2/02 au 31/03/96  
CONSULTEZ NOTRE SITE INTERNET  
**Bahamas**

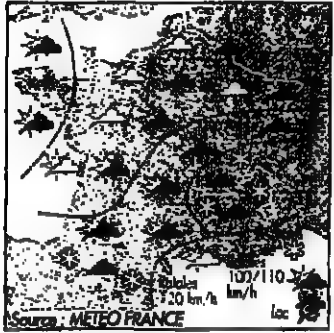
**SUISSE - LEYSIN**  
La neige arrive La TGV des neiges vous y porte. Le train des hôtels de Famille.  
FORFAIT demi-pension 7 nuits + abonnement de ski 6 jours.  
LE GRAND CHATEL --- Forfait env. FF 3000  
MONT-REMY --- Forfait env. FF 2700  
ORCHÈRES EBS Forfait env. FF 2500  
LA PAIX EBS Forfait env. FF 2600  
LA PRÉVERE EBS Forfait env. FF 2800  
Tél. : 34.11.38 - Fax : 34.18.14  
Tél. : 34.27.01 - Fax : 34.27.04  
Tél. : 34.14.21 - Fax : 34.18.10  
Tél. : 34.13.76 - Fax : 34.13.75  
Tél. : 34.11.48 - Fax : 34.11.48  
CN-1854 Leysin-Indicatif 161 - fax 1941-25

**CHAQUE SEMAINE**  
RETROUVEZ NOTRE  
RUBRIQUE "EVASION"  
RENSEIGNEMENTS PUBLIÉS  
à 44 43 37 36  
(16) 44 43 37 36



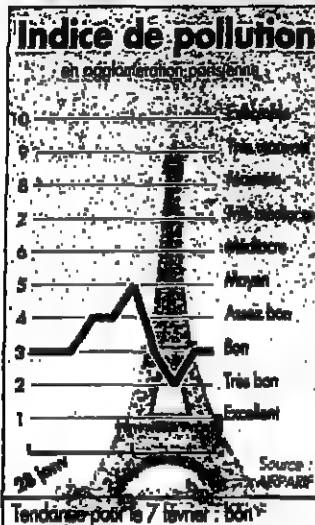
## Neige et éclaircies

**JEUDI MATIN**, il neigera du Massif Central au Nord-Est jusqu'à la Franche-Comté et la région Rhône-Alpes. Sur la côte méditerranéenne, le ciel sera très nuageux avec des averses de neige dans l'intérieur et de la pluie vers la côte. Le vent de nord-ouest soufflera à 140 km/h en rafales dans le golfe du Lion. En Corse, il y aura des averses et quelques orages en mer et près des côtes. Sur les Pyrénées, ce sera la tempête de



Prévisions pour le 8 février vers 12h00

### La qualité de l'air



Tendance pour le 7 février : 550°F

neige, avec de la neige abondante dès 600 mètres. Sur les Alpes du Sud, les chutes de neige seront faibles.

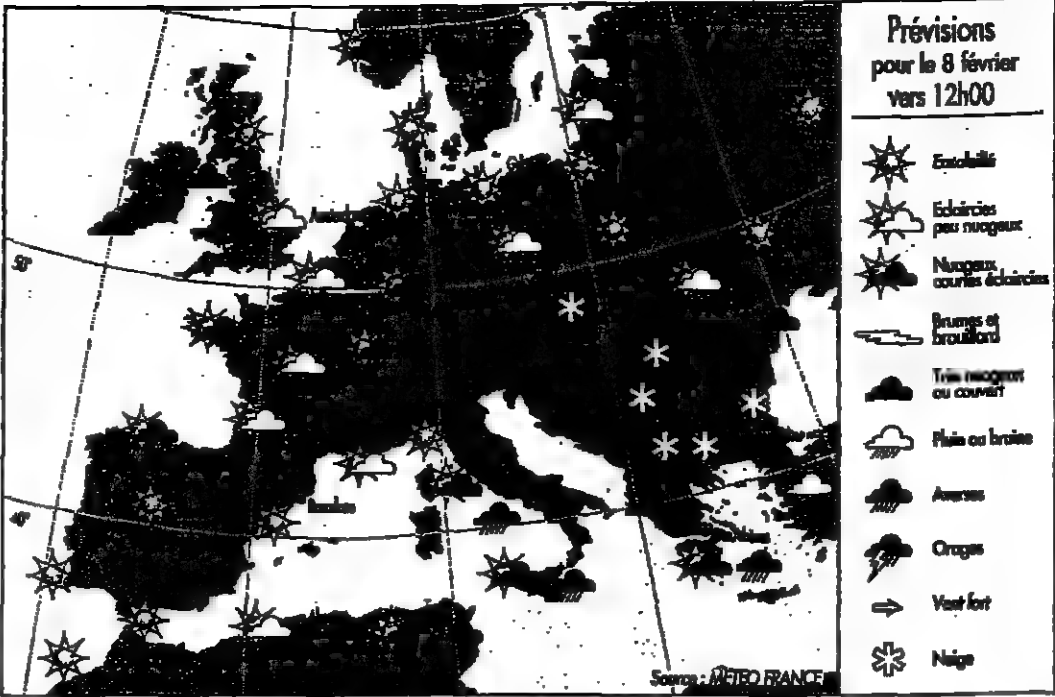
De l'Aquitaine à Midi-Pyrénées, le ciel sera menaçant avec des averses de pluie et de neige mêlées, et de pluie près des côtes. Le vent de nord-ouest soufflera à 100 km/h en rafales près du Pays basque. Du Poitou-Charentes à la Bretagne jusqu'au Centre, à l'Île-de-France, les régions Nord et Champagne-Ardenne, le ciel sera très nuageux. Sur les côtes de la Manche, il y aura quelques averses de neige.

Jeudi après-midi, les belles éclaircies sur la Bretagne laisseront place à un ciel voilé. De l'Aquitaine aux régions Ouest, jusqu'à l'Île-de-France et le Nord, les nuages et les belles éclaircies alterneront.

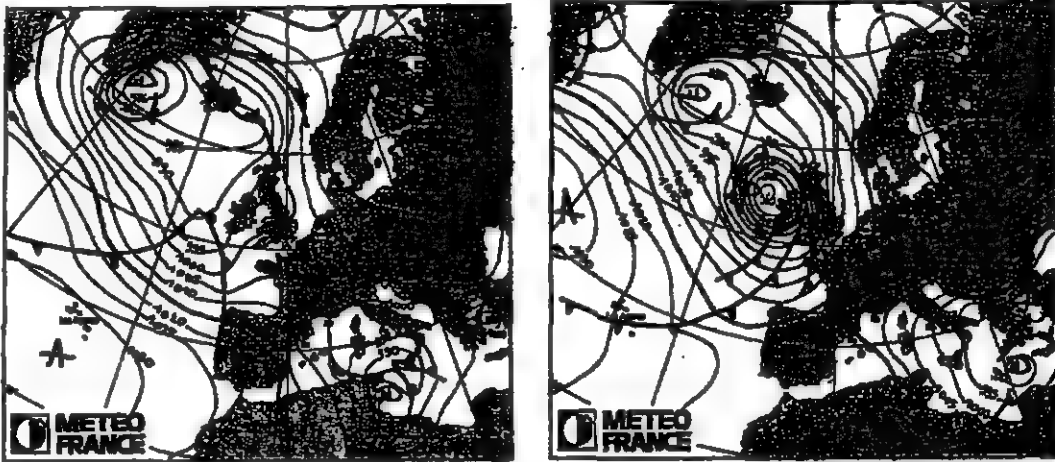
De la Franche-Comté jusqu'au Massif Central et à la région Rhône-Alpes, le temps sera perturbé avec des chutes de neige modérées jusqu'en plaine. Sur les Alpes du Sud, les chutes de neige seront sporadiques. En Corse et sur la Côte d'Azur, il y aura des averses de pluie. Sur le reste du pourtour méditerranéen, le vent fort de nord-ouest chassera les nuages. Sur les Pyrénées, les chutes de neige resteront abondantes au-dessus de 800 mètres.

Les températures minimales iront de 0 à -4 degrés au nord et à l'est, et de 1 à 5 degrés à l'ouest, jusqu'à l'extrême sud. L'après-midi, le thermomètre marquera -1 à 4 degrés au Nord, 4 à 9 degrés sur l'extrême Sud.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	00	TOURS	10
à 6 heures	11/12	2/3	11/12	2/3
à 12 heures	15/16	6/7	15/16	6/7
à 18 heures	10/11	1/2	10/11	1/2
à 0 heures	5/6	-1/0	5/6	-1/0
à 6 heures	11/12	2/3	11/12	2/3
à 12 heures	15/16	6/7	15/16	6/7
à 18 heures	10/11	1/2	10/11	1/2
à 0 heures	5/6	-1/0	5/6	-1/0



Situation le 7 février, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 9 février, à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

### 3 365 condamnations à mort

LA COMMISSION de la justice de l'Assemblée constituante a entendu un long exposé de M. Pierre-Henri Teitgen, garde des sceaux, sur le fonctionnement des cours de justice et des chambres civiles. Après avoir précisé la position du gouvernement au sujet de la prolongation éventuelle du délai d'introduction d'affaires nouvelles devant ces juridictions, le ministre a fait connaître le bilan de l'œuvre d'épuration au 15 janvier.

112 322 dossiers avaient été déposés devant les parquets des cours de justice et des chambres civiles. L'instruction est terminée pour le plus grand nombre. D'après des renseignements recueillis à l'issue de la réunion, les peines prononcées avaient été les suivantes : 3 365 condamnations à mort (dans 50 % des cas, le droit de grâce est intervenu) ; 1 551 condamnations aux travaux forcés à perpétuité ; 8 877 condamnations à vingt ans de travaux forcés ; 1 489 à la réclusion ; 15 581 à l'emprisonnement ; 39 049 indigents nationaux ont été prononcés avec confiscation des biens. On relève d'autre part 5 087 acquittements devant les cours de justice et 7 155 devant les chambres civiles.

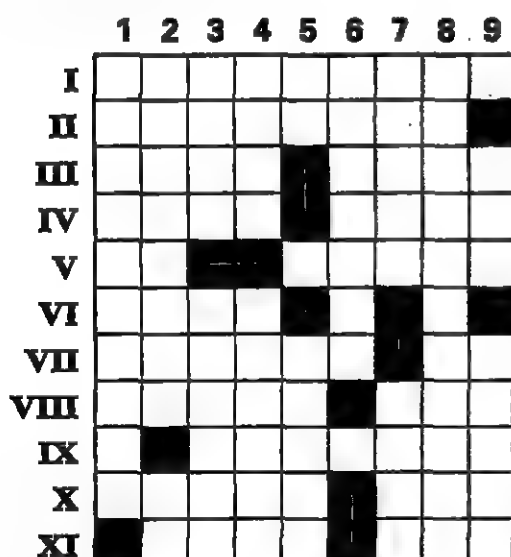
La commission de la justice s'est prononcée, en outre, sur la question de l'amnistie en Algérie. L'amnistie pleine et entière doit être accordée aux crimes et délits imputés aux musulmans algériens à l'occasion des troubles de mai 1945, sauf pour les cas graves.

D'autre part, le projet tendant à réviser certains jugements sommaires prononcés au moment de la Libération n'a pas été étudié au fond, hier, par le conseil des ministres. Ce texte ne présentant pas un caractère d'urgence, son examen a été différé.

(8 février 1946.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6752



**HORIZONTALEMENT**  
I. Qui a les qualités du pot-au-feu. - II. Quand on la fait, il y a évidemment de la casse. - III. Donne de la force. Avance.

## ABONNEMENTS

Je choisis la durée de mon abonnement	France	Strasbourg, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays de l'Europe occidentale
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

« LE MONDE » (ISSN 0013-9586) is published daily for \$ 912 per year in LE MONDE, 1 place Emile-Zola, 91000 Evry-Courcouronnes, France, second class postage paid at Champlain, N.Y. 10, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 1 place Emile-Zola, Champlain, N.Y. 10959-4300. For the subscription service, contact: INTERNATIONAL MEDIA SERVICES, Inc., 3301 Pacific Avenue, Suite 400, Virginia Beach, VA 23462-3900 USA Tel.: 800-456-3445

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_  
Ci-joint mon règlement de : \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire : \_\_\_\_\_  
Signature et date obligatoires  
Changement d'adresse :  
● par écrit 10 jours avant votre départ.  
● par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)  
Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.  
● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.  
33 (1) 49-40-32-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.  
● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25  
Télématique 3615 code LE MONDE  
CompuServe : 36 63 81 21  
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr  
Documentation 3617 code UMDOC ou 36-29-04-56  
CD-ROM : (1) 43-37-66-11  
Index et microfilms : (1) 40-65-29-33  
Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2-23 films)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, 50 rue de Valenciennes, 75001 Paris. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN : 0395-2197

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Groussin, 94012 Bry-Cadix. PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Jean-Marie Colombani  
Directeur général : Gérard Mordant  
Membres du comité de direction : Dominique Auby, Gilbert Puyot  
133, avenue des Champs-Élysées  
75008 Paris Cedex 08  
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

## PARIS EN VISITE

### Vendredi 9 février

■ **PASSAGES COUVERTS DU SENTIER** : 2 parcours (30 F), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autotour).  
■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : la sculpture et les rites funéraires au Moyen Âge et à la Renaissance, 11 h 30 ; Les Quatre Saisons, de Poussin, 12 h 30 ; l'œuvre en direct, La Sainte Anne de Wassierbourg, 18 h 30 (Musées nationaux).  
■ **MUSÉE D'ART MODERNE** : exposition Passions privées (25 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées de la Ville de Paris).

## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **BELGIQUE**. A l'appel des syndicats, le personnel de la compagnie aérienne belge Sabena a cessé le travail vingt-quatre heures, mardi 6 février. Cette grève a provoqué l'annulation des vols au départ et à l'arrivée de l'aéroport international de Bruxelles. (Reuters.)

■ **SERBIE**. De fortes chutes de neige ont entraîné, lundi 5 février, la fermeture de l'aéroport de Belgrade et sérieusement perturbé la circulation dans l'ensemble du pays. Dans la capitale serbe, les principales avenues étaient difficilement accessibles et la plupart des rues secondaires impraticables en raison d'une couche de neige de 50 centimètres. (Reuters.)

■ **CHINE**. Pour accueillir les 3<sup>e</sup> Jeux asiatiques d'hiver, dont les épreuves ont commencé dimanche 4 février, la ville d'Harbin, au nord-est de la Chine, a procédé à l'extension de l'aéroport, à la construction d'une autoroute et à l'amélioration du réseau de distribution d'eau et du système de télécommunications. Une nouvelle station de ski a également été construite à Yaboli, à 200 kilomètres au nord d'Harbin. Les autorités souhaitent rentabiliser ces coûteuses réalisations en les ouvrant aux touristes dès la fin des compétitions. (AFP.)

## LA BOURSE d'hier et d'aujourd'hui

(30 F), de 13 h 15 à 15 h 45, à l'entrée de la galerie des visiteurs, côté rue Notre-Dame-des-Victoires (Bourse de Paris).  
■ **LE THÉÂTRE DU CONSERVATOIRE** et la bibliothèque (55 F), 13 h 15, 2 bis, rue du Conservatoire (Paris et son histoire).  
■ **LA COUR DE CASSATION** (50 F), 14 heures, devant le 4, boulevard du Palais (Institut culturel de Paris).  
■ **DU BAS MARAIS à Saint-Louis-en-l'Île** (30 F), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Emile de Laigle).  
■ **L'HÔTEL DE LASSAY**, résidence du président de l'Assemblée nationale (50 F), 14 h 30, 33, quai d'Orsay (Découvrir Paris).  
■ **PASSAGES COUVERTS** autour

de la rue Saint-Denis (50 F), 14 h 30, sortie du métro Étienne-Marcel (Paris pittoresque et insolite).

■ **MUSÉE PICASSO** (37 F + prix d'entrée), 14 h 45, 5, rue de Thorigny (Monuments historiques).

■ **CHÂTEAU DE VINCENNES** : le pavillon du roi (carte d'identité, 50 F), 15 heures, devant l'entrée du château (Diderot Bouchard).

■ **MARAIS** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **MUSÉE HEBERT** (37 F + prix d'entrée), 15 heures, 85, rue du Cherche-Midi (Monuments historiques).

■ **L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 15 h 30, sortie du métro Pont-Marie (Claude Marti).

de néerlandaise European Bus lancera, le 1<sup>er</sup> mars, deux liaisons quotidiennes en autobus au départ de Paris à destination de Londres et Amsterdam. Ce service baptisé CityZap, qui n'est pas distribué par les agences de voyages, est accessible exclusivement par téléphone, par le biais d'un numéro vert, le 05-90-40-74.

■ **PAYS-BAS**. La nouvelle société

### Le Monde DE L'ÉDUCATION

Les formations professionnelles, une approche complète illustrée d'un Atlas régional en 22 cartes couleur.

Un guide de poche les résultats du bac 95, lycée par lycée.

FÉVRIER 1996 - 35 F



**CINÉMA** Le documentaire est à l'honneur, avec la sortie du film de Claire Simon *Coûte que coûte*, chronique de la faillite d'une petite entreprise, et avec plusieurs manifes-

tations qui lui sont consacrées. **● DIVERSITÉ** est par ailleurs le maître mot de la semaine, avec un thriller américain, le film d'un grand poète bengali et la première réalisa-



tion d'un jeune Français décrivant son passé mouvementé. **● AL PACINO**, comme beaucoup d'acteurs, devient réalisateur sous le parrainage de Shakespeare.

## Claire Simon filme une course-poursuite contre l'argent par temps de crise

**Coûte que coûte.** Pendant plusieurs mois, la cinéaste s'est installée dans une petite entreprise pour raconter ses difficultés et la solidarité entre ceux qui y travaillent quand la réalité les sort de leurs rêves

Film français de Claire Simon. (1 h 35.)

C'est un documentaire. Mais un documentaire avec des personnages et, donc, des acteurs. Ce qui ne signifie pas que Jihad, Toufik, Fathi et les autres apparaissent dans le film sous un nom autre que le leur. Cela veut seulement dire qu'ils jouent leur propre rôle dans une mise en scène de leur propre vie. Il suffit, en effet, que la caméra de Claire Simon commence à tourner, pour qu'aussitôt ils se mettent en action. La caméra est toujours sur eux, le plus souvent très près d'eux, et enregistre leurs réactions aux aléas auxquels les soumettent des personnages qui demeurent toujours invisibles, banquiers, fournisseurs, clients, et qui leur imposent le scénario de *Coûte que coûte*. Le film saisit, sans doute, des éléments d'une réalité, mais surtout, il raconte une histoire.

Pour ce qui est de jouer, Jihad connaît la chanson. Seulement, la musique n'est pas de lui, il ne peut qu'improviser les paroles. Créateur à Saint-Laurent-du-Var d'une petite entreprise de restauration (plats cuisinés à livrer) curieusement baptisée Navigation systèmes, il ne cesse, en effet, de naviguer. A vue. Et d'ériger en système la « tchatche », lui qui se sait un remarquable « commercial ». Pour ce qui est de la gestion, c'est certain, il est un peu plus « neophyte ». Le mot est de lui, comme sont de lui les promesses qu'il est amené à faire pour sauver ce qui peut encore



l'être, en voulant croire à tout prix qu'elles vont anesthésier longtemps encore les doutes et les craintes de ses employés et de ses créanciers. Longtemps, c'est-à-dire jusqu'à la semaine prochaine, au plus tard au début du mois, lorsqu'il aura réussi à remettre Navigation systèmes à

flot. En attendant, tant pis si la salade d'endives au roquefort est préparée sans roquefort. Du moment qu'il peut encore acheter des endives.

Alors Fathi, Toufik et Madanni, les cuisiniers, et Gisèle, la secrétaire, râlent parce qu'ils ne sont pas

payés, mais continuent de faire le boulot, parce que c'est leur seule chance d'être payés un jour. Absurde ? Oui, absurde, mais c'est comme ça. Quand Gisèle en a assez de travailler sans matériel et de devoir aller téléphoner au bistrot du coin parce que la facture n'a pas été

réglée, elle s'en va sans faire d'histoires. Aux autres de se débrouiller pour prendre sa place, même si rien ne les y a préparés. Jihad, lui, a tout de suite vu le parti à tirer de ce départ : il continue de réduire les charges de l'entreprise, qui vient ainsi de passer à trois employés seulement. Quelles charges, puisque Gisèle n'a pas été payée depuis plusieurs mois ? La question n'est pas posée, mais la réponse est donnée. Par étapes, sans doute, mais qui jalonnent le chemin conduisant à l'inéluctable arrêt des activités. Chronique d'une faillite annoncée.

### LE MÉCANISME DU PÊCHE

Pourtant, si on se doute dès le début de ce que sera la fin de l'histoire, on a envie d'y croire malgré tout. Envers et contre tout, contre la raison même. Comme les employés de Navigation systèmes, auxquels la présence de la caméra semble parfois donner l'envie de faire plus, de donner davantage. En quelques mois, la durée de leur histoire telle que le film la saisit, il leur est forcément arrivé de craquer. Claire Simon a choisi de ne pas filmer ces moments, ou de ne pas les montrer. Un choix de scénariste qui reste maître des éléments qui composent son film, un choix de mettre en scène qui sait que le cinéma ne capte jamais la réalité, qu'il ne fait, au mieux, que l'apprivoiser et en restituer quelques éclats. Grâce à cette maîtrise, *Coûte que coûte* démonte parfaitement le mécanisme du piège qui se referme sur Jihad et les autres.

L'argent sert de carburant à la

machine qui les broie, sans cesse relancée par ce que les optimistes définissent comme la naïveté de Jihad. Les pessimistes parleront plutôt de bêtise, sans que cela modifie en rien la métaphore. Les protagonistes de *Coûte que coûte* sont aux prises avec une réalité qu'ils s'appliquent à nier, en la maquillant grâce à des effets de verbe pourtant bien maladroits, comme Jihad, ou en fermant les yeux pour continuer de foncer, comme les autres. Le film apparaît ainsi comme une comédie du travail, à travers l'histoire d'une poursuite : la réalité lancée aux trousses d'une bande de rêveurs. A la fin, on ne sait pas si Jihad, celui par qui tout est arrivé, le bien et le moins bien, continue de rêver et de mentir, aux autres comme à lui-même. Mais on sait que Fathi et Toufik sont prêts à y croire encore. En témoigne le sourire épanoui du premier, lorsqu'il découvre que son copain se débrouille suffisamment en anglais pour aborder les touristes américaines.

Epilogue qui vient à point confirmer que cette histoire d'un échec, telle que l'a racontée et filmée Claire Simon, n'est décidément pas triste, sans qu'aucun des aspects les plus sombres en ait pourtant été camouflé et sans qu'à aucun moment la réalisatrice ait considéré les personnages de haut. Peu importe alors que *Coûte que coûte* soit un documentaire, puisque c'est un film, qui offre du monde une vision que le talent de son auteur donne envie de partager.

Pascal Mérigeau

## « Je raconte une histoire vécue par des héros »

LA RÉALISATRICE de *Coûte que coûte*, Claire Simon, a d'abord été monteuse, réalisant des films courts pendant les périodes de chômage. « Je ne voulais pas faire comme tous ceux qui rêvent du cinéma, m'épuiser dans l'écriture de projets », Pressée de filmer, dit-elle, Claire Simon a signé de remarquables courts métrages documentaires ou de fiction, pour le grand ou le petit écran, mais toujours avec une « idée du cinéma ». Une idée élaborée dans deux des creusets les plus féconds, les ateliers Varans et la société de production Les Films d'Ici, une idée menée à l'écart des trajectoires habituelles. Aujourd'hui, à quarante ans, alors que *Coûte que coûte*, documentaire produit par la télévision (il a été diffusé sur Arte le 18 mars 1995) sort en salle, elle est en train de réaliser son premier long métrage de fiction, *Simon oul*.

« Comment décidez-vous de filmer la petite entreprise de *Coûte que coûte* ? »  
« Je connaissais son patron, j'ai dit à ceux qui y travaillent : je viens filmer le scénario de l'argent, ils ont été d'accord. A ce moment j'ignorais comment leur affaire allait tourner, j'étais prise par le désir. Le mien, qui est de savoir, et le leur, qui est de la boîte soit sauvée. Une entreprise, comme beaucoup de situations dans la vie, est un endroit où on est pris au piège du désir. C'est le principe de l'argent, il faut voir, voir le bas de l'addition, jusque-là on ne sait pas, et on continue. Les personnages et moi sommes dans le même état d'esprit, on se dit sans cesse : demain on fera mieux, le mois prochain on s'en sortira. Alors qu'un scénariste dit : le mois prochain, vous aurez coulé. Et nous - eux qui travaillent dans cette société et moi qui filme - nous disons : attendez, on veut voir.

« Comment vous êtes-vous installée dans l'entreprise ? »  
« J'ai convenu avec eux que je viendrais à chaque fin de mois, à cause du rapport entre la parole, la vérité et l'argent à ce moment-là. La fin du mois est le moment où on voit. Je ne voulais pas être tout le temps présente, le ne voulais pas être là quand je ne filmais pas. *Coûte que coûte* ne prétend pas être une « captation objective du réel », mais une histoire, l'histoire de ces gens telle que je la raconte.

« Tout en ignorant comment elle se terminera, vous savez d'emblée qu'il y a là une histoire ? »

« Je l'espère, et je le crois. Sans la croyance, rien n'est possible. Je crois à leur histoire à eux, je crois qu'ils sont porteurs d'un récit, quelle que soit la chute. Pour moi, la question est toujours : est-ce qu'il y a un film ? »

« Quand êtes-vous en mesure d'y répondre ? »

« Quand ce qui me gênait dans le projet se met à m'arranger : ce que je redoutais devient l'intelligence du film. Dans *Coûte que coûte*, quand j'ai compris que je ne sortais plus de l'entreprise, et qu'il ne fallait pas m'interroger sur la représentativité de ce que je filmais, quand j'ai été capable d'assumer la singularité de cette histoire. A ce moment, j'ai cessé de vouloir filmer dehors, de vouloir par exemple montrer le banquier : je n'ai pas pu, puis j'ai compris que le banquier était tellement présent par son absence que c'était ainsi qu'il fallait faire.

« Avez-vous à l'avance des paris pris de mise en scène ? »

« J'ai des idées, que je n'essaie surtout pas d'appliquer de force. Si elles sont bonnes, elles reviennent d'elles-mêmes durant le tournage. Mise en scène veut dire : comment les choses sont racontées. On ne peut le découvrir qu'au fur et à mesure, puisqu'on ne connaît pas le scénario. Dans *Coûte que coûte*, les gros plans des visages et des mains racontent l'histoire, et le travail. Le plan large, dans un documentaire, devient facilement sociologique, on ne raconte plus d'histoire, il n'y a plus de héros. Moi, je raconte une histoire vécue par des héros, c'est-à-dire ceux qui disent « je », et éprouvent l'histoire au lieu de se

contenter de la représenter. Ils sont les héros de leur histoire. Ils deviennent ceux de mon film à travers mon regard.

« Il y a dans le film des interventions directes de votre part : les intertitres, les plans de mer, les quelques questions que vous posez, off, aux personnages.

« Les cartons contribuent à construire le récit. Les plans de papier sont une façon d'indiquer le hors-champ. Nice, la Côte d'Azur, le « grand monde » au sein duquel se déroule cette petite histoire, et aussi le temps, le passage des saisons. Je pose des questions lorsqu'il manque quelque chose au récit, le pose les questions du spectateur. Elles sont toujours à l'intérieur de l'histoire. Je ne demande pas l'avis des gens sur leur situation, le n'élargis pas. L'interview aussi pour qu'on sache bien qu'il s'agit d'une scène.

« Êtes-vous influencée par le fait que le film est financé par la télévision ? »

« Non. C'est un film de cinéma, une réponse au cinéma dominant. Par exemple, le cinéma américain montre souvent des personnages comme ceux de mon film, sauf que ce sont des personnages de fiction. On aime Al Pacino en looser, mais est-ce qu'on aimerait son histoire dans la vie, ou seulement sa mise en spectacle ? Dans un documentaire, les gens croient qu'on filme le réel mais le réel n'existe pas. Souvent les documentaristes sont des cinéastes qui auraient voulu faire de la fiction et n'ont pas pu. Mais ils ont un profond désir de cinéma, et ce désir entre par toutes les portes, et interroge le rapport du cinéma à ce qu'il raconte. Les questions de base du cinéma se posent de manière très crues : comment on raconte ce qui arrive (et ce qui n'arrive pas) ? Et donc comment s'inventent des formes ? Mais cette démarche disparaît quand le film ne passe qu'à la télévision, qui tend à formater le travail. Il y a toujours de la fiction dans un film, ce n'est jamais la réalité. Mais la télévision essaie de cacher ça. »

Propos recueillis par Jean-Michel Frodon

## Le documentaire fait le pari du grand écran

**HISTOIRES D'ENFANTS.** Cycle de dix documentaires projetés en alternance tous les jeudis (18, 20 et 22 heures) du 8 février au 27 juin. L'Entreprise, 7-9, rue Francis-de-Pressensé, 75014 Paris (45-40-78-38).

**JONAS MEKAS, FILMS IMMOBILES.** Une célébration. Sélection de films : dimanche 11 février à 13 et 15 heures, American Center, 51, rue de Bercy, 75012 Paris (44-73-77-77). Exposition de photographies et film vidéo en continu : du 8 février au 16 mars, Galerie du Jour, 6, rue du Jour, 75001 Paris (42-33-43-40) et Local Agnès B, 17, rue Dieu, 75001 Paris.

**LIONEL ROGOSIN, du 13 au 18 février à la Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, 75001 Paris (47-03-12-50).**

Depuis 1992, « Documentaires sur grand écran » fait le pari audacieux de la programmation en salle. Après des manifestations thématiques remarquables autour de la folie (1994) et de la musique (1995), l'association propose un cycle consacré à l'enfance. L'éclectisme de cette programmation permet de mesurer la fécondité du genre, la diversité de ses styles, de ses méthodes, de ses approches. C'est notamment l'occasion de retrouver de grands pionniers du documentaire moderne tels Jean Rouch (*La Punition*, 1962), ou Johan Van der Keuken (*L'Enfant aveugle*, 1966), le limpide dispositif d'un Marcel Lozinski confrontant son petit-fils aux vieillards solitaires d'un square varsovien (*Tout peut arriver*, 1995), ou encore le théâtre cruel d'une cour d'école filmée in situ par Claire Simon (*Récréations*, 1992). On pourra également voir ce qui sépare la reconstitution commentée et didactique d'un fait divers sanglant par le Lettonien Herz Frank (*Il était une fois les sept Simon*, 1983-1989) du panthéisme lyrique de l'Arménien Artavazd Pelechian, composant en huit minutes d'une fulgurante beauté le rituel anonyme d'une naissance (*Vie*, 1993). Enfin, deux films vidéo inédits

fourniront matière à débat (généralement organisés en présence des réalisateurs) : *Gigi et Monica* (Belgique, 1994) de Yasmîna Abdellatouf et Benoît Dervaux, qui suit une bande d'enfants des rues à Bucarest, en choisissant de focaliser le récit sur l'amour tragique entre deux adolescents, et *Morts et naissances sous influence* (France, 1994), dans lequel Dominique Crèvecoeur se penche sur le berceau des prématurés, alternant l'immersion à la Wiseman en service spécialisé (hôpital du Kremlin-Bicêtre) et les témoignages des médecins, des familles et des enfants. Au final, deux heures trente d'un document d'une intelligence efficace, qui soulève le problème des effets pervers d'une médecine chaque jour plus performante : maintenus en vie à un stade très précoce, certains de ces prématurés sont exposés à de lourdes séquelles dont ils devront, avec leur famille, assumer seuls les conséquences.

### EXPERIMENTATION ESTHÉTIQUE

A la veine « objective » de ce cinéma, on peut opposer la manière de Lionel Rogosin, qui n'hésite pas à faire passer le réel par le double prisme d'un engagement explicite et d'une trame narrative plus ou moins édifiante. Co-fondateur du New American Cinema Group au début des années 60, proche de Jonas Mekas et de Shirley Clarke, il est l'auteur paroxysmique de sept films réalisés entre 1956 et 1973, dont cinq sont proposés à la Galerie du Jeu de paume. Parmi eux, *On the Bowery* (1956), où le rêve américain mis en charpie par la révélation de la déchéance humaine d'une rue de Manhattan, *Come Back, Africa* (1960), qui dépeint clandestinement les vicissitudes d'un Noir sud-africain dans la capitale de l'apartheid, et *Good Times, Wonderful Times* (1965), féroce montage parallèle des pérégrinations d'un cocktail londonien et d'images d'archives sur les atrocités de guerre et le cérémonial nazi.

Plus encore que pour Rogosin, inscrire Jonas Mekas, promoteur du mouvement underground, dans le champ documentaire, c'est rappeler que l'expérimentation esthétique a eu souvent partie liée avec

une approche « documentée » du monde, qu'elle soit politique (Dziga Vertov), sociale (Jean Vigo) ou scientifique (Jean Painlevé). Mais c'est aussi souligner l'explosion actuelle d'une démarche documentaire, qui se joue des frontières. Sous les auspices de la mémoire, le cinéma de Mekas expose le monde à l'intimité d'un regard.

Dans le cadre d'une exposition de photographies tirées de ses œuvres, la sélection de films qui sera projetée en sa présence à l'American Center en fait foi. Depuis *Reminiscences of a Journey to Lithuania* (1950-1972) - mélange de prises anciennes sur la communauté lituanienne de Brooklyn et d'impressions d'un séjour au pays natal - jusqu'aux deux films récents présentés pour la première fois en France, *Happy Birthday to John* (1996, 25 mn) permet de découvrir sur un mode très différent de celui d'un récent album quelques chansons inédites de John Lennon, et une vidéo de huit minutes, commandée par la cinémathèque de Tokyo à l'occasion du centenaire du cinéma. Un Mekas plus aérien que jamais, dansant devant une caméra sur fond de musique slave, y donne à lire une lettre tapée à la machine, qu'on peut supposer être sa réponse au commanditaire en même temps que le titre-manifeste de son film : *Le cinéma n'a pas cent ans. Il commence avec chaque nouveau magasin introduit dans la caméra.*

Jacques Mandelbaum

\* *Le Regard documentaire* de Jean-Paul Collety (Centre Georges-Pompidou, 1993, 160 p., 100 F). *Regards sur la ville*, de Gérard Althabe et Jean-Louis Comolli (Centre Georges-Pompidou, 1994, 128 p., 100 F). *Le Documentaire, un autre cinéma*, de Guy Gauthier (Nathan, 1995, 336 p.). *Le Cinéma direct*, *CinémaAction*, n° 76, 3<sup>e</sup> trimestre 1995 (Corlet-Télérama, 216 p., 150 F). *Héritages du direct*, *Documentaires*, n° 11, 4<sup>e</sup> trimestre 1995 (225 p., 90 F, 75018 Paris). *Filmer l'ennemi*, n° 2, 4<sup>e</sup> trimestre 1995 (92 p., 50 F, 75001 Paris).



# Voyage initiatique sur la voie du gangstérisme

Mémoires d'un jeune con. Scénariste, réalisateur et interprète, Patrick Aurignac raconte son histoire avec le goût de l'authentique

Film français de Patrick Aurignac. Avec Christophe Hémon, Patrick Aurignac, Daniel Russo, Alexandra London, Mathilde Seigner, François Périer. (1 h 23.)

Ce jeune con dont les mémoires valent d'être contés est certes Frédéric, jeune homme arrêté pour usage de drogue et qui son séjour en prison fait basculer dans le gangstérisme. Mais c'est d'abord Patrick Aurignac, scénariste, réalisateur et interprète du rôle de Louis-Guy, le séduisant mauvais garçon qui initie Frédéric, à sa demande, au banditisme.

C'est dire que l'on rencontre dans *Mémoires d'un jeune con* les figures aisément repérables du film policier, voyous et flics, père dépeché par les événements, douce fiancée et prostituée experte. C'est dire également que les péripéties sont connues, balisées depuis longtemps tant par la littérature que par le cinéma. Pourtant l'énergie d'Aurignac, l'acharnement qu'il met à raconter son histoire.

Plus que du mode de narration, succession de flash-back correctement agencés, mais de manière assez conventionnelle, le film tire sa singularité de l'opposition marquée entre la personnalité de Frédéric, garçon naïf, influençable et, pour tout dire, passablement faible, et



celle d'Aurignac lui-même, telle qu'il la laisse entrevoir à travers le personnage de Louis-Guy. Pour décrire celui qu'il était à l'âge de dix-huit ans, Aurignac s'est glissé dans la peau du mentor, beau jeune homme qui peut être parfaitement sensé, évidemment raisonnable, et adopter l'instant d'après un comportement destructeur, comme s'il s'appliquait

à respecter à la lettre un scénario déjà écrit pour lui et qui le condamnerait à des peines de prison successives et de plus en plus longues. A cela près qu'Aurignac, au contraire de Frédéric dans le film, a répondu aux propositions de cinéma qui lui étaient faites et qui lui ont permis de rompre avec son passé.

Au crédit du film, on portera aussi

la qualité de la description de la vie en prison, en dépit d'évidentes limitations de budget, et notamment la réserve qui préside à la définition des gardiens et le caractère chaleureux du personnage de truand sympathique qu'interprète Daniel Russo.

P. M.

## Drames intimes d'un oiseleur indien

À l'abri de leurs ailes. L'œuvre d'un poète

Film indien de Buddhadeb Dasgupta. Avec Rajit Kapoor, Laboni Sarkar, Sadhu Mehra. (1 h 23)

Lakha aime tellement les oiseaux qu'il passera sa vie à les observer, puis à les capturer pour pouvoir les caresser avant de leur rendre la liberté. Passion bien innocente, sympathique, à cela près que Lakha doit justement à son activité d'oiseleur de gagner sa vie et celle de sa femme. Comment pourrait-il vendre des oiseaux dont il devine, quand il n'en possède pas l'assurance, que les acheteurs leur réservent un sort funeste ? Lui-même ne le sait pas. Sa femme non plus, qui se console dans les bras d'un autre homme de son impuissance à résoudre ce dilemme.

Pour raconter cette histoire, Buddhadeb Dasgupta s'est appuyé

sur son expérience de poète et de réalisateur de documentaires. Il décrit la situation de Lakha, révéralé dans un monde impitoyable, en filant avec une grande attention la nature qui l'entoure, au fil d'images d'une belle sensualité et dont l'apparente quiétude contraste avec le déchirement intérieur du personnage. Déchirement qui trouve aussi son origine dans la mort du fils de Lakha, qui voulait faire pousser un arbre à oiseaux.

L'évocation de ce drame alourdit le film plus qu'elle ne le sert, en le laissant de plans récurrents qui lui font perdre un peu de sa tranquille assurance et déplacent légèrement l'angle de réflexion. Comme si le réalisateur avait craint que la seule évocation du destin par définition tragique de Lakha ne garantisse pas la limpidité du propos. La fonction rédhibitrice assignée au personnage, dont le dilemme éclaircira le conflit entre la vie rêvée et les exigences de la réalité, se trouve ainsi amoindrie. Sans que cette réserve fasse tomber le désir que fait naître *À l'abri de leurs ailes* de découvrir les autres films de Buddhadeb Dasgupta, régulièrement présentés dans les festivals, mais toujours inédits en France.

P. M.

### LES ENTRÉES À PARIS

■ Plus de 300 000 entrées pour *Seven* dans son énorme combinaison de 53 salles. C'est le premier « carton » de l'année. Un raz-de-marée pour ce thriller américain porté par Brad Pitt, qui plait beaucoup aux adolescents. Son succès représente 40 % des entrées dans la capitale, et entraîne une remontée du résultat global, nettement supérieur à celui de la semaine précédente, et en légère hausse par rapport à la semaine correspondante de 1995.

■ Malgré un soutien médiatique considérable, *Mon homme* fait, à côté, pâle figure, avec pourtant 65 000 spectateurs dans 35 salles. Où sont les hommes ? se demande honnêtement, à 23 000 entrées avec 16 écrans. Les deux autres nouveautés, *Shogun* et *Mario et le magicien* font à peine de la figure.

■ Les deux comédies françaises qui dominent le box-office depuis début décembre 1995 poursuivent leur marche triomphale. Avec près de 50 000 entrées en neuvième semaine, *Le bonheur est dans le pré* atteint 885 000 entrées et dépasse le champion de 1995, *Les anges gardiens* (873 000). Cette semaine, *Les Trois Frères* fait encore mieux, à 53 000, dépassant lui aussi les 800 000 avec une semaine d'exploitation de moins. Leur récent challenger, *XY*, ne leur porte pas ombre, avec seulement 31 000 patients en deuxième semaine.

■ Par-delà les nuages garde de l'abitude, avec près de 30 000 spectateurs en deuxième semaine dans seulement 18 salles, soit un total de 84 000.

J.-M. F.

★ Sources des chiffres : Le Film français.

## Attention, trafic d'images

Strange Days. Un thriller futuriste

Film américain de Kathryn Bigelow avec Ralph Fiennes, Angela Bassett, Juliette Lewis, Tom Sizemore. (2 h 25.)

Le film de Kathryn Bigelow se veut une sombre et ambitieuse vision prospective de l'Amérique à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Situé dans le Los Angeles de 1999, *Strange Days* décrit une société au bord du chaos où les révoltes sociales et ethniques sont jugulées par un déploiement policier permanent et où l'industrie culturelle constitue l'autre soutien des classes dirigeantes.

Lenny Nero est un trafiquant d'une espèce très particulière. Il vend des disques laser contenant des images obtenues grâce à un appareil (un casque à électrodes) qui permet d'enregistrer les visions de celui qui le porte. Les sensations de plaisir ou de déplaisir, les souvenirs d'autrui, deviennent ainsi une drogue vendue au prix fort à tous les amateurs de sensations réellement éprouvées.

Avant d'être un thriller futuriste se soumettant, malheureusement sans surprise, à toutes les règles du genre, *Strange Days* est une réflexion sur le devenir des images. Son postulat devient ainsi crédible, en supposant une société

dont les membres auraient perdu toute croyance dans la fiction pour se jeter sur des images se donnant comme la représentation immédiate du réel. Comme si l'Amérique, qui s'invente avec Hollywood une formidable machine à fabriquer des histoires, se détournait des récits eux-mêmes pour se repaître d'une réalité sans habillage. *Strange Days* spécule ainsi sur un développement télévisuel qui a vu le triomphe des bien-nommés *reality shows* et la quête par tous les moyens d'images prises sur le vif, du gag domestique aux catastrophes en tout genre en passant par le fait divers saignant.

### CONVENTIONS

C'est un disque laser contenant le témoignage d'une bavure policière qui va d'ailleurs déclencher la course-poursuite constituant l'essentiel de la trame du film. En écrivant le scénario, Kathryn Bigelow et James Cameron ont vraisemblablement songé à l'affaire Rodney King, cet automobiliste noir tabassé par quatre policiers du Los Angeles Police Department. L'événement avait été filmé par un vidéaste amateur et très vite ces images avaient été d'une vie autonome et transformées en images de fiction. Ainsi, le scénario de *Strange Days* transpose dans la catégorie stricte du thriller le trafic très contemporain d'images de la réalité que leur circulation même transforme en images de fiction.

Malheureusement, le film de Kathryn Bigelow noie ses ambitions, son goût (déjà remarqué dans ses précédents films) pour la violence et son discours à première vue radical sous les conventions d'un dénouement attendu. La fin de *Strange Days* fait ainsi confiance à un *deus ex machina* un peu trop réconfortant.

Jean-François Rauger

Hôtel de la Monnaie  
11, quai de Conti 01 47 33 73 07 25  
7 février au 25 avril

Eugénie  
Hartley  
à Beaumarchais  
avec Alain Mottet  
spectacle de Flore Bernard

## LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

### MIREK N'EST PAS PARTI

Film français de Božena Horackova. Avec Bohumil Kiepl, Eva Hodišova, Zuzana Bydžovská, Thomas Hanák (1 h 17). Mirek, un jeune Tchécoslovaque vivant à Paris, s'apprête à retourner au pays. Mais au dernier moment il se fait voler l'argent du voyage. Ce départ empêché donne son titre au film et lui fournit son argument : le transit aigre-doux du « héros » désargenté auprès de quelques compatriotes installés dans la capitale. Guignard, collant et gaffeur, Mirek agit comme un merveilleux révélateur des vices et vertus de cette petite enclave étrangère à Paris. Réalisé par une cinéaste elle-même d'origine tchèque et formée à l'Idhep, ce premier film laisse entrevoir un projet séduisant. Une réflexion sur la notion de communauté (on pense à la *Croisade d'Anne Buridan* de Judith Cahen), la force et la précarité de ses liens, sur l'exil enfin, quand il cesse d'être politique pour devenir intérieur. Un scénario en pointillé et une mise en scène qui confond liberté et relâchement contribuent hélas à déliter le propos, malgré une scène bien levée de chasse au pigeon sur les toits de Paris.

J. M.

### SABRINA

Film américain de Sydney Pollack. Avec Harrison Ford, Julia Ormond, Greg Kinnear, Nancy Marchand, John Wood (2 h 08). En 1954, le trio formé par Audrey Hepburn, Humphrey Bogart et William Holden n'avait pas suffi à rendre inoubliable *Sabrina*, un des rares films anodins qu'ait réalisés Billy Wilder. Sydney Pollack en a pourtant réalisé une nouvelle version, plombée par de sérieux handicaps. En premier lieu, le trio réuni pour l'occasion n'est pas à la hauteur de celui de 1954. Le défaut aurait pu se révéler mineur surtout si on n'a pas vu le premier *Sabrina* si Harrison Ford, Julia Ormond et Greg Kinnear avaient su faire preuve de flamme et de fantaisie. Le deuxième handicap, le plus difficile à surmonter, tient au caractère terriblement daté de cette comédie « romantique » dans laquelle la fille d'un chauffeur de maître, amoureux depuis l'enfance d'un des fils de la maison, est séduite, en toute insouciance, par le frère de ce dernier. Après une visite touristique de Paris, tel que les Américains veulent en conserver les images, pour laquelle Fanny Ardant, Valérie Lemercier et Patrick Bruel ont été convoqués, une intrigue languissante laisse loisir de visiter de superbes propriétés, qui forment de parfaits écrins pour ce qui ne prétend jamais être autre chose qu'un conte de fées « moderne ». L'appellation est d'ailleurs contrôlée par Sydney Pollack, qui à l'évidence a laissé toute ambition à la porte du studio.

P. M.

### TÉMOIN MUET

Film américain d'Anthony Waller. Avec Marina Sudama, Fay Ripley, Evan Richards (1 h 38). Une jeune aveugle sourde et muette, employée d'une équipe de cinéma américaine en tournée à Moscou, assiste à un meurtre, une nuit, dans les studios déserts. Elle échappe une première fois aux assassins, mais se heurte à l'incrédulité des policiers moscovites et doit compter sur son ingéniosité pour mettre en échec les tueurs. Le réalisateur Anthony Waller a vraisemblablement étudié les œuvres d'Alfred Hitchcock revues par Brian De Palma, pour cet exercice de style qui reprend les trucs de ses maîtres, sans attendre leur perfection technique. Après une demi-heure assez haletante, *Témoin muet* s'embourbe dans une accumulation de coups de théâtre qui ne présentent pas même l'intérêt d'une parodie réussie.

Jean-François Rauger

### ESPRITS REBELLES

Film américain de John N. Smith. Avec Michelle Pfeiffer, Courtney B. Vance, George Dzundza, Renato Santiago (1 h 37). Tirailé entre le regard du documentaire et la machine hollywoodienne, *Esprits rebelles* est un film schizophrène. À droite, insolentement blonde, insolentement belle, Michelle Pfeiffer, ex-« marine » experte en karaté, vient enseigner dans une école de ghetto urbain. À gauche, une classe « difficile », garçons quasi-gangsters, filles en proie aux problèmes familiaux ou aux grossesses prématurées. Dès la fin de la première bobine, on se doute qu'à force de persévérance la prof réussira à percer la carapace de ses élèves.

Le film est tiré d'un cas réel (l'ex-« marine » LouAnn Johnson a relaté son expérience dans *My Pass Don't Do Homework*). On ne le dirait pas. D'origine canadienne, le réalisateur John N. Smith vient du documentaire. Se déguisant (à peine) sous une fiction, *Truth of Dreams* et surtout *Boys of Saint Vincent* (sur les sévices sexuels exercés par des prêtres sur leurs écoliers) avaient la sécheresse d'un constat. Sa classe bouillonne de vitalité, chaque élève est campé avec justesse, même si, pour ne pas « égarer le spectateur », chacun d'entre eux ne représente qu'un seul problème. Mais Michelle Pfeiffer est réduite à un archétype simpliste. Elle a prouvé ailleurs qu'elle méritait mieux que ça. Cette condescendance à l'égard tant du spectateur que des personnages est d'autant plus rageante que le talent des acteurs ne fait aucun doute.

H. B.

### MORUROA LE GRAND SECRET

Film français de Michel Dæron (1 h 24). Nul ne soupçonnera Jacques Chirac d'avoir voulu nuire à la sortie de ce film, mais l'annonce de l'arrêt des essais nucléaires français enlève à *Moruroa* une grande partie de son actualité. Il s'agit en effet d'un représentant typique du « film d'intervention », conçu pour mobiliser en faveur d'une cause, en l'occurrence l'interdiction des tests en Polynésie, par la mise en évidence des dangers qu'ils font encourir à la population locale et la dénonciation de l'idéologie militariste, colonialiste et scientiste qui les sous-tend. Moruroa (qui signifie « grand secret » en langue tahitienne) est le véritable nom de l'atoll où s'est installée la base militaire française en 1963, déformant aussitôt son nom en guise de premier ourrage symbolique. Le film consiste surtout en témoignages soulignant les conséquences néfastes, pour la santé, pour l'emploi, pour la dignité des Tahitiens, et mettant en cause les thèses de l'Etat français sur la dissuasion nucléaire, la nécessité des essais, et le choix du site. Des extraits d'actualités des années 60 rappellent les conditions fort discutables dans lesquelles se sont déroulés les premiers essais, notamment celui auquel assista le général de Gaulle. L'argumentaire de Michel Dæron ne manque pas de force de conviction, il est pourtant limité en ne concernant que des campagnes de tir aériennes. Et, en se contentant des méthodes du reportage dénonciateur, *Moruroa* ne trouve aucune forme cinématographique susceptible d'approfondir et d'élargir son propos, en restant au stade de document télé (où il a d'ailleurs été déjà diffusé, sur Arte, le 6 novembre 1993).

J.-M. F.

### POURVU QUE ÇA DURE

Film français de Michel Thibaud, avec Gérard Damon, Ticky Holgado, Emmanuelle Seigner, Catherine Jacob, Jean-Pierre Buisson (1 h 30). Lorsque le motard Gérard Damon découvre la créature de rêve au bras du député qu'il doit escorter en compagnie de son collègue et copain Ticky Holgado, il en est tout chamboulé sous son casque réglementaire. Ce pandore à grosse cylindrée, qui élève des fourmis dans sa poche, ressemble davantage à un ancien hippie qu'à un serviteur de l'ordre, ce qui rend le personnage assez improbable, voire assez indifférent. Il séduit la demoiselle par pure décision du scénario, et recourt à des moyens imprévus par le manuel de la préfecture pour arriver à ses fins. *Pourvu que ça dure* toutille comme ça lui vient des lambeaux de situations à la mode (dont la désormais acquise corruption de tout homme politique) ou agulcheuses, alterne comme un métronome les moments sentimentaux et humoristiques — assumés par Ticky Holgado avec sa bonne volonté coutumière. Le film s'en tient à une sorte de gentillesse qui l'empêche de devenir antipathique, malgré l'uniforme et la région méridionale. On est loin du *Gendarme de Saint-Tropez*, plutôt dans une bluette anémisée, où la mollesse de la réalisation étouffe toute éventualité comique. Ce qui permet de respecter, plus que nécessaire, le souhait formulé par le titre : effectivement, ça dure.

J.-M. F.

**THEATRE HEBERTOT**

**LUDMILA MIKAEL**

**GERARD DESARTHE**

**FRANCOIS MARTHOURET**

**GERTRUD**

de **SÖDERBERG**

Mise en scène  
**G. Desarthe et F. Marthouret**

**LOCATION 43 87 23 23**



## Al Pacino fait ses débuts derrière la caméra avec Shakespeare comme coscénariste

**LOS ANGELES**  
correspondance  
Pour ses débuts de l'autre côté de la caméra, l'acteur américain Al Pacino a choisi de faire descendre Shakespeare dans la rue. Le panorama d'ouverture de *Looking for Richard* (une interprétation de Richard III) passe des murs d'un cloître - une image classique - à un terrain de basket-ball dans New York. Présentant son film en première mondiale au festival indépendant de Sundance, Al Pacino a remercié « *Mister Redford* » (venu présenter l'œuvre de son collègue) d'avoir invité son premier long métrage dans un lieu par définition

### Une autre dimension pour les acteurs

Le cinéma indépendant offre un terrain d'essais à des acteurs qui ont réussi à Hollywood mais se cherchent une autre dimension. Comme Al Pacino, Kevin Bacon a présenté son premier long métrage à Sundance. *Lost in the City* est la délicieuse histoire d'un été sur l'île de Martha's Vineyard, où Chase, remarquablement interprété par Helen Mirren, aime Elizabeth, jouée par Kyra Sedgwick, coproductrice du film et épouse de Kevin Bacon. « C'est bien d'être le capitaine », explique l'acteur d'*Apocalypse 13*, mais je ne peux pas dire que j'avais le désir brûlant de passer à la réalisation jusqu'à ce que je tombe sur ce scénario [d'Anne Vierditt]. Quant à Stanley Tucci, qui, avec le succès de *Murder One*, la dernière série télévisée de Steven Bochco, est en passe de devenir une star du petit écran, il a coécrit et réalisé *Big Night* (primé meilleur scénario), l'histoire de deux frères d'origine italienne qui tiennent un restaurant, « à cause de mon insatisfaction envers les rôles que j'ai joués. En Amérique, les gens jouent toujours les mauvais garçons... »

propice à l'expérimentation. Car *Looking for Richard* (où on lit King Richard - le film ouvre sur ce jeu de mots) expérimente en effet avec plusieurs genres cinématographiques : le documentaire, l'improvisation façon cinéma-vérité, le « *making of* », le film éducatif, la tragédie, la comédie, le portrait d'acteur qui cherche lui-même à mettre en scène et à interpréter Richard III. Al Pacino joue Al Pacino, inévitablement.

On pense à *La Nuit américaine* de François Truffaut, sauf qu'ici le problème essentiel du tournage c'est Shakespeare lui-même. Alors, pour redécouvrir les résonances contemporaines d'un texte vieux de quatre siècles, le réalisateur invite à sa rescousse des érudits spécialistes du dramaturge anglais, mais aussi Kevin Kline, James Earl Jones et, bien sûr, les héritiers naturels que sont les Britanniques Kenneth Branagh et Vanessa Redgrave. Il réalise des micros-trottoirs dans les rues de New York et de Londres, interrogeant les passants sur leur compréhension de Richard III, et va jusqu'à revisiter l'esprit shakespearien dans le légendaire Théâtre du Globe de Londres où sur le lieu de naissance de l'acteur à Stratford sur Avon.

### UN FILM ÉNERGIQUE ET AMUSANT

« Communiquer ce que je ressens à propos de Shakespeare a toujours été mon rêve », avoue Pacino, qui se qualifie de roi bossu, despote et meurtrier à l'occupé durant trois années et demie, entrecoupée par trois films et deux pièces de théâtre. Avec les quatre-vingts heures de pellicule, il a réalisé un film énergique et amusant qui devrait faire grimper les ventes en librairie de l'œuvre de Shakespeare, tout particulièrement de *Richard III*, la pièce la plus populaire (« *Now is the winter of our discontent made into glorious summer* ») mais aussi la plus complexe.

« Le projet était destiné aux écoles, explique l'acteur, visiblement détrempé après le succès de sa pre-



DESIGN DE MARC VAN DER

mière projection. L'idée a germé à la fin des années 70, alors que je donnais des séminaires dans les collèges. Quand je mentionnais Shakespeare, je sentais une réticence. Alors je parlais de la pièce avant d'en lire un extrait. Ils trouvaient la ligne des équilibres entre leur monde et celui de Shakespeare. J'ai joué Richard III sur Broadway en 1978. Quand on m'a demandé une version cinématographique, j'ai repris l'idée [pour les écoles]. Puis j'ai envisagé une diffusion à la télévision. Et finalement, il y a six mois, j'ai pensé que ça pouvait faire un film.

Al Pacino n'est même pas sûr de vouloir récidiver. « Je ne me perçois pas comme un metteur en scène. Si ça m'arrive à nouveau, ce sera déclenché de la même manière par quelque chose d'assez fort. Réaliser c'est une manière de regarder, de percevoir que je ne possède pas.

Mais ce qui est bien c'est d'avoir le contrôle ! »

Pour monter son *Richard III*, qu'il a entièrement financé, Al Pacino a réuni une distribution digne d'une soirée d'Oscars en costumes d'époque. « Et je les ai laissés faire ce qu'ils voulaient », estime Pacino. Estelle Parsons joue la reine Margot, Alec Baldwin, Clarence, Kevin Spacey, Buckingham, Aidan Quinn, le Richmond qui précipite la chute de Richard III à la bataille de Bosworth que Pacino filme en rouge et noir, clamant comme on s'y attend : « *Mon royaume pour un cheval !* »

Déambulant dans les rues de New York, le metteur en scène explique que le rôle de Lady Ann a toujours été comble, à cause de sa difficulté, à des actrices plus âgées, mais lui a préféré coller à la vérité historique, et il a jeté son dévolu sur la jeune Winona Ryder, hui-

neuse interprète de l'épouse du rival assassiné, que Richard convoite.

Le film se veut aussi un remède au complexe d'infériorité des acteurs américains à l'égard des vers shakespeariens. « *Les Anglais le jouent si bien*, reconnaît Pacino. C'est intimidant, ça nous fait hésiter », et de hasarder une comparaison moderne : « C'est comme avec le rap, il faut se faire l'oreille ! »

Pacino a encore du mal à cerner « son » Richard. Brechtien, il en conviendrait, héritier du Living Theatre qui l'a nourri. Mais il ajoute : « Si je l'avais joué juste pour le film, je l'aurais joué différemment. J'étais préoccupé par l'idée de communiquer mon personnage. Et dans une certaine mesure, j'ai fait quelque chose que j'évite habituellement, qui consiste à illustrer ».

Le réalisateur veut retravailler sa version finale, qui sera distribuée aux États-Unis par Fox Searchlight (le département du studio Fox consacré au cinéma indépendant), et on parle même d'une sélection à Cannes. « Mais je voudrais que le film tienne un peu mieux sur ses jambes. Je pense à la pièce elle-même, au procédé de la mise en scène, et je dois rééquilibrer ce va-et-vient. »

*Looking for Richard* sort au beau milieu d'une véritable shakespeare-mania : l'*Othello* d'Oliver Parker avec Laurence Fishburne et Irene Jacob, le *Richard III* de Richard Loncraine avec Ian McKellen - que Pacino a soigneusement évité de voir -, *A Midwinter's Tale* de Kenneth Branagh qui, après *Beauvoir de nuit* pour rien et *Henry V*, filme une troupe de théâtre amateur essayant de monter *Hamlet* (son film a fait l'ouverture de Sundance). Al Pacino, lui non plus, n'a pas fini d'explorer l'œuvre du chanteur d'Avon. Quel rôle lorgne-t-il encore ? « *Hamlet* m'est passé à côté, *Roméo* n'en parlons pas, *Macbeth* j'aimerais essayer et il y a toujours le roi Lear, bien que je n'aime pas l'avouer... »

Claudine Mulard

### entre d'Amérique

Surprise à la lecture de la liste des candidats tenus par la directrice de la section des réalisateurs américains, en vue de l'attribution de leur 14<sup>e</sup> annuel de la meilleure mise en scène : s'y figurent ni Martin Scorsese, ni Oliver Stone, pourtant favoris. On y trouve en revanche Mel Gibson sur *Braveheart*, le

Taiwanais Ang Lee et les Anglais Mike Figgis et Michael Radford, ce dernier pour un film italien, *Il Postino*. Kevin Spacey, l'acteur vedette de *Usual Suspects*, qui réalise à La Nouvelle-Orléans son premier film, *Albino Alligator*, avec Faye Dunaway, Matt Dillon et Gary Sinise, a dû offrir une récompense pour que lui soit restitués 1 200 mètres de pellicule (une séquence de poursuite en voiture), disparus durant un

transport aérien. Deux films auront dominé le box-office aux États-Unis à la fin de 1995 et au début de cette année : *Roy Story*, film pour enfants animé par ordinateur, qui totalise 175 millions de dollars (875 millions de francs) de recettes à la fin janvier et, loin derrière, *Jurassic Park* (82 millions de dollars) - film pour enfants animé par ordinateur. Remous à la Fox après une enquête du magazine *Primetime*

(l'édition américaine) sur la curieuse politique des tarifs pratiquée par la Major à l'égard de ses réalisateurs vedettes. Il semble par exemple qu'Andrew Davis (signataire du *Fugitif*, mais aussi du bidon *Steel Dawn*, *Steel Dawn*) ait été payé 5 millions de dollars, contre 1,5 million « seulement » à Jan de Bont, auquel le studio doit pourtant une fière chandelle pour avoir tourné *Speed*.

### Lettre de Grande-Bretagne

Réputé stoïque au début de la décennie, le cinéma britannique a repris des couleurs. Plusieurs succès internationaux (*Cry Freedom*, *Quatre mariages et un enterrement*, *Petits meurtres entre amis*, *Coronation Street*, *Land and Freedom*, *La Foie du roi George*) et de nombreux prix dans des festivals témoignent d'une nouvelle vitalité créative. La fréquentation dans les salles du Royaume est remontée de manière notable. En 1995, l'équivalent de près de 3 milliards de francs a été investi dans la production.

Longtemps indifférent au sujet, le gouvernement a débloqué une subvention de 70 millions de livres sur cinq ans (environ 540 millions de francs). Les investissements des chaînes de télévision (Channel 4 et la BBC) sont en augmentation. Ce bilan positif doit pourtant être nuancé : l'Amérique pèse toujours



d'un poids décisif dans le bilan de notre cinéma anglais. Un tiers des investissements totaux sont consacrés à trois grosses productions hollywoodiennes (dont *GoldenEye*), l'augmentation du public grâce aux multiplexes profite pour l'instant surtout aux films d'entre-Atlantique. Une récente enquête du cabinet d'experts Casson Beckman conduit à un sous-évalué chronique, notamment par manque de système fiscal incitatif. Et les palliatives du gouvernement britannique à l'égard du fonds européen de soutien au cinéma britannique n'ont pas aidé à amarrer les films de l'île au continent.

Henri Béhar

## Pour sa 25<sup>e</sup> édition, le Festival de Rotterdam retourne aux sources du cinéma engagé

**ROTTERDAM**  
de notre envoyé spécial  
Installé dans un pays peu ciné-philie (les Néerlandais voient, en moyenne, moins d'un film par an), le Festival de Rotterdam fête cette année, du 24 janvier au 4 février, le vingt-cinquième anniversaire d'une des plus actives manifestations européennes. Pour l'occasion, son délégué général, Emile Fallaux, reprenait la sélection du premier festival : trente-six films programmés en 1972 par son fondateur Hubert Bals, complétés par six titres qui, pour des raisons diverses, n'avaient pu trouver le chemin des écrans hollandais.

Jouant simultanément la carte de l'avenir, Fallaux supervisait aussi la mise en place d'une section consacrée au cinéma interactif, au CD-ROM et à Internet, Exploding Cinema. La compétition officielle, un hommage à Tsumi Kurosawa, cinéaste japonais découvert par le porno « soft », et un « gros plan » sur le cinéma du Mekong contribuaient à mettre en lumière un certain trajet du cinéma depuis un quart de siècle.

La sélection de 1972 était marquée par l'abondance de films ouvertement politiques, souvent réalisés par des collectifs tels que le groupe Medvedkine (*Week-end à Sochaux*) ou celui, américain, de Newsreel. La France avec *Coup pour coup*, *Les Camisards* et *Rencontres d'Argile*, les États-Unis avec

*Johnny Got his Gun*, l'Amérique latine avec *Le Sang du condor*, de Sanjines et Reed, *Mexico insurgente*, de Leduc, l'Iran avec *La Vache* et *Le Postier*, de Darius Mehri, le Sénégal avec *Lambaye*, de Mahama J. Traoré apportaient leurs bobines d'explosion à cette entreprise générale de contestation. L'Américain Paul Morrissey (*Women in Revolt*), l'Allemand Uwe Brandner (*Je t'aime, je te tue*) et l'Espagnol Carlos Saura (*Le Jardin des délices*) dynamisaient quelques tabous sexuels. Rainer Werner Fassbinder (*Katzelmacher*), Werner Schreyer (*La Mort de Maria Mall-bran*), Steven Dwoskin (*Dyn Amo*) et Philippe Garrel (*La Citricité intérieure*) représentaient l'avant-garde « expérimentale ».

Le documentaire polémique avait à l'époque pignon sur rue, qu'il s'agisse du *Chogrin* et la pitie, de Marcel Ophüls, de *Mhnamata*, de Noriaki Tsuchimoto, d'*Essence*, de Frederick Wiseman, ou de *Winter Soldier*, du Winterfilm Collective, fondé par les vétérans du Vietnam contre la guerre. Loin de toute nostalgie, cette remise en écran du premier festival servait de support à un débat sur l'évolution du cinéma indépendant et de la cinéphilie.

« Le cinéma à petit budget s'est relativement embourgeoisé, diagnostiquait Emile Fallaux, sous l'influence de la prolifération des chaînes de télévision, du câble, du satellite. Pour trouver encore de vrais indépendants, il faut aller plus loin dans la marginalité. » Les générations nouvelles, selon lui, manquent de culture cinématographique, mais brûlent de travailler l'image. « Ces nouvelles énergies ont, elles aussi, mais d'une manière différente, une dimension politique. »

De fait, Exploding Cinema révélait une passion analogue à celle des empoignades politico-cinéma-philie de jadis, cette fois autour de l'ordinateur. Notamment de la version interactive de *Johnny Mnemonic*, réalisée par Douglas Gayeton : les acteurs sont différents (pas de Keanu Reeves), l'intrigue multiplie les points d'entrée, l'ordinateur, qui en garde en mémoire les choix, prend d'autorité un certain nombre de décisions. « Qui vous dit que j'ai envie d'intervenir dans un film ? demandait un spectateur. Je vais au cinéma pour qu'on me raconte une histoire. » Gayeton, lui, prédit que dans un avenir proche

les films se tourneront en deux versions, cinéma et CD-ROM. « Je ne sais pas où ça va, murmure un spectateur à la sortie de *Johnny Mnemonic*, mais j'ai envie d'en être. »

Wouter Barendrecht, programmeur de cette section, a réuni des films venus de Birmanie, de Thaïlande, du Vietnam, du Laos et du Cambodge. Autant de pays confrontés à différentes formes de crises, de l'extrême isolement (mais qui est peut-être en train de s'atténuer) de la Birmanie aux difficultés financières (la production thaïlandaise a ainsi chuté de cent cinquante films par an à vingt-cinq à peine) en passant par le sous-équipement généralisé et l'invasion des images hollywoodiennes et de Hongkong, et le rouleau compresseur de la vidéo. Parmi les œuvres les plus remarquables à Rotterdam, celles réalisées par Norodom Sihanouk, dont la naïveté à la Douanier Rousseau tente de rectifier l'image tragique du Cambodge, et *Daughters*, du Thaïlandais Chatri Chalermlukol, qui a pour personnages quatre adolescentes s'enfermant dans l'enfer de la drogue et une mère prostituée atteinte du sida - énorme succès en Thaïlande.

Son, du chinois Zhang Yuan, a sans doute été la révélation du festival. L'auteur de *Mama* et des *Bâtards de Pékin*, qui filme au présent des situations réelles et souvent

sombres, décrit cette fois une famille marquée par l'alcoolisme : après avoir tabassé sa femme une fois de trop, le père a été enfermé en asile psychiatrique, les deux fils semblent bien partis pour en prendre le chemin. Signe particulier : il s'agit d'une famille réelle, chacun des membres jouant son propre rôle. Production « hors système », mais avec l'appui du Fonds Hubert Bals. Son est pour l'instant banni des écrans chinois. Il a partagé le Grand Prix (tigre d'or) avec *Comme des grains de sable*, du japonais Ryosuke Nagishuchi et *Small Faces*, de Gilles MacKinnon (Royaume-Uni).

**SALON DE LA BIBLIOPHILIE**  
OUVERTURE 10 H 30 - 20 H 00  
90, RUE DE RIVOLI - 75001 PARIS  
ORDRE DES PAGES 13-14  
Tél. 45 32 12 73

**KLEZMER A LA RUSSE**  
ENSEMBLE KASBEK  
MUSIQUES POPULAIRES JUIVES  
Du 8 AU 13 FÉVRIER  
01, BD RASPAIL-PARIS  
45 44 41 42

**PORTE ST-MARTIN**  
COLINE SERREAU  
ANNIE ALANE SONIA VOLLEREAU  
**Lapin Lapin**  
une comédie de COLINE SERREAU  
mise en scène BENNO BESSON  
EUROPEA  
LOC. 42 08 00 32



٥٥ ذامن الاصل

75-55; reservation: 40-30-20-10; Gaumont Normandie, dolyb, 8\* (36-68-49-55); Gaumont Opéra Français, dolyb, 9\* (36-68-75-55); reservation: 40-30-20-10; 14-Juliet Bastille, dolyb, 11\* (43-57-90-81; 36-68-59-27); Gaumont Grand Ecran Italie, dolyb, 13\* (36-68-58-73); reservation: 40-30-20-10; Gaumont Parnasse, 14\* (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); 14-Juliet Bastille grenelle, dolyb, 15\* (45-75-79-79; 36-68-69-24); Bienvenue Montparnasse, dolyb, 15\* (36-68-64-73; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Kiosque, dolyb, 15\* (36-68-75-15); reservation: 40-30-20-10; Majestic Passy, dolyb, 17\* (36-68-48-56; reservation: 40-30-20-10); Au Majollet, dolyb, 17\* (36-68-31-34); Parthé Wepler, dolyb, 18\* (36-68-20-22; reservation: 40-30-20-10).

SHARAKU  
de Masahiro Shinoda,  
avec Miyuki Kasekita, Shina Iwashita,  
Tsurutaro Karakasa, Shiro Sano, Rion  
Iwano (1 h 55).

76-10: 14-Juliet Beaubourg, 3\* (36-68-69-23); L'Arlequin, 3\* (36-68-42-24; reservation: 40-30-20-10); Le Balzac, 3\* (45-61-10-60).

SMOKE  
de Wayne Wang,  
avec William Hurt, Harvey Keitel, Stockard Channing, Harold Perrineau Jr., Ashley Judd, Forest Whitaker.  
Américain (1 h 50).

76-15: 14-Juliet Bastille, dolyb, 1\* (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); Racine Beaudou, dolyb, 3\* (36-68-89-23); Juliette Odéon, 6\* (43-68-19-68); reservation: 40-30-20-10; Saint-André-des-Arts II, dolyb, 6\* (43-26-80-23); La Pagode, 7\* (36-68-75-07; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Champélysées, dolyb, 8\* (43-59-04-67; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Opéra Français, dolyb, 9\* (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); Le Bastille, dolyb, 11\* (43-57-48-60); Gaumont Gobelins Rodin, dolyb, 13\* (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); Gaumont Kiosque, dolyb, 14\* (36-68-75-55; reservation: 40-30-20-10); 14-Juliet Beaubourg-nelle, dolyb, 15\* (45-75-79-79; 36-68-69-24); Parthé Wepler, dolyb, 18\* (36-68-20-22; reservation: 40-30-20-10); Le Gambetta, dolyb, 20\* (46-36-10-96; 36-65-71-44; reservation: 40-30-20-10).

## SÉLECTION

**LA VIE, A LA MORT I**  
de Robert Guedigoulin,  
avec Ariane Ascaride, Jacques Boudet,  
Jean-Louis Darrouslin, Jacques Gambi-  
lli, Gérard Meyrign, Jacques Piellier,  
França (1 h 40),  
Images d'ailleurs, 5° (45-57-18-09); 36-  
68-03-77); La République, 11° (48-05-  
51-33); Demofar, 14° (44-21-41-01).  
**L'AMERIQUE DES AUTRES**  
de Goran Paskaljevic,  
avec Tom Cost, Miki Manojlovic, Ma-  
ria Casares, Zorka Manojlovic, Sargej  
Trifunovic,  
Franco-brannique-allemand (1 h 35).  
VQ : Lucmaire, 6° (44-44-57-34).  
**L'ANGLAIS**  
**QUI GRABIT UNE COLLINE...**  
de Christopher Monger,  
avec Hugh Grant, Tara Fitzgerald,  
Colin Meaney, Ian McEwan, Ian Hart,  
Katharine Griffiths,  
Britannique (1 h 35).  
VQ : UGC Ciné-actés Les Hanton, dolly, 1°  
(36-68-68-38); UGC Dallas, 3° (36-68-  
34-21); UGC Triomphe, dolly, 6° (36-  
68-45-47); UGC Opéra, 3° (36-68-21-  
24).  
**UN BEAU MILIEU DE L'HIVER**  
de Kenneth Branagh,  
avec Michael Maloney, Richard Briers,

**Gérard Darmon, Ticky Holgado, Em-**

Gérard Darmon, Ticky Holgado, Emmanuelle Seigner, Catherine Jacob, Jeanne-Pierre Bisson, Rabecca Potok (13-30).  
 JGC Ciné-22 les Halles, 1<sup>re</sup> (36-68-68-58); Rex, 2<sup>de</sup> (36-68-70-23); Bretagne, 3<sup>de</sup> (36-68-04-73); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Ambassade, 8<sup>de</sup> (43-59-19-08); 36-68-75-55; réservation: 40-30-20-10; George-V, 1<sup>re</sup> (36-68-43-47); 36-68-55; Gaumont Opéra Français, doblay, 1<sup>re</sup> (36-68-55-35); réservation: 40-30-20-10; UGC Lyon Méditerranée, 12<sup>de</sup> (36-68-62-33); Gaumont Gobelins Ravetta, doblay, 13<sup>de</sup> (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Alsée, doblay, 14<sup>de</sup> (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Parnass, 14<sup>de</sup> (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Convention, 17<sup>de</sup> (36-68-75-53); réservation: 40-30-20-10; Pathé Waple, 1<sup>re</sup> (36-68-22-22); réservation: 40-30-20-10; La Gambetta, 20<sup>de</sup> (46-36-10-96); 36-68-71-44; réservation: 40-30-20-10.  
 Théâtre américain de Sydney Pollack, avec Harrison Ford, Julia Ormond, Greg Kinnear, Nancy Marchand, John Wood (2-108).  
 JGC Ciné-22 les Halles, doblay, 1<sup>re</sup> (36-68-70-55); Gaumont Opéra, doblay, 2<sup>de</sup> (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10; 4-Juliet Odéon, doblay, 8<sup>de</sup> (43-25-18-63); 36-68-68-12; UGC Rotonde, doblay, 12<sup>de</sup> (36-68-70-73); 36-68-41-45; UGC Champ-Elysées, 1<sup>re</sup> (36-68-66-54); Gaumont Grand Ecran Italie, doblay, 1<sup>re</sup> (36-68-75-13); réservation: 40-30-20-10; 4-Juliet Beaugrenelle, doblay, 15<sup>de</sup> (36-68-75-79-79); 36-68-68-24; Majestic Passy, doblay, 1<sup>re</sup> (36-68-48-56); réservation: 40-30-20-10; UGC Maillot, 17<sup>de</sup> (36-68-68-31-34); Pathé Waple, doblay, 18<sup>de</sup> (36-68-68-22); réservation: 40-30-20-10.  
 4-Juliet: Rex, doblay, 2<sup>de</sup> (36-68-70-23); Bretagne, doblay, 1<sup>re</sup> (36-68-04-73); réservation: 40-30-20-10; Saint-Lazare-Passages, doblay, 8<sup>de</sup> (43-87-35-43); 36-65-65-71-88; réservation: 40-30-20-10; Paramount Opéra, doblay, 9<sup>de</sup> (47-10-12-56-31); 36-68-81-09; réservation: 40-30-20-10; Les Nation, doblay, 12<sup>de</sup> (43-43-43-04-07); 36-65-71-33; réservation: 40-30-20-10; UGC Lyon Bastille, doblay, 12<sup>de</sup> (36-68-62-33); UGC Gaiéris, doblay, 13<sup>de</sup> (36-68-62-22); Mistral, doblay, 14<sup>de</sup> (36-68-74-30); réservation: 40-30-20-10; Gaumont Convention, doblay, 15<sup>de</sup> (36-68-75-55); réservation: 40-30-20-10.  
 STRANGE DAYS (\*\*)  
 Théâtre américain de Kathryn Bigelow,

**SPECTACLES**  
RÉSERVEZ  
VOS PLACES  
SUR MINITEL  
**3615 LEMONDE**

VO : Lucernaire, 6° (45-44-57-34); De  
fert, dolly, 14° (43-21-41-01); L'Ente  
pôt, 14° (45-43-41-63).  
SEVEN (\*)  
de David Fincher,  
avec Brad Pitt, Morgan Freeman, Gw  
neth Paltrow, John C. McKinley, En  
Hules, André Walker.  
Américain (2 h 10).  
VO : UGC Ciné-été les Halles, dolly,  
(36-68-68-58); 14-Juillet Beaubou  
(36-68-68-58); Les Tro  
Luxembourg, 6° (46-33-97-77; 36-6  
70-42); UGC Odéon, dolly, 6° (36-6

**REPRISES**

**L'EXTRAVAGANT MR RUGGLES**  
de Leo McCarey,  
avec Charles Laughton, Mary Boland,  
Charles Ruggles, Zasu Pitts, Roland  
Young, Laila Hyams.  
Américain, 1935, noir et blanc (1 h 26-  
65). Le Quertier Latin, 5 (43-25-  
65).

**LA MAISON DES ÉTRANGERS**  
de Joseph L. Mankiewicz,  
avec Edward G. Robinson, Richard  
Corte, Susan Hayward, Luther Adler,  
Efrem Zimbelist jr, Debra Paget.  
Américain, 1949, noir et blanc (1 h 4-  
45). Action Christine, 6 (43-29-113-  
36-65-70-72). Mac-Mahon, 17 (43-2-  
78-89 ; 36-65-70-78).

(\*) Films interdits aux moins de 12 ans  
(\*\*) Films interdits aux moins de 16 ans



## La privatisation de la SFP se prépare activement

La société serait divisée en deux pôles

LA SOCIÉTÉ française de production (SFP) devait être inscrite, mercredi 7 février, au menu du conseil des ministres, sur la liste des entreprises à privatiser par la loi. Diverses dispositions d'ordre économique et financier (Dioef), le projet doit d'abord être avalisé par le Parlement avant qu'une procédure de privatisation ne débute le mode de cession (par apports ou en bloc).

A l'origine, Michel Bassi, PDG de la SFP militait pour une cession par apports. Mais, après avoir été écarté, trois pôles ont été dessinés : SFP vidéo, SFP productions, SFP studios - qui seraient susceptibles d'intéresser des investisseurs. Mais suivant les avis de l'OCB, la banque-conseil, la répartition du trésor semble pencher pour une vente globale. Ceci n'a d'ailleurs pas empêché la SFP d'être inscrite sur la liste.

**SECOND PLAN**  
Pour répondre aux désirs du gouvernement, Michel Bassi et son équipe ont imaginé un second plan. La société ne se divise pas en trois pôles, mais en deux. Pour éviter que l'entité ne soit divisée en trois pôles, les studios restent sans reprendre, et les effectifs pléthoriques et les infrastructures lourdes, Michel Bassi a entrepris de redistribuer les actifs entre les deux autres : SFP vidéo et SFP productions. Tout repartir de l'une ou

l'autre activité de la SFP serait donc obligé d'emporter avec lui des moindres dont il n'a pas forcément l'usage.  
Ainsi Télédiffusion de France (TDF), qui avait montré son intérêt pour le pôle vidéo de la SFP et qui semblait prêt à monter progressivement en puissance dans le capital de cette filiale, se verrait désormais offrir les activités vidéo plus une partie des studios accompagnés des effectifs liés à ce site. Bruno Chetaille, PDG de TDF, qui vient de conclure avec les syndicats CFDT, CGC, FO et CFTC de TDF un accord sur la filialisation des activités reportage et prestation vidéo en dehors de la convention collective de l'audiovisuel public, se retrouverait avec ce problème à régler une nouvelle fois s'il reprenait l'une ou l'autre entité de la SFP.

Michel Bassi espère-t-il que le gouvernement saura forcer la main de la direction de TDF pour absorber la moitié de la SFP, quitte à licencier par la suite ? La rumeur dit aussi que France-Télévision pourrait se voir demander de reprendre l'autre moitié de la société de production publique. La SFP ne serait plus alors réellement privatisée, mais refondu au sein d'entités publiques plus vastes. Le déficit prévisionnel de la SFP pour 1995 est estimé à 100 millions de francs pour 1 milliard de francs de chiffre d'affaires.

Y.M.

## La CLT s'allie à Rupert Murdoch pour la télévision numérique en Allemagne

Le groupe luxembourgeois n'a pu s'entendre avec Canal Plus-Bertelsmann

**DISNEY OU MURDOCH ?** A défaut d'avoir pu s'entendre avec le groupe Canal Plus-Bertelsmann, le conseil d'administration de la Compagnie luxembourgeoise de Télédiffusion (CLT) a accepté, lundi 5 février, de créer une société commune avec Rupert Murdoch dans le but de développer divers projets de télévision numérique en Allemagne. Un protocole d'accord a été élaboré entre la CLT et Murdoch qui donne la majorité (60%) au premier et une participation de 40% au second. Une clause de pré-accord, qui doit être finalisée dans les prochains jours à l'occasion d'une visite de Rupert Murdoch à Luxembourg, laisse la possibilité à l'opérateur de BSkyB de revendre sa participation au cas où la CLT subirait une modification de son capital.

En clair, Murdoch pourra se désengager si d'aventure Albert Frère réalisait sa participation dans la CLT. Fin décembre, le financier belge avait ainsi refusé une première offre de 10 milliards de francs proposée par un trio composé de Léo Kirch, Canal Plus et Bertelsmann. Albert Frère qui semble persuadé que le numérique va valoriser la CLT avait ensuite déclaré « ne pas être vendeur pour les deux ou trois prochaines années ».

Pour mettre en œuvre cette société commune, la CLT puisera dans ses fonds propres. En revanche, Rupert Murdoch devra mettre la main à la poche, prix de son entrée sur le continent. En contrepartie, le bou-

quet numérique diffusé sur l'Allemagne utilisera le Videocrypt, boîtier numérique développé par le groupe Murdoch. Le nouveau tandem partira toutefois handicapé dans sa conquête des téléspectateurs allemands : malgré une proposition de 200 millions de deutschmarks (700 millions de francs environ) en provenance de la CLT, la Fédération allemande de football a accordé les droits de diffusion des matches au groupe Kirch et au tandem Bertelsmann-Canal Plus (Le Monde du 7 février).

### FEU VERT DU GRAND-DUCHÉ

Il ne fait pas de doute qu'Albert Frère, principal actionnaire de la Compagnie luxembourgeoise de Télédiffusion (CLT), a également reçu le feu vert - « sans enthousiasme » - du gouvernement luxembourgeois pour autoriser l'entrée de Rupert Murdoch. Traditionnellement favorable à « une solution européenne autour de la CLT », c'est-à-dire à un accord avec Canal Plus ou Bertelsmann, les autorités grand-ducales s'étaient longtemps opposées à l'arrivée du magnat australo-américain, comme à celle de Disney-ABC-Capital Cities. Depuis quelques semaines ce veto semblait moins ferme après les péripéties de l'accord manqué avec Canal Plus (Le Monde du 20 janvier).

L'accord conclu entre Albert Frère et Rupert Murdoch sur le numérique pose en tous cas un redoutable problème à Havas. Le groupe

publicitaire français qui avait à la fois un pied dans Canal Plus en France et un autre dans la CLT au Luxembourg ne voulait pas courir le risque de devenir une holding obligée de financer deux filiales en guerre commerciale frontale.

Ayant choisi de protéger Canal Plus contre toute concurrence de la CLT en France, Pierre Dautier, le président de Havas, risque d'avoir à en payer le prix : il court le risque d'être marginalisé dans l'évolution de la CLT. En s'alliant avec un groupe américain, Albert Frère place aujourd'hui le groupe publicitaire français dans la position du minoritaire contraint de subir les événements sans jamais être consulté. Il est clair désormais que Rupert Murdoch va devenir un partenaire beaucoup plus important pour Albert Frère que ne l'a jamais été Pierre Dautier.

Cela ne va pas simplifier la vie d'Havas. Le groupe médiatique français qui contrôle les règles publicitaires des filiales de la CLT ne pourra jamais sortir de la compagnie sous peine de perdre automatiquement une bonne partie de son chiffre d'affaires. Si, comme ils semblent en avoir l'intention, Rupert Murdoch et Albert Frère décident de s'attaquer à la France après l'Allemagne, Havas subira ce qu'il a toujours cherché à éviter : la guerre commerciale entre la CLT et Canal Plus.

Guy Dutheil et Yves Mamou

■ **SATELLITE** : BSkyB, réseau satellitaire britannique contrôlé par Rupert Murdoch, a annoncé, mardi 6 février, un bénéfice semestriel avant impôt de 106,3 millions de livres (environ 818 millions de francs) pour son exercice clos fin décembre 1995. Il y a un an, BSkyB avait réalisé un résultat de 55 millions de livres (environ 425 millions). Au premier semestre, le chiffre d'affaires de BSkyB a progressé de 30% pour atteindre 464 millions de livres (3,57 milliards).

■ **CABLE** : 180 352 foyers supplémentaires se sont abonnés au service de base du câble (au moins 15 chaînes) en 1995, selon l'Association des villes câblées (AVICA). Le nombre des abonnés a progressé de 13,84% l'an dernier pour atteindre 1 318 356 au 31 décembre 1995.

■ **IMPRIMERIE** : la société canadienne Québecor a réalisé un bénéfice de 680 millions de francs, en 1995, pour un chiffre d'affaires de 20 milliards, en hausse de 40% par rapport à 1994. Présent dans la production papetière (Donohue), l'imprimerie, la presse (Le Journal de Montréal) et l'édition, Québecor a développé ses activités d'imprimerie en Europe, en reprenant l'anglais Hunterprint et les français Jean Didier et Jacques Léprieux (Le Monde du 7 février).

■ **PRESSE** : le PDG de CEP Communication, Christian Brégon, a annoncé, mardi 6 février, Alain Kouch directeur général adjoint des activités industrielles et commerciales. Cet ancien responsable de la branche industries et services d'Hachette aura « notamment en charge, pour l'ensemble des activités information professionnelle, information grand public et édition, les dossiers concernant l'immobilier et la gestion du patrimoine, les moyens et systèmes informatiques, la distribution et la commercialisation, les achats et les filiales industrielles ».

F1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
00 Journal, Météo. 38 Femmes. Magazine. 40 Les Feux de l'Amour. Feuilleton. 30 Sydney Police. Le père indigne. Série. 25 Force de frappe. Copie conforme. Série. 15 Une famille en or. Jeu. 50 Super Club Dorothée. 50 La Croisière. Roi du monde. L'Amour n'est rien. Série. 00 Les Années fic. L'enquête. Série. 25 Le Miracle de l'Amour. Le choix de Sébastien. Série. 00 Agence tous risques. (18) Un témoin capital. Série. 00 Journal. La Minute hippique. Météo.	12.55 et 13.40 Météo. 12.59 Journal, Bourse. 13.45 Derrick. La rose. Série. 14.50 L'Enquêteur. Coupable ou victime. Série. 14.55 Hartley, cœurs à vif. Série. 16.35 Seconde B. La femme de ma vie. Série. 17.05 Quoi de neuf, docteur ? La vie de Maggie. Série. 17.30 La Fête à la maison. 18.05 Les Bons Génies. Jeu. 18.40 Qui est qui ? Jeu. 19.15 Bonne nuit, les petits. 19.20 et 19.55 Studio Gabriel. 19.55 et 20.45 Tirage du Loto. 00 Journal, Météo.	12.55 Journal, Keno. 13.10 Tout en musique. Jeu. 13.40 Les Enquêtes de Remington Steele. 14.30 Brigade criminelle. 15.00 Questions au gouvernement. En direct. 16.05 Docteur Doogie. 16.30 Popeye. Dessin animé. 16.40 Les Vieux. Série. 17.45 Le passe à la télé. 18.20 Questions pour un champion. Jeu. 18.50 Un livre, un jour. Attes des pays du monde (Langues). 18.55 La 19-20 de l'Information. 19.08 Journal régional. 20.05 Fa si la chantes. Jeu. 20.35 Tout le sport. 20.40 Consommation.	13.00 Fête des bébés. 13.30 Attention santé. Alcool et adolescents. 14.00 Le Réseau des médecins. 14.05 L'Esprit du sport. 15.00 Ormiséances. Maladies mentales. 15.30 Vaisseau Terre. Air conditionné. 16.00 Avoir 16 ans. 16.30 Rintintin. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Planète blanche. 18.30 Le Monde des animaux. Bébés animaux : les ours.	13.25 M 6 Kid. Magazine présenté par Caroline Aven. La boxe. Kilomètres : la pomme. 13.30 Copie Show : 14.00. Titre : La Grabe aux pinces d'or : 15.00. Gadget Boy : 15.25. Creepy Crawlers : 16.00. Drediffo. 16.30 Hit Machine (rediff.). 17.00 et 0.35, 4.25 Fantazie. Special chansons françaises. 17.35 L'Éclair noir. Série. 18.05 Raven. Urgence éternelle. Série. 19.00 Code Quantum. La cavale infernale. Série. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Notre belle famille. Série. 20.35 Ecole 6. Des aquariums dans le désert.	10.35 Tron ■ Film de Steven Lisberger (1982, 92 min). 2412820 12.10 Intermittentes. Documentaire. 12.30 Intermittentes. Documentaire. 12.30 La Grande Famille. 13.45 Les Superstars. Le catch. 16.40 Basket américain. New-York-Detroit. 17.55 Pas si vite ! 18.00 Le Dessin animé. The Mask. ► En clair jusqu'à 19.00. 18.40 Nuits magiques. ► En clair jusqu'à 21.00. 20.30 Le Journal du cinéma.	19.35 Perspectives. Scientifiques. De la substance naturelle au médicament (1). 20.00 Le Rythme et la Raison. Les chansons de mariage (3). Radio suisse-romande. 20.30 Antipodes. Les francophones de l'Amérique. 21.32 Correspondances. 22.00 Correspondances de radio publique de langue française. A nos amours : Jacques de Decker, journaliste. Une émission de la radio belge. 22.40 Nuits magiques. Ceci n'est pas du cinéma 2. Rien que des messages. 0.05 Du jour au lendemain. Gérard Philipe (États). 0.50 Code (3). 2.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).
1.50	20.55	20.50	20.45	20.45	21.00	0.10
<b>SHUAUA PRÉSENTE PÉRIODE KAVANGO</b> « marché sur la Terre (115 min). 778738 « nouveau magazine mensuel écrit par Nicolas Hulot, fera découvrir un continent par son premier : l'Afrique.	<b>L'EMBEILLIE</b> Téléfilm de Charlotte Silvera, avec Line Renaud, Jean-Pierre Cassel, Jackie Berroyer (100 min). 3047007 Une femme d'affaires qui a déjà dépassé l'âge de la retraite se trouve prise d'un malaise en pleine rue. Un homme lui vient en aide.	<b>LA MARCHÉ DU SIÈCLE</b> Magazine présenté par Jean-Marie Cavada. La force de l'air officielle. Invités : Jacques Alain Grinfield ; Bernard Cabot ; Catherine Trautmann (10 min). 138795 22.40 Journal, Météo.	<b>LES MERCREDIS D'HISTOIRE</b> Documentaire. Nous étions dix frères, les juifs en route pour les camps d'extermination de l'Est nazis. d'Erwin Leiser (60 min). 7108910 Erwin Leiser a rencontré des témoins, survivants des camps de la mort, pour suivre l'itinéraire des juifs sous le Troisième Reich.	<b>PAROLE D'ENFANTS</b> Téléfilm de Miguel Courtois, avec Jean-François Garraud, Olivia Bonnard (34 min). 123810 Deux adolescents de 13 et 15 ans accusent leur père d'inceste, puis se rétractent. Une instruction judiciaire a été ouverte.	<b>OPÉRATION SHAKESPEARE</b> Film de Penny Marshall (1994, 124 min). 895858 22.05 Flash d'information. 23.10 Jour de foot. 23.55 Deux verveines et l'addition. Court métrage.	<b>GERONIMO</b> Film américain de Walter Hill avec Jason Patric, Costi Haddon (1993, v. o., 115 min). 8953991 A la fin de la conquête de l'Ouest, un jeune sous-officier établit une bonne relation avec le chef indien Geronimo. Celui-ci, envoyé dans une réserve avec les siens, se révolte. Vérité historique et exploitation du filon pro-indien de Danse avec les loups. C'est soigné, classique, un peu ennuyeux. 2.10 Histoire du reggae. (52 min) Musique.

## Les soirées câble et satellite

**TV 5**  
9.30 Journal (FR). 20.00 Part pas deux. (Invité : Pierre Bachelet (France) le 22/06). 21.00 Strip Tease. 22.00 Journal (France 2). 22.35 Du côté de chez nous. (20/1). 23.35 Savoir plus. 30 Soir 3 (France 3). 1.00 Journal RTBF. 30 min.

**Planète**  
01.35 Mascarade, l'émotion les yeux fermés. 21.20 Hémisphère (1993) Un satellite fraiche 21.50 Vol au-dessus des mers. (1991) Tomcat, le rétro des mers 22.45 Un état inoubliable. 23.35 Le Copain. 0.30 Animaux du stade (55 min).

**Paris Première**  
20.00 20 Paris Première. 21.00 Paris modes. 21.55 Paris Match Première.

22.25 Concert : Maurice. Enregistré à Bruxelles en 1999 (50 min).  
23.15 Concert : Les découvertes des Francofolies 95. Enregistré à La Rochelle (60 min). 9404281  
0.40 Musiques en scènes.  
1.10 Paris dernière (50 min).

**Ciné Cinéma**  
20.30 Dead Bang ■  
Film de John Frankenheimer (1969, 100 min). 8983194  
22.10 Smoking ■  
Film d'Alain Resnais (1993, 145 min). 75945303  
0.35 Ciné Cinéma courts.  
Invités : Martin Karmir ; Tony Cadi ; Christian Philibert ; Philippe Kottarski.

**Série Club**  
19.35 Le Conseil de la reine. La formation de la reine. 20.20 Ma mère à moi. 20.45 (ex 25.50) The Thunderbirds. Joyeux Noël. 21.40 (ex 0.40) Jim Burgess. C'est presque des vacances. 22.30 Alfred Hitchcock présente. La taupe. 1.30 L'Or et le Papier (60 min).

**Canal Jimmy**  
20.00 Le Fédor vert. Le secret de Sally Bell. 20.30 Route 66. Vers l'avenir. 21.30 Max Headroom. La police subjective. 22.10 Chronique de mon chat. 22.35 Schiffo. Le contrevenant. 22.45 Cop Rock. Pièces. 23.35 Liquid Television. 0.00 7 ans pas que kids ? Invité : Patrice Chéreau 1.05 New York Police Blues (50 min).

**RTL 9**  
19.35 La Vie de famille. L'après du Yodeler. 20.30 Le Docteur blanc. 21.30 L'après. 22.15 Ciné express. 22.30 Le Syndrôme chinois. Film de James Bridges (1979, 125 min). avec Jane Fonda. Suspense. 0.35 Télé-achat. 0.50 Mariage de 100 millions. Film de Julien Duvivier (1951, N, 105 min). avec Marianne Hold. Drame.

**TMC**  
20.25 Drôles d'histoires. 20.35 H.C. 21.30 Aida. Film de Clemente

Fractal (1993, 95 min). avec Sophia Loren. Musique. 0.10 Le Club (75 min).

**Eurosport**  
17.30 Athlétisme.  
En direct. Meeting indoor de Moscou (Russie), au Kuz Sports Complex (60 min). 794553  
18.30 Motors. 20.00 Volley-ball. Cannes-Kucup. Ligue des champions. 21.30 Basket-ball. Pau-Béziers. 22.00 Football. Match amical. Espagne-Norvège. 0.30 Athlétisme (60 min).

## SPORTS D'HIVER

Envie de skier ?  
Préparez votre séjour sur Minitel  
3615 LEMONDE

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :  
► Signalé dans « le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».  
■ On peut voir.  
■ Ne pas manquer.  
■ Chef-d'œuvre ou classique.  
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



■ On peut voir.  
 ■ Ne pas manquer.  
 ■ Chef-d'œuvre ou classique.  
 ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



## Les médecins généralistes ne prescrivent pas plus de médicaments qu'il y a dix ans

Une enquête de la CNAM a analysé 128 000 ordonnances délivrées en mai 1993

UNE ENQUÊTE CONDUITE par la Caisse nationale d'assurance maladie, rendue publique mardi 6 février, fournit plusieurs nouvelles données sur la consommation de médicaments en France. Cette enquête a été conduite à partir de l'analyse de 128 000 ordonnances médicales présentées, pour règlement, aux caisses de sécurité sociale entre le 10 mai et le 15 mai 1993 retenues à partir d'un échantillon représentatif au 1/49<sup>e</sup> de l'ensemble des documents de facturation accompagnés des ordonnances de médicaments.

La quasi-totalité (98,44 %) des ordonnances analysées comportaient au moins une spécialité allopathique. Elles correspondaient au total à la prescription de plus de 405 000 « lignes de prescription ». Seules 81 % des ordonnances étaient libellées conformément aux dispositions du Code de la santé publique qui imposent au prescripteur de définir la posologie, la quantité ou la durée de trai-

tement. Ce travail permet notamment d'établir un classement des spécialités médicamenteuses les plus consommées. Pour diverses raisons méthodologiques, ce classement fournit plus une indication de tendances que l'exact reflet de la consommation pharmaceutique nationale.

### LE PARACÉTAMOL EN TÊTE

Trois familles thérapeutiques apparaissent en tête des prescriptions médicales. Il s'agit des médicaments du système nerveux central (19 %), suivis de ceux de l'appareil digestif (17 %) et du métabolisme (16 %). Le paracétamol commercialisé par les laboratoires Thérapix (groupe Rhône-Poulenc Rorer) sous la marque Doliprane se situe en première position d'un classement qui comprend 827 spécialités et qui se termine, avec le Vitaphakol, collyre des laboratoires h. Faure. Derrière le Doliprane on trouve, dans l'ordre l'Aspégic, le Temesta, le Di-Antalvic, le

Lexomil, le Nifuril, le Clamoxyl et le Lipanthyl. Le célèbre antidépresseur Prozac figure en 23<sup>e</sup> position, neuf places devant le Transène.

Ce classement se transforme profondément dès lors que l'analyse porte sur les montants réglés par les caisses d'assurance maladie, soit 18 millions de francs. On trouve alors dans le peloton de tête les spécialités pharmaceutiques de l'appareil cardio-vasculaire et les antibiotiques. Le médicament pour lequel les remboursements sont les plus élevés, est l'Augmentin des laboratoires SmithKline Beecham (pour un total de 233 481 francs).

« Le nombre de lignes de prescription par ordonnance est resté inchangé entre 1983 et 1993, soit 3,6 lignes pour les généralistes écrivent les auteurs de cette enquête. Cette observation conduit à imputer l'augmentation des dépenses, non à un allongement des ordonnances, mais à la croissance du nombre

d'actes accompagnés d'une ordonnance de médicaments ainsi qu'à la substitution d'anciens médicaments par des nouveaux plus coûteux ».

Les auteurs soulignent toutefois les limites des données de leur enquête. « La portée de nos résultats est conditionnée par les caractéristiques de la population qu'ils décrivent », écrivent-ils. La principale limite de cette enquête réside dans sa situation dans le temps. « Ce travail n'est en effet révélateur que d'une fraction des comportements médicaux de quelques jours du mois de mai 1993. On ne peut manquer d'être surpris devant la faiblesse des outils dont dispose la CNAM pour appréhender de manière détaillée et en temps réel la consommation pharmaceutique nationale. Cette situation est d'autant plus paradoxale que l'industrie pharmaceutique dispose, elle, de ces outils et des précieux résultats qu'ils fournissent.

Jean-Yves Nani

## Une fin de voyage perturbée pour le pape au Guatemala

### GUATEMALA

de notre envoyé spécial

Venus du nord, des rafales inhabituelles de vent glacé se sont abattues sur la capitale du Guatemala, mardi 6 février. En raison d'une météo détestable, pour se rendre à Esquipulas, à 200 kilomètres à l'est, au sanctuaire du Christ noir, haut lieu de pèlerinage depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, Jean Paul II a dû renoncer à prendre l'avion et recourir à un hélicoptère. Du coup, l'horaire a été perturbé, les cérémonies raccourcies de plus de trois heures pour permettre un retour rapide, en début d'après-midi, dans la capitale. Inmanquablement, la rumeur a couru : le pape n'est pas bien. Son porte-parole, Joaquín Navarro-Valls, a aussitôt opposé un démenti, assurant que le pape était « en excellente santé » et qualifiant cette information d'« irresponsable ».

Soit une mauvaise journée pour Jean Paul II qui, transi et épuisé par le froid, a cependant célébré dans la soirée, sans faiblir, sur la place Campo de Marte de la capitale, une nouvelle liturgie devant cent mille personnes, glacées elles aussi. Une rumeur, quelques imprévus : il n'en fallait pas plus pour que l'on observe à la loup le reste du voyage au Nicaragua, au Salvador et au Venezuela. Et la fragile alchimie, qui s'instaure à chacune de ses visites, s'est ressentie de cette curiosité trop appuyée pour ne pas être morbide.

De fait, la seconde journée du pape au Guatemala n'a pas été à la hauteur de l'attente créée la veille par une étonnante arrivée sous une pluie de fleurs. Certes, dans ses deux longs

discours d'Esquipulas, il a rendu un juste hommage aux nombreux laïcs catéchistes tombés au service de cette « nouvelle évangélisation » qui lui tient tant à cœur. Il a remercié et encouragé la hiérarchie religieuse qui depuis longtemps est placée en première ligne dans la lutte contre les inégalités. Mais peut-être n'a-t-il pas su cette fois, lui qui le fit si souvent, trouver les mots que beaucoup attendaient pour le drame des réfugiés, des populations déplacées ou plus simplement des Indios, parias de leur propre terre qui n'ont que trop fait les frais des 1 030 assassinats, 201 exécutions sommaires et 1 696 violations des droits de l'homme recensés, en 1995, par la conférence épiscopale du Guatemala.

### LES INDIENS « ÉCARTÉS »

Certains sont restés sur leur faim, devant l'énoncé de concepts spirituels bien éloignés des angoisses quotidiennes de la population, où l'on aurait pu voir une espèce de « marketing » religieux inspiré par la préoccupation de riposter aux sectes et aux Églises évangéliques très nombreuses au Guatemala — on parle de cinq mille — dont l'influence grignote de plus en plus celle de l'Eglise catholique.

C'est le cas de la plus célèbre des Guatémaltèques, Prix Nobel de la paix en 1992, Rigoberta Menchú. « C'est bien, la visite du pape, explique-t-elle en nous recevant dans sa petite maison bruyante d'enfants au cœur de la ville. C'est un leader mondial dont j'ai biser la main avec humilité, une grande personnalité qui soit toucher notre sensibilité, mais le Guatemala

est un pays multi-ethnique, avec plusieurs religions, et son voyage ne changera rien ici. » Et cette femme généreuse, habillée comme n'importe laquelle de ces Indiennes Mayas dont elle réclame la reconnaissance à travers une active fondation, de nous expliquer, à mots couverts, sa déception d'avoir vu Jean Paul II serrer, à la réception officielle pour son arrivée, tant de mains dont « presque aucune n'était indienne ».

Elle conclut : « Les Indiens ont été écartés de cette visite comme ils le sont de la vie réelle du pays. L'opinion internationale est impuissante à changer les choses. C'est aux Guatémaltèques de se prendre en mains, et l'Eglise catholique a son rôle à jouer concrètement. Si les Églises évangéliques ont du succès, c'est qu'elles ont su justifier, sans hiérarchie pesante, être présentes au jour le jour. » En témoignage l'implantation massive en ville de ces Églises au prosélytisme agressif, dont certaines avaient distribué des tracts hostiles avant l'arrivée du pape, le qualifiant notamment d'« Antéchrist ».

Marie-Claude Decamps

■ NICHARAGUA : à quelques heures de l'arrivée du pape, un attentat à l'explosif, qui n'a pas fait de victime, a été perpétré dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 février contre une église catholique à Masaya, à une trentaine de kilomètres de la capitale, Managua. C'est le dix-huitième attentat de ce type contre des établissements catholiques depuis mai 1995. — (AFP, Reuters.)

## M. Boutros-Ghali contactera les chefs de gouvernement pour obtenir le paiement de leurs arriérés à l'ONU

« LA CRISE FINANCIÈRE a placé l'ONU au bord de la faillite », a estimé mardi 6 février le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Boutros Boutros-Ghali, qui s'adressait à un groupe de l'Assemblée générale en charge des problèmes financiers de l'ONU. M. Boutros-Ghali a accompagné sa mise en garde d'un appel aux pays débiteurs de l'organisation pour qu'ils règlent leurs arriérés. Au 15 janvier, ces derniers totalisaient 2,3 milliards de dollars (11,5 milliards de francs).

« Je prévois de contacter les chefs des gouvernements en leur demandant directement de régler leurs arriérés maintenant », a-t-il dit. M. Boutros-Ghali a aussi plaidé en faveur d'une « reprise » de la session des cent quatre-vingt-cinq membres de l'Assemblée générale ou d'une « session spéciale » consacrée aux finances de l'ONU.

Premier pas visé par l'appel du secrétaire général : les États-Unis, qui, à eux seuls, doivent à l'ONU plus d'un milliard de dollars. Pour les amener à régulariser leur situation et amadouer un Congrès — dominé par les républicains — largement hostile à l'ONU, M. Boutros-Ghali préconise de ramener la quote-part américaine au budget ordinaire de 25 %, la part actuelle, à 15 % ou 20 %. Instaurer

un tel plafond « refléterait mieux le fait que cette organisation est l'outil de toutes les nations », a commenté le secrétaire général. En 1945, lors de la création de l'ONU, la part américaine était de 45 %.

Cette décision, qui est du ressort exclusif de l'Assemblée générale, a d'ores et déjà reçu un accueil assez frais. Depuis des années, les États-Unis sont hostiles à une mesure qui aurait pour conséquence de réduire leur influence à l'ONU. Et l'Europe tout comme le Japon n'en veulent pas davantage, persuadés qu'ils auraient à prendre en charge la part budgétaire américaine.

M. Boutros-Ghali a aussi laissé entendre que des réductions d'effectifs étaient inévitables au siège du secrétariat général. Pour autant, il a refusé d'endosser un plan proposé par les services financiers de l'organisation prévoyant la suppression immédiate d'un millier d'emplois sur les dix mille concernés.

Les économies n'en sont pas moins à l'ordre du jour à New York. Le département des opérations du maintien de la paix, qui gère les missions des « casques bleus » dans seize parties du monde, a par exemple été prié de réduire les communications téléphoniques longue distance. Et de se préparer à une réduction prochaine de 15 % des effectifs.

## M. Le Floch-Prigent ambitionne un « projet industriel » pour la SNCF

LE PRÉSIDENT de la SNCF, Loïk Le Floch-Prigent, veut démentir bien marquer une rupture avec ses prédécesseurs. Après avoir supprimé le poste de directeur général (pour lui substituer deux directeurs délégués) et réorganisé le comité exécutif par activités (voyageurs, fret, infrastructure), il a lancé, mardi 6 février, avec les syndicats réunis en table ronde, le processus de concertation sur un « projet industriel », qui se substitue au traditionnel « plan stratégique d'entreprise » censé fixer pour cinq années les grandes orientations de l'entreprise.

Au delà de la formule, Loïk Le Floch-Prigent a voulu signifier que la SNCF devait de plus en plus devenir une entreprise « industrielle » comme les autres et devait d'abord rechercher la croissance de son chiffre d'affaires. Il a proposé aux syndicats d'établir, en commun, un constat sur la situation de l'entreprise, avant de réfléchir sur ses missions futures. « Je souhaite que nos démissions nos réflexions sur un constat de départ commun » a-t-il expliqué.

Le président a d'autre part annoncé le lancement d'une enquête auprès de la clientèle, sous la forme d'un questionnaire diffusé à plusieurs millions d'exemplaires. Comme prévu, un débat national sera également mené. La commission présidée par Claude Marti-

sentera ses conclusions avant la fin février. Cette réflexion sur le rôle du ferroviaire et les missions de la SNCF se prolongera ensuite dans les conseils économiques et sociaux régionaux, et probablement au Parlement.

En parallèle au débat institutionnel, qui doit s'achever vers le 15 mai, seront menées de front les négociations sur le contrat de plan Etat-SNCF et l'élaboration, en interne, du projet industriel. Ces deux documents seront présentés au cours du conseil d'administration du 19 juin. Les ambitions du président laissent un peu sur leur faim les organisations salariales. Tout comme la nouvelle réorganisation au sommet de la SNCF, le plan de travail présenté mardi ne se traduit pour l'instant par aucun changement dans la marche de l'entreprise. Le véritable baptême du feu du nouveau président aura lieu le 13 février à l'occasion de la première table ronde sur les négociations salariales, où Loïk Le Floch-Prigent n'aura, au maximum, conformément à la lettre de cadrage du premier ministre, que 0,8 % de hausse générale des salaires à offrir pour 1996. Marc Rousset, secrétaire général de l'Union fédérale des cadres et maîtres CGT déplore déjà « la baisse annoncée de 10 % du volume des promotions ».

Christophe Jakubyszyn

## Le fond de l'air

par Pierre Georges

EXCELLENTE NOUVELLE pour le premier ministre : il est populaire dans le Val-Louron. Et il ne l'a point volé. Alain Juppé s'en est donc allé, mardi 6 février, à l'extrême bout des Pyrénées — au-delà, on ne voit guère que l'Espagne — respirer un bon bol d'air des aïeux. Et, accessoirement, recueillir les fruits d'une sage décision.

Car c'est un fait. Alain Juppé a sauvé le Val-Louron. L'EDF qui, comme chacun sait, a de l'électricité à revendre, avait décidé qu'il n'y aurait plus de Pyrénées. Pour ce faire, elle avait misé sur une des pharaoniques projets dont elle a le secret : planter, en pleine vallée, une ligne à très haute tension, agrémentée de ces multiples pylônes qui donnent au paysage la charmante lueur des sinistres industriels.

Nécessité faisant saccage, l'EDF avait soigné l'argumentaire. C'était bon pour EDF. Donc bon pour la France. Économiquement, financièrement, stratégiquement et même « brutalement » ! Imparable. C'était bon pour tout le monde. Sauf pour le site, admirable. Sauf pour les habitants de ce Val-Louron, espèce en probable voie de disparition.

Comme si, en plus, il fallait se préoccuper des humanoides des Pyrénées ! Bref, l'affaire semblait entendue. Elle avait tourmenté six premiers ministres successifs, épuisé plus de tribunaux administratifs qu'un montagnard, en une vie, n'use de bêtises, provoqué de saines colères et de vrais désespoirs. Tout semblait dit. Sauf le dernier mot. Et il revint à Alain Juppé de le dire : « Non ! » Non, pas de cela, Lisette, pas de cela, EDF, pas de cette horreur ! L'on aménage et l'on gouverne d'abord pour les hommes, « humaine-ment », précisa, en substance, le chef du gouvernement.

Alain Juppé s'en fut donc sur les lieux du sauvetage. Il ne put voir, brouillard et neige, tout à fait ce à quoi le Val-Louron et le patrimoine national avaient échappé. Il n'empêche ! C'était la bonne décision, une décision courageuse et, ce qui ne gâte rien, populaire. Est-ce l'accueil très chaleureux fait au sauveur ? L'ivresse provoquée par ce grand bol d'oxygène partagé avec le ministre de l'environnement, Corinne Lepage ? En tout cas, Alain Juppé se laissa aller à une débauche affective : « On dit souvent que je n'ai pas de cœur. Mais vous m'avez ému. »

Hélas ! Sur d'autres fronts écologiques, le fond de l'air se faisait nettement plus frais. Et pollué. Vieille fable de l'air des villes et de l'air des montagnes. Les études médicales, sérieuses et fiables, montrent donc qu'il faudra désormais y regarder à deux fois avant de respirer en ville. L'air tue. C'est établi. L'air tue, presque comme ce vieux slogan : « L'aircool tue, buvez avec modération. »

N'ayant pas vocation limitée à restreindre leur consommation d'oxygène, les citoyens n'ont plus qu'à espérer qu'on aménage et gouverne leur vie et leur ville « humainement ». Plus facile à dire qu'à faire certes. Surtout qu'en ce domaine, tous pollueurs, tous empoisonnés, nous sommes les propres démons de notre enfer quotidien.

Mais il va bien falloir faire quelque chose. Ne serait-ce que pour ne plus entendre, à la radio, un pneumologue expliquer doctement que l'air n'était fatal qu'aux candidats les plus doux pour la mort. C'est d'une misère consolatoire. On ne saurait « humaine-ment » et raisonnablement mettre Marry sur le balcon pour accéler le cours de l'héritage !

### DÉPÊCHES

■ ENVIRONNEMENT : cinq jours après avoir annulé le projet de ligne très haute tension de 400 000 volts Aragon-Cazart reliant la France à l'Espagne, le premier ministre Alain Juppé, accompagné de Corinne Lepage, ministre de l'environnement, s'est prononcé en faveur du classement de la haute vallée du Louron à l'occasion d'une visite de ce site dans les Hautes-Pyrénées, mardi 6 février. La veille, la Commission européenne de Bruxelles avait dénoncé « l'action unilatérale » du gouvernement français estimant qu'il s'agit d'une remise en cause de tous les projets prioritaires inclus dans le programme adopté en décembre 1994 par le sommet européen d'Essen en Allemagne.

■ SOCIAL : le patronat et les syndicats ont rapproché leurs points de vue, mardi 6 février, lors de la quatrième séance de négociations sur l'avenir des régimes de retraite complémentaire de l'ensemble des salariés (Aircro) et des cadres (Aghc). À l'exception de la CGT, les organisations de salariés ont accepté le principe d'une baisse progressive du rendement des deux régimes dans les dix ans pour les futurs retraités, même si cette baisse est moins brutale que celle proposée par le CNPF au cours de la séance précédente (Le Monde du 17 janvier).

■ FAITS DIVERS : Pascal Raffin a été mis en examen, mardi 6 février, pour « incendies volontaires » et « incendie volontaire ayant entraîné la mort » par Jean-Pierre Berthet, juge d'instruction à Lons-le-Saunier. Il a été écroué. Le pyromane, âgé de trente-cinq ans, a reconnu être l'auteur des treize incendies survenus dans des maisons de la commune de Molrans, Haut-Jura, dont celui qui causa, samedi 20 janvier, la mort de sa tante Annie Raffin, cinquante-six ans, et d'un pompier de Molrans, Gérard David, quarante-neuf ans, qui tentait de la sauver.

■ MUSIQUE : la 3<sup>e</sup> édition des Victoires de la musique classique, a eu lieu, mardi 6 février, au Palais des Congrès à Paris. Le palmarès est le suivant : Artiste lyrique : Nathalie Dessay (EMI) ; Ensemble instrumental ou vocal : Ensemble Michel Pignatelli (Naxos) ; Enregistrement classique étranger : Maxim Vengerov, Orchestre philharmonique de Berlin, Claudio Abbado (Teldec) ; Soliste instrumental : François-René Duchâble (EMI) ; Nouveau talent : Isabelle Moretti (Aurvidis) ; Formation de musique de chambre : le quatuor Debussy ; Chef d'orchestre de l'année : Michel Plasson (EMI) ; Musique ancienne : Gérard Lesne (Virgin Classics/EMI) ; Contribution internationale à la musique française : Carlo Maria Giulini (Sony classical) ; Meilleure production lyrique : Les Dialogues des carmélites, de Francis Poulenc par le Capitole de Toulouse ; Création de musique contemporaine : Quatuor à cordes, de Marcel Landowski ; Spectacle chorégraphique : Jean-Claude Gallota ; Enregistrement de musique classique française : Anne Gastinel (Aurvidis).

■ VENTES : la collection de cinquante récits de Jules Verne (publiés et reliés par Hetzel), appartenant au copédiste Michel Sermet, a été vendue aux enchères, mardi 6 février, à Drouot pour une somme totale de 358 000 francs (sans les frais).

## BOURSE TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le mercredi 7 février, à 10 h 15 (Paris).

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES		OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES	
Tokyo Nikkei	20751,20 +0,47 +3,41	Paris CAC 40	1988,47 +0,15 +6,22
Hong Kong Index	11391,40 -0,81 +13,93	Londres FT 100	3747,30 +0,02 +1,57
		Zurich	1536,01 — +0,40
		Milan MIB 30	1080 — 5,52 +7,41
		Frankfurt Dax 30	2430,60 +0,48 +7,84
		Bruxelles	1688,06 +0,12 +6,23
		Suisse SMI	1348,17 — -7,50
		Madrid Ibez 35	327,91 +0,17 +2,40
		Amsterdam CBS	336,60 +0,56 +4,69

Tirage du Monde daté mercredi 7 février 1996 : 507 008 exemplaires



32 / LE MONDE / JEUDI 8 FÉVRIER 1996

**Publicité**

Entre un club d'aviron et une université populaire, entre une équipe de foot et un festival de bandes dessinées, entre une association d'handicapés et un orchestre de chambre, il y a un point commun : s'associer. Né d'une association, le mouvement E.Leclerc, à travers ses 520 centres E.Leclerc, est devenu tout naturellement l'un des premiers partenaires de la vie associative française.

# E. LECLERC